



Édition complète,
volume 024

EN APPLICATION DE LA TRI- ARTICULATION DE L'ORGANISME SOCIAL

*Édition de l'institut à partir des
publications d'origine
et de la gestion du leg de Rudolf
Steiner (notes)*

ÉDITION FRANÇAISE

Traductions et révisions
Daniel Kmiécik et François Germani

État au 30 janvier 2023
Institut pour une tri-articulation sociale
Atelier francophone

Adresse en ligne du document :
<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/SWA/024.html>



Prévu pour lecture à l'écran ou liseuses « e-ink », par le choix d'une police de 14, le présent document au format PDF est conçu pour une impression optimum au format A5 à l'aide d'un logiciel gérant une impression en livret sur du papier standard A4 qu'il faut ensuite plier en deux, voir relier (avec une bonne aiguille et un gros fil solide) puis massicoter (une bonne règle si possible métallique et un couteau très bien affûté, vont aussi)

Voir la page d'aide à l'impression : <http://www.triarticulation.fr/AM/AideImp.html>

Il peut néanmoins être imprimé en totalité ou partie (de préférence recto verso) au format A4. La police de 14 donne alors des caractères relativement grands (qui peuvent être utiles aux vues déclinantes...).

Il est aussi possible d'obtenir un « cahier » A4 par impression en livret A4 si l'on dispose d'une machine pour papier au format A3 (grosses photocopieuses).

Les gros volumes sont scindés en plusieurs fascicules pour faciliter l'assemblage.

Sinon, nous pouvons aussi le faire pour vous à un prix modique auquel s'ajoutera les frais d'envoi.

Nous consulter.

A propos des publications de l'œuvre de Rudolf Steiner sous forme de conférences

Les œuvres écrites et publiées par Rudolf Steiner (1861-1925) constituent la base de la science de l'esprit d'orientation anthroposophique. Parallèlement, il a tenu de nombreuses conférences et cours entre 1900 et 1924, aussi bien en public que pour les membres de la Société théosophique, puis anthroposophique. A l'origine, il souhaitait lui-même que ses conférences, toutes tenues librement, ne soient pas consignées par écrit, car elles étaient conçues comme des "communications orales non destinées à être imprimées". Mais après que des transcriptions d'auditeurs incomplètes et erronées aient été réalisées et diffusées, il s'est vu contraint de réglementer la transcription. Il confia cette tâche à Marie Steiner-von Sivers. C'est à elle qu'incombaient la désignation des sténographes, la gestion des transcriptions et la révision des textes nécessaire à l'édition. Comme Rudolf Steiner, par manque de temps, n'a pu corriger lui-même les réécritures que dans de très rares cas, il faut tenir compte de sa réserve à l'égard de toutes les publications de conférences : "Il faudra seulement accepter que des erreurs se trouvent dans les modèles que je n'ai pas relus".

Après la mort de Marie Steiner (1867-1948), la publication d'une édition complète de Rudolf Steiner a été entamée conformément à ses directives. Le présent volume fait partie intégrante de cette édition complète. Si nécessaire, des indications plus précises sur les documents textuels se trouvent au début des notes.

Ce documents est placé sous la Licence Creativ Commons suivante :

[Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International](#)

Sous respect des conditions de la licence vous avez la permission de le diffuser et multiplier.

Dans la pratique, toute citation ou utilisation d'illustration doit faire au minimum l'objet d'un lien à la page contextuelle indiquée sur la page de couverture.



ESSAIS SUR LA TRIARTICULATION DE L'OR-AUFSÄTZE ÜBER DIE DREIGLIEDERUNG DES
GANISME SOCIAL ET SUR LA SITUATION DUSOZIALEN ORGANISMUS UND ZUR ZEITLA-
TEMPS (1915-1921) GE 1915-1921

1982

1982

ÉDITIONS RUDOLF STEINER
DORNACH (SUISSE)

RUDOLF STEINER VERLAG
DORNACH/SCHWEIZ

Publié par l'Administration de la Succession
Rudolf Steiner

Herausgegeben von der Rudolf Steiner-
Nachlaßverwaltung

L'édition fut soignée par Robert Frieden-
thal

Die Herausgabe besorgte Robert Frieden-
thal

1re édition dans ce recueil : Œuvres com-
plètes, Dornach, 1961

1. Auflage in dieser Zusammenstellung
Gesamtausgabe Dornach 1961

2e édition, augmentée de l'essai :

2. Auflage, erweitert um den Aufsatz

« Les objectifs pédagogiques de l'école Wal-
dorf », Œuvres complètes, Dornach, 1982

«Die pädagogische Zielsetzung der Waldorf-
schule»

Publié précédemment sous forme de livre :

Gesamtausgabe Dornach 1982

« Dans la mise en œuvre de la triarticula-
tion de l'organisme social »,
Stuttgart, 1920

In Buchform sind früher erschienen:
«In Ausführung der Dreigliederung des so-
zialen Organismus»

«Pensées pendant la guerre », Berlin, 1915

Stuttgart 1920

Une partie des essais ont été inclus dans :
« Les exigences du présent sur l'Europe
centrale », Dornach, 1951.

«Gedanken während der Zeit des Krieges»,
Berlin 1915
Ein Teil der Aufsätze war enthalten in

Une liste des publications antérieures de
chaque essai est disponible à la page 491.

«Die Forderungen der Gegenwart an Mittel-
europa», Dornach 1951

Bibliographie n° 24

Nachweis der früheren Veröffentlichungen

Tous droits réservés par l'Administration
de la succession Rudolf Steiner, Dornach,
Suisse

der einzelnen Aufsätze auf Seite 491
Bibliographie-Nr. 24

Alle Rechte bei der Rudolf Steiner-Nachlaß-

© 1961 par l'Administration de la succes-
sion Rudolf Steiner, Dornach, Suisse

verwaltung Dornach/Schweiz
© 1961 by Rudolf Steiner-Nachlaßverwal-

Imprimé en Suisse par Schüler AG, Bienne

tung, Dornach/Schweiz

ISBN 3-7274-0240-7 (relié) ISBN 3-7274-
0241-5 (broché)

Printed in Switzerland by Schüler AG, Biel
ISBN 3-7274-0240-7(Ln) ISBN 3-7274-0241-
5(Kt)

La présente version se réfère cependant à l'édition 2024 de l'Institut.





Table des matières

Remarques de l'éditeur.....	7
AVERTISSEMENTS [11].....	8
La Dreigliederung de l'organisme social, une nécessité de l'époque [15].....	10
Les nécessités de la vie internationale et la Dreigliederung sociale [21].....	13
Marxisme et Dreigliederung [31].....	18
Libre école et Dreigliederung [35].....	20
Ce qu'il faut [44].....	24
Capacité de travail, volonté de travail et organisme social dreigliederig [48].....	26
Aveuglement socialiste des âmes [53].....	28
Entraves socialistes au développement [57].....	30
Ce qu'exige un « esprit nouveau » [61].....	33
Profit économique et esprit du temps [66].....	35
Culture de l'esprit et vie économique [70].....	37
Droit et économie [74].....	39
Esprit social et superstition socialisante [78].....	41
Les fondements pédagogiques de l'école Waldorf ⁽¹⁾ [83].....	43
L'erreur fondamentale dans le penser social [94].....	49
Les racines de la vie sociale [99].....	52
Le terrain de la dreigliederung [104].....	55
Une vraie clarification à la base du penser social [108].....	57
La voie vers une délivrance du peuple allemand [113].....	59
La soif d'idées de notre époque [117].....	61
Un urgent besoin de discernement [121].....	63
ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA TRIARTICULATION DE	
L'ORGANISME SOCIAL	67
Le goethéanum et la voix du présent [127].....	67
Les aberrations des idées et la moralité des publicistes [131].....	69
Un nouveau czerniscisme n'a pas le permission de dissoudre l'ancien [137].....	72
Destruction et construction [144].....	76
Une volonté éclairée fait nécessité [148].....	78
Les exigences de l'époque d'aujourd'hui et les pensées d'hier [152].....	80
Idées et pain [156].....	81
Les dirigeants et les dirigés [160].....	83
Le fatalisme comme parasite de l'époque [163].....	84
La tri-articulation et les intellectuels [168].....	87
Les putsch de l'ombre et la pratique des idées [172].....	88
La tri-articulation pendant la guerre et après celle-ci [176].....	90
Politique d'état et politique d'humanité [180].....	92
Le chemin dans la tourmente du présent [180].....	94
Politique morte et idées vivantes [183].....	96
Les véritables forces dans la vie sociale du présent [187].....	97
CINQ ARTICLES DE LA REVUE "AVENIR SOCIAL"	100
La Dreigliederung de l'organisme social, la démocratie et le socialisme [201].....	100



Économie internationale et Dreigliedrung de l'organisme social [220].....	109
Vie de l'esprit, ordre juridique, économie [231].....	115
Dreigliederung et confiance sociale (capital et crédit) [249].....	124
La fixation des buts pédagogiques de l'école Waldorf à Stuttgart. [266].....	134
SUR LA GUERRE MONDIALE 1914-1918 (1/2)	139
Pensées pendant le temps de la guerre. [279].....	139
Pour les Allemands et de tels qui ne croient pas devoir les haïr (1915).....	139
Un travail scientifique primé sur l'histoire du déclenchement de la guerre. [333].....	164
(Dr. Jakob Ruchti, sur l'histoire du déclenchement de la guerre - Avril 1917).....	164
LES MÉMORANDUMS DE JUILLET 1917 :	166
Premier mémorandum 13/07/1917 [339].....	166
Deuxième mémorandum (dernière version) 17/02/1918 [362].....	177
Deuxième mémorandum (première version) 22/07/1917 [381].....	186
SUR LA GUERRE MONDIALE 1914-1918 (2/2)	190
Remarques préliminaires sur "la < culpabilité > dans la guerre". [386].....	190
Considérations et souvenirs du chef d'état-major général H. von Moltke sur les événements de juillet 1914 à novembre 1914 (mai 1919).....	190
Faits nouveaux sur la préhistoire de la guerre mondiale. [398].....	195
Une interview du rapporteur du "Matin" Jules Sauerwein avec le Dr. Rudolf Steiner sur les mémoires non publiées du défunt chef d'état-major allemand von Moltke (octobre 1921).....	195
Remarques complémentaires à l'interview du « matin ». [406].....	198
Sur des "réclamations" à l'article du "Matin". [408].....	199
Contre des objections faites à l'interview du "matin" (1921). [419].....	204
DIVERS	208
Appel au peuple allemand et au monde de la culture (mars 1919) [428].....	208
Principes directeurs pour le travail de triarticulation (hiver 1918/19). [434].....	211
La voie de "l'organisation sociale triarticulée" (tract, printemps 1919). [437].....	212
Sur l'opportunité des conseils d'entreprises (juillet 1919). [441].....	213
Sur la "triarticulation de l'organisme social" (août 1919). [444].....	215
Défense face à une attaque du sein de l'université (juillet 1920). [457].....	220
Pensées directrices pour une entreprise à fonder (novembre 1920). [460].....	222
Préface à l'annonce d'une maison d'édition (décembre 1920). [466].....	224
Appel pour la sauvegarde de la Haute Silésie (janvier 1921). [471].....	227
Délimitation du programme du jour qui vient (1922). [476].....	229
INDICATIONS [491]	230
PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES [495]	239



Remarques de l'éditeur

Le présent volume est le second d'**écrits** de Rudolf Steiner en science sociale après « Les fondements de l'organisme social » rédigé à partir de ses notes pour les conférences tenues à Zurich en février 1919 (GA 328). Mais il s'agit là d'un assemblage d'écrits destinés à des journaux ou d'autres circonstances.

Une grande partie est traduite par Daniel Kmieciak, qui comme vous l'avez déjà remarqué dans la table des matières, n'a jamais voulu traduire en français, le terme que R. Steiner adopta pour porter le concept de sa tentative centrale pour rendre compte de la constitution humaine incarnée sur Terre rassemblant en un même corps trois composantes de l'humain spirituel dans leurs interactions. On touche là à une vision moderne de l'humain à l'image de l'ancien Dieu trinitaire. Et à ce que cela permet pour une nouvelle compréhension des rapports sociaux.

Pour ma part j'ai d'abord adopté « triarticulation » proposé il y a déjà longtemps par Christian Lazaridès. Mais ces derniers temps je tends à penser que bien qu'encore plus étrange à l'oreille française, « trimembrement » devrait finir un jour, si véritablement des francophones arrivaient à se saisir correctement de cet apport central, à faire sa place.

Mais pour l'instant c'est surtout l'intimisme ou le subjectivisme qui tient lieu de science sociale dans la partie institutionnalisée de l'anthroposophie en France.

François Germani, 10 octobre 2026

Cette édition des essais de Rudolf Steiner sur la triarticulation sociale des années 1919-1920 a été développée pour les groupes d'étude :

- Les paragraphes sont numérotés.
- Les numéros de page de GA 24 sont insérés dans le texte.
- Chaque essai commence sur une page de gauche.

Ces essais font partie des œuvres écrites de Rudolf Steiner et sont donc dans le domaine public depuis 1995. Les essais du premier chapitre, « Dans la mise en œuvre de la triarticulation de l'organisme social », avaient déjà été publiés sous forme de livre en 1920. Ils ont été complétés ici par les essais parus ultérieurement dans la revue hebdomadaire «Triarticulation de l'organisme social ». Les essais de la revue «Avenir social» ont également été inclus. Tous ces essais, ainsi que d'autres, se trouvent actuellement dans les Œuvres complètes de Rudolf Steiner sous le titre « Essais sur la triarticulation de l'organisme social et la situation

Die vorliegende Ausgabe der Aufsätze Rudolf Steiners zur sozialen Dreigliederung aus den Jahren 1919 – 1920 ist für Studiengruppen entwickelt worden:

- Die Absätze sind nummeriert
- Die Seitenzahlen der GA 24 sind in den Text eingefügt
- Jeder Aufsatz fängt auf einer linken Seite an

Die Aufsätze gehören zum schriftlichen Werk Rudolf Steiners und sind daher seit 1995 gemeinfrei. Die Aufsätze des ersten Kapitels «In Ausführung der Dreigliederung des sozialen Organismus» sind schon 1920 als Buch erschienen. Hier wurden sie ergänzt um die später in der Wochenschrift «Dreigliederung des sozialen Organismus» erschienenen Aufsätze. Aufgenommen wurden auch die Aufsätze aus der Zeitschrift «Soziale Zukunft». All diese Aufsätze befinden sich derzeit – zusammen mit weiteren Aufsätzen – in der Rudolf Steiner Gesamtausgabe unter dem Titel

«Aufsätze über die Dreigliederung des



contemporaine (1915-1921) » [GA 24].

Les éditions Rudolf Steiner n'ont pas proposé depuis un certain temps d'éditions abrégées et abordables en format poche. Notre édition d'étude vise à combler cette lacune.

Sylvain Coiplet

sozialen Organismus und zur Zeitlage 1915 bis 1921» [GA 24].

Erschwinglichere gekürzte Taschenbuchausgaben bietet der Rudolf Steiner Verlag schon länger nicht mehr an. Diese Lücke soll mit unserer Studienausgabe gefüllt werden.

Sylvain Coiplet

Nous ne pouvons malheureusement pas porter le même soin à la présentation de l'ensemble en français. FG

AVERTISSEMENTS ^[11]

Au début de l'année 1919 a paru mon « Appel au peuple allemand et au monde de la culture »⁰¹. Il voulait exprimer brièvement les énergies salutaires qu'il fallait amener pour lutter contre le déclin de la vie, lequel avait dévoilé ses symptômes maladifs dans la catastrophe mondiale. De nombreuses personnalités d'Allemagne, d'Autriche et un grand nombre de Suisses, avaient cosigné cet appel et témoigné ainsi qu'elles tenaient les incitations qui y étaient exprimées comme quelque chose renvoyant aux nécessités de la vie du présent et du futur proche. J'en ai donné un exposé plus ample ensuite dans mon ouvrage : « Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités présentes et à venir ». Pour prendre fait et cause pour cet appel de manière durable et pour amener ce qui y est suggéré à se réaliser dans la vie pratique, « l'alliance pour la Dreigliederung de l'organisme social » a été ensuite fondée à Stuttgart et aussi en Suisse. Parmi les mesures diverses, qui ont été prises pour opérer cette réalisation pratique, il y eut aussi la fondation de l'hebdomadaire « Dreigliederung de l'organisme social » paraissant à Stuttgart. Les essais qui suivent constituent les articles de fond, que j'ai rédigés à l'été 1919 et à l'hiver 1919-1920 pour cet hebdomadaire. Ils peuvent valoir en tant qu'exposés complémentaires à ce que j'ai déjà établi dans les « points essentiels ». On peut tout aussi bien les considérer également comme une préparation à la lecture de cet ouvrage.

Tout ce que j'ai publié, aussi bien dans les « questions essentielles » que dans ces es-⁰² sais, ne provient pas d'une élaboration théorique d'idées. Au cours de plus de trois décennies, j'ai suivi, dans ses ramifications les plus variées, la vie spirituelle, politique et économique de l'Europe. À cette occasion, il en a résulté pour moi, comme je le crois, un discernement dans les tendances selon lesquelles cette vie presse en vue de son assainissement. Je veux dire que les idées que j'exprime, ne sont pas celles d'un homme singulier, mais qu'elles expriment la volonté inconsciente de l'humanité européenne. Les circonstances particulières de l'époque présente, sur lesquelles j'en vins à parler dans les « points essentiels » et de nouveau dans ces essais, n'ont pas permis que cette volonté paraisse au grand jour, dans tous ses contours en étant reliée à l'effort de sa mise en réalisation pratique, dans la pleine conscience d'un nombre suffisant d'êtres humains. On pourrait désigner cela comme le caractère tragique de l'époque présente, à savoir que d'innombrables hommes se bouchent la vue par des illusions sur les valeurs de ce qu'il faut atteindre quant à ce qui est réelle-



ment nécessaire. Des manières de voir complètement surannées des partis répandent un épais brouillard idéal sur ce qui est nécessaire. Elles se bercent de tendances qui n'ont aucune chance d'aboutir et qui sont inexécutables ; le réel qu'elles entreprennent se transforme en utopie stérile et, par contre, les propositions, qui sont faites à partir d'une pratique authentique de la vie, sont considérées par elles comme de l'utopie. C'est avec ce fait concret qu'a à lutter ce qui est exprimé dans les essais qui suivent ; car on veut prendre consciemment position pour cette utopie.

C'est à partir de ce fait qu'actuellement, dans notre monde de la civilisation, on va⁰³ encore et toujours à la dérive de la politique mondiale. Versailles et Spa (1) sont les étapes de cette politique. Le nombre des personnalités, qui percent à jour la manière dont ces étapes conduisent à un plus vaste déclin de la civilisation et ont révélé dans la catastrophe mondiale l'impossibilité de leur progression, est encore bien peu considérable. De telles personnalités sont certes présentes aujourd'hui dans les pays des vainqueurs comme dans les pays vaincus. Mais elles ne sont, premièrement, pas assez nombreuses et, secondement, la plupart d'entre elles aussi considèrent ce qu'il faut réellement faire comme utopique.

La raison pour laquelle « l'alliance pour la Dreigliederung de l'organisme social » est⁰⁴ encore prise pour beaucoup comme une communauté de gens qui n'ont aucune chance d'aboutir, vient, selon moi, du fait que la plupart de ces gens se sont précisément écartés de toute vraie pratique de vie, et considèrent leurs illusions de parti et leurs routines de vie pour de la pratique. Mais on ne parviendra à aucun assainissement de la civilisation si l'on n'amène pas en pleine conscience la volonté de l'époque, qui est si profondément enfouie dans les halliers des routines des partis illusoirs qui n'ont aucun sens pratique.

Pour quelqu'un qui ne sait que trop qu'il n'est pas en train de souffrir de niaiseries pré-⁰⁵somptions, il est difficile d'ajouter par écrit ce que beaucoup intègrent aujourd'hui dans leur réputation : à savoir, « Qu'il croit être plus sensé que tous ceux, qui ont acquis leur mot à dire au travers de leur participation pratique à la vie, dont il s'agit ici. » Le rédacteur de ces essais croit cependant que le reproche erroné, qui se trouve dans ces paroles, ne doit pas l'empêcher d'exprimer ce qu'il tient pour nécessaire, si l'on est d'avis qu'une relation particulière de sa propre situation de vie avec la vie présente a en effet dirigé son regard spirituel sur ce qui est nécessaire pendant plus de trois décennies.

Voilà, c'est là ma conviction, une conviction acquise par mon observation de la vie,⁰⁶ laquelle croit éviter toute théorisation et n'envisager que la pratique, à savoir que la volonté de l'époque pousse vers la « Dreigliederung de l'organisme social » et que tout ce qui est vécu dans les phénomènes de déclin, tire son origine du fait que la conscience publique de la civilisation européenne, au lieu de se tourner vers cette urgence de l'époque, souhaiterait plutôt continuer d'emprunter d'anciennes voies devenues impraticables.

Un groupe de ces êtres humains, parmi lesquels ont émergé les personnalités diri-⁰⁷geantes d'avant guerre et dont sortent encore beaucoup de celles d'aujourd'hui, continue de vivre ainsi dans des façons de voir qui ont mené au déclin et ces personnalités ne veulent pas voir la relation de dépendance entre leurs manières de voir et ce déclin. Elles voudraient charpenter une nouvelle vie à partir d'énergies dont la progression a effectivement amené la mort.

L'autre groupe continue de suivre la façon de penser, qui est née de la critique agis-⁰⁸



sant de manière négative ; celui-ci ne veut pas voir que dans cette manière de penser, la possibilité est certes donnée, d'amener l'existence passagère d'un semblant d'organisation sociale, avec les ruines de l'ancien, mais à la vérité celui-ci même est dévastateur par son caractère éphémère. D'une manière inverse, il continue le passé, mais sa façon de le faire n'a rien de neuf en germe.

Entre ces deux groupes, les énergies tiennent tête qui voudraient accoucher la volonté de l'époque réellement existante, mais recouverte par les décombres de l'ancien. Ceux qui les incarnent sont d'avis qu'elles renferment ce dont on a un besoin urgent aujourd'hui.

Mi-juillet 1920

10

Rudolf Steiner

11

(1) Versailles, Spa : La paix de Versailles, par laquelle la Première Guerre mondiale fut formellement achevée, fut signée le 28 juin 1919. Spa, en Belgique, fut le lieu de la Conférence européenne sur les réparations allemandes du 5 au 16 juillet 1920. Par la menace d'une entrée des troupes dans la région de la Ruhr, l'Allemagne fut amenée à accepter les conditions des Alliés.

La Dreigliederung de l'organisme social, une nécessité de l'époque [15]

Le temps est venu de reconnaître que les programmes de parti, qui se sont maintenus⁰¹ dans le présent à partir d'un passé ancien ou récent, ont été défaillants vis-à-vis des faits concrets engendrés par la catastrophe mondiale. On doit tenir ceux de ces programmes, dont les agents étaient censés collaborer à l'ordre des conditions sociales, comme réfutés par cette catastrophe. Ces tenants des partis doivent être au clair sur le fait que leurs idées furent insuffisantes pour maîtriser l'évolution des faits. Ceux-ci ont échappé aux idées et ont fait entrer la confusion et provoqué la décharge violente. Que l'on doive s'efforcer à des idées plus à la hauteur du cheminement emprunté par le monde des faits concrets, tel doit être le résultat d'en telle connaissance.

On a appelé expérience pratique ce qui n'était que de la routine étriquée. Les soi-disant⁰² hommes de la pratique s'étaient bien habitués à un étroit domaine de vie. Ils le dominaient de manière routinière. L'inclination et l'intérêt faisaient défaut pour voir ce domaine de vie en interaction avec d'autres horizons plus vastes. On était fier d'être un « praticien » de son propre domaine de vie. On faisait ce que la routine demandait, et ce qu'on faisait, on le laissait simplement entrer dans la machinerie générale de la vie. C'est ainsi que finalement tout fonctionna sens dessus dessous ; et de cet embrouillamini des faits, se développa la catastrophe mondiale. On s'était adonnés à une « pratique » sans disposer d'idées capables de la maîtriser. Telle fut la destinée des cercles dirigeants. — Maintenant, que l'on se trouve devant la confusion, on ne peut pas se débarrasser des anciennes habitudes du penser. On s'est habitués de tenir ceci ou cela pour une « nécessité pratique », et l'on a perdu le regard permettant de percevoir à jour comment ce qui fut cru comme « nécessairement pratique » est dans un état de capilotade intérieure.

C'est dans l'ordre économique des temps modernes, qu'est apparu au plus concrètement cet échappement des faits aux idées humaines. Sur ce domaine de vie, l'état de capilotade intérieure se révéla par le mouvement prolétaire socialiste. Au sein de ce mouvement, naquit un autre genre de programmes de parti : celui qui provenait du vécu immédiat de la capilotade et qui, soit exigeait un changement du fonctionne-



ment interne au sein de ce tohu-bohu, soit espérait un salut de « l'évolution » même des faits ainsi déchaînés. Ces programmes furent échafaudés au plan théorique, à partir de revendications humanitaires générales, sans tenir compte de manière pratique des faits. À la pratique, qui n'était que routine et méprisait les idées, s'opposèrent donc les idées socialistes, qui ne formaient, elles, qu'une théorie dépourvue de pratique. Maintenant que les faits exigent eux-mêmes une intervention plus féconde dans le monde concret, des idées plus vivantes, ces idées théoriques, « sans pratique », se révèlent insuffisantes. Et elles révéleront toujours plus leur caractère d'insuffisance qu'il deviendra davantage nécessaire d'intervenir dans la réalité de la vie présente en pleine confusion.

Face à cette routine sans idées et aux programmes théoriques sans pratique, une ⁰⁴ bonne volonté dans une certaine direction est aujourd'hui indispensable chez les hommes qui veulent réellement penser au plan pratique. Les routiniers, pourtant en vérité des praticiens qui n'ont aucune chance d'aboutir, devraient s'efforcer de comprendre que mener des affaires sans plans ni idées ne nous fait pas sortir de la catastrophe mondiale mais, au contraire, nous y enfonce de plus en plus profondément. On veut actuellement encore s'étourdir en s'affranchissant du discernement sur cette absence d'idées, que l'on a confondue avec la pratique de la vie, a bel et bien mené à la confusion. On a méprisé ceux qui exigeaient des idées en les taxant « d'idéalistes sans pratique » et l'on ne veut pas admettre qu'ainsi on s'est donc mis à entreprendre tout ce qui était vraiment à l'opposé de la pratique. Effectivement, on s'est révélés ainsi comme des « idéalistes » mais au sens le plus mauvais du terme.

De l'autre côté, où règne la « revendication théorique sans pratique », on veut ⁰⁵ conquérir une existence dignement humaine pour cette classe de femmes et d'hommes qui n'en sont pas encore actuellement en possession. On ne voit pas qu'on veut ainsi lutter sans avoir de discernement réel sur les nécessités de la vie inhérentes à un ordre social. On croit qu'en obtenant le pouvoir en luttant, au moyen de ce qui a été théoriquement exalté mais aussi revendiqué d'une manière dépourvue de pratique, on obtiendrait ensuite, comme par miracle, ce à quoi on aspire.

Et celui qui, de bonne foi avec l'humanité aussi dans cette classe-là, soulève cette re- ⁰⁶ vendication à partir du pénible état prolétarien et s' imagine en arriver au but de la manière caractérisée ci-dessus, celui-là doit d'abord se préoccuper de la question suivante: que doit-il advenir, si, d'un côté, l'on persiste dans des programmes qui ont été réfutés par la marche du monde, et, de l'autre, on doit conquérir le pouvoir par des revendications qui ne recherchent aucun accès à ce que la vie elle-même exige pour un ordre social possible ?

Vis-à-vis du prolétariat, on est peut-être bien disposés aujourd'hui, mais on n'est pas ⁰⁷ objectivement honnêtes si on ne lui fait pas comprendre que les programmes, dans lesquels il se reconnaît, ne le mèneront pas au salut qu'il aspire, mais au naufrage de la culture européenne, au naufrage de laquelle il a scellé le sien propre. On est aujourd'hui seulement honnêtes à l'égard du prolétariat, si l'on éveille en lui la compréhension que ce à quoi il aspire inconsciemment, ne peut jamais être atteint par les programmes qu'il a faits siens.

Le prolétariat vit dans une terrible erreur. Il a vu comment, tout au long de ces der- ⁰⁸ niers siècles, les intérêts humains ont été progressivement et totalement absorbés par l'économie. Il a été contraint de remarquer comment les formes juridiques de la vie sociale humaine se déterminent à partir des formes du pouvoir et du besoin de



l'économie ; il put voir ainsi comment la totalité de la vie de l'esprit, en particulier l'éducation et l'instruction publique, s'était édifiée à partir des circonstances résultant des fondements économiques et à partir de l'État dépendant de l'économie. Dans le prolétariat, s'est établie la superstition destructrice que tout ce qui relève de la vie juridique et de celle de l'esprit, naît naturellement et nécessairement des formes économiques. De vastes cercles, qui ne relèvent pas du prolétariat, ont déjà succombé aujourd'hui à cette superstition. — Ce qui s'est développé dans ces derniers siècles comme un phénomène d'époque : la dépendance de la vie spirituelle, et de celle du droit, de la vie économique, est considérée comme une nécessité naturelle. On ne remarque pas ce qu'est la vérité : à savoir, que cette dépendance même a conduit l'humanité dans la catastrophe ; et on continue de s'adonner à la superstition du penser qu'on a seulement besoin d'un autre ordre économique, lequel ferait poindre de lui-même une autre vie juridique et une autre vie de l'esprit. On veut seulement changer l'ordre économique, au lieu de reconnaître que l'on devrait supprimer la dépendance de la vie de l'esprit et de celle juridique de la forme économique.

Il ne peut plus s'agir, en cet instant présent de l'évolution historique universelle,⁰⁹ d'aspirer à un autre genre de dépendance de la vie spirituelle et de celle juridique de la vie économique, mais il s'agit de configurer une telle vie économique afin que n'y soient gérées d'une manière pratique que la production et la circulation des biens, mais dans laquelle, à partir de la position de l'être humain dans le circuit économique, plus rien n'y soit effectué en raison de sa position juridique pour d'autres hommes et pour la possibilité d'amener à se déployer les capacités prédisposées en lui par l'éducation et l'école. Dans les époques historiques écoulées, la vie juridique et la vie de l'esprit étaient un exhaussement de la vie économique. Dans l'avenir, elles doivent devenir des membres autonomes de l'organisme social, à côté de la vie économique. Les mesures qui doivent être prises à cette fin, au sein de cette dernière, doivent résulter de l'expérience économique et de l'état d'union des hommes avec les domaines économiques particuliers. Des associations sur la base des situations professionnelles, à partir des intérêts entrelaçant producteurs et consommateurs, doivent se former, qui tendent à s'élever en culminant vers une gestion centrale de l'économie. Ces mêmes hommes qui appartiennent à cette organisation économique, établissent aussi une communauté juridique en rapport avec la gestion et la représentation, dans laquelle est régulé ce qui incombe au domaine du jugement de tout homme majeur. On organise ainsi sur des bases démocratiques tout ce qui rend tout homme égal à tout autre homme. Au sein de l'administration de cette communauté on régleme, par exemple, le droit du travail (manière, mesure, temps du travail). Ainsi, cette réglementation sort de la vie économique. Le travailleur se trouve dans la vie économique en tant que libre contractant vis-à-vis de ceux avec qui il doit produire en commun. Sur sa collaboration économique, on doit décider selon la compétence économique ; en rapport à l'exploitation de sa force de travail, il décide lui, en homme majeur, sur le terrain démocratique, en dehors du circuit économique.

Comme la vie juridique (l'administration de l'État) est réglementée comme un¹⁰ membre juridique autonome de l'organisme social, indépendant de la vie économique, de même la vie de l'esprit (l'éducation et l'instruction publique) forme en pleine liberté, un membre spirituel autonome de la communauté sociale. Car tout aussi peu qu'une vie économique ne peut être fusionnée avec le membre juridique de l'organisme social, dans lequel tout doit résulter des jugements des hommes se trou-



vant égaux les uns vis-à-vis des autres et majeurs, l'administration de la vie spirituelle ne peut être instaurée sur des lois, des ordonnances, une surveillance ou tout autres choses du même genre, qui résultent des jugements des hommes simplement devenus majeurs. La vie de l'esprit a besoin de l'autonomie de gestion, qui ne s'organise qu'à partir des points de vue de la pédagogie humaine. C'est uniquement dans une telle auto-gestion que l'on peut cultiver vraiment dans une communauté humaine les prédispositions individuelles au service de la vie sociale.

Celui qui est en situation de vérifier sans préventions, dans une réelle pratique de la 11 vie, les conditions d'existence de l'organisme social, au degré actuel de l'évolution de l'humanité, ne peut en venir à aucun autre résultat, pour l'assainissement de cet organisme, que celui nécessaire de sa Dreigliederung en sous-organismes autonomes de la vie de l'esprit, de la vie juridique et de la vie économique. L'unité de l'organisme entier ne sera certainement pas mise en danger ; car cette unité est fondée dans la réalité du fait que tout être humain appartient au travers de ses intérêts, à tous ces trois sous-organismes, et que les administrations centrales, malgré leurs indépendances mutuelles, peuvent opérer l'harmonisation de leurs mesures.

Que les circonstances internationales ne forment aucun obstacle, quand bien même 12 un seul État s'organiserait d'abord pour soi en un organisme social dreigliederig, c'est ce dont il va être question dans le prochain essai.

Les nécessités de la vie internationale et la Dreigliederung sociale [21]

Une objection, qui est souvent faite à l'encontre de l'idée de la Dreigliederung de l'or- 01 ganisme social, c'est qu'un État réalisant cette Dreigliederung, devrait amener une perturbation dans ses relations internationales avec d'autres États. On ne reconnaîtra l'importance qu'à cette objection que si l'on envisage la nature des relations internationales des États dans notre temps. Le plus frappant pour une observation approfondie, c'est que les faits économiques dans les temps les plus récents ont adopté des configurations qui ne se retrouvent plus en accord avec les frontières des États. Les conditions historiques, à partir desquelles ont résulté ces frontières étatiques, ont peu à faire avec les intérêts de la vie économique que les peuples mènent en vivant à l'intérieur de l'État. La conséquence en est que les gouvernements des États mettent en place des relations internationales, l'instauration desquelles serait plus conforme à leur nature si elle était directement établie par les personnes ou bien groupes de personnes qui gèrent les affaires. Une firme industrielle, qui a besoin d'un produit non manufacturé d'un État étranger, ne devrait avoir besoin, pour ce procurer ce produit non manufacturé, de faire rien d'autre que de s'arranger avec le gouvernement de celui-ci. Et tout ce qui relève de cet arrangement, ne doit se jouer qu'à l'intérieur du circuit économique. On peut voir que, ces tout derniers temps, la vie économique a adopté des formes qui renvoient d'elles-mêmes à ce genre de conclusion. Et à l'intérieur de cette vie économique close en elle-même, qui tend progressivement à devenir une unité sur toute la Terre, les intérêts étatiques surviennent comme des éléments perturbateurs. Qu'ont en effet à faire les conditions historiques, sous lesquelles l'Angleterre obtint la domination sur l'Inde, avec les conditions économiques à partir desquelles un fabricant allemand se fournit en Inde ?

La catastrophe de la Guerre mondiale révèle que la vie de l'humanité moderne ne 02 supporte plus les perturbations de cette économie mondiale, laquelle tend à former une unité, des perturbations provoquées par les intérêts des domaines étatiques. Les



conflits, auxquels l'Allemagne en est venue avec les pays de l'Ouest, ont pour fondement cette perturbation. Et dans les conflits avec les pays de l'Est, c'est la même chose qui joue. Des intérêts économiques réclamaient une voie ferrée partant de l'Autriche-Hongrie en direction du Sud Est. Les intérêts d'État de l'Autriche et ceux des pays des Balkans se firent prévaloir. Et la question surgit de savoir si ces intérêts ne contredisaient pas ce qui correspond aux exigences économiques. Le capital, qui doit se trouver au service de l'économie, est de ce fait mis en rapport avec les intérêts d'État. Les États veulent que leurs capitalistes se mettent à leur service. Les capitalistes veulent que le pouvoir, qui se concentre dans l'État, serve leurs intérêts économiques. La vie économique se retrouve de ce fait enclose dans le domaine étatique, alors qu'elle s'évertue, dans une phase d'évolution plus récente, à dépasser les frontières étatiques en direction d'une vie économique unitaire.

Ce caractère international de la vie économique indique qu'à l'avenir, les domaines ⁰³ singuliers de l'économie mondiale doivent établir des relations qui soient indépendantes des relations dans lesquelles se tiendront les peuples par les intérêts de vie se trouvant à l'extérieur du domaine économique. Les États devront donc commettre aux soins des personnes, ou groupes de personnes participant à la vie économique, la mise sur pied des relations économiques.

Si de cette façon, les relations culturelles spirituelles ne doivent pas en venir à une ⁰⁴ dépendance sans reste des intérêts économiques, alors ces relations doivent déployer leur vie internationale à partir de leurs propres conditions préalables. On ne doit assurément pas contester ici que les relations économiques puissent servir de fondements aussi pour la circulation de l'esprit. Mais on doit reconnaître que cette circulation de l'esprit agissant de cette façon ne peut devenir féconde qu'à la condition qu'à côté de celle-ci se forment des relations des peuples, ne provenant que des besoins de la vie spirituelle même. Dans les peuples singuliers, la vie spirituelle des personnalités s'échappe en luttant aux fondements économiques. Elle adopte des configurations qui n'ont rien à faire avec les formes de la vie économique. Ces configurations doivent pouvoir entrer en relations avec celles correspondantes chez d'autres peuples, qui n'émanent que de leur propre vie spirituelle. On ne saurait nier que dans l'instant présent de l'évolution de l'humanité, la configuration internationale des domaines de la vie spirituelle répugne à la pulsion égoïste des peuples à s'enfermer dans leur propre nation. Les peuples s'efforcent de se constituer une formation étatique dont les frontières sont celles de leurs nations. Et cette tendance s'étend en direction de à l'autre, qui tend de faire de l'État national clos, un territoire économique également clos sur lui-même.

La tendance caractérisée de la globalisation de l'économie mondiale s'opposera à ⁰⁵ l'avenir à ces égoïsmes nationaux. Et si l'on ne veut pas que d'interminables conflits ne résultent de cette opposition, alors les intérêts culturels, émanant d'une vie spirituelle vécue pleinement dans les nations, à partir de leur propre essence, s'administreront indépendamment des circonstances économiques et devront former des relations internationales à partir de leurs propres gouvernances autonomes de la vie spirituelle. Cela ne sera pas autrement possible que si les domaines, dans lesquels règne une vie de l'esprit commune, se donnent des frontières relativement indépendantes des frontières territoriales, lesquelles naissent des conditions préalables de la vie économique.

La question tombe sous le sens, tout naturellement à présent, de savoir comment la ⁰⁶



vie de l'esprit doit tirer sa subsistance de la vie économique, si les domaines d'administration des deux domaines ne coïncident pas. La réponse s'ensuit, si l'on réfléchit au fait qu'une vie spirituelle se gouvernant elle-même fait face à une vie économique autonome, à l'instar d'une corporation économique. Cette dernière peut conclure pour ses bases économiques avec les administrations économiques des relations entre domaines, indifféremment aux domaines économiques plus vastes auxquels ces administrations appartiennent. Celui qui ne se représente comme possible en pratique que ce qu'il a vu jusqu'à présent, celui-là tiendra ce qui est mis ici en avant, comme de la haute théorie. Et il croira que l'ordre des rapports correspondants devra échouer de par la complexification même de ceux-ci. Eh bien, que les rapports soient compliqués ou pas, cela dépendra purement et simplement de l'habileté de ces personnalités qui auront à faire avec leur mise en ordre. Mais personne ne devrait cependant s'opposer, parce qu'il recule de frayeur devant cette soi-disant complexité, à des mesures qui sont présentement exigées par des nécessités relevant de l'histoire universelle. (Que l'on compare pour cela avec les exposés de mon ouvrage « Les points essentiels de la question sociale », p.141).

La vie internationale de l'humanité s'efforce à configurer indépendamment les unes⁰⁷ des autres les relations spirituelles entre les peuples et la vie économique des régions territoriales particulières. On tiendra compte de cette nécessité dans l'évolution de l'humanité par la Dreigliederung de l'organisme social. Dans la Dreigliederung de l'organisme social, la vie juridique, sur une base démocratique, forme le lien entre la vie économique, laquelle établit des relations internationales à partir de ses besoins, et la vie spirituelle, laquelle établit de telles relations à partir de ses énergies propres.

Il se peut qu'à partir des habitudes du penser, auxquelles on s'est adonné jusqu'à présent dans les circonstances étatiques, l'on dépende encore si fortement de la croyance que le changement de ces circonstances soit « inexécutable en pratique » : l'évolution historique passera par dessus cette objection, en détruisant tout ce qui, en tant que mesures provenant de ces habitudes du penser, voudra se maintenir ou bien ré-apparaître. Car, pour les besoins de la vie de l'humanité moderne, continuer de fondre ensemble les domaines spirituel, juridique et économique, devient une impossibilité. Celle-ci c'est bien révélée dans la catastrophe mondiale. Elle repose en effet sur des conflits économiques et de culture de l'esprit, qui résultèrent en formes d'oppositions à l'État et qui durent de ce fait en venir à un arrangement, qui n'est pas possible lorsque seulement la vie spirituelle s'oppose à la vie de l'esprit et les intérêts économiques à la vie économique.

Qu'il soit possible à une formation étatique singulière, sans entrer en conflit avec la⁰⁹ vie internationale, d'aller vers une réalisation de la Dreigliederung, quand bien même si cette formation reste encore la seule à réaliser cet accomplissement, c'est ce que l'on peut montrer de la manière suivante.



Un domaine économique, qui dans le cadre d'un État voudrait se former en grande 10 association, ne pourrait pas maintenir des relations avantageuses avec un pays étranger, qui continue de se gérer de manière capitaliste. Des institutions, qui sont analogues à l'État, et qui relèvent d'une gérance économique centralisée, ôtent à la direction d'entreprise la possibilité de livrer des produits à l'étranger correspondant à la demande de celui-ci. Il se peut que relativement à l'acceptation des commandes, une large autonomie soit accordée au directeur d'entreprise, dans l'approvisionnement en matière première, il devrait alors s'en tenir aux instances de gestion de société. Dans la pratique, cet état d'étranglement, entre les demandes de l'étranger et la marche des affaires de la gestion interne, rendrait les relations impossibles. L'importation devrait rencontrer les mêmes difficultés que l'exportation. Celui qui veut démontrer que des relations économiques d'un territoire, qui veut se gérer à partir de fondements socialistes abstraits, n'est pas possible avec un pays étranger capitaliste, a seulement besoin de renvoyer à ces choses, et l'on devra lui en donner le droit naturel de le faire.

L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social ne peut pas être concernée par de 11 telles objections. Elle ne chapeaute pas, de force, un plan d'organisation analogue à celui de l'État sur les relations qui sont données par les intérêts économiques eux-mêmes. Il est dans le sens de cette idée que les administrations des secteurs économiques placés dans la même direction se regroupent en associations, et que de telles associations continuent de s'articuler à d'autres, par lesquelles leurs produits trouvent une diffusion correspondante aux besoins des consommateurs du domaine économique. Une direction d'entreprise, qui travaille pour l'exportation, devra pouvoir opérer dans les échanges commerciaux avec l'étranger sur la base d'une libre initiative ; et elle sera en situation de contracter à l'intérieur du pays de telles alliances avec d'autres associations, qui lui sont les plus utiles dans l'approvisionnement en matières premières et autres choses analogues. La même chose vaudra pour une entreprise d'importation. Il sera seulement de règle, lors de la mise en configuration du circuit économique, qu'au travers de l'échange avec l'étranger, ne soient pas fabriqués ou introduits des produits, dont les coûts de fabrication ou bien les prix d'achat portent préjudice à la population qui travaille à l'intérieur du pays. Le travailleur qui travaille pour l'étranger devra recevoir en compensation salariale de ses produits autant qu'il est nécessaire à sa subsistance. Et des produits qui sont retirés de l'étranger doivent en général avoir un niveau de prix qui les rendent accessibles au travailleur de l'intérieur qui a besoin de les acquérir. Bien entendu, à l'occasion, il peut résulter de la différence des relations économiques entre l'intérieur et l'extérieur du pays que pour certains produits, que l'on doit importer de l'étranger, des prix plus élevés soient rendus nécessaires. On trouvera, si l'on veut y regarder de plus près, que dans les idées qui se trouvent à la base de la Dreigliederung de l'organisme social, on a tenu compte de tels faits concrets. Qu'on lise à la page 126 de mon ouvrage, « Les points essentiels de la question sociale » ce qui est dit pour un fait de la vie économique qui est analogue à celui caractérisé ici : « Une administration qui n'a à faire qu'avec le circuit de la vie économique, pourra mener à des règlements qui s'avéreront indispensables, d'aventure, à partir de ce circuit. Si une firme ne devait plus être en mesure de payer l'intérêt de leur épargne à ses prêteurs, alors, si cela est cependant reconnu comme correspondant à un besoin, on devra pouvoir financer ce manque à partir des autres firmes économiques, librement de gré à gré, avec toutes



les personnes qui y ont part. » Ainsi donc un produit de l'étranger de prix trop élevé pourra être compensé par des versements supplémentaires qui proviennent des firmes, qui vis-à-vis des besoins de ceux qui travaillent chez elles, peuvent livrer à des profits trop élevés.

Celui qui s'efforce en direction des idées sur les lignes de visées directrices de la vie économique, ne pourra justement pas le faire, si ces idées doivent être pratiques, en donnant toutes les indications pour toutes ses détails. Car les particularités de cette vie économique sont immensément nombreuses. Mais il devra configurer les idées de manière telle que tout un chacun qui, les employant conformément à leur nature, sur un cas particulier, se débrouille avec cela d'une manière pratique. On trouvera dans les propositions qui ont été faites dans mon ouvrage « Les points essentiels de la question sociale » que cette manière de venir à bout des difficultés est d'autant mieux organisée que l'on procède d'une manière plus conforme aux faits. On découvrira en particulier que la structure proposée d'un corps économique appartenant à l'organisme social dreigliederig, permet des relations économiques sans frein avec l'étranger, même si ce pays étranger ne dispose pas encore de la Dreigliederung.

Que cette relation commerciale pût se révéler impossible, cela ne l'affirmera pas ce-¹³ lui qui comprend que l'administration autonome de la circulation économique doit être un résultat de l'économie s'efforçant à l'unité sur toute la Terre. Il en est pourtant ainsi que l'économie du terroir comprimée de force dans des formes étatiques singulières, s'efforce de surmonter ces formes étatiques singulières. Un territoire économique, pour lequel on tient compte de cette tendance, il est bien impossible qu'il puisse en venir à faire du tort à d'autres régions, qui s'opposent au développement général de l'économie. Ce qui en résultera, ne peut être plutôt que ceci. Dans l'organisme social dreigliederig le rapport du commerce extérieur pourra profiter à la subsistance de toute la population ; dans la res pubblica [Gemeinwesen] capitaliste, cela profite à quelques-uns. Le bilan commercial lui-même n'en sera pas préjudiciable, étant donné qu'il est différemment réparti sur les milieux de la population dans l'organisme social dreigliederig qu'il ne l'est dans celui qui n'est pas dreigliederig.

On voit par là qu'avec la Dreigliederung, ce n'est pas une utopie naïve qui est donnée,¹⁴ mais une somme d'impulsions pratiques, la réalisation desquelles peut commencer en chaque point de la vie. Cela distingue cette « idée » des « revendications » abstraites de divers partis socialistes. Ces revendications recherchent des boucs émissaires pour ce qui est devenu insupportable dans la vie sociale. Et ils disent que lorsqu'ils auront trouvé de tels boucs émissaires, ils devront être écartés. L'idée de la Dreigliederung parle de ce qui doit être, à partir de ce qui existe, si l'on doit faire disparaître ces mauvais effets. Elle veut construire, à l'inverse d'autres idées qui critiquent bien, mais peuvent aussi démolir, sans pour autant donner d'indication sur une reconstruction. Cela est particulièrement révélateur pour celui qui, sans idée préconçue, réfléchit vers quoi, en rapport avec le trafic économique avec l'étranger, devrait être conduit un domaine étatique qui voudrait s'organiser à partir de tels principes édificateurs simplistes. Aux tendances déconstructrices à l'intérieur, s'ajouteraient aussi celles des désaccords sapant la vie à l'égard de l'étranger.



On peut effectivement ne pas douter que les circonstances économiques d'un seul organisme social dreigliederig devraient agir en exemple sur l'étranger. Les milieux participants à une répartition équitable des biens aspireront à la Dreigliederung dans leur pays, lorsqu'ils verront cette opportunité réalisée chez d'autres. Et avec cette diffusion de l'idée de la Dreigliederung, la tendance qui est inhérente à la vie économique de l'époque moderne elle-même et à laquelle elle s'efforce, sera de plus en plus atteinte. Et puisque ces tendances rencontrent aujourd'hui la disgrâce des intérêts d'États qui sont encore puissants en maintes régions du monde, les êtres humains, qui ont une compréhension pour cette Dreigliederung, ont besoin de ne pas entraver l'instauration d'un tel domaine économique. Ce qui est dit ici montre qu'il ne peut en résulter de difficultés internationales pour eux dans la vie économique.

Marxisme et Dreigliederung [31]

Il est impossible de sortir des complications sociales dans lesquelles l'Europe s'est enfoncée, si certaines revendications sociales qui se sont fait valoir, restent encore longuement dans le manque de clarté sur la manière dont elles sont actuellement altérées. Comment une telle revendication vit dans de vastes milieux Friedrich Engels l'a exprimé par ces mots dans son ouvrage « L'évolution du socialisme de l'utopie à la science » (1) : « À la place de la domination sur les personnes s'avancent l'administration des affaires et la gestion de processus de production. » De nombreux meneurs du prolétariat, et avec eux les masses prolétaires elles-mêmes, font profession de foi de cette manière de voir qui prend naissance de ces paroles. D'un certain point de vue, celle-ci est également correcte. Les relations humaines, à partir desquelles les États modernes se sont développés, ont formé des administrations par lesquelles, non seulement des affaires et des processus de production sont réglementés, mais elles régissent aussi les hommes qui sont employés dans les secteurs de la production et dans les affaires. La vie économique englobe l'administration des affaires et des secteurs de la production. Celle-ci a pris des formes dans les temps modernes qui rendent indispensable que le gouvernement des hommes ne puisse plus s'acquitter de leur administration. C'est ce qu'ont reconnu Marx et Engel. Ils dirigèrent leur attention sur la façon dont, dans le circuit économique, le capital et la force du travail humain étaient opérants. Ils éprouvèrent que la vie de l'humanité moderne s'efforce de sortir de la manière adoptée par cette activité. Car cette manière est telle que le capital est devenu la base du pouvoir sur l'énergie du travail humain. Il ne sert pas seulement l'administration des affaires et la direction des processus de production ; il donne le principe directeur du gouvernement des hommes. Marx et Engel en conclurent que l'on devait éloigner le gouvernement sur les hommes des circuits économiques. Leur conclusion est correcte. Car la vie moderne ne tolère pas que les hommes soient uniquement considérés comme des appendices des affaires et des processus de production et soient administrés avec leur gestion.



Mais Marx et Engels croyaient que l'affaire était entendue avec cela, que l'on devait ⁰² rejeter le gouvernement hors du processus économique et laisser continuer d'exister une administration de l'économie épurée évoluant hors de l'État. Or ils ne virent pas qu'il y avait quelque chose dans le gouvernement qui régulaient les rapports entre les hommes, qui ne pouvait pas resté non réglé et qui ne se réglait pas non plus de soi-même, si elle n'était plus régulée par les exigences de la vie économique de l'ancienne manière. Ils ne virent pas non plus que dans le capital se trouve la source à partir de laquelle afflue l'énergie vers la gestion des affaires et la direction des secteurs de la production. Par le détour du capital, l'esprit humain conduit la vie économique. En administrant les affaires et en dirigeant les secteurs de la production, on ne prend pas soin encore de l'esprit humain, qui prend naissance de créations d'existence sans cesse renouvelées, et qui doit pourvoir sans cesse la vie économique en énergies nouvelles, si elle ne doit pas d'abord s'engourdir et ensuite dépérir complètement.

Ce que Marx et Engels virent était juste : que l'administration du circuit économique ⁰³ ne devait rien renfermer de ce qu'un gouvernement signifie sur les hommes et qu'au capital, qui sert ce circuit, ne doit pas échoir non plus le pouvoir sur l'esprit humain qui lui indique son chemin. Mais il est devenu funeste qu'ils crurent tous deux que les rapports mutuels entre les hommes, réglés par le gouvernement, et la direction de la vie économique par l'esprit humain, pussent exister ensuite d'eux-mêmes si cela ne procède plus de l'administration de l'économie.

L'épuration de la vie économique, à savoir sa restriction à l'administration des af- ⁰⁴ faires et à la direction des processus de production, est seulement possible si, à la place de l'ancien gouvernement, apparaît quelque chose d'autre qui fasse de l'esprit humain le véritable directeur du circuit économique. L'idée de l'organisme social dreigliederig prend en compte cette exigence. L'administration de la vie spirituelle, qui est fondée sur elle-même, pourvoira la vie économique en énergies de l'esprit humain, qui peuvent la féconder en la faisant progresser à neuf, si sur son propre terrain l'administration de la vie spirituelle elle gère simplement les affaires et régule les secteurs de la production. Et l'élément du droit de l'organisme social, séparé du domaine spirituel et de celui économique, régleront quant à lui les rapports humains de manière telle que peuvent les réglementer démocratiquement un être humain devenu majeur en face d'un autre être humain majeur, sans que lors de cette réglementation n'intervienne le pouvoir que l'un puisse avoir sur l'autre par des énergies individuelles plus fortes ou bien pour des raisons économiques.

Le point de vue de Marx et Engels était en rapport avec l'exigence d'une reconfigura- ⁰⁵ tion de la vie économique : mais il était unilatéral. Ils ne virent pas que la vie économique ne peut se libérer que si elle place à côté d'elle-même une vie libre du droit et une culture libre de l'esprit. Quelles formes doit adopter à l'avenir la vie économique, seul peut le voir celui qui est au clair sur le fait que l'orientation économique capitaliste doit passer dans le spirituel immédiat, à savoir qu'elle doit passer de la régulation des rapports humains résultant du pouvoir économique dans l'immédiatement humain. La prétention d'une vie économique, dans laquelle seules des affaires et des processus de production sont menés, ne peut jamais être réalisée si elle est revendiquée seulement pour elle-même. Celui qui l'élève pourtant, celui-là veut créer une vie économique qui rejette d'elle-même ce qu'elle a jusque-là porté en elle comme une nécessité existentielle, et qui doit pourtant exister.



À partir de tout autres fondements de la vie, mais sur la base d'une expérience fonda-06 mentale, Goethe a forgé deux phrases (2) qui sont cependant pleinement valables pour maintes exigences sociales de notre temps.

L'une dit : « Une vérité insuffisante continue d'agir longtemps ; au lieu d'une pleine clarification, surgit cependant tout d'un coup une fausseté aveuglante ; celle-ci suffit au monde et des siècles s'en trouvent ainsi fascinés. » L'autre dit : « Des concepts généraux et une grande présomption sont toujours en train d'occasionner un épouvantable malheur. » Par ma foi !, le marxisme qui n'est pas enseigné par les circonstances de notre époque est une « vérité insuffisante », qui malgré son insuffisance, agit cependant dans la conception du monde prolétaire ; mais après la catastrophe de la Guerre mondiale, vis-à-vis des vraies exigences de l'époque, c'est une « fausseté aveuglante » qui doit être empêchée de continuer de « fasciner pendant des siècles ». Penchera en faveur de cet empêchement, celui qui reconnaît dans quel malheur le prolétariat court par sa « vérité insuffisante ». De cette « vérité insuffisante » sont réellement devenus des « concepts généraux », dont les porteurs, à partir d'une infatuation qui n'est pas mince, refusent tout en taxant d'utopie tout ce qui s'efforce de mettre en lieu et place de leurs généralités utopiques, des réalités de la vie.

Notes :

(1) Friedrich Engels, 1820-1895, « L'évolution du socialisme de l'utopie à la science » (1891), 6ème édition, Berlin 1919.

(2) Citations tirées de « Aphorismes en prose ».

Libre école et Dreigliederung [35]

L'entretien public de la vie spirituelle dans l'éducation et l'école est devenu de plus 01 en plus ces temps derniers une affaire de l'État. Que l'enseignement soit une affaire dont un État doit se charger, voilà qui s'enracine si profondément dans la conscience des hommes que celui qui présume devoir ébranler ce jugement est considéré comme un « idéologue » étranger au monde. Et pourtant il se présente justement là, dans ce domaine de la vie, quelque chose qui nécessite la plus sérieuse de toutes les considérations. Car ceux qui pensent de façon à laisser entendre ce « caractère insolite », ne soupçonnent même pas quelle cause insolite ils soutiennent eux-mêmes ainsi. Notre enseignement porte tout particulièrement les traits de caractère en soi, qui reflètent les courants du déclin de la vie culturelle de l'humanité d'aujourd'hui. Les formations étatiques modernes, avec leur structure sociale, ne sont plus à la hauteur des exigences de la vie. Elles révèlent, par exemple, une configuration qui ne suffit plus aux exigences économique de l'humanité moderne. Elles ont marqué aussi l'enseignement de leur esprit arriéré, de sorte qu'après l'avoir arraché aux communautés religieuses, elles l'ont placé en totale dépendance d'eux-mêmes. L'école à tous ses degrés, forme l'être humain de la manière dont l'État en a besoin pour les productions qu'il tient pour nécessaires. Dans les institutions de l'école se reflètent les besoins de l'État. Certes, on parle bien d'une formation humaine générale et d'autres choses analogues, que l'on veut s'efforcer d'atteindre ; mais l'être humain moderne se ressent inconsciemment si fortement comme un membre de l'ordre étatique, qu'il ne remarque absolument pas comment il parle de la formation humaine générale en voulant simplement dire en vérité, qu'il vise la formation de serviteurs utilisables par l'État.



Sous ce rapport, les convictions de ceux d'aujourd'hui qui pensent en socialistes, ne⁰² promettent rien de bon. On veut transformer l'ancien État en une grosse organisation économique. Et c'est à l'intérieur de celle-ci que l'école de l'État doit se poursuivre. Cette continuation augmenterait toutes les erreurs de l'école actuelle de la plus inquiétante manière. Jusqu'à présent, il se trouvait dans cette école maintes choses qui provenaient d'époques dans lesquelles l'État n'était pas encore le souverain de l'instruction publique. On ne peut naturellement pas souhaiter le retour de la domination du spirituel qui provenait de ces époques anciennes. Mais on devrait s'efforcer de porter jusque dans l'école cet esprit nouveau de l'humanité qui a continué à évoluer. Cet esprit n'y sera pas, si l'on transforme l'État en une organisation économique et que l'on réorganise l'école d'une manière telle qu'il en sorte des femmes et des hommes qui peuvent être les plus utiles des machines effectuant un travail au sein de cette organisation économique. Que l'on se représente théoriquement, sous cette école unitaire, quelque chose de très joli, ce n'est pas cela qui importe. Car, si l'on arrange l'école comme un membre organique d'une organisation économique, alors elle ne peut pas être quelque chose de joli.

Ce qui doit importer à l'époque actuelle, c'est d'ancrer entièrement l'école dans une⁰³ libre vie de l'esprit. Ce qui doit être enseigné et éduqué, cela ne doit être emprunté qu'à la connaissance de l'être humain en devenir et de ses dispositions individuelles. Une anthropologie authentique doit donc être la base de l'éducation et des enseignements. On ne doit pas se demander ce qu'un être humain a besoin de savoir et a besoin de savoir faire pour l'ordre social qui existe mais : qu'elle est la prédisposition en l'être humain et qu'est-ce qui peut être développé chez lui. Ensuite, il sera possible de pourvoir l'ordre social d'énergies toujours nouvelles à partir de la génération qui monte. Alors dans cet ordre social, la vie devient toujours ce que les hommes complets, en entrant en elle, en feront ; mais on ne doit pas faire de la génération qui monte ce que l'ordre social existant veut en faire.

Un rapport sain entre l'école et une organisation sociale existe seulement si, à cette⁰⁴ dernière, sont amenées sans cesse de nouvelles prédispositions humaines formées selon un développement sans entrave. Cela ne peut se produire que si l'école et l'instruction publique au sein de l'organisme social sont placées sur le terrain de leur propre administration. La vie de l'État et de l'économie doivent recevoir les êtres humains formés à partir de la vie spirituelle autonome ; mais ils ne doivent pas pouvoir se voir imposer néanmoins, selon les nécessités, leurs parcours de formation. Ce qu'un être humains doit savoir et pouvoir faire à un âge déterminé de la vie, cela doit résulter de sa nature propre. L'État et l'économie doivent être organisés de manière appropriée aux exigences de la nature humaine. Ce ne sont ni l'État, ni l'économie qui ont à dire comment nous avons besoin de l'être humain pour une fonction déterminée ; examinons donc les êtres humains dont nous avons besoin et veillons tout d'abord à ce qu'ils sachent et connaissent ce qu'il nous faut ; mais la composante spirituelle de l'organisme social doit, à partir de sa propre administration, mener les êtres doués, d'une manière appropriée à leur nature, à un certain degré de formation, et l'État et l'économie doivent s'organiser conformément aux résultats du travail au sein de la composante spirituelle de l'organisme social.



Étant donné que la vie de l'État et celle de l'économie ne sont en rien détachées de la ⁰⁵ nature humaine, mais sont le résultat de cette nature humaine, il n'y a donc jamais à redouter qu'une vie spirituelle réellement libre, fondée sur elle-même, forme des êtres humains qui ne connaissent rien à la vie. Par contre, surgissent de tels êtres humains qui ne connaissent rien à la vie dans le cas où les institutions de l'État ou de l'économie réglementent à partir d'elles-mêmes l'école et l'instruction publique. Car dans l'État et l'économie doivent être adoptés les aspects de ce qui existe et du devenu. Pour le développement de l'être humain en devenir, on a besoin de toutes autres lignes de conduites du penser et des sentiments. On ne se tire correctement d'affaire, en tant qu'éducateur et enseignant, que lorsqu'on fait face, d'une manière libre et individuelle, à celui que l'on a à éduquer et à qui on a à enseigner. Pour ce qui est des lignes de conduite de l'action, on doit seulement se savoir dépendants de connaissances sur la nature humaine, sur la nature de l'ordre social et choses analogues, et non pas de prescriptions ou de lois, qui sont données de l'extérieur. Si l'on veut sérieusement former la transition depuis l'ordre social actuel à celui gouvernés par les aspects sociaux, on ne devra pas craindre de placer la vie de l'esprit — avec l'instruction publique et l'enseignement — dans une administration qui lui sera propre. Car à partir d'une telle composante autonome de l'organisme social, des êtres humains sortiront avec ardeur et envie d'agir dans l'organisme social ; À partir d'une école réglementée par l'État ou par la vie économique, ne peuvent sortir que des hommes à qui font défaut cette ardeur et cette envie, car ils ressentent le contrecoup d'une domination comme quelque chose de mortifère, avant d'être des citoyens et des collaborateurs de cet État ou de cette économie. L'homme en devenir doit grandir par l'énergie de l'éducateur et de l'enseignant indépendants de l'État et de l'économie, qui peuvent librement développer les facultés individuelles, car les leurs peuvent régner en liberté.

Dans mon ouvrage « Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités du ⁰⁶ présent et du futur », je me suis efforcé de montrer, que dans la conception de la vie conforme au parti des dirigeants socialistes, ne continue de vivre, pour l'essentiel, que le monde conceptuel de la bourgeoisie, poussé à un certain extrême, de ces derniers trois ou quatre siècles. C'est l'illusion des socialistes de penser que leurs idées représentent une rupture totale avec ce monde conceptuel. Ce n'est pas cela qui se présente chez eux, mais seulement la coloration particulière de la conception de la vie bourgeoise émanant du sentiment et de la sensibilité du prolétariat. Ceci se manifeste tout particulièrement fortement dans la position, que ces dirigeants socialistes adoptent à l'égard de la vie de l'esprit et de son mode d'intégration à l'organisme social. Par l'importance extraordinaire de la vie économique dans l'organisation bourgeoise de la société du siècle dernier, la vie de l'esprit est tombée dans une forte dépendance de la vie économique. La conscience d'une vie de l'esprit qui se fonde elle-même et à laquelle l'âme humaine participe, s'est donc perdue. Contemplation de la nature et industrialisme ont provoqué ensemble cette disparition. Se rattache aussi à cela la manière dont à l'époque moderne on a intégré l'école dans l'organisme social.



spirituel du monde, et de plus en plus selon les circonstances de la production industrielle. Par la bourgeoisie, ceci fit naître une orientation sentimentale de la vie de l'âme. Les meneurs prolétaires en firent une conception théorique de vie, un dogme de vie.

Ce dogme de vie deviendrait dévastateur dans l'avenir, s'il voulait devenir fondamental dans la mise en place d'une instruction publique. Étant donné qu'en réalité, à partir d'une organisation économique si parfaite de l'organisme social, il ne peut résulter, en effet, aucun soin d'une vie authentique de l'esprit, et en particulier aussi, aucun aménagement productif de l'instruction publique, cette orientation devait donc d'abord être amenée par la continuation de l'ancien monde conceptuel. Les partis, qui veulent être les porteurs d'une nouvelle organisation de la vie, devaient donc continuer de laisser la spiritualité dans les écoles aux mains des porteurs des anciennes conceptions du monde. Mais comme, dans de telles circonstances, une connexion intérieure de la génération montante ne peut pas encore survenir avec ce que l'ancienne continuait de cultiver, la vie spirituelle devait nécessairement se corrompre de plus en plus. Les âmes de cette génération seraient dévastées par ce maintien insincère dans une conception de la vie, qui ne pût devenir pour eux une source d'énergie. Les êtres humains deviendraient des êtres aux âmes grises et vides au sein d'un ordre de société prenant naissance de l'industrialisme.

Pour que cela ne se produise pas, le mouvement pour la Dreigliederung de l'organisme social s'efforce d'arriver à la séparation complète de l'enseignement d'avec la vie de l'état et d'avec celle de l'économie. L'articulation et la configuration sociales des personnalités qui participent à l'enseignement ne doivent dépendre d'aucun autre pouvoir qu'uniquement celui des personnes qui collaborent avec elles à cette tâche. L'administration des établissements d'instruction, les dispositions pédagogiques des plans et des objectifs des études, ne doivent être menées à bien que par des personnes qui enseignent en même temps, ou sinon s'activent d'une manière productive au sein de la vie de l'esprit. Chacune de ces personnes partagerait son temps entre les cours ou autres créations spirituelles et l'administration de l'enseignement. Celui qui a la possibilité de se laisser engager dans un jugement sans idée préconçue sur la vie de l'esprit, celui-là peut voir que l'énergie vivante dont on a besoin pour organiser et administrer l'éducation et l'instruction publiques, ne peut grandir que dans l'âme, que si l'on se maintient très concrètement au beau milieu des activités de cours ou d'autres productions de l'esprit.

Pleinement d'accord avec cela sera seulement celui qui, pour notre temps présent, considère sans préjugé la manière dont une nouvelle source de vie spirituelle doit jaillir pour la restauration de notre ordre social effondré. Dans l'essai « Marxisme et Dreigliederung » j'ai fait allusion aux idées de Engels, justes, mais unilatérales : « À la place du gouvernement sur les personnes, surgit l'administration des choses et la direction des processus de production ». Aussi juste que cela soit, aussi vraie est l'autre affirmation, que dans les ordres de la sociétés du passé, la vie de l'être humain n'était possible que parce que les êtres humains étaient gouvernés en même temps que la direction des processus de production économique. Que cesse cette double gouvernance, alors les êtres humains doivent recevoir de la vie de l'esprit libre et édifiée sur elle-même, les impulsions qui opéraient en eux jusqu'à présent au travers des impulsions du gouvernement.



À tout cela s'ajoute encore autre chose. La vie de l'esprit ne peut prospérer, que si ¹⁰ elle peut se développer comme une unité. C'est du même développement des forces des âmes, à partir desquelles provient une conception du monde soutenant d'une manière satisfaisante les hommes, que doit provenir aussi l'énergie productive qui fait de l'être humain un vrai collaborateur dans la vie économique. Des êtres humains ayant un sens pratique pour la vie extérieure proviendront pourtant aussi d'une telle instruction publique, qui a aussi la capacité de développer d'une manière saine les hautes impulsions de conception du monde. Un ordre sociétal, qui n'administre que des affaires et ne conduit que des processus de production, devrait peu à peu prendre une voie tout à fait fausse, si l'on ne le pourvoyait pas en hommes aux âmes sainement développées.

Une réédification de notre vie sociale doit, pour cette raison, acquérir l'énergie d'or- ¹¹ ganiser une instruction publique autonome. Si des hommes ne doivent plus « régner » sur des hommes comme cela était le cas dans l'ancienne manière, alors la possibilité doit être créée que l'esprit libre en tout âme humaine soit si vigoureux, qu'il soit à chaque fois, au sein des individualités humaines, le réel conducteur de la vie. Mais cet esprit ne se laisse pas opprimer. Des institutions qui voudraient réglementer l'instruction publique à partir de simples aspects issus d'un ordre économique, seraient une tentative vers ce genre d'oppression. Elle mènerait en outre à ce que l'esprit libre se révolterait constamment à partir de ses fondements de nature. Le bouleversement continu de l'édifice social serait la conséquence inéluctable d'un ordre qui, à partir de la conduite des processus de production voudrait en même temps organiser l'instruction publique.

Pour celui qui domine du regard de telles choses, la fondation d'une communauté ¹² humaine qui s'efforce d'atteindre la liberté et l'autonomie administrative de l'éducation et de l'instruction publique, devient la plus importante des exigences de l'époque. Toutes les autres nécessités urgentes de l'époque ne pourront pas trouver de satisfaction si, dans ce domaine, ce qui relève du droit n'est pas examiné. Et il ne faut en vérité qu'un regard dépourvu de préjugés sur la configuration de notre actuelle vie de l'esprit, avec son désordre, avec sa faible capacité pour les âmes humaines, pour comprendre ce droit.

Ce qu'il faut ^[44]

On ne trouvera pas le sens de la réalité, qui vit dans l'idée du Dreigliederung, si l'on ⁰¹ compare celle-ci avec ce qu'on s'est approprié de possiblement pratique à partir des traditions, dans lesquelles on a grandi par l'éducation et les habitudes de vie. Que ces traditions aient mené à des habitudes de penser et de sentir, que la vie a dépassées, c'est en effet justement la raison de notre imbroglio social et d'état. C'est pourquoi, celui qui dit : la Dreigliederung ne prend pas en compte à partir de quelles impulsions jusqu'à présent les institutions humaines ont grandi, celui-là vit dans l'erreur de croire que l'effort couronné de succès sur ces impulsions soit un péché contre tout ordre social éventuel. Cependant, l'idée de la Dreigliederung est édifée sur la connaissance que la croyance en une énergie qui continue d'être porteuse de ces impulsions forme l'obstacle le plus puissant pour une impulsion de progrès comptant avec l'actuel degré de développement de l'humanité.



Que les anciennes impulsions ne puissent continuer d'être cultivées, on doit le reconnaître à partir du fait concret qu'elles ont perdu leur énergie d'impact dans le travail productif des hommes. Les anciennes instigations économiques de la rentabilité du capital et du rapport de revenu ne pouvaient affirmer leur énergie d'impact, qu'aussi longtemps qu'il y avait encore assez de biens de vie de reste, vis-à-vis duquel l'être humain pouvait encore développer inclination et amour. Ces biens de la vie se révèlent nettement épuisés avec l'époque qui vient de finir. Et les êtres humains devinrent de plus en plus nombreux qui ne surent plus, en tant que capitalistes, pourquoi le capital devait être accumulé ; de plus en plus nombreux furent aussi les hommes qui, se trouvant dans une relation salariale, ne surent plus pourquoi ils travaillaient.

L'épuisement des instigations agissant dans les structures de l'État se révéla en ce que dans ces tout derniers temps, pour de nombreux êtres humains, cela devint une chose allant de soi de considérer l'État comme une fin en soi et d'oublier, que l'État est là pour l'amour des hommes. On peut seulement considérer l'État comme une fin en soi, si l'on a si largement égaré l'affirmation du soi intérieure et individuelle, que l'on ne revendique plus pour cette auto-affirmation et à partir d'elle les institutions d'État correspondantes. C'est-à-dire qu'alors, on doit aller rechercher dans toutes sortes d'institutions de l'État, ce dont la nature tente d'aller à l'encontre de ses véritables missions. On sera exaucés, en s'en remettant plus aux institutions de l'État, qu'à l'affirmation de soi des hommes qui sont réunis en lui. Chacun de ces « plus d'État » est cependant un témoignage pour un moins d'êtres humains soutenant l'État.

Dans la vie spirituelle se manifeste la stérilité des anciennes instigations dans la défiance que l'on présente principalement à l'encontre de l'esprit. Ce qui émane des circonstances de la vie non spirituelle, pour cela on a des intérêts ; là-dessus on se forme des intuitions intellectuelles et des idées. Ce qui provient de la production spirituelle, on préfère au mieux le considérer comme relevant de la disposition personnelle de l'être humain qui le produit. On l'entrave plutôt que de l'encourager lorsqu'on veut que cela soit accueilli dans la vie publique. Cela fait partie des particularités les plus répandues parmi les hommes de notre époque qu'un sens ouvert pour les productions de l'esprit chez leurs contemporains leur fasse défaut.

Le temps présent a besoin de tourner les yeux sur cette détérioration qui est la sienne, en rapport aux impulsions économiques, étatiques et spirituelles. À partir de ce regard doit s'enflammer un vouloir social énergique. Avant de méconnaître que dans notre détresse économique, étatique et spirituelle, ce ne sont pas simplement des circonstances extérieures de la vie qui agissent, mais c'est la disposition des âmes des hommes modernes qui en est le fondement et qui n'est pas encore donnée en vue d'une refondation indispensable.

Une dissension est entrée dans l'état d'âme de l'humanité. Dans les élans instinctifs, inconscients de la nature humaine, quelque chose de nouveau fait du tapage. Dans le penser conscient les anciennes idées ne veulent plus suivre les élans instinctifs. Mais si les meilleurs élans instinctifs ne sont plus illuminés par des idées qui leur correspondent, alors ils deviennent barbares, bestiaux. L'humanité du présent s'enfonce dans une conjoncture dangereuse au travers de l'animalisation de ses instincts. Le salut n'est à découvrir que dans un effort pour acquérir de nouvelles idées pour une nouvelle condition du monde.



Un appel à la socialisation qui ne tient pas compte de ceci, ne peut conduire à rien de bon. La crainte de considérer l'être humain comme un être d'âme et d'esprit, doit être surmontée. Une transformation unilatérale de la vie économique, une reconfiguration unilatérale de la structure de l'État, sans prendre soin d'une disposition des âmes socialement saine et féconde, est propre à bercer l'humanité d'illusions, au lieu de pénétrer au cœur de la réalité. Et parce que quelques-uns seulement sont en mesure de se décider à envisager la question vitale de notre présent et du prochain futur dans le sens le plus large comme une question d'institutions extérieures et de renouvellement intérieur, voilà pourquoi nous progressons si lentement sur la voie d'une reconfiguration sociale. Si beaucoup disent : le renouvellement intérieur requerra un temps long, on ne devrait pas le précipiter, alors perce sous de tels discours la crainte devant ce renouvellement. Car la juste atmosphère ne peut être que celle-ci : tout envisager énergiquement, de ce qui peut mener au renouvellement et veiller ensuite comment, lentement ou rapidement, l'allure de la vie progressera.

Les événements de ces dernières années ont répandu une certaine lassitude dans les dispositions des âmes de nos contemporains. Pour l'amour des générations à venir, pour l'amour de la culture de l'avenir proche, cette lassitude doit être combattue. C'est à partir de telles sensibilités qu'a surgi l'idée du Dreigliederung dans le public. Elle peut être incomplète, elle peut être tout de travers ; ses porteurs comprendront qu'on la combatte à partir des points de vue d'autres idées nouvelles. Qu'on la trouve souvent « incompréhensible », parce qu'elle contredit l'ancien auquel on s'est habitué, cela ses porteurs ne peuvent pas la considérer comme un signe que chez de tels adversaires on entende bien l'appel, comme on devrait le croire, qui se laisse suffisamment nettement percevoir à partir de l'évolution de l'humanité pour notre temps.

Capacité de travail, volonté de travail et organisme social dreigliederig [48]

Des personnalités pensantes en socialistes voient jusqu'à présent, au sein de la vie économique, dans la forme du gain, une stimulation au travail, de la mise à l'écart duquel dépend l'apparition de conditions sociales plus saines qu'elles ne le sont jusqu'à maintenant. Pour de telles personnalités, la question devient pressante : Qu'est-ce qui prédisposera les êtres humains à mettre leurs facultés, dans une mesure nécessairement vigoureuse, au service de la production économique, si l'égoïsme, qui trouve sa satisfaction dans le gain, ne peut plus se donner du bon temps ? On ne peut pas dire qu'avec cette question on fait preuve de suffisamment de sollicitude à l'égard de ceux qui pensent en termes de socialisation. L'exigence qu'à l'avenir, l'être humain ne peut plus travailler pour lui seul, mais doit travailler « pour la communauté », reste dénuée de consistance, aussi longtemps que l'on ne peut pas développer des connaissances conformes à la réalité, sur quelle manière on peut déterminer les âmes humaines afin qu'elles travaillent tout aussi volontairement pour la com-



consommation ne fait pas naître chez l'homme un dévouement à la production, s'il ne doit pas produire pour lui, mais pour la communauté. Au travers de cette simple conscience de travailler pour la communauté, il ne ressentira aucune satisfaction. C'est pourquoi il ne pourra en ressortir aucune incitation au travail pour lui.

On devrait deviner que l'on doit donc créer une nouvelle incitation au travail, dans l'instant où l'on pense écarter l'ancienne de l'égoïsme du gain. Une administration économique, qui n'a pas ce gain au sein de la circulation de ses énergies opérantes, ne peut exercer principalement d'elle-même aucun effet sur la volonté de travail humaine. Et précisément à cause qu'elle ne le peut pas, elle accomplit une exigence sociale, à laquelle une grande partie de l'humanité est parvenue au degré actuel de son évolution. Cette partie de l'humanité ne veut plus être amenée au travail par contrainte économique. Elle voudrait travailler à partir de motivations plus conformes à la dignité de l'être humain. Sans doute que cette exigence chez de nombreux êtres humains, à laquelle on doit penser lors de son élévation, est plus ou moins inconsciente, instinctive ; mais dans la vie sociale, de telles impulsions inconscientes, instinctives, signifient quelque chose de largement plus important que les idées, que l'on met en avant consciemment. Ces idées conscientes sont souvent redevables de leur origine seulement au fait concret que les êtres humains ne disposent pas de l'énergie spirituelle pour démêler réellement ce qui se passe en eux. Si l'on s'occupe de telles idées, alors on se meut dans l'inconsistance. C'est pourquoi il est indispensable, en dépit de l'aspect illusoire de telles idées superficielles, de diriger l'attention sur de vraies exigences des êtres humains, comme celles caractérisées. D'un autre côté, il n'est pas contestable non plus que de bas instincts humains font des leurs dans une époque comme celle actuelle, où la vie sociale roule des vagues sauvages. Mais on n'étouffera pas la revendication d'une existence digne de l'être humain, justifiée, en étant levée dans le sens précisé ci-dessus, lorsqu'on tire profit du gouvernement des bas instincts humains, pour aussi les incriminer.

Si une organisation de l'essence économique est censée naître, qui ne peut avoir aucune action sur la volonté de travail des êtres humains, alors cet effet doit venir d'une autre organisation. L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social tient compte du fait que la vie économique, au degré de développement atteint par l'humanité civilisée du temps présent, ne doit s'épuiser que dans l'économie. L'administration d'une telle vie économique pourra fixer par ses organes, quelle est l'ampleur des besoins de consommation ; comment les produits pourront de la meilleure façon être apportés aux consommateurs ; à quelle échelle tel ou tel produit doit être fabriqué. À elle seule, elle n'aura aucun moyen d'engendrer la volonté de produire chez l'être humain ; et elle ne sera pas non plus en situation de concerner les institutions d'éducation et d'instruction publique, par lesquelles ces facultés individuelles des êtres humains sont cultivées, qui doivent former les sources de l'économie ; dans l'ancien système économique suffisant jusqu'à présent, les êtres humains cultivaient



prit qui se fonde sur elle-même, dans lequel l'être humain apprend à comprendre d'une manière pleine de vie, ce qu'est la société humaine pour laquelle il doit travailler ; un domaine dans lequel il apprend à démêler l'importance d'un travail individuel dans l'ordonnement de toute la société, de sorte qu'il apprend à aimer ce travail singulier, à cause de sa valeur envers la totalité. Cette vie de l'esprit veut créer les fondements, qui peuvent être un succédané à l'instigation qui vient de la convoitise du gain personnel. Ce n'est que dans une libre vie de l'esprit que peut naître un tel amour pour l'ordonnement de la société humaine. Si l'on ne veut pas penser cultiver un tel amour dans une libre vie de l'esprit, alors on renonce à tous les efforts vers une réédification de l'ordonnement social. Celui qui doute que les êtres humains soient éduquables à un tel amour, alors celui-là doit aussi douter de la possibilité d'exclure le gain personnel de la vie économique. Celui qui ne peut pas croire qu'une libre vie de l'esprit engendre un tel amour chez l'être humain, celui-là ne sait justement pas que la dépendance de la vie spirituelle de l'État et de l'économie fait naître l'appât du gain personnel, et que cette appât n'est pas un résultat élémentaire de la nature humaine. C'est sur cette erreur que repose le fait que l'on dise fréquemment que pour réaliser la Dreigliederung d'autres hommes que ceux actuels seraient nécessaires. Non, les hommes seront éduqués par l'organisme dreigliederig autrement qu'ils l'étaient jusqu'à présent par l'ordre de l'état et de l'économie.

Et comme la libre vie de l'esprit engendrera les incitations à la formation des facultés ⁰⁴ individuelles, de même la vie juridique démocratiquement orientée donnera les impulsions nécessaires à la volonté de travailler. Dans les relations réelles qui s'instaureront entre les êtres humains unis dans un ordre social, lorsque tout homme majeur sera égal en droit à tout homme majeur, il peut se produire que la volonté s'enflamme de travailler « pour la communauté ». On devrait réfléchir qu'au moyen de tels rapports naît d'abord un sentiment authentique de faire partie d'une communauté et à partir de ce sentiment, la volonté de travailler peut grandir. Car dans la réalité, un tel état de droit pourra avoir comme conséquence que chaque être humain en pleine conscience se trouvera d'une manière vivante dans les champs des travaux à accomplir. Il saura pourquoi il travaille ; et il voudra travailler au sein de la communauté de travail, dans laquelle il se sentira intégré par sa volonté.

Celui qui reconnaît l'idée du Dreigliederung de l'organisme social, perçoit à jour le fait ⁰⁵ que la grande confédération avec une structure conforme à l'État, à laquelle s'efforce le socialisme marxiste, ne peut engendrer aucune incitation à la faculté de travailler et à la volonté au travail. Il veut qu'au-dessus de la réalité de l'ordonnement de la vie extérieure, ne soit plus oubliée l'entité réelle de l'être humain. Car la pratique de la vie ne peut pas faire simplement les comptes avec des institutions extérieures ; elle doit introduire dans ces comptes mêmes ce qu'est l'être humain et ce qu'il peut devenir.

Aveuglement socialiste des âmes [53]



Il semble que de nombreux hommes ne peuvent pas se retrouver dans l'idée de la Dreigliederung pour la raison qu'ils redoutent que cette idée veuille faire éclater dans l'organisation de la vie sociale ce qui doit en réalité agir au sein d'une unité indivise. Cela étant, il est juste que l'être humain actif dans la vie économique en vienne à des relations correctes par ses affaires à l'égard de son semblable, et que sa vie spirituelle soit dépendante de ces relations juridiques et aussi conditionnée par sa situation économique. En l'être humain, ces trois participations actives à la vie sont réunies ; en menant sa vie il est empêtré dans la totalité de ces trois domaines.

Mais existe-t-il une raison pour laquelle ces trois activités de la vie soient gouvernées à partir d'un seul point central ? Et y a-t-il une condition que toutes trois soient administrées selon les mêmes principes ? Dans l'être humain et son activité convergent pourtant beaucoup de choses qui proviennent des sources les plus diverses ; il est dépendant des qualités qu'il a héritées de ses ancêtres. Il pense, mais agit aussi au sens de ce qu'a fait de lui l'éducation apportée par d'autres êtres humains, qui ne lui sont pas apparentés. Combien serait-il curieux que quelqu'un voulût affirmer que l'être humain serait déchiré dans son unité, parce que de divers côtés l'hérédité et l'éducation agissent sur lui ? Ne doit-on pas dire au contraire que l'être humain reste incomplet si l'hérédité et l'éducation agissent à partir d'une seule et unique source sur la conformation de sa vie ?

Ce qui doit ainsi affluer en l'être humain de divers côtés pour correspondre, justement par cette diversité, aux besoins de son essence, cela on le comprend bien, parce que ne pas le comprendre serait absurde. Mais on ne veut pas se commettre avec la connaissance que l'évolution des facultés spirituelle, la mise en ordre des relations juridiques, l'organisation de la vie économique, peuvent seulement accueillir correctement dans leur milieu ensuite l'être humain, à la condition qu'à l'intérieur de l'ordre social dans lequel il vit, elles soient réglementées à partir de divers centres et selon divers points de vue. Une vie économique, qui met en ordre d'elle-même les droits de l'homme économique et qui laisse éduquer et enseigner les hommes par les intérêts régnant en elle-même, fait de l'être humain un rouage du mécanisme économique. Cela porte atteinte à son esprit, qui ne peut se déployer librement que s'il se déploie conformément à ses propres impulsions. S'étiolent également les relations de sa sensibilité à l'égard de ses semblables, qui ne veulent pas être concernés par la position qu'il adopte vis-à-vis d'eux au travers de sa situation économique ; qui font pression beaucoup plus vers un règlement au sens de l'égalité de tous les êtres humains, en référence avec ce qui relève du purement humain. — Une vie du droit ou de l'État, qui administre le développement des facultés humaines individuelles, opprime ce développement en pesant lourdement sur lui ; car c'est à partir des intérêts conformes à sa nature que la tendance évolue ensuite de déployer ses facultés à partir de ses besoins, et non pas à partir de ceux de sa propre nature, si la meilleure volonté existe au début de tenir compte des particularités propres à l'être humain. Et une telle vie juridique impose ensuite un caractère aux ramifications économiques dans lesquelles il s'emploie, qui ne vient pas lui-même des besoins économiques. Au sein d'une telle vie du droit, l'être humain est spirituellement opprimé et économiquement entravé par la mise en tutelle du déploiement des intérêts appropriés à son essence. — Une vie de l'esprit, qui voudrait se déterminer à partir de rapports juridiques, devrait en venir également, à partir de l'inégalité des facultés humaines, à une inégalité en droits ; et elle devrait donc abjurer sa vraie nature, si elle se laissait



déterminer en s'abandonnant aux intérêts économiques. Dans une culture de l'esprit de cette nature, l'être humain ne pourrait pas en venir à ce que peut être vraiment l'esprit pour sa vie ; car il verrait l'esprit perdant toute dignité par l'injustice et s'altérant par ses objectifs économiques.

C'est l'humanité du monde civilisé dans sa situation actuelle qui en est arrivée au fait ⁰⁴ que les trois domaines de vie, en rapport avec beaucoup de choses au cours des derniers siècles, se sont soudés à l'État unitaire. Et l'agitation de l'époque actuelle consiste dans ce qu'un grand nombre incalculable d'êtres humains se voit inconsciemment poussé, en fonction du caractère propre à leur aspiration, à donner forme à ces trois domaines de vie dans l'organisme social en tant que composantes singulières, de sorte que la vie de l'esprit puisse se configurer librement à partir de ses propres impulsions ; que la vie du droit soit démocratiquement édifiée sur la base de la confrontation — directe ou indirecte — d'êtres humains égaux en droits les uns par rapport aux autres ; que la vie économique se déploie uniquement dans la production de marchandises, de circulation de marchandises et de consommation de marchandises.

À partir de points de départs variés, on peut en venir au discernement que la Drie-⁰⁵ gliederung de l'organisme social est nécessaire. L'un de ces points de départ c'est la connaissance de la nature humaine dans le temps présent. Il se peut que, du point de vue d'une certaine théorie sociale et d'une opinion partisane, l'on trouve parfaitement antiscientifique et dépourvu de sens pratique d'affirmer, lors de la mise en place de la vie communautaire humaine, vouloir interroger la psychologie, dans la mesure où cette psychologie reconnaît ce qui est convenable à la nature humaine. Mais ce serait pourtant un malheur immense, si l'on interdisait la parole à tous ceux qui veulent conserver à cette « psychologie sociale » son droit sur la configuration de la vie sociale. Comme il existe des hommes aveugles aux couleurs qui voient donc le monde en « gris sur gris », ainsi existe-t-il des réformateurs sociaux psychologiquement aveugles, qui voudraient structurer l'organisme social en confédération économique, dans laquelle les hommes vivraient eux-mêmes comme des êtres mécanisés. Et ces agitateurs psychologiquement aveugles ne savent rien eux-mêmes de leur aveuglement. Ils savent seulement, en effet, qu'il y a toujours eu une vie du droit et une vie de l'esprit à côté de la vie économique ; et ils croient que s'ils organisent la vie économique selon leur jugement, alors tout le reste viendra naturellement « de soi ». Cela ne viendra pas ; cela sera ruiné. C'est pourquoi la compréhension avec les psychologiquement aveugles est vraiment difficile ; c'est pourquoi il est aussi malheureusement nécessaire de leur tenir tête dans un combat qui n'est pas le fait de ceux qui voient psychologiquement, mais qui provient d'eux-mêmes.

Entraves socialistes au développement [57]



Des idées, qui comptent avec la réalité à partir de laquelle proviennent les actuelles⁰¹ exigences enfiévrées de l'humanité, se trouvant en accord avec les conditions dans lesquelles des hommes peuvent vivre ensemble spirituellement, politiquement et économiquement, sont actuellement couvertes par ces autres idées assourdissantes qui, selon deux directions, sont étrangères à la vie. Les hommes qui aspirent ardemment au changement, à partir des circonstances de la vie actuelle, ou bien ceux qui, par les événements mondiaux, ont effectivement déjà été arrachés à ces circonstances, ces hommes s'étaient si bien tenus éloignés jusqu'à maintenant des forces qui ont provoqué ces circonstances à la surface de l'histoire, que le discernement leur fait actuellement totalement défaut sur la manière d'opérer et sur la signification à donner de ces forces. Les masses prolétaires désirent vivement, à partir d'une conscience sourde, un changement de ces circonstances de la vie, dans lesquelles elles se voient transposées, et dans lesquelles elles voient un résultat de la vie économique moderne régie par des forces capitalistes. Mais par la manière dont elles collaborent par le travail jusqu'à présent à cette vie économique, elles n'ont pas été bien informées sur la façon d'opérer de ces forces. C'est pourquoi elles ne peuvent en venir à des représentations fécondes sur le sens de la mutation que doit subir cette façon d'opérer. Et les meneurs et agitateurs intellectuels des masses prolétaires sont aveuglés par des idées théoriquement utopiques, qui ont foncièrement pris naissance d'une science du social qui s'orientait encore d'après ces manières de voir économiques exigeant une transformation urgente. Ces agitateurs ne soupçonnent même pas encore dans leur conscience qu'en matière de politique, d'économie et de vie de l'esprit, ils n'ont pas d'autres idées que celles de ces mêmes « penseurs bourgeois » qu'ils combattent, et qu'au fond, ils ne visent à rien d'autre qu'à ne pas laisser se réaliser par les hommes les idées que ceux-ci ont réalisées jusqu'à présent, mais par d'autres. Mais rien de vraiment neuf ne ressort du fait que l'ancien soit réalisé par d'autres hommes d'une manière quelque peu différente qu'auparavant.

Au nombre de ces « vieilles idées » relève le fait de vouloir dominer la vie économique⁰² au moyen de la puissance politico-juridique. C'est une « vieille idée », pour la raison qu'elle a conduit une grande partie de l'humanité dans une situation dont la catastrophe mondiale a révélé de fait le caractère insoutenable. L'idée nouvelle, par laquelle cette idée ancienne doit être remplacée, c'est la libération de l'administration économique de tout impact du pouvoir politico-juridique ; c'est la conduite de l'économie selon des directives qui ne résultent que des sources de l'économie et des intérêts de celle-ci.

Qu'on ne puisse pourtant s'imaginer une configuration de la vie économique, sans⁰³ que les êtres humains qui l'administrent la déroulent selon des relations politico-juridiques. Ainsi des gens nous font le reproche en croyant mettre en avant le fait que celui qui parle de la Dreigliederung de l'organisme social, n'a aucun discernement sur une chose aussi naturelle. En vérité, celui qui soulève cette objection, ne veut absolument pas acquérir un discernement sur la portée très significative qu'aura nécessairement une transformation de la vie économique, lorsque les manières de voir et les institutions politico-juridiques qui y règnent, ne seront plus réglementées au sein de l'économie même, selon les intérêts de celle-ci, mais par une direction qui se situe à l'extérieur qui peut seulement se laisser déterminer par des points de vue reposant dans le domaine du jugement de tous les hommes devenus majeurs. Où se trouve donc la raison pour laquelle des penseurs socialistes ne veulent pas acquérir ce genre



de discernement ? Elle repose dans le fait qu'au travers de la participation à la vie politique, ils se sont bien formé des représentations sur la manière dont doit être mené le politico-juridique, mais pas sur celles à partir desquelles sont conditionnées les forces originelles propres à la vie économique. C'est pourquoi ils peuvent certes penser une économie, dont la direction procède selon des bases d'administration politico-juridiques, mais pas une économie du genre de celle qui s'ordonne à partir de ses propres conditions et besoins, et dans laquelle opèrent des règlements juridiques provenant d'un autre côté. C'est dans une situation telle que celle caractérisée ici, que se retrouvent la plupart des meneurs et agitateurs du prolétariat. Si leur masse, par les faits qui ont été exposés plus haut, n'a pas un discernement suffisant sur la forme de transformation possible de la vie économique, alors ses meneurs n'en ont pas plus. Ils se dérobent à un tel discernement du fait qu'ils ne laissent pas la totalité de leur penser sortir de l'horizon politique.

Une conséquence de ce resserrage unilatéral du penser sur le politique, c'est la façon ⁰⁴ dont on veut appeler à la vie l'aménagement des conseils d'entreprise (Betriebsräte, également conseils d'exploitation, ndt). L'aspiration à une telle institution dans le présent doit, soit résulter au sens de la « nouvelle idée » caractérisée, ou bien galvaniser tout le travail qui est tourné vers cette aspiration. La « nouvelle idée » exige cependant que dans la création d'un conseil d'entreprise, on laisse naître une première institution dont l'État ne se souciera pas, qui peut se former à partir du penser purement économique des personnes participant à la vie économique. Et qu'on s'en remette ensuite à cette corporation ayant pris naissance de cette façon pour donner une incitation aux associations dont la collaboration sociale doit désormais produire dans l'économie ce qui était produit autrefois au moyen de la concurrence des individus. Ce qui importe, c'est la libre articulation sociale des branches individuelles de la production et de la consommation, et non pas l'administration d'institutions centrales à partir des points de vue de la gestion politique. Il s'agit d'accélérer l'initiative économique des hommes qui œuvrent à une telle articulation et non pas de leur mise en tutelle par des administrations et autres administrations supérieures. Qu'il s'agisse d'une administration de la vie économique selon des points de vue politiques sous le couvercle d'une loi d'État, ou bien qu'il s'agisse d'êtres humains participant à un « système de conseils », pensé à fond pour l'économie, mais qui ne pensent qu'au moyen de points de vue politiques, et qui ne peuvent organiser qu'à partir de ces points de vue : cela revient au même. Il se peut que parmi ces derniers êtres humains il y en ait qui exigent théoriquement une certaine autonomie de la vie économique ; en pratique, à partir de leurs exigences, il ne peut résulter qu'un seul système économique corseté dans un système politique ; car il est planifié à partir d'un penser politique. On ne pensera d'une manière correspondante aux conditions de la vie actuelle de l'humanité, que si l'on a une représentation exacte de la manière dont, conformément à la chose, doivent se développer à côté du système économique, la composante étatique et juridique et celle de l'esprit de l'organisme social. Car on ne pourra se faire une image d'une vie économique autonome que si, dans la forme d'ensemble de l'organisme social, on voit à sa juste place ce qui ne doit pas être dans le circuit économique. Si l'on ne voit pas les lieux justes pour le déploiement de la vie spirituelle et de celui de la vie juridique, on sera toujours tenté de les fondre toutes deux d'une manière quelconque avec la vie économique.



Ce qu'exige un « esprit nouveau » [61]

Aux discussions stériles auxquelles on se livre actuellement dans de nombreux mi-01 lieux sur les conseils d'entreprise, on peut nettement percevoir combien il y a encore peu de compréhension pour les exigences qui s'imposent à l'humanité à partir de son évolution historique, pour le présent et le futur proche. La plupart de ceux qui participent à ces discussions n'ont pas le moindre soupçon de discernement que, dans la démocratie et l'organisation de la vie sociale, deux impulsions veulent vivre pleinement en se retrouvant elles-même au sein de la nature humaine de l'époque actuelle. Ces deux impulsions continueront d'agir en agitant et en détruisant la vie publique, jusqu'à ce qu'on leur apporte des institutions dans lesquelles elles pourront se déployer, mais quant à l'impulsion sociale qui devra vivre dans le circuit économique, celle-ci peut se manifester, conformément à sa nature, comme non démocratique. Ce qui importe pour elle, c'est que les hommes dans la production économique prennent en compte les besoins justes de leurs semblables. Une régulation du circuit économique doit être édifiée sur ce que les personnes qui mènent leurs affaires font les unes pour les autres. Des contrats doivent se trouver à la base de cette activité, lesquels émanent des positions économiques des hommes qui sont actifs dans les affaires. Deux choses sont nécessaires pour conclure de tels contrats, pour qu'ils soient socialement efficaces. Premièrement, ils doivent pouvoir naître à partir de la libre initiative, reposant sur le discernement serein de l'individu ; deuxièmement, ces individus doivent vivre dans un corps économique dans lequel la possibilité est donnée que, par le truchement de tels contrats, la production de l'individu de la manière la plus rationnelle pourvoie la communauté. La première exigence ne peut être remplie que si aucune influence de gestion de nature politique vient se glisser entre l'homme qui mène les affaires et sa relation aux sources et intérêts de la vie économique. On prendra en compte la seconde exigence si les contrats ne sont pas conclus en fonction des exigences d'un marché non régulé, mais selon les conditions qui résultent d'une mise en association des besoins conformes à la branche d'exploitation d'avec les communautés associatives de consommateurs, de sorte que la circulation des marchandises s'écoule dans l'esprit de ces mises en association. Par l'existence de ces associations, le moyen est indiqué aux personnes qui mènent les affaires qu'ils doivent prendre pour leur activité, dans chaque cas particulier, et selon une régulation contractuelle.

Pour une vie économique configurée de cette manière il n'existe aucun parlementa-02 risme. Il n'y a que l'état de compétence et de savoir-faire dans un secteur d'entreprise et l'état d'association de sa propre position d'avec les autres, dans le contexte le plus socialement opportun. Ce qui arrive au sein d'un tel corps économique ne sera pas réglé par « des votes », mais par le langage des besoins qui par leur propre nature se prêtent à être satisfaits par l'être humain le plus compétent et le plus apte et à pouvoir être dirigés, par association fédérative, au lieu juste de leur utilisation.



Mais comme dans l'organisme naturel qui devrait se défaire de l'activité propre d'un ⁰³ système organique, s'il n'était pas régulé par un autre, ainsi l'une des composantes de l'organisme social doit être régulée par une autre. Ce qui se produit dans le corps économique par les êtres humains qui mènent des affaires, devrait au cours du temps amener des nuisances conformes à sa nature correspondante, s'il n'y avait pas l'organisation politico-juridique — laquelle doit tout aussi assurément reposer sur un fondement démocratique, ce que ne peut pas faire la vie économique — pour travailler à l'encontre de telles nuisances. Dans l'État de droit démocratique, le parlementarisme est justifié. Ce qui y prend naissance, cela agit dans l'activité économique en compensant la propension naturelle de la vie économique à amener des nuisances. Si quelqu'un voulait atteler la vie économique elle-même à l'administration de la structure juridique, il lui ôterait aussitôt ses aptitudes et sa mobilité. Le droit doit être reçu par l'être humain qui fait des affaires à partir d'un lieu extérieur à la vie économique elle-même et être seulement utilisé dans la vie économique.

La discussion sur de telles choses devrait y être cultivée, là où l'on s'emploie à l'aménagement des conseils d'entreprise. Au lieu de cela, c'est un tour de table évoquant des points de vue qui domine, lequel tour de table correspond à l'ancien principe de configurer la législation politique d'après les intérêts des groupes d'affaires. Qu'actuellement, justement, d'autres groupes veulent procéder selon ce principe par rapport à autrefois, cela ne change rien au fait concret qu'un nouvel esprit fait encore défaut aujourd'hui, en effet, précisément là où on en a déjà un urgent besoin.

Les circonstances sont-elles aujourd'hui qu'un assainissement de la vie publique peut ⁰⁵ seulement apparaître si les vraies exigences sociales, politico-juridiques et spirituelles du présent sont percées à jour par un nombre suffisamment grand d'êtres humains. Si ceux qui en ont la bonne volonté et l'énergie, communiquent aux autres la compréhension qui est nécessaire dans ce domaine. Mais les choses se trouvent aussi telles que les obstacles qui entravent encore cet assainissement disparaîtront dans la mesure où se diffusera le discernement caractérisé ici. Car ce n'est qu'une superstition politico-sociale que de croire que de tels obstacles reposeraient plus objectivement en dehors du discernement humain. Seuls ceux qui ne comprennent jamais la relation réelle entre l'idée et la pratique affirment cela. De tels hommes disent : les idéalistes ont en effet de bonnes idées sans mauvaise intention ; mais « ces idées ne se laissent pas réaliser comme les choses étaient autrefois ». Non, il n'en est pas ainsi, mais le seul et unique obstacle à la réalisation de certaines idées dans le présent est formé par ces hommes qui ont la superstition que l'on vient de caractériser et avec cela le pouvoir d'agir en entravant au sens de cette croyance. Et c'est d'un tel pouvoir que disposent aussi ceux-là, avec lesquels les masses populaires font bloc à partir des groupements des partis antérieurs, comme autour de leurs « guides » en les suivant avec soumission. C'est la raison pour laquelle une condition fondamentale de l'assainissement, c'est la dissolution de ces groupements de partis et l'élévation à la compréhension des formations idéelles qui naissent du discernement pratique lui-même, sans toute cette dépendance d'avec des partis ou groupements d'opinions d'autrefois. C'est une question brûlante du présent que soient trouvés des moyens et des manières de mettre en lieu et place de ces groupements d'opinions, ces formations idéelles indépendantes, qui peuvent servir de points de cristallisation pour associer les hommes à partir de tous les aspects partisans. De tels hommes, qui sont en situation de reconnaître que les partis existants ont fait leur temps et que les situations



sociales du présent sont la preuve pleinement évidente de leur survivance.

Il est concevable pour les êtres humains, pour lesquels une telle connaissance est nécessaire, que celle-ci ne soit pas facile. Non pour les masses dont les ressortissants n'ont ni le temps ni la nécessité, ni souvent la formation préparatoire requise. Non pour les meneurs, parce que leurs préjugés et leur pouvoir s'enracinent dans ce qu'ils ont défendu jusqu'à présent. Que tous les deux existent, cela ne rend que plus urgente l'obligation de rechercher le vrai progrès de l'humanité au-delà des traditions partisans du présent et non pas à l'intérieur de celles-ci. Aujourd'hui, il ne suffit plus de savoir simplement ce qui doit venir en lieu et place des institutions actuelles ; il est nécessaire de travailler aux formations idéelles et de les mener dans une telle direction qu'elles provoquent le plus vite possible la dissolution des anciens partis et conduisent les êtres humains à aspirer à d'autres buts. Celui qui n'en a pas le courage, celui-là ne peut rien faire pour l'assainissement de la vie sociale ; et celui qui s'abandonne à la superstition de croire que cette aspiration est une utopie, celui-là construit sur un sol qui est bel et bien en train de s'effondrer.

Profit économique et esprit du temps [66]

Sur le profit de l'entrepreneur économique, il existe des manières de voir qui s'affrontent les unes les autres. Ses défenseurs disent que l'être humain est ainsi fait que pour n'importe quelle entreprise de la totalité qu'il sert, il ne peut engager ses capacités que s'il en est incité par le profit. C'est pourquoi le profit naît certainement de l'égoïsme ; mais il rend un service à la collectivité, dont celle-ci devrait être privée si elle l'éliminait du circuit économique. Ceux qui combattent cette manière de voir disent qu'on ne doit pas produire pour profiter, mais pour consommer. On devrait donc rencontrer des institutions dont la nature consisterait en ce que des êtres humains utilisassent leurs capacités au profit de la communauté, quand bien même ils n'y fussent pas attirés par la perspective d'un profit.

Avec de telles opinions contradictoires, il en va le plus souvent dans la vie publique de manière que l'on ne pense pas les choses jusqu'au bout, mais qu'on laisse le pouvoir décider sur elles. Si l'on est démocratiquement déterminé, on trouve justifié de réaliser des institutions, ou bien, lorsqu'elles existent, de les conserver, qui correspondent aux intérêts et aux souhaits de la majorité. Si l'on est obstinément convaincu de la conformité au droit de ce qui provient du souhait et des intérêts personnels, alors on aspire à un pouvoir central autoritaire qui rencontre des institutions qui sont maintenues dans le sens de ces souhaits et intérêts. On n'a plus qu'à vouloir ensuite gagner soi-même autant d'influence sur ce pouvoir central, qu'il en faut pour que se produise ce à quoi on aspire. Ce qu'on appelle aujourd'hui « la dictature du prolétariat », naît de cette conviction. Ceux qui la requièrent, le font à partir de leurs souhaits et intérêts ; ils n'essaient pas d'éprouver les choses au moyen d'un penser conforme à la réalité, pour ce qui est de savoir si leurs exigences visent à des institutions qui en elles-mêmes sont concrètement possibles.



L'humanité se trouve actuellement à un moment de son évolution dans lequel un⁰³ telle action dans la vie communautaire des hommes, qui ne consiste qu'à faire prévaloir ce qui est souhaité, n'est plus possible. Totalement indépendamment de ce que veut tel ou tel être humain ou tel ou tel groupe humain, des aspirations n'agiront désormais sainement dans le domaine de la vie publique, que si elles proviennent d'idées pensées à fond et jusqu'au bout. Aussi fortement que l'on puisse se défendre, à partir des passions humaines, de laisser entrer dans la vie des pensées requises par l'action de l'esprit de l'humanité et jusqu'au bout, on devrait finalement se tourner vers cet esprit, parce que l'on verra que son contraire aurait des conséquences sociales malsaines.

Au sens d'idées pensées à fond, il y a cette idée de s'en tenir à la nécessaire Dreigliederung⁰⁴ de l'organisme social. Avec cette intention, s'accorde mal à vrai dire le fait que parmi ceux qui la combattent, nombreux sont ceux qui la trouvent confuse. Cela provient du fait que de tels opposants ne visent pas eux-mêmes la clarté de leurs propres idées, mais purement et simplement la concordance d'avec leurs intérêts, souhaits et préjugés personnels. Que des idées concrètement pensées à fond viennent à se trouver devant eux, alors ils ne voient plus que la contradiction par rapport à ce qu'ils pensent ; et ils se disculpent confusément devant eux-mêmes, en trouvant fumeux ce qui vient ainsi les contredire.

Dans le jugement critique de la signification économique du profit, des opinions⁰⁵ viennent s'immiscer de force qui ne se justifient pas dans les faits. Il est certain que d'un côté, l'aspiration au profit est égoïste. Mais il est insuffisant de compter avec cet égoïsme, en tant que jugement de fond, pour envisager d'exclure le profit du circuit économique. Car dans ce circuit, il doit y avoir quelque chose, en quoi l'on reconnaisse qu'il existe en effet un besoin pour un bien produit. Dans la forme économique actuelle, cette connaissance peut être simplement et uniquement puisée au fait concret que ce bien rapporte un profit. Un bien qui rapporte un profit, qui est donc suffisamment important dans le contexte économique, peut être produit ; Un tel bien qui ne rapporte pas de profit, ne doit pas être produit, car il doit nécessairement devenir un trouble-fête dans l'équilibre du prix des biens en circulation. Le profit peut bien signifier ce qu'il signifie toujours dans une relation éthique ; dans une relation économique, il est, dans la forme économique d'usage, le signe de reconnaissance de la nécessité de production d'un bien.

Pour la continuation du développement de la vie économique, il s'agit d'exclure le⁰⁶ profit pour la raison qu'il livre au hasard du marché la production des biens, hasard dont la mise à l'écart est une exigence de l'esprit du temps. Mais on enveloppe d'un brouillard son jugement sain lorsqu'on laisse se glisser dans la lutte contre le profit l'indication de sa nature égoïste. Car ce qui importe dans la vie, c'est de faire valoir dans un domaine du réel les raisons qui sont concrètement justifiées dans ce domaine. Des raisons qui proviennent d'un autre domaine peuvent bien être aussi justes : elles ne peuvent cependant pas fournir le jugement indispensable dans la direction objectivement conditionnée.



Pour la vie économique, il s'agit que le signe de reconnaissance du profit soit détaché⁰⁷ par l'action de personnes qui sont insérées dans le circuit économique, et veillent à la conciliation entre la consommation et la production d'une manière conforme à la raison, de sorte que le hasard du marché n'ait plus lieu. Du discernement correct dans cette transformation du signe de reconnaissance du profit en un échange commercial raisonnable, il s'ensuit que ces motifs qui ont jusque là troublés d'une manière confuse le jugement dans ce domaine, se retrouvent éliminés de la vie économique et transposés dans les domaines du droit et de la vie de l'esprit.

Ce n'est que lorsqu'on discernera comment l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social a tiré sa configuration de l'aspiration à créer les fondements salutaires à un commerce conforme aux faits et spécialisé aux différents domaines de la vie, que l'on jugera correctement cette idée et que l'on estimera correctement sa valeur pratique. Aussi longtemps que doivent provenir des impulsions désordonnées apportées par ce qui est conforme au droit ou à l'esprit, à partir des institutions gouvernementales de la vie économique, qui ne peuvent qu'être pratiques si rien ne domine en elles en tant que jugements et actions objectifs et spécialisés, la vie sociale ne peut pas être saine. Dans les groupements des partis de l'époque actuelle règnent des motifs qui se tiennent encore bien loin des exigences de l'esprit du temps caractérisées ici. Cela réserve un accueil nécessairement bardé de préjugés à l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social dans les opinions existantes au sein de ces groupements des partis. Mais il est nécessaire que disparaisse la croyance que l'on pourrait aujourd'hui provoquer la transformation des situations sociales malsaines en continuant les activités des anciennes aspirations partisans. Ce qu'on a d'abord beaucoup plus à penser, en tout premier lieu, c'est de veiller à une transformation des opinions des partis eux-mêmes. Pour cela, il ne s'agit pas de suivre la manière de faire des partis existants où des scissions d'effectuent dont les partisans se proposent ensuite de défendre « la manière correcte de voir » et reprochent ensuite aux autres d'avoir laissé tomber la « manière correcte de voir ». Car cela mène depuis les luttes partisans intestines à des choses encore plus fâcheuses, à la lutte pour le pouvoir entre groupes de personnes déterminées. Mais il faudrait mieux mettre à profit dans le présent le discernement sans préjugés des exigences de « l'esprit du temps ».

Culture de l'esprit et vie économique [70]



Beaucoup de gens parlent aujourd'hui de « socialisation » comme si l'on pouvait dire⁰¹ qu'avec cela une somme d'institutions extérieures, dans l'État ou bien dans la communauté de vie sociale, pourrait trouver leur réalisation par les vagues exigences de l'humanité moderne. On se représente que ces institutions, pour le moment, ne sont pas encore là ; c'est pourquoi règne mécontentement social et confusion. Lorsqu'un jour elles seront là, alors devrait apparaître une vie sociale communautaire et une coopération sociale ordonnées. Que beaucoup s'abandonnent à une telle opinion plus ou moins nettement consciemment, c'est la cause pour laquelle se développent à partir de cela de nombreuses représentations nuisibles sur la « question sociale ». Car on ne peut pas façonner des institutions extérieures de façon que celles-ci rendent d'elles-mêmes possible une vie socialement satisfaisante. De telles institutions seront techniquement bonnes, lorsque par elles et de la manière la plus rationnelle, des biens seront produits et pourront être amenés à la consommation humaine. Mais socialement bons, ces biens ne le deviennent que si en eux des hommes socialement disposés administrent les biens produits au service de la communauté. De quelque façon que ces institutions puissent être, c'est toujours une action concevable des hommes ou des groupes d'hommes, qui porte le caractère antisocial.

On ne doit pas s'illusionner sur le fait qu'en absence d'hommes « socialement disposés » l'on puisse amener une condition de vie sociale satisfaisante. Car une telle illusion est un obstacle aux idées sociales réellement pratiques. L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social s'efforce pleinement de se libérer d'une illusion de ce genre. C'est pourquoi il est concevable qu'elle soit violemment combattue par tous ceux qui vivent encore aujourd'hui dans le brouillard épais de cette illusion. Dans l'une des trois composantes de l'organisme social, cette idée s'efforce à une coopération des êtres humains fondée totalement sur de libres relations et associations des individualités entre elles. Les individualités ne sont pas contraintes à entrer dans une institution prédéterminée. La manière dont elles s'appuient et s'encouragent mutuellement, cela doit résulter purement et simplement de ce que chacun peut être vis-à-vis de l'autre par ses facultés et ses productions. Il n'est pas autrement étonnant que beaucoup de gens aujourd'hui ne puissent absolument pas encore se représenter que lors d'une telle configuration des relations humaines dans la composante spirituelle de l'organisme social, ne doivent en résulter que des états anarchistes au sein de celle-ci. Celui qui pense ainsi, celui-là ne sait justement pas quelles énergies de la nature humaine la plus intime en sont ainsi entravées de sorte que l'être humain se retrouve exposé aux routines que forment pour lui l'État ou la vie économique. De telles énergies de la nature humaine la plus profonde ne peuvent pas être déployées au moyen d'institutions, mais uniquement qu'au moyen de l'action en pleine liberté de l'être humain sur l'être humain. Et ce qui se déploie ainsi, cela n'agit pas de manière antisociale, mais de manière sociale. Le socialement opérant, l'intériorité humaine, n'est que gâtée lorsque des instincts sont hérités ou bien inculqués, qui proviennent du privilège de l'État ou de l'hégémonie économique.

L'organisme social dreigliederig, au moyen de sa composante spirituelle, mettra⁰³ constamment à nu des sources d'impulsion sociale. Celles-ci abreuveront d'esprit social les relations juridiques des hommes, qui doivent trouver leur régulation dans l'État démocratique et elles apporteront cet esprit dans la direction de la vie juridique.



Dans la circulation économique, au travers des formes de vie des temps modernes, la ⁰⁴ tendance vers l'antisocial ne sera pas à entraver. Car la communauté est servie au mieux lorsque l'individu peut utiliser ses facultés sans entrave pour la prospérité de cette communauté. Mais pour cela, il est nécessaire que cet individu amasse le capital et qu'il puisse aussi librement s'associer à d'autres pour une mise en valeur économique de ce capital. L'illusion socialiste a cru que ces masses de capitaux qui s'accu-
mulent de plus en plus pussent finalement être simplement transférées de leurs pro-
priétaires privés à la communauté et que dût se réaliser ainsi un ordre socialiste de la société. En vérité, par un tel transfert, la fécondité économique du capital devrait se perdre ; car celle-ci repose sur les facultés individuelles de l'individu. On devrait convenir sans réserve que le circuit économique sera au plus fortement vivant, qu'on ne lui ôtera pas dans son propre domaine sa tendance à l'antisocial ; pour cela, ce-
pendant des forces devront lui venir d'une autre composante de l'organisme social, de la composante spirituelle, lesquelles ramèneront l'antisocial de nouveau au social. Dans mes « points essentiels de la question sociale », j'ai tenté de montrer qu'une ⁰⁵ vraie manière de penser socialement ne peut pas s'efforcer de transférer la gestion du capital par l'individu ou bien par le groupe humain à celle de la communauté ; mais qu'au contraire, l'individu dispose de la possibilité de mettre sans obstacle ses facultés au travers de sa gestion du capital au service de la communauté, et que, lorsque cet individu ne veut plus ou ne peut plus utiliser cette gestion du capital, il doive la remettre à un autre qui dispose des mêmes facultés. Ce transfert de gestion ne doit pas être provoqué par prérogative d'État ou par pouvoir économique, mais par la découverte fondée et acquise par l'éducation dans la libre vie de l'esprit de ce-
lui qui, en tant que successeur est le plus approprié du point de vue social. Celui qui parle de cette façon de l'assainissement des nos situations sociales, voit en ⁰⁶ esprit le sarcasme de tous ceux qui se considèrent aujourd'hui comme des gens à l'es-
prit pratique. Il doit d'abord supporter ce persiflage, quoiqu'il sache que la disposi-
tion des sentiments de celui qui le couvre de sarcasme a provoqué la terrible catas-
trophe de l'humanité de ces dernières années. Ce sarcasme pourra bien encore durer quelque temps. Mais bientôt, même les plus obstinés de cette sorte d'hommes ne pourront plus résister à l'enseignement des faits sociaux concrets. La phrase devra ensuite cesser que des propositions comme celle de la Dreigliederung peuvent être bien intentionnées, mais que pour leur réalisation, les « êtres humains n'existent pas ». Ceux qui forgent ces phrases ne sont en tout cas pas « là pour cela ». Alors il est à souhaiter qu'ils se retirent et n'empêchent pas, par leur pouvoir brutal, ceux qui travaillent de manière féconde, qui voudraient volontiers veiller à ce que dans une libre vie de l'esprit les instincts sociaux des êtres humains arrivent à se déployer.

Droit et économie [74]

Parmi les divers reproches, qui ont pu être faits à l'encontre de l'idée du Dreigliede-
rung de l'organisme social, il en est un que l'on peut alléguer de la manière suivante. Les efforts des penseurs politiques de ces derniers temps fournissent dans un do-
maine déterminé des conditions juridiques qui tiennent compte des circonstances de la production économique, qui ont résulté au cours de cette époque. Tout le travail qui a été produit dans cette direction, peut-on le dire ainsi, néglige l'idée du Dreigliederung et veut simplement laisser la vie juridique se détacher de la vie économique. Celui qui soulève cette objection croit pouvoir en avoir fini, par exemple, avec cette ⁰²



idée de la Dreigliederung, au point d'envoyer en l'air les expériences des praticiens de la vie et veut agir dans l'organisation de la vie sociale sans ces expériences. En vérité, c'est exactement l'inverse qui se présente. Les opposants à la Dreigliederung disent : on devrait prendre les difficultés en considération qui ont résulté de toute tentative visant à découvrir des dispositions juridiques pour les circonstances correspondantes à la production moderne. On devrait réfléchir sur quelles contradictions ont rencontré ceux qui ont fait de telles tentatives. Mais celui qui professe la Dreigliederung doit plutôt dire : ce sont précisément ces difficultés qui prouvent que l'on a ainsi recherché un chemin qui n'est pas juste. On voudrait absolument trouver une telle configuration de la vie sociale ordonnée à partir de l'économie et du droit, selon une unité, en vue de l'accomplissement de certaines exigences récentes. Mais on devrait voir que dans la vie économique, lorsqu'elle est menée conformément à son objectif, des situations apparaissent qui doivent agir à l'encontre de la conscience du droit, si l'on ne travaille pas à l'encontre de cet effet depuis l'extérieur du circuit économique. Pour la vie économique, il existe un intérêt que des personnes et des groupes de personnes, qui sont particulièrement capables dans une activité de production, puissent en arriver à une accumulation de capital pour cette activité. Car ce n'est que par ce qui est produit par les hommes capables dans certains domaines, par le truchement de la gestion de grosses masses de capitaux, que la communauté peut être au mieux servie actuellement. Mais ce service ne peut, selon la nature de la vie économique, consister qu'en la production de biens dont la communauté a besoin au mieux. Par cette production de biens, entre en jeu à présent un pouvoir économique qui est remis dans les mains des hommes qui la servent. Qu'il ne puisse en être autrement, c'est ce dont tient compte l'idée de la Dreigliederung. C'est pourquoi elle veut cibler des situations sociales dans lesquelles, certes, ce pouvoir puisse naître, mais que par elles ne puissent se former de nuisances sociales. L'accumulation de masses de capital chez les individus, elle ne veut pas l'arrêter, parce qu'elle considère aussi que si elle le faisait, la possibilité disparaîtrait ainsi de mettre les capacités de ces individus au service de la communauté. Mais elle veut aussi que, dans l'instant où l'individualité qui ne peut plus veiller aux moyens de productions pour lesquels elle était capable dans son domaine, celle-ci se les voient retirer et transférer à une autre personnalité plus apte à le faire. Celle-ci ne doit pas les conquérir par les moyens de son pouvoir économique, mais par le fait concret qu'elle est bien la plus qualifiée. Mais cela se laisse seulement réaliser si la passation se produit selon des points de vue qui n'ont rien à faire avec le recours au pouvoir économique. De tels points de vue ne peuvent résulter, à leur tour, que si les êtres humains se tiennent avec leurs intérêts dans d'autres cercles de vie que ceux de la vie économique. Que l'homme soit relié à l'homme sur le terrain juridique, qui engendre d'autres intérêts que ceux économiques, alors ces intérêts-là peuvent aussi se faire valoir. Si celui qui se trouve en possession de moyens de production doit principalement développer le sentiment qu'il n'est pas celui qui agit au mieux, non pas en étant dans une position économique qu'il a acquise par son pouvoir économique, mais par sa qualification, alors ce sentiment doit croître sur un terrain de vie qui doit être créé à côté de la vie économique. Sur son propre terrain en effet, la vie économique engendre bien le sens du pouvoir économique, mais elle n'engendre pas en même temps le sens du droit social. C'est pourquoi les tentatives de faire naître le droit social lui-même, comme par enchantement, d'un penser économique doivent nécessairement échouer.



L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social prend en compte ces choses qui sont ⁰³ fondées dans la réalité de la vie. Pour elle, c'est l'expérience qui est déterminante pour savoir quels sont ceux qui ont le pouvoir de vouloir des formes juridiques modernes nécessaires aux formes économiques modernes. Mais elle n'est pas conduite par ces expériences à rajouter une nouvelle tentative aux nombreuses déjà ratées dans le même sens. Elle ne veut pas laisser naître un droit social d'un domaine de vie où il ne peut absolument pas naître, mais elle veut que la vie se forme à partir du domaine où ce droit peut d'abord naître. Le circuit économique a ces derniers temps englouti cette vie ; celle-ci doit d'abord en être libérée. L'idée de la Dreigliederung ne peut être percée à jour que si l'on s'engage à comprendre la manière dont la vie économique a constamment besoin d'une correction de ses propres énergies, depuis l'extérieur, si elle ne veut pas développer des effets qui viendront l'entraver elle-même. Une telle correction lui sera amenée lorsqu'elle aura à côté d'elle une vie spirituelle autonome et un terrain juridique autonome, veillant aux ajouts et corrections nécessaires. De ce fait l'unité de la vie sociale ne sera pas détruite, mais elle sera seulement alors suscitée à juste titre. Cette unité ne sera pas provoquée du fait que l'on s'ordonne en fonction d'un centre, mais par le fait qu'on la laisse naître de l'interaction de ces énergies, lesquelles prises isolément, veulent vivre pour elles-mêmes, mais prisent ensemble provoquent la vie. Les expériences que l'on a faites en tentant de créer un contexte juridique à partir de la récente vie économique elle-même, on ne devrait pas maintenant les considérer comme un reproche adressé à la Dreigliederung ; mais on devrait plutôt voir que ces expériences mènent directement sur des voies permettant de reconnaître l'idée de la Dreigliederung comme celle exigée par la vie moderne.

Esprit social et superstition socialisante [78]

Lorsqu'on débat des causes du mouvement social moderne, on renvoie entre autres ⁰¹ au fait que ni le propriétaire des moyens de production, ni les travailleurs ne sont dans la même position de communiquer à la production quelque chose de ce qui provient d'un intérêt personnel immédiat porté à cette même production. Le propriétaire des moyens de production fait fabriquer des produits parce qu'il en retire un gain ; le travailleur, parce qu'il doit y gagner sa subsistance. Ni l'un, ni l'autre n'a de satisfaction dans le produit fabriqué en tant que tel. De fait, on touche ici une partie essentielle de la question sociale, en faisant allusion de cette façon à l'absence de relation personnelle entre celui qui engendre la production et celle-ci, dans l'ordre économique moderne. Mais on doit aussi être conscient que cette absence est la conséquence nécessaire de la technique moderne et de la mécanisation du travail qui lui est inhérente. Au sein de la vie économique elle-même, on ne peut la mettre de côté. Ce qui est produit dans de grandes entreprises grâce à la vaste division du travail, ne peut pas être aussi proche du fabricant que l'était l'artisan médiéval de son produit. On devra s'accommoder du fait que, pour une grande part du travail humain, cette sorte d'intérêt qui existait alors, s'en est allée. Mais on devrait aussi être au clair sur le fait que l'être humain ne peut pas travailler sans intérêt. Si la vie le force à cela, alors il trouve son existence vide et insatisfaisante.



Celui qui veut loyalement prétendre penser avec le mouvement social, doit réfléchir⁰² à découvrir un intérêt capable de remplacer celui qui est disparu. Mais on n'est pas en situation de le faire si l'on veut considérer le processus économique comme le seul et unique contenu de l'organisme social, et l'ordre juridique et la vie spirituelle comme de simples appendices de celui-ci. Dans une grosse union coopérative, régie économiquement selon le marxisme, avec un ordre juridique et une vie spirituelle considérée comme des « sur-édifications idéologiques », on devrait faire de la vie humaine un tourment par la perte de tout intérêt au travail. Ceux qui en appellent à l'avènement d'une telle grosse coopérative, ne réfléchissent pas qu'elle peut certes éveiller quelque enthousiasme, par le charme de l'effort vers un tel but, mais qu'aus- sitôt que celui-ci est atteint, le charme cesse et que l'état de malaise à vivre dans un mécanisme sociétal impersonnel, devrait nécessairement soutirer à l'être humain tout ce qui veut se manifester dans sa volonté de vivre. Que pour un objectif de ce genre de larges masses populaires s'enthousiasment, ce n'est que le résultat du fait qu'avec la disparition de l'intérêt aux produits du travail, aucun autre intérêt n'a pu intervenir. — L'éveil à ce genre d'intérêt, c'est donc ce que devraient tâcher de faire ceux qui sont encore actuellement en situation de le faire, par leur participation à la formation de l'esprit leur permettant encore de penser aux biens de la société qui vont au-delà des simples besoins économiques de l'être humain. Ceux-ci doivent s'ac- commodér du discernement que deux cercles d'intérêts au travail doivent apparaître à la place de l'ancien. Dans un ordre de la société reposant sur le partage du travail, même si l'amour pour celui-ci n'est pas satisfait par le fait qu'on s'en acquitte, il s'oriente cependant plutôt sur l'intérêt qu'on en retire, et pour lequel on le produit. Mais cet intérêt doit se développer dans la communauté vivante. Un ordre juridique dans lequel un homme est l'égal d'un autre, éveille l'intérêt pour ses semblables. Dans un tel ordre, on travaille pour les autres, car on fonde la relation de soi aux autres vivants. À partir de l'ordre économique, on ne voit que ce que les autres exigent de soi ; dans l'ordre juridique vivant, l'un retire de l'estime de l'autre, et donc aux sources de la nature humaine, de ce que les hommes ont besoin entre eux, et qui ne peut jamais s'épuiser du fait que pour créer la satisfaction des biens correspon- dants les hommes ont besoin les uns des autres.

Au cercle d'intérêts, qui résulte d'un ordre juridique autonome vis-à-vis de la vie éco-⁰³ nomique, doit en surgir un autre. Une existence humaine, dont le contenu spirituel doit résulter de l'ordre économique ne peut pas encore se satisfaire d'une absence d'intérêt aux produits du travail, même si l'intérêt d'un être humain à l'égard de l'autre est cultivé par l'ordre juridique. Car il doit y poindre aussi la connaissance que l'on œuvre simplement dans l'économie les uns pour les autres. L'économie n'obtient un sens que si elle se révèle utile à indiquer un contenu de la vie humaine qui repose au-delà de la simple gestion économique, et se manifeste d'une manière complète- ment indépendante de l'économie. Le travail, qui ne se satisfait pas pour l'amour de lui-même, devient estimable lorsqu'il s'exécute dans une vie qui peut être conçue à partir d'un point de vue spirituel plus élevé, où l'être humain s'efforce à un objectif pour lequel la vie économique n'est qu'un moyen. Un tel point de vue spirituel n'est à obtenir qu'à partir d'une composante spirituelle autonome de l'organisme social. Une vie de l'esprit, qui n'est qu'une « sur-élévation » de l'ordre économique, apparaît seulement comme le moyen de cette vie économique.



La complexité de l'économie moderne, avec sa mécanisation du travail humain, fait ⁰⁴ de la vie de l'esprit libre et autonome le contre-pôle indispensable. Des époques antérieures de la vie de l'humanité supportaient la fusion des intérêts économique d'avec les impulsions spirituelles, parce que l'économie n'avait pas encore succombé à la mécanisation. Si l'être humain ne doit pas périr sous l'effet de cette mécanisation, alors son âme, à tout instant où il se trouve dans l'ordre du travail mécanique, doit pouvoir librement s'élever aux contextes, dans lesquels elle se sent transposée à partir d'une libre vie de l'esprit.

Fait preuve de myopie celui qui oppose au renvoi à une libre vie de l'esprit et à un ⁰⁵ ordre juridique autonome exigé par l'égalité des êtres humains entre eux, en pensant que ces deux domaines ne pourraient pas surmonter l'inégalité économique tout d'abord opprimante. Car l'ordre économique de l'époque moderne a conduit à cette inégalité précisément du fait qu'il n'a pas encore eu à ses côtés l'ordre juridique et la culture de l'esprit, auxquels il est renvoyé.

Le penser marxiste croit que toute forme de production économique prépare d'elle- ⁰⁶ même la suivante, plus élevée, et que, si ce processus de préparation est achevé par l'« évolution », cette forme plus élevée prend le dessus sur la précédente. En vérité, la récente forme de production ne s'est pas développée à partir de l'ancienne économie, mais à partir des formes juridiques et des types de représentations spirituelles d'une époque ancienne. Celles-ci mêmes, alors qu'elles ont rénové la forme économique, ont vieilli cependant et nécessitent à présent un rajeunissement. De la pire espèce de superstitions relève celle qui affirme donc que l'on pourrait faire naître, comme par enchantement, le droit et l'esprit de la forme de production économique. Car une telle superstition n'obscurcit pas simplement la représentation humaine, mais aussi la vie elle-même. Elle empêche que l'esprit se tourne vers sa propre source, parce qu'il veut en découvrir un semblant dans ce qui n'est pas spirituel. L'homme ne se laisse que trop facilement illusionner, lorsqu'on lui dit que l'esprit naît spontanément de ce qui n'est pas l'esprit ; car par cette illusion, il se croit libérer de la contrainte, qu'il doit reconnaître comme indispensable, s'il discerne bien que l'esprit ne peut être gagné que par le travail de l'esprit.

Les fondements pédagogiques de l'école Waldorf ⁽¹⁾ [83]

Les intentions que veut réaliser Émile Molt, au travers de l'École Waldorf, sont étroi- ⁰¹ tement reliées à certaines intuitions spirituelles sur les tâches sociales à entreprendre dans le présent et dans un prochain avenir. À partir de ces intuitions, doit s'élever l'esprit dans lequel l'école doit être conduite. Celle-ci est articulée avec une entreprise industrielle. La façon dont l'industrie moderne est venue s'insérer dans l'évolution de la vie sociale humaine, marque de son empreinte la pratique du nouveau mouvement social. Les parents qui confieront leurs enfants à cette école ne peuvent rien attendre d'autre que de voir ces enfants éduqués et enseignés au sens d'une solidité de vie, qui prend pleinement en compte ce mouvement. Cela rend nécessaire que lors de la fondation de l'école, l'on parte de principes pédagogiques s'enracinant dans les exigences de la vie présente. Les enfants doivent être éduqués pour devenir des hommes et on doit leur enseigner en vue d'une existence qui corresponde aux exigences pour lesquelles chaque être humain peut s'engager dans la société, indifféremment de son origine de classe. Ce que la pratique de la vie actuelle requiert de l'être humain, cela doit se refléter dans les aménagements de cette école.



L'esprit, qui doit agir en maîtrisant cette vie, doit être stimulé chez les enfants par l'éducation et les cours.

Ce serait funeste qu'il régnât un esprit étranger à la vie dans les conceptions fondamentales de la pédagogie sur lesquelles l'école Waldorf doit être édifiée. Un esprit de ce genre ne se montre que trop facilement là où l'on développe un sentiment de la part prise dans la ruine de la civilisation consécutivement au fait de s'élever dans une attitude de vie et une disposition d'esprit matérialiste. Portés par ce sentiment, on voudrait faire entrer une disposition d'esprit idéaliste dans la gouvernance de la vie publique. Or celui qui dirige son attention sur l'évolution de l'éducation et de l'enseignement, voudra d'abord voir autrement réalisé cet état d'esprit. Dans une manière de se représenter les choses de cette sorte, s'annonce effectivement beaucoup de bonne volonté. Que celle-ci soit reconnue, cela va de soi. Si elle est réalisée de façon correcte, elle rendra d'estimables services s'il s'agit de rassembler des énergies humaines autour d'une entreprise sociale, pour laquelle de nouvelles conditions préalables doivent être créées. — Pourtant, il est précisément nécessaire dans un tel cas, d'attirer l'attention sur le fait que la meilleure volonté doit échouer lorsque, dans la réalisation, elle part de desseins qui ne tiennent pas compte pleinement des conditions préalables fondées sur l'intention concrète.

Avec cela est caractérisée l'une des exigences, qui entrent aujourd'hui en considération lors d'une telle fondation, comme doit être celle de l'école Waldorf. Dans son esprit pédagogique et méthodologique, un idéalisme doit agir ; mais un idéalisme qui a le pouvoir d'éveiller en l'être humain qui grandit les énergies et facultés dont il a besoin dans le reste de sa vie, pour collaborer à l'activité de travail de la communauté humaine de son époque et pour avoir en lui une fermeté de vie qui le soutienne.

Pédagogie et méthode scolaire ne pourront réaliser concrètement une telle exigence⁰⁴ que sur la base d'une connaissance réelle de l'être humain en train de grandir. Des hommes éclairés exigent aujourd'hui une éducation et un enseignement qui ne s'efforcent pas uniquement dans le but de conquérir un savoir unilatéral, mais aussi un savoir-faire, non par une simple culture des dispositions intellectuelles, mais par un entraînement de la volonté. La justesse de cette idée ne peut pas être mise en doute. On ne peut seulement éduquer la volonté et la disposition d'âme (Gemüt, ndt) qui en est le fondement, si l'on ne développe pas des connaissances qui éveillent des impulsions énergiques dans l'âme (Gemüt, ndt) et la volonté. Une erreur, qui est fréquemment commise aujourd'hui dans cette direction, ne consiste pas dans le fait d'amener beaucoup trop de connaissances à l'être en devenir, mais de cultiver des connaissances dont l'énergie d'impact sur la vie fait défaut. Celui qui croit pouvoir former la volonté, sans cultiver des connaissances vivifiantes, celui-là se berce d'illusions. — Il doit voir clairement sur ce point et telle est bien la tâche de la pédagogie actuelle. Et cette vision claire ne peut provenir que d'une connaissance vivifiante de la totalité de l'être humain.



Comme elle a été préalablement pensée, l'école Waldorf est une école primaire, dont⁰⁵ les élèves sont éduqués et enseignés de sorte que l'objectif et le plan d'enseignement soient construits sur un discernement vivant dont disposent les enseignants — aussi largement qu'il est déjà possible d'en disposer dans les circonstances actuelles — sur l'essence de l'être humain dans son entier. Il va de soi que les enfants doivent être menés aussi loin, dans les degrés scolaires individuels, afin qu'ils soient en mesure de répondre aux exigences que l'on se fixe aujourd'hui dans la manière de voir actuelle. À l'intérieur de ce cadre, objectif pédagogique et plan scolaire doivent être configurés comme résultant des connaissances que l'on vient de caractériser de l'être humain et de la vie.

L'école primaire familiarisera l'enfant dans un moment de la vie, où sa configuration⁰⁶ d'âme est aux prises avec une métamorphose très significative. Dans le temps qui s'écoule de la naissance jusqu'à la sixième ou septième année, l'être humain est pré-disposé à s'abandonner à son proche environnement humain et à configurer ses propres énergies en devenir à partir de l'instinct d'imitation. De ce point de vue, l'âme est ouverte à une acceptation consciente de ce qui émane de l'autorité naturelle de l'éducateur et de l'enseignant. L'enfant accepte l'autorité à partir du sentiment obscur, de ce qui vit chez l'éducateur et chez l'enseignant et doit, de la même façon, vivre aussi en lui. On ne peut pas être un éducateur ou un enseignant, sans se placer par rapport à l'enfant dans le plein discernement que l'on doit tenir compte dans le sens le plus large de la métamorphose de cet instinct d'imitation sur la base d'un comportement d'autorité naturelle. La conception de la vie, qui se fonde simplement sur le discernement naturel de l'humanité moderne, n'aborde pas de tels faits concrets de l'évolution de l'être humain en pleine conscience. Ne peut leur accorder l'attention nécessaire que celui qui dispose d'un sens pour les manifestations les plus fines de la vie de l'être humain. Un tel sens doit régner dans l'art d'éduquer et d'enseigner. Il doit fournir sa configuration au plan scolaire ; il doit vivre dans l'esprit qui réunit l'éducateur et son élève. Ce que l'éducateur fait ne doit dépendre dans une faible mesure que de ce qui été stimulé en lui par les normes d'une pédagogie abstraite ; il doit bien plus, à tout instant de son activité, partir sans cesse d'une connaissance vivante de l'être humain en devenir qu'il fait renaître à tout instant.

On peut naturellement rétorquer qu'une telle éducation et un tel enseignement⁰⁷



à une authentique participation autonome. De nouveau en le concevant à l'intérieur de certaines limites, on peut affirmer que des classes avec de plus gros effectifs, mais avec des enseignants bien plus conscients d'être stimulés par une vraie connaissance de l'être humain, parviendront à de meilleurs résultats que des classes aux effectifs moindres avec des enseignants qui ne pourront pas développer une telle vie, parce qu'ils procèdent à partir d'une pédagogie normative.

Moins nettement prononcée, mais pour l'art d'éduquer et d'enseigner tout aussi importante que la métamorphose de la disposition d'âme à la sixième ou septième année, se rencontre une connaissance humaine urgente au moment de l'accomplissement de la neuvième année. C'est alors que le sentiment du « Je » adopte une forme qui instaure chez l'enfant une relation avec la nature et aussi avec un autre environnement, de sorte que l'on peut parler d'un développement pour lui-même de rapports mutuels avec les choses et processus, alors qu'auparavant il s'agissait presque exclusivement d'intérêts portés aux rapports des choses et processus avec l'être humain. De tels faits concrets de l'évolution humaine doivent être soigneusement pris en considération par l'éducateur et l'enseignant. Car lorsqu'on fait entrer dans le monde de la représentation et de la sensibilité de l'enfant ce qui coïncide dans un laps de vie précisément avec la direction prise par les énergies évolutives, alors on renforce la totalité du devenir de l'être humain, de sorte que ce renforcement demeure une source d'énergie toute la vie durant. En effet, lorsque dans un laps de vie on travaille à rebours d'une direction évolutive, alors on affaiblit au contraire l'être humain.

Dans la connaissance des exigences particulières des moments de vie repose en effet le fondement d'un plan scolaire conforme à la réalité. Il y a aussi dans cette connaissance, l'autre raison fondamentale pour la manière de traiter la matière enseignée lors de la succession des périodes successives de la vie. On devra amener l'enfant, jusqu'à un certain degré, pour la fin de sa neuvième année à tout ce qui est entré dans la vie humaine par l'évolution culturelle. C'est la raison pour laquelle on devra justement utiliser à juste titre les premières années d'école à l'enseignement de l'écriture et de la lecture ; mais on devra configurer cet enseignement dans le respect juste de la nature de son développement dans ce laps de vie. Qu'on enseigne les choses en captivant unilatéralement l'intellect de l'enfant et en ne revendiquant de lui qu'une appropriation abstraite de l'exécution, alors on provoque chez lui le dépérissement de sa nature volontaire et d'âme [Gemütsnatur]. Mais qu'au contraire, qu'on l'enseigne de manière à impliquer la totalité de son être dans son activité, alors il se développe universellement. Dans le dessin d'enfant, et même en effet dans la peinture primitive, c'est la totalité de l'être humain qui en vient à déployer un intérêt à ce qu'il réalise concrètement. C'est pourquoi l'on devrait laisser naître l'écriture à partir du dessin. À partir des formes dans lesquelles le sens artistique de l'enfant se fait valoir, on développe les formes des lettres en les dérivant. À partir d'une occupation, qui entraîne artistiquement la totalité de l'homme, on développe l'écriture qui conduit ensuite vers la signification intellectuelle de celle-ci. Et ce n'est d'abord que de l'écriture que l'on fait venir ensuite la lecture, qui concentre ensuite fortement l'attention dans le domaine de l'intellect.



Si l'on apprend à mieux connaître comment il faut fortement aller chercher bien loin ¹⁰ l'intellect à partir de l'éducation artistique de l'enfant, on sera enclin à donner à l'art une place appropriée dans les premiers cours du primaire. On intégrera correctement l'art musical et la sculpture à l'enseignement en les reliant en correspondances avec les exercices corporels. On fera de la gymnastique et des jeux de mouvement une expression de ce qui est ressenti en étant stimulé par la musique ou la récitation. L'eurythmie, le mouvement porteur de sens, devra prendre la place de ce qui s'édifie simplement sur l'anatomie et la physiologie du corps. Et l'on découvrira alors quelles énergies fortes viennent structurer la volonté et l'âme dans la configuration artistique de ce qui est enseigné. Réellement féconds ne deviendront cependant de tels enseignants qui pourront éduquer et enseigner de la façon indiquée ici, qu'en démêlant, au moyen d'une connaissance anthropologique énergique, l'interdépendance qui existe entre leurs méthodes et les énergies évolutives qui se manifestent à un moment déterminé du développement de la vie de l'enfant. N'est pas un réel éducateur ou enseignant celui qui s'est approprié la pédagogie en tant que science du traitement de l'enfant, mais celui chez qui la pédagogie est éveillée, suite à une profonde connaissance de l'être humain.

Pour la formation de l'âme, il est très significatif que l'enfant, avant l'achèvement de ¹¹ la neuvième année, développe la relation au monde comme l'être humain est enclin à le faire en la configurant d'une manière pleine d'imagination. Si l'éducateur lui-même n'a pas d'imagination, il ne peut pas faire vivre dans l'âme de l'enfant, en les exposant à la manière d'un conte ou d'une fable, les mondes des plantes, des animaux et des étoiles.

Lorsqu'on veut étendre les cours sur toute chose possible, à partir d'une disposition ¹² matérialiste d'esprit certainement justifiée dans certaines limites, on ne tient pas compte que dans l'entité humaine, des énergies doivent être aussi développées qui ne peuvent pas seulement être communiquées uniquement par intuition. L'appropriation mnémonique pure de certaines choses se trouve en relation avec les forces du développement de la sixième ou septième année jusqu'à la quatorzième année. Et sur cette propriété de la nature humaine, doit être construit le cours de calcul. Il peut être carrément utilisé pour cultiver la force du souvenir. Si l'on ne prend pas cela en considération, on avantagera peut-être justement d'une manière anti-pédagogique dans le cours de calcul l'élément intelligible à l'encontre de celui qui structure la mémoire.



On peut tomber dans la même erreur lorsqu'avec inquiétude, on s'efforce à toute oc- 13
casion et dans une mesure au-delà de ce qui est juste, à ce que l'enfant comprenne
nécessairement tout de ce qu'on lui a transmis. Il est certain qu'une bonne volonté
est à la base de cet effort. Mais celle-ci ne compte pas sur l'importance qui revient à
l'être humain, lorsqu'à un âge ultérieur de sa vie il s'éveillera dans son âme à ce qu'il
s'est approprié antérieurement d'une manière purement mnémonique et dont il dé-
couvrira alors, de lui-même, la compréhension au travers de la maturité ainsi ac-
quise. En tout cas, il sera nécessaire, par la manière vivante de procéder de l'ensei-
gnant, d'empêcher une absence de participation redoutée par l'élève, lors d'une ap-
propriation mnémonique d'une matière. Si l'enseignant se trouve engagé dans son
activité d'enseignement avec la totalité de son être, alors il peut fournir à l'élève ce
dont celui-ci retrouvera une compréhension vécue avec joie lors d'une expérience
ultérieure. Et dans ce revécu rafraîchissant se trouve toujours ensuite associé un ren-
forcement du contenu de vie. Si l'enseignant peut agir pour un tel renforcement,
alors il donne à l'enfant un bien de vie incommensurable grand pour le restant du
parcours de son existence.

Et il évitera de ce fait que par son « cours intuitif », l'excédent de sa prise de position 14
s'enfonce dans la banalité d'une « compréhension » de l'enfant. Il se peut que ce ren-
forcement compte avec l'activité autonome de l'enfant ; mais ses seuls fruits sont de-
venus insipides pour l'âge de l'enfant ; par contre, l'énergie d'éveil que la flamme vi-
vante de l'enseignant peut allumer chez l'enfant, en l'enthousiasmant pour des
choses qui, sous certains rapports, se situent encore bien au-delà de sa « compréh-
sion », restera, quant à elle, agissante pendant tout le restant de sa vie.

Lorsqu'après la neuvième année achevée, l'on commence par des descriptions des 15
mondes animal et végétal et qu'on veille à ce qu'à partir des formes et processus vi-
vants du monde extérieur à l'homme, soient intelligibles la forme et les manifesta-
tions de la vie humaine, alors on peut éveiller chez l'élève ces énergies qui, après
s'être libérées à cet âge de la vie, s'efforceront de procéder à partir des profondeurs
de l'entité humaine en toute circonstance. Au caractère qu'adopte le sentiment du
« Je », à cette époque de la vie, correspond à ce qu'il faut considérer dans le règne
animal et dans le règne végétal comme réparti en propriétés et orientations de nom-
breuses espèces naturelles, dont l'essence humaine se révèle telle une culmination
du monde vivant au sein d'une unité harmonieuse.

Autour de la douzième année, apparaît une fois encore un tournant dans le dévelop- 16
pement de l'être humain. L'être humain devient alors mûr pour développer ces facul-
tés par lesquelles il est amené à saisir conceptuellement d'une manière qui lui est
avantageuse ce qui doit être appréhendé sans relation avec l'être humain : le règne
minéral, le monde des faits concrets physiques, les phénomènes atmosphériques et
ainsi de suite.

De la même façon, à partir de l'application de tels exercices, qui sont organisés tota- 17
lement à partir de la nature de l'impulsion humaine naturelle à participer, sans égard
aux objectifs de la vie pratique, doivent s'en développer d'autres qui sont une sorte
d'enseignement au travail, et qui résultent d'une connaissance de la nature des mo-
ments de la vie. Ce qui est indiqué ici pour un secteur de la matière enseignée, se
laisse étendre sur tout ce qui est à donner à l'élève jusqu'à sa quinzième année.



On n'aura pas à redouter que l'élève soit renvoyé à la vie extérieure, au sortir de 18 l'école primaire dans une disposition d'âme et de corps étrangère à la vie extérieure, si de la manière exposée ici on a veillé à ce qui résulte, à partir de son évolution intérieure, de la nature humaine comme principes d'éducation et d'enseignement. Car la vie humaine est elle-même conformée à partir de cette évolution intérieure, et c'est de la meilleure manière que l'homme peut donc entrer dans la vie, lorsque, par le développement de ses prédispositions, il retrouve ce que des hommes avant lui ont incarné dans l'évolution de la culture, à partir de dispositions humaines estimées de natures équivalentes. Il faut dire que pour harmoniser toutes les deux, l'évolution de l'élève et celle de la culture extérieure, on a besoin d'un corps enseignant qui ne s'enferme pas, par ses intérêts propres, dans une pratique éducative et enseignante spécialisée, mais qui se place dans toute l'ampleur de la vie avec une participation totale. Une telle communauté d'enseignants trouvera la possibilité d'éveiller chez l'être qui est en train de grandir le sens d'un contenu spirituel, mais non moins aussi celui de la compréhension d'une configuration pratique de la vie.

Au travers d'une telle attitude des cours, l'être de quatorze ou quinze ans ne restera 19 pas sans compréhension, pour l'essentiel, de ce qui est utile à partir de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de l'ensemble de la vie de l'humanité. Les discernements et les pratiques qu'il s'est appropriés, le rendront capable de se sentir orienté dans la vie qui l'accueille. Si l'École Waldorf atteint les objectifs que son fondateur a en vue, alors elle devra être édifiée sur la pédagogie et la méthode caractérisées ici. De ce fait elle pourra donner un enseignement et une éducation, conformes aux besoins d'une évolution saine du corps de l'élève, parce que l'âme, dont le corps est une expression, sera développée dans la direction de ses propres forces évolutives. Avant l'ouverture de l'école, on a recherché à œuvrer de cette manière avec la communauté des enseignants, à savoir selon un objectif tel que celui fixé et que l'école peut s'efforcer d'atteindre. Par le but qu'ils visent, ceux qui participent à l'institution de l'école, pensent apporter dans le domaine de la vie pédagogique ce qui correspond à la réflexion sociale du présent. Ils ressentent la responsabilité nécessairement liée à une telle entreprise ; mais ils pensent aussi qu'à l'encontre des exigences sociales du présent, il est de leur devoir de l'entreprendre, s'il existe une possibilité de le faire.

Note :

(1) L'école Waldorf : La libre école Waldorf de Stuttgart fut fondée en 1919 par Émile Molt sous la direction pédagogique de Rudolf Steiner, qui en forma également les énergies d'enseignement au travers d'un cours de préparation destiné aux enseignants réunis en séminaire. Elle devint le modèle d'innombrables créations d'écoles dans les pays du monde entier.

L'erreur fondamentale dans le penser social [94]



À une idée comme celle de la Dreigliederung de l'organisme social, de nombreux ⁰¹ hommes objecteront toujours que le mouvement social aspire pourtant à surmonter les inégalités économiques des hommes ; comment cela doit-il être atteint par des transformations, qui interviennent dans la vie de l'esprit et dans l'ordre juridique, si celles-ci disposent d'administrations autonomes vis-à-vis du circuit économique ? Cette objection est faite par ceux qui voient sans doute que les inégalités économiques existent, mais qui ne voient pas comment elles ont été engendrées par les hommes qui vivent ensemble au sein de l'organisme social. On voit que l'ordre économique de la société s'exprime dans les standards de vie des hommes. On s'efforce, conformément à cela, à ce que pour de nombreux hommes interviennent la possibilité qu'ils aient un standard de vie digne d'eux. Et l'on croit que cette possibilité existera, si certains changements sont introduits dans l'ordre économique que l'on se propose.

Celui qui regarde plus profondément dans les circonstances de la vie humaine doit ⁰² voir, dans cette manière dominante de se représenter les choses que l'on vient juste de caractériser, la raison principale des mauvaises conditions sociales du présent. Pour le discernement de nombreux hommes, l'ordre de la vie économique s'est trop éloigné des représentations qu'ils ont de la vie de l'esprit et de celle du droit, pour qu'ils pussent percevoir à jour la manière dont, dans l'interdépendance humaine, l'un se trouve en relation avec les autres. La situation économique des hommes est un résultat de la manière dont ils se positionnent les uns par rapport aux autres par leurs facultés spirituelles et par la réglementation juridique existante entre eux. Celui qui perce à jour cela, celui-là ne croit pas qu'il puisse découvrir un système économique qui pût fournir, de lui-même, des standards de vie qui apparussent dignes aux mêmes hommes qui y vivent. Quand à savoir si l'on trouvera au sein d'un système économique pour sa production, une contre-production nécessaire à un tel standard de vie, cela dépend de la façon dont les hommes sont spirituellement déterminés dans ce même système et la façon dont ils ordonnent leurs situations à partir de la conscience du droit dont ils disposent.

Dans les trois ou quatre derniers siècles, l'humanité civilisée s'est développée à partir ⁰³ d'impulsions qui rendent extraordinairement difficile une percée à jour des vraies relations entre la vie économique et celle de l'esprit. L'homme est enveloppé dans un réseau d'interdépendances de la vie, qui sur le domaine économique ont adopté une physionomie qui ne correspond plus à ce qu'il avait reçu par l'éducation à partir des époques évolutives précédentes, en tant que culture de l'esprit et représentations juridiques. On s'est accoutumé à considérer les progrès en esprit des temps modernes avec une reconnaissance unanime. Pourtant, on ne voit pas que ces progrès spirituels ont été principalement faits dans les domaines qui se rattachent immédiatement de la vie technique et économique.

Sous l'influence d'une telle progression spirituelle, l'habitude de penser s'est formée ⁰⁴ parmi les milieux dirigeants de l'humanité, de juger des circonstances de la vie à partir des fondements économiques. Ils ne sont plus conscients, dans la plupart des cas, de cette façon de juger. Ils l'exercent même inconsciemment. Ils croient vivre à partir de toutes sortes d'impulsions éthiques ou esthétiques ; mais ils suivent inconsciemment leur jugement déterminé à partir de l'économie d'une vie technique et commerciale. Ils pensent économiquement, tandis qu'ils croient, vivre esthétiquement, religieusement et éthiquement.



Cette habitude du penser des classes dirigeantes est à présent devenue un dogme au ⁰⁵ cours des temps modernes à cause de ceux qui pensent en socialistes. Ceux-ci sont d'avis que toute vie est économiquement conditionnée, parce que ceux-là mêmes, desquels ils ont hérité leurs opinions, ont fait de ce type de penser économique une habitude partiellement inconsciente chez eux. Et ainsi ces bien-pensants socialistes veulent configurer à présent l'ordre économique à partir d'une vue intuitive qui a précisément entraîné derrière elle la transformation qu'ils tiennent eux pour urgentement nécessaire. Ils ne remarquent même pas, qu'ils entraîneraient ainsi ce qu'ils ne veulent pas, s'ils agissaient sous l'influence d'idées, à partir desquelles a résulté ce qui est comme devant se transformer. Cela provient du fait que les hommes veulent s'en tenir beaucoup plus tenacement à leurs idées et à leurs habitudes du penser, qu'aux institutions extérieures.

Mais à présent, l'évolution humaine en est arrivée à un point où celle-ci même par ⁰⁶ nature exige une progression non seulement des institutions, mais aussi des idées et manières de voir. Quant à savoir si cette exigence que pose l'histoire de l'humanité, est ressentie ou pas, c'est ce dont dépend le destin du mouvement social. Aussi étrange que cela résonne pour de nombreuses personnes, il est juste pourtant que la vie moderne ait pris une configuration qui ne soit plus maîtrisable par d'anciennes manières de voir.

Beaucoup disent à bon droit : la question sociale doit être conçue autrement qu'elle ⁰⁷ l'a été par Saint Simon (1), Owen (2), Fourier (3), par exemple. On ne pourrait pas conformer la vie économique à l'aide de leurs impulsions spirituelles. Mais ils en retirent la conclusion que des impulsions spirituelles ne peuvent avoir principalement aucune influence transformante sur les situations sociales de la vie. En vérité, la cause en est au point où ces penseurs sus-nommés ont formé leurs représentations à partir d'une vie de l'esprit qui, de par sa nature même, ne pouvait plus être à la hauteur d'une vie économique moderne. Au lieu d'en venir à confesser le sain discernement qu'on a donc besoin d'un renouveau de la vie de l'esprit — et de la vie du droit — on en est venu à l'opinion que les états sociaux, auxquels on aspire ardemment, doivent résulter de la vie économique elle-même. Mais il n'en résultera jamais rien que de la confusion économique, si la suite de l'évolution ne procède pas à partir d'une progression de la vie de l'esprit et de celle du droit exigée par les temps nouveaux.



Du courage que l'on devra engager vers cette progression dans la culture de l'esprit⁰⁸ et dans l'ordre juridique devra dépendre ce qui doit arriver sur le plan social dans le présent et dans le proche avenir. Ce qui sera créé en dehors de ce courage, quand bien même cela pût être pensé à partir de bonnes intentions, ne mènera jamais à des situations durables. C'est pourquoi le plus important, dans ce domaine, c'est d'en appeler dans les cercles les plus larges possibles à une clarification là-dessus, à savoir que la nouvelle culture de l'esprit est le fondement d'une continuation d'évolution prospère de l'humanité civilisée. Les fruits de cette culture de l'esprit écloreont dans l'ordre économique ; une vie économique, qui veut se restructurer sur elle-même, ne fera que propager ses anciennes nuisances en les aggravant. Aussi longtemps qu'on exigera de la vie économique qu'elle doive faire des hommes ce qui est en prédisposition en eux, on ne fera qu'ajouter de nouvelles nuisances aux anciennes ; ce n'est qu'à partir du moment où l'on arrivera au discernement que l'être humain doit donner à partir de son esprit ce dont la vie économique a besoin, que l'on pourra s'efforcer consciemment à ce qu'inconsciemment on demande.

Note :

(1) Claude Henri de Saint Simon (1760-1825), fondateur de ce qu'on a appelé l'école socialiste, selon laquelle les institutions de la société humaine devraient être fondées à partir d'une conformité pure aux lois scientifiques.

(2) Robert Owen (1771-1858), réformateur social idéaliste. Voir Rudolf Steiner : « Science de l'esprit et question sociale ».

(3) Fourier, François Marie Charles (1772-1835), créateur d'un système socialiste sur des bases scientifiques.

Les racines de la vie sociale [99]

Dans mon ouvrage « Les points essentiels de la question sociale », la comparaison de⁰¹ l'organisme social avec l'humain naturel a bien été admise ; mais en même temps, on y attire l'attention sur combien il serait fourvoyant de croire que l'on pût transposer les intuitions intellectuelles auxquelles on s'est habitué de l'un sans plus sur l'autre. Celui qui envisage l'activité d'une cellule ou d'un organe dans le corps humain selon les manières de voir des sciences naturelles et recherche ensuite la « cellule sociale » ou « l'organe social », pour caractériser l'édification et les conditions de vie de « l'organisme social », celui-là ne tombera que trop facilement dans un jeu d'analogies chimérique.



Il en va autrement, si l'on attire l'attention, comme dans les « Points essentiels », sur⁰² le fait que pour une saine observation de l'organisme humain, on doit éduquer son penser de manière telle que celle dont on a besoin pour une conception de la vie sociale conforme à la réalité. Par une telle éducation, on sera qualifié pour apprendre à ne pas juger des faits sociaux avec des opinions préconçues, ou bien selon sa propre légitimité à le faire. Et ceci est autrement indispensable avant tout à notre époque. Car actuellement, pour ce qui est du jugement social, on s'enfonce bien profondément dans les opinions partisans. Celles-ci ne sont pas formées à partir de ce qui se fonde dans les conditions de vie de l'organisme social, mais à partir des sentiments obscurs de quelques êtres humains, et notamment de groupes d'hommes. Si l'on voulait transposer la manière de juger que l'on applique dans les programmes des partis sur l'investigation de l'organisme humain, on devrait alors bientôt reconnaître que l'on n'en stimulerait pas la compréhension, mais que l'on créerait le même obstacle.

Dans l'organisme, l'air inhalé doit constamment être transformé en un air inutili-⁰³ sable. L'oxygène doit être transformé en acide carbonique. C'est pourquoi il doit y avoir là des structures qui remplacent ce qui est transformé et rendu inutilisable par quelque chose d'utilisable. Celui qui applique son jugement, formé conformément à la réalité sur l'organisme humain, au moyen d'une considération sans préjugés sur l'organisme social, celui-là découvre alors qu'un membre de cet organisme, le circuit économique, lorsqu'il est organisé précisément ensuite et conformément à sa nature, doit constamment faire naître des rapports qui doivent être de nouveau rééquilibrés par d'autres institutions. On peut aussi peu exiger d'une structure d'organe, qui est ordonnée dans l'organisme humain de sorte qu'elle rende inutilisable l'oxygène inhalé, qu'elle le rende réutilisable, de même on ne doit pas présumer du circuit économique qu'en lui-même puissent naître des institutions, qui agissent en compensant ce qu'à partir de la vie même, il doit engendrer d'entrave à la vie.

Ne peuvent apporter une telle compensation que si, à côté du circuit économique, un⁰⁴ organisme juridique se configure à partir de sa propre essence et une vie de l'esprit, croissant indépendamment de l'organisation de l'économie et de celle du droit, se fonde librement à partir de ses propres racines. En ne jugeant que superficiellement, la question se pose de savoir si la culture de la vie de l'esprit ne doit pas être reliée aux relations du droit existantes. Certes, qu'elle doit l'être. Mais il y a quelque chose d'autre, c'est de savoir si les êtres humains, qui cultivent la vie de l'esprit, sont eux indépendants de la vie juridique ; et c'est encore autre chose que de savoir si, à partir des institutions juridiques, cette culture s'ensuit d'elle-même. On découvrira alors que l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social est de celles qui rendent facilement des objections possibles, si l'on s'en tient aux opinions préconçues, mais que les objections s'anéantissent d'elles-mêmes, quand on les pense jusqu'au bout.



Le circuit économique a sa propre loi de vie. Par elle, il crée des situations, qui dé-⁰⁵ truisent l'organisme social, lorsque dans celui-ci cette loi opère seule. Mais si l'on veut remédier à ces situations par des institutions économiques, alors on détruit le circuit économique lui-même. Dans le circuit économique moderne, des dommages ont apparu par la gestion capitaliste privée des moyens de production. Si l'on veut extirper les dommages par l'institution économique d'une gestion communautaire des moyens de productions, alors on détruit l'économie moderne. Mais on agit à l'en- contre de ces dommages lorsqu'à côté du circuit économique, on crée un système ju- ridique indépendant et une libre vie de l'esprit. Les nuisances qui résultent constam- ment de la vie économique disparaîtront dès leur naissance. Il n'en ira pas quelque peu comme si les nuisances devraient d'abord résulter, et les êtres humains de- vraient souffrir ensuite au milieu de ces nuisances, avant qu'elles ne disparaissent. Mais par les organisations existantes à côté des institutions économiques, les anoma- lies en sont écartées.

Les opinions des partis à l'époque modernes ont détourné le jugement sur les condi-⁰⁶ tions de vie de l'organisme social. Elles l'ont transféré au-delà dans les courants pas- sionnels de groupes humains. Il est urgemment nécessaire que ces opinions re- çoivent une correction, à partir d'un côté sur lequel les hommes peuvent incliner na- turellement à une absence de préjugés. Ils seront en situation de faire cela lorsque la vie des idées se corrigera d'elle-même en reconsidérant de tels rapports, qui exigent de par leurs natures mêmes, une telle absence de préjugés. L'organisme naturel pose de telles exigences.

Il est vrai que celui qui n'utilise que les représentations en usage dans les sciences⁰⁷ naturelles pour cette correction, celui-là n'ira pas bien loin. Car il manque à ces re- présentations, sous de nombreux rapports, cette précision qui pénètre suffisamment en profondeur les faits concrets de la nature. Mais lorsqu'on tente de s'en tenir, non pas à ces représentations, mais à la nature elle-même, alors on sera dans la situation d'y aller rechercher plutôt l'absence de prévention, qu'au sein des manières de voir des partis. En dépit de la bonne volonté de nombreux chercheurs scientifiques, pour sortir du matérialisme régnant dans les sentiments des penseurs, les représentations actuelles en usage dans les sciences de la nature sont traversées d'impacts matéria- listes. Une considération conforme à l'esprit de la nature peut se débarrasser de ces impacts. Et celle-ci pourra fournir la base pour un apprentissage du penser, qui dans ses résultats sera également à la hauteur de la conception de l'organisme social.

L'idée de la Dreigliederung de l'organisme sociale n'emprunte pas simplement des⁰⁸ connaissances à la nature, pour les transposer simplement au domaine social. Elle ne veut retirer de l'observation de la nature que l'énergie de prendre en considération sans prévention le monde des faits concrets. Cela, c'est ce que devraient penser ceux qui s'informent d'une manière superficielle, en évoquant cette idée d'une Dreigliede- rung de l'organisme social de la même façon que l'on peut parler d'une Dreigliede- rung de l'organisme naturel humain. Celui qui prend au sérieux cette dernière, selon ce qui lui est propre, celui-là s'apercevra justement par elle que l'une ne peut pas être transposée simplement dans l'autre. Mais de par la manière de prendre en consi- dération les choses, qu'il est contraint d'utiliser pour l'organisme naturel, il se forge- ra l'orientation du penser qui lui permettra de se retrouver correctement dans les faits sociaux concrets.



On croira qu'au travers d'une telle sorte d'intuition intellectuelle, les idées sociales se 09 retrouvent refoulées dans le domaine des « théories grises ». On est en droit peut-être de dire qu'on a une telle opinion aussi longtemps que l'on regarde ce « refoulement » de l'extérieur. Alors on ressentira comme « gris », ce qu'indistinctement l'on voit dans le lointain. Et au contraire, on ressentira la richesse des couleurs de ce que l'on enfante de « près » avec passion. Mais que l'on s'approche donc plus près du « gris ». On trouvera alors quelque chose qui s'agite semblablement à la passion. Mais cela s'ouvrira sur tout ce qui est réellement humain, ce que l'on perd de vue justement à partir des points de vue des opinions de partis ou de groupes.

Et c'est plus amèrement encore que le temps presse actuellement, de se rapprocher 10 de ce qui est réellement humain. Car les positions sur lesquelles campent les groupes humains qui se sont séparés les uns des autres, ont déjà provoqué assez de dommages. Et le discernement devrait mûrir que ce ne sont pas de nouvelles positions qui pourraient réparer ces dommages, mais l'observation de ce qu'exige l'histoire elle-même dans l'instant présent de l'évolution de l'humanité. Il est facile de voir les dommages et d'exiger leur abrogation conformément à un programme ; mais il est indispensable de pénétrer jusqu'aux racines de la vie sociale et, au travers de leur guérison, de provoquer celle de ses fleurs et de ses fruits.

Le terrain de la dreigliederung [104]

L'essentiel de l'idée de la Dreigliederung c'est qu'elle considère les situations sociales 01 à partir de points de vue sans préjugés de partis ou de classes, qui lui sont données par la question : Qu'il y a-t-il à faire, au stade actuel de l'évolution humaine, pour parvenir à une configuration la plus vivante possible des organismes de la société ? Celui qui pense sérieusement et loyalement à trouver une réponse à cette question, ne peut pas négligemment passer devant un fait tel que, dans l'époque moderne, la vie économique et la vie politico-juridique en sont arrivés à un conflit destructeur. La répartition en classes sociales de l'humanité, dans laquelle on vit actuellement, est née des fondements économiques. Au sein de l'évolution économique, et de celle-ci même, l'une est devenue prolétaire, l'autre est devenue entrepreneuriale, une troisième est devenue celle des travailleurs dans la culture de l'esprit. Ceux qui pensent en socialistes, ne se fatiguent pas de mettre ce fait au premier plan de leurs revendications, pour pouvoir ensuite le laisser apparaître à l'arrière-plan de celles-ci comme quelque chose allant de soi. À cette occasion seulement, on ne réfléchit pas qu'il importe de voir pourquoi la vie économique a pu exercer une telle sur-domination sur la stratification sociale de l'humanité. On ne voit pas la manière dont cette stratification s'est accomplie pour la raison précisément que l'activité économique n'avait pas en face d'elle une opposition politico-juridique qui eût agi en s'opposant à elle. L'être humain, au travers du circuit économique, fut placé sur un terrain qui l'isola. Il ne put que vivre dans des conditions qui lui furent offertes à partir de l'économie. L'un ne comprit plus l'autre. Il ne fut plus en mesure de s'entendre avec lui ; il ne pouvait plus qu'espérer encore s'accorder ou subjuguier ceux qui se trouvaient sur le même terrain que lui. Des profondeurs de l'évolution de l'humanité, il n'y eut plus aucune vie politico-juridique à faire remonter, qui eût pu réunir les groupes humains isolés. On n'a pas vu que continuer de penser selon les impulsions politiques et juridiques anciennes, contredit les énergies économiques nouvelles.



Mais on ne pouvait gérer l'économie comme cela avait été rendu nécessaire par les ⁰² conditions des deux derniers siècles, et avec cela laisser arriver les hommes dans des situations sociales qui correspondent à des fondements politico-juridiques propres aux époques antérieures. On ne devait pas non plus espérer que la stratification en classes, qui était apparue sans de nouvelles aspirations politiques, pût former une reconfiguration de l'organisme de la société. Il va de soi que les classes qui se sentent opprimées ne reconnaissent pas cette affirmation comme justifiée. Leurs partisans disent : nous avons, depuis plus d'un demi-siècle, une nouvelle aspiration politique. Dans les « Points essentiels de la question sociale », la preuve a été fournie que ce n'est pas le cas, et elle fournit le fondement pour d'autres idées caractérisant une reconstruction sociale. Karl Marx et ses partisans ont bien appelé à la lutte les hommes d'une classe sociale de vie ; mais ils n'ont donné à ces hommes que les idées qui avaient été apprises de ceux qui appartenaient à ces classes-là qui justement devaient être combattues. C'est pourquoi il n'en résulta rien de neuf, quand bien même le combat eût pu mener à l'issue souhaitée par eux, mais l'ancien avec des hommes aux commandes qui appartenaient à une autre classe que ceux qui, jusqu'à présent, prétendaient à cette position de chefs.

Le discernement dans ce fait ne mène pas encore non plus à l'idée du Dreigliedre-⁰³ rung ; il doit seulement préparer la voie vers elle. Aussi longtemps qu'il n'illumine pas un nombre suffisamment élevé d'êtres humains, on continuera de vouloir et d'exprimer des impulsions tirées des anciennes idées politico-juridiques, qui sont censées être à la hauteur des conditions économiques du présent. Sans cette illumination, on reculera de peur devant la Dreigliederung de l'organisme social, parce qu'on se heurte avec elle à ce que l'on est accoutumé à penser.

Il est concevable qu'en une époque, qui a amené tant de malheurs, les êtres humains ⁰⁴ reculent de peur devant une exigence d'un penser qui prenne naissance des profondeurs de la vie humaine. Beaucoup se sentent accablés par ce temps et doutent de l'énergie des forces idéelles créatrices. Ils « attendent » que les « circonstances » créent une situation meilleure. En fait, jamais, les « circonstances » ne créeront quelque chose d'autre que ce qui leur est implanté par les idées humaines.

Mais — comme beaucoup le disent — les meilleures idées ne peuvent encore rien ob-⁰⁵ tenir, si elles ne sont pas renvoyées aux circonstances de la vie. C'est justement avec cette objection que compte l'idée de la Dreigliederung. Elle part du discernement que ni la pratique dépourvue d'idée, ni les idées impraticables, ne peuvent conduire à un organisme social viable. C'est pourquoi, elle ne propose pas de programme sous des formes anciennes. Il y a assez de programmes de ce genre pour apprendre qu'ils ont beau avoir été « bien », « noblement » ou « ingénieusement » pensés, la réalité les refuse. L'idée de la Dreigliederung compte sur le domaine économique avec les réalités données par la nature et la vie humaine de l'époque moderne. Elle compte avec la conscience du droit de l'humanité, telle qu'elle a résulté au cours des derniers siècles de l'évolution. Et elle compte avec la vie de l'esprit que l'être humain a investie dans l'organisme social, qui comprend ses conditions de vie et les favorise de sorte que la possibilité d'existence soit créée. Elle présume percer à jour que dans un organisme social dreigliederig, les hommes pourront collaborer dans la vie, de sorte qu'à partir de cette collaboration naisse, ce qu'un programme d'idées ne peut pas provoquer.



Celui qui ne veut pas envisager cette différence de principe entre l'idée de la Drei-⁰⁶ gliederung et les idées de programmes d'usage, ne se laissera pas convaincre par la fécondité de la première. Celle-ci est une idée de la réalité, parce qu'elle ne veut pas tyranniser la vie au sens d'un programme, mais s'efforce d'abord de créer le fondement sur lequel la vie peut librement croître, et se développer à partir des impulsions sociales. Les problèmes du présent et du proche avenir ne sont pas de ceux qu'on pourra poser à l'intellect, mais ceux qui devront résulter d'une vie d'abord naissante. L'humanité actuelle pressent en vérité d'abord les questions sociales. Sa forme réelle en résultera, si la structure de l'organisme social est constituée de telle manière que les énergies de vie reposant dans l'existence humaine puissent élever leur authentique réalité de sensibilité instinctive à un penser conscient. Beaucoup de ce qui est dit à leur propos aujourd'hui fait que, face à cette connaissance réelle, on retire l'impression de quelque chose qui n'est pas mûr. On dit que, les hommes ne sont pas mûrs d'organiser leur vie d'après des idées. Non, les hommes seront mûrs pour des réponses, lorsque les questions seront d'abord dévoilées de leurs préjugés originels dont elles ont été recouvertes.

Voilà comment, celui qui de haute lutte conquiert l'idée de la Dreigliederung, voit la ⁰⁷ situation présente à partir d'une expérience de la pleine réalité. Et à partir de cette vision il voudrait qu'on agisse. On n'aura assez échangé de paroles qu'à partir du moment où de ces paroles l'acte sera né.

Une vraie clarification à la base du penser social [108]

Le nombre des hommes ne cesse de croître qui insistent sur le fait qu'on sortira de la ⁰¹ confusion sociale de notre temps qu'à la condition que, dans le penser et le sentir, on en vienne à un cheminement vers l'esprit. Les illusions, qu'ont amenées des idées « d'économie politique », qui ne recherchaient leurs fondements que dans la production de biens matériels et leurs répartitions, conduisent maintes personnes à une telle conviction.

Mais on peut nettement voir combien une telle conviction vers l'esprit est peu fé-⁰² conde en notre époque. Doive-t-on engendrer des conceptions d'économie politique, qu'on s'y refuse aussitôt. Car avec un simple renvoi à l'esprit, rien n'est encore fait. Cela ne fait qu'exprimer simplement un besoin. Quand il s'agit de parler de la satisfaction de ce besoin, cela laisse perplexe. On doit reconnaître dans ce fait concret une mission pour le temps présent. On devrait s'interroger : Pourquoi, ceux-là mêmes qui tiennent pour indispensable pour la vie sociale de se tourner vers l'esprit, n'en débattent-ils pas au-delà ? Pourquoi ne trouvent-il pas le temps de spiritualiser réellement l'économie politique ? On découvrira la réponse à cette question, si l'on prend en considération l'évolution du penser au sein de l'humanité civilisée dans les temps modernes. Ces personnalités-là, qui ont conquis de haute lutte une conception du monde à partir de la configuration de l'époque, considère comme un signe de leur « culture spirituelle » d'évoquer « l'inconnaissable » derrière les choses. C'est devenu progressivement une conception largement répandue, que seul un esprit troublé pût encore parler sur « l'essence des choses », sur « les fondements invisibles des choses visibles ». Une telle disposition d'esprit se laisse encore à présent soutenir pour un moment sur la connaissance de la nature. Les phénomènes naturels se présentent, et même celui qui ne veut rien savoir d'une investigation de leurs fondements, peut les décrire et en venir de ce fait à un certain contenu de son penser.



Dans les affaires de l'économie politique, une telle disposition du penser doit cepen-⁰³
dant faire long feu. Car là, les phénomènes sont en définitive produits par les êtres
humains ; ils émanent des exigences provenant des cœurs humains. Chez les
hommes vit justement ce pourquoi, en tant qu'entité, on s'emmure dans le discerne-
ment lorsqu'on s'habitue à parler vis-à-vis de la nature d'un « inconnaissable »,
comme cela se rencontre chez maints partisans des conceptions modernes de la vie.
Ainsi en est-on venu à ce que le passé récent a développé des habitudes du penser
dans le présent, qui défont complètement dans les affaires d'économie politique.
On peut considérer la congélation de l'eau, le développement embryonnaire et parler
avec cela « en grand seigneur » de « l'inconnaissable » dans le monde et exhorter ses
contemporains à ne pas s'égarer dans des imaginations à propos d'un tel « inconnaissable ». Mais par un tel penser, par lequel se dresse une âme, on ne peut pas maîtriser des tâches d'économie politique. Celles-ci requièrent d'entrer dans la pleine vie humaine. Et dans celle-ci règne la vie d'âme et d'esprit, qui ne se révèle que dans l'exigence vers une libération des besoins matériels.

On aura une économie politique, comme celle dont le présent a besoin, que si l'on ne⁰⁴
renvoie pas simplement à l'esprit et à l'âme, mais lorsqu'on en viendra aux efforts
vers une réelle cognition de l'esprit, non plus « non-scientifique » et qu'on ne la stig-
matisera plus comme indigne d'un homme éclairé. Car on ne pourra juger de l'âme
de l'être humain que si l'on perce à jour sa relation de dépendance avec ce que l'on
voudrait éviter dans la connaissance de la nature.

À des êtres humains qui parlent aujourd'hui de choses suprasensibles à partir de⁰⁵
leurs intuitions intellectuelles et qui expriment la croyance que ce n'est qu'au tra-
vers d'une connaissance tournée vers le suprasensible que le matérialisme régnant
pût être surmonté, on rétorque que le matérialisme serait déjà « scientifiquement »
surmonté. Il y eut suffisamment de confrontations qui ont grandi sur le terrain « au-
thentiquement » scientifique, pour démontrer que le matérialisme ne suffirait plus
pour expliquer l'événement naturel. Contre cela, il doit être rétorqué que de telles
confrontations peuvent bien être aussi intéressantes qu'elles veulent au plan théo-
rique, elles ne peuvent cependant pas surmonter le matérialisme. Celui-ci ne sera
surmonté, si l'on ne prouve pas simplement, au plan théorique, que dans les faits
concrets du monde il y a plus que ce que les sens voient ; il ne sera surmonté que
lorsqu'un esprit vivant s'introduit dans la prise en considération de l'événement uni-
versel. Seul cet esprit régnant dans l'intuition spirituelle humaine peut aussi contem-
pler les relations de dépendances qui sont actives dans la vie matérielle des commu-
nautés humaines. On pourra longuement démontrer que la « vie » n'est pas simple-
ment un processus chimique ; on ne fera pas le moindre mal avec cela au matéria-
lisme. On ne le combattra vraiment qu'à partir du moment où l'on aura le courage,
non seulement de dire qu'un esprit devrait opérer dans les conceptions du monde,
mais que cet esprit produit réellement le contenu de sa conscience.



L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social s'adresse à des hommes qui ont ce ⁰⁶ courage. Ce courage cherche à pénétrer de l'extérieur de la vie vers l'essence intérieure de celle-ci. Il empoigne la nécessité de cultiver une libre et indépendante vie de l'esprit, car il reconnaît qu'une vie de l'esprit entravée, qui, tout au plus, jusqu'au « renvoi » à l'esprit, ne peut pas mener à une vie dans l'esprit. Il saisit aussi la nécessité d'une vie juridique autonome, car il s'est conquis de haute lutte le discernement que la conscience du droit s'enracine dans des domaines de la vie de l'âme qui ne peuvent être efficaces que dans une contexte d'interdépendance humaine qui se déploie indépendamment de la vie de l'esprit et de la vie économique. Un tel discernement ne peut être acquis que par la connaissance de la vie de l'âme en l'être humain. Une manière de voir la vie, qui s'est élevée à l'opinion d'un « inconnaissable » au sens de nombreuses orientations actuelles du penser, inclinera à l'erreur que l'on puisse découvrir une structure sociale des sociétés humaines qui se configure seulement à partir des faits matériels de la vie économique.

Le courage dont il est ici question, ne pourrait pas s'arrêter devant l'opinion que les ⁰⁷ hommes ne fussent pas « mûrs » pour une telle transformation fondamentale de leur penser et de leur sensibilité. Ils resteront « immatures » aussi longtemps qu'on leur expliquera le discernement dans le spirituel comme un préjugé « scientifique ». Ce n'est pas l'immaturité qui est active dans la confusion actuelle, mais la croyance qu'une connaissance du spirituel soit le signe d'un être humain non-éclairé. Toutes les tentatives d'organisation dans la vie sociale, qui émanent de cette « clarification » reniant l'esprit, doivent échouer, parce qu'elles se mettent « hors circuit » dans l'organisation de l'esprit ; mais celui-ci fait valoir dans l'instant ses prétentions dans l'inconscient, du fait que l'être humain le bannit de sa conscience. Ce n'est que lorsque l'être humain n'agit pas contre l'esprit que le spirituel peut faire avancer les actions humaines. Mais avec l'esprit n'agit que celui qui l'accepte dans sa conscience. Surmonter cette fausse « clarification », qui est née d'un malentendu dans l'examen de la nature, et qui est devenue ces tout dernier temps une sorte d'évangile universel pour les masses humaines, pourra uniquement fournir le fondement d'un savoir social qui peut agir de manière féconde sur la vie réelle.

La voie vers une délivrance du peuple allemand [113]

En 1858, Hermann Grimm (1) rédigea un essai « Schiller et Goethe ». Celui-ci com-⁰¹ mence par cette phrase : « La vraie histoire de l'Allemagne est l'histoire des mouvements spirituels au sein même de son peuple. Ce n'est que là où la nation prend fait et cause et s'enthousiasme pour une grande idée et met en mouvement toutes ses énergies engourdies, que se produisent des actes qui sont immenses et lumineux. » Et plus loin dans le texte : « ... les noms des empereurs et rois allemands ne sont en aucune manière des pierres miliaries sur le progrès du peuple. »



La vivification de la disposition d'âme, à partir de laquelle cela a été écrit, semble ap- 02
propriée à elle-seule pour apporter la lumière en ce temps de détresse qui s'appesantit sur le peuple allemand. Que puisse encore se lever quelque chose de cette disposition d'âme, voilà sur quoi seulement peut reposer l'espoir que nourrit celui qui trouve nécessaire, justement pour le peuple allemand, qu'il se tourne vers des idées qui le délivrent. Celui qui dit aujourd'hui : on devrait d'abord attendre ce qui résultera des relations entre les peuples de l'Ouest et ceux de l'Est, à partir de la situation mondiale existante, avant de pouvoir penser à une base féconde pour l'instauration d'une nouvelle culture sociale, celui-là n'a aucun pressentiment des nécessités de l'époque. C'est en dehors d'une telle manière de voir, qu'est né ce qui dans ces pages a été dit sur l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social. Celui qui rédige ces lignes pense qu'il a largement répondu dans ses essais à ceux-là qui lui objectent sans cesse : on devrait donc d'abord penser à ce qui résulte des circonstances actuelles vis-à-vis des autres peuples, avant de pouvoir tourner son attention sur des idées sociales comme celles que présente la Dreigliederung. Cette objection repose sur une erreur, qui peut devenir la plus amère des fatalités pour le peuple allemand. L'Allemagne est ressortie de la catastrophe mondiale de manière telle qu'elle doit d'abord créer les bases d'une relation future avec les autres peuples. La forme que la vie économique adopterait, pourvu qu'une fois détachée des domaines politico-juridique et spirituel, elle voulait se développer, pourrait s'intégrer à l'économie mondiale. Que l'intégration d'une telle vie économique dans l'économie mondiale repose dans l'intérêt des autres peuples, c'est ce qu'on tente ici d'indiquer dans ces essais. Une libre vie de l'esprit, quant à elle, ne peut être considérée comme une base hostile par aucun autre peuple. Et un autre peuple ne pourrait considérer non plus une vie juridique et politique, reposant sur l'égalité des hommes majeurs au sein du peuple allemand, que s'il voulait lui-même s'insulter.

Pourvu qu'une idée, comme celle de la Dreigliederung dût se présenter dans le 03
monde en tant qu'impulsion volontaire dans les affaires publiques. Dans l'instant où cette idée montre la voie vers l'action, elle peut devenir la révélation de l'essence allemande, avec laquelle le reste du monde se confrontera sur une base solide. Vis-à-vis des circonstances actuelles, vis-à-vis de l'incrédulité dans l'efficacité pratique des idées pleines de vie, on aimerait s'interroger : où est donc l'essence allemande ? Depuis les meilleurs esprits du passé de telles idées peuvent retentir aux oreilles du peuple allemand, comme celles qu'Hermann Grimm, voici soixante ans, coucha sur le papier. Ces esprits ont exprimé à dessein la plus profonde volonté de leur peuple. Les descendants de ces esprits ne devraient-ils donc avoir aucune oreille pour entendre le sens de ces idées ?

Ces descendants se trouvent dans une situation, dans laquelle il ne suffit vraiment 04
plus de se souvenir simplement des idées de leurs prédécesseurs, une situation dans laquelle il est beaucoup plus nécessaire de continuer de développer ces idées, en les adaptant d'une manière nouvelle au présent. L'Allemand veut-il donc se perdre lui-même, en désavouant sa propre essence par ses incrédulités idéelles ? Car la meilleure part de cette essence ne peut consister que dans sa confiance dans l'efficacité des idées. Et le monde doit compter avec une révélation de l'essence allemande, pourvu que celle-ci se présente à lui dans son authenticité.



Un nombre suffisant d'êtres humains au sein du peuple allemand, qui imprègne-⁰⁵raient de leurs forces d'âme l'héritage provenant de la foi dans le monde idéal, doit devenir le salut de ce peuple. Aucun salut allemand ne s'épanouira d'une confrontation avec le monde extérieur, qui est accomplie sous le signe de l'incrédulité dans l'efficacité pratique des idées. Car dans toutes confrontations de ce genre, c'est la collaboration active du cœur de l'essence allemande qui fait alors défaut.

Toutes les objections devraient se taire qui proviennent du discernement qu'il ne fût ⁰⁶pas dans le ton de l'époque de s'abandonner à de telles idées. Car d'une époque qui renferme pour le peuple allemand les germes de réelle possibilité de vie, on ne pourra parler d'abord, qu'à la condition qu'un nombre assez grand d'êtres humains en reconnaissent bien l'énergie. Ce n'est pas en fonction de ce qui se produit sinon, que la foi dans les idées doit être disposée ; mais dans tout ce qui arrive par des Allemands, doit s'activer cette énergie de foi dans ces idées. Ce qui arrivera sous leur influence, doit être attendu en confiance par eux ; attendre dans le désœuvrement, en mettant de côté, dans un semblant d'attitude pratique affairée, et en laissant la fatalité suivre son cours : tout cela c'est le péché allemand contre sa propre essence, péché contre l'esprit de l'heure du monde, péché contre l'exigence authentique de penser par soi-même.

Le règne de ces péchés n'est-il donc pas suffisamment et nettement perceptible ? Les ⁰⁷tristes conséquences de ces péchés ne sont-ils pas encore là ? La détresse ne retentit-elle pas en accents qui rendent ces péchés compréhensibles ? N'y a-t-il donc plus de force dans le peuple allemand pour reconnaître le péché contre l'esprit de sa propre essence. Ces questions peuvent provoquer des meurtrissures dans les âmes qui considèrent la vie publique du peuple allemand. La souffrance devrait conduire au réveil. Les Esprits du passé allemand, étaient-ils donc des rêveurs dans leur foi idéale ? La vie réelle seule peut résoudre ces questions. Et qu'elle est la teneur de cette solution ? Oui, c'étaient bien des rêveurs, si leurs descendants s'abandonnent à présent aux rêveries sur leurs idées ; mais il s'agissait au contraire de réels esprits brillants, pourvu que leurs descendants, dans leur volonté vivante et éveillée, reprennent à présent l'énergie de leurs idées.

Note :

(1) Hermann Grimm : « Schiller et Goethe » dans « quinzième essai », 1ère suite, Gütersloh 1889, p.166.

La soif d'idées de notre époque [117]

Des idées qui expriment de bonnes intentions ne fabriquent pourtant pas de pain. ⁰¹C'est le noyau dur de la sagesse que l'on entend souvent exprimé aujourd'hui, lorsqu'on parle d'idées, comme celles qui sont à la base de la Dreigliederung de l'organisme social. Eu égard au sérieux de l'époque, l'on devrait remplacer cette sagesse par une autre, une de celles que l'on peut entendre exprimer aussi souvent aujourd'hui : lorsque les gens se remettent d'abord au travail, alors la question sociale prendra un autre visage.

Aux oreilles de qui ces deux sagesse actuellement ne résonnent pas, n'a aucun en- ⁰²tendement pour le langage devenu trop ordinaire dans de nombreux milieux. Et même si ce langage n'était pas directement exprimé, pourtant l'écho en retentirait chez ceux, nombreux, qui en font officiellement état.



On en vient à se heurter à de telles objections qui proviennent de ces sources de sa-⁰³ gesse, au sujet des idées exigées par l'époque, lesquelles sont si difficiles à faire valoir pour la raison que les premières, en effet « sautent incomparablement mieux aux yeux ». Il suffit de dire à quelqu'un : réfute-moi donc ces objections ; et le meilleur penseur devra reconnaître son impuissance. Car naturellement, elles ne sont pas à réfuter. Elles sont naturellement justes.

Mais importe-t-il donc seulement ensuite dans la vie, que l'on dise quelque chose⁰⁴ d'exact dans n'importe qu'elle situation ? Tout ne dépend-il pas beaucoup plus du fait de pouvoir découvrir les idées afin de mettre en mouvement les situations de faits ? C'est aujourd'hui un phénomène dans la vie publique actuelle, qui contribue aux plus graves nuisances pour celle-ci, que l'on ne veuille pas relier le penser au sens de la réalité.

C'est seulement cette absence de sens de la réalité, qui se rétorque en dressant un⁰⁵ obstacle pour celui qui veut avoir prise sur les détresses sociales du présent au moyen d'idées fécondes. Mais on s'est longuement accoutumé à un penser sous le signe de cette absence. À présent, il est vraiment urgent de réviser ses conceptions fondamentalement en cet endroit de la vie humaine.

On doit examiner tout d'abord comment l'on s'est laissé glisser dans un tel penser.⁰⁶ On doit donc suivre des yeux les parcours idéels affectionnés par l'époque moderne.

Un tel parcours idéal affectionné est celui qui, dans le domaine du social, résulte des⁰⁷ habitudes de vie des peuples primitifs. On tente d'explorer comment dans ces « temps originels », un certain communisme ou quelque chose de semblable a dominé, et l'on en retire certaines conclusions pour ce que l'on doit faire aujourd'hui. Dans les écrits qui traitent de la question sociale, un tel parcours de réflexion est devenu très usuel. Et il s'est emparé de vastes milieux. Et ce type de parcours de réflexions est mis en œuvre aujourd'hui dans beaucoup de ce qui est pensé par les masses au sujet de la « question sociale ».

On aurait même pu disposer de ce parcours de réflexions réellement à bien meilleur⁰⁸ marché que de se le conquérir à partir de divers côtés. On aurait pu comparer la vie sociale des hommes avec les habitudes de vie des formes animales. Alors on aurait découvert comment des dispositions instinctives conduisent à la satisfaction des besoins de la vie et la manière dont ces arrangements de l'instinct vont dans le sens de l'inclination correspondante à ce que la nature apporte à la rencontre des nécessités de la vie.

L'essentiel c'est que l'homme doit remplacer la disposition instinctive par un penser⁰⁹ conscient sous-tendu par un objectif. Sur la base fournie par la nature, il doit tirer, comme tout être, ce qu'il doit manger pour vivre. Dans la question du pain se dissimule une question de base naturelle. Mais celle-ci existe pour tout être qui est en nécessité de se nourrir. En rapport à elle, on ne peut absolument pas parler de « penser social ». Celui-ci ne commence d'abord que par les fonctions par lesquelles l'homme soumet les bases naturelles à son penser. Par sa pensée, il se rend maître des énergies naturelles, et par son penser, il les place avec d'autres hommes dans un contexte de travail, qui réorganise le « pain » conquis de la nature, pour l'insérer dans une trame de vie sociale. Pour cette vie-là, la question du pain et une question d'idée. Il ne peut s'agir que de répondre à la question : Quelles sont les idées fécondes, qui, portées à leur réalisation, à partir du travail humain, laissent naître la satisfaction des besoins humains.



On peut donner droit à chacun qui déclare à présent, après avoir entendu les mêmes 10 discussions : cette sagesse est vraiment pourtant primitive. À quoi bon même exprimer d'abord ce genre d'évidences naturelles ? Oh, l'on en omettrait vraiment volontiers l'expression, si ces hommes-là qui estiment qu'il est superflu de le faire, étaient les mêmes qui font fi des dommages au penser social avec leur sagesse disant que « des idées ne peuvent toutefois pas produire de pain ».

Et ainsi en va-t-il aussi avec l'autre sagesse par laquelle on voudrait se débarrasser du 11 sérieux de la question sociale: à savoir, qu'il s'agit avant tout que les gens travaillent. L'être humain travaille lorsque dans son âme germe l'idée qui le pousse au travail. S'il doit travailler dans le contexte de la vie sociale, alors il n'éprouve son existence digne d'humanité que si dans cette vie règnent des idées qui lui font transparaître sa collaboration dans la lumière de cette dignité humaine. Certes, des milieux ainsi socialement orientés voudraient, il est vrai, remplacer cette impulsion au travail par une contrainte au travail. C'est justement leur façon à eux, de se débarrasser du discernement de la nécessité d'avoir des idées sociales fécondes.

Le monde est dans la situation dans laquelle il se trouve et à laquelle en sont arrivés 12 ceux qui ont rendu impossible l'efficacité des idées parce que simplement, ils les ont fuies. Un salut est seulement possible si ceux qui peuvent encore développer une conscience à long terme de ces états de fait, se rassemblent avec une forte impétuosité. Ces derniers ne doivent pas être pusillanimes en ce grave moment. Ils se verront aujourd'hui encore entourés des mugissements de persifflages : idéalistes n'ayant aucun sens pratique, utopistes fantasques ! Ils feront leur devoir s'ils construisent tandis que les persifflages détruisent. Car s'effondrera ce à quoi ont « si magnifiquement abouti », sous le signe de la fuite devant les idées, ceux qui ont bâti ou veulent encore bâtir sur le sol marécageux d'une « réalité » illusoire. Leur pensée unique s'épuise aujourd'hui en ce qu'ils s'illusionnent au sujet de leur « sens pratique » et au travers de leurs railleries au sujet de la vraie pratique de vie ils se procurent une satisfaction intérieure à bon marché. Voir clair en cela, à ce qui s'offre ainsi à une compréhension dénuée de préjugés dans cette direction, c'est aujourd'hui la plus importante des tâches de la vie, pour tous ceux qui n'ont pas peur et révisent beaucoup leurs conceptions. C'est d'idées créatrices qu'a soif la vie de l'époque ; la soif ne disparaîtra pas quand bien même la physionomie dépourvue d'idée dont se revêt l'hostilité aux idées, souhaiterait encore se mettre en peine si bruyamment pour sa léthargie.

Un urgent besoin de discernement [121]



À un contexte d'idées comme celui de la Dreigliederung de l'organisme social, on fait ⁰¹ souvent l'objection qu'il ne pourrait pas se présenter, pour tel ou tel détail, en « propositions pratiques ». On dit, par exemple : voilà l'effondrement des cours du change, la dévalorisation. Qu'est-ce que peut imaginer faire un partisan de la Dreigliederung comme moyen, en vue de remonter les cours ? Celui-ci doit rétorquer : Le cheminement pris par les conditions économiques est devenu tel, ces temps derniers, qu'au travers de la lutte concurrentielle entre les États, on a abouti à une dévalorisation de l'argent dans un seul état. Or une amélioration ne peut survenir que si l'on prend, non pas des mesures salutaires pour tel ou tel état en particulier, mais seulement si l'on transforme cette évolution globale, en la remplaçant dans toute sa nature par quelque chose d'autre au travers de la Dreigliederung. Certes, des mesures individuelles peuvent apporter mainte amélioration éphémère particulière ; mais si la nature de l'économie elle-même demeure telle qu'elle est, une amélioration particulière ne peut apporter aucune aide ; elle peut même avoir comme conséquence une détérioration sur un autre domaine.

Le moyen réellement pratique pour une restauration de ce qui est détruit est juste-⁰² ment la Dreigliederung elle-même. Si l'on voulait justement dans un domaine, dans lequel par exemple la vie économique déplore la dévalorisation du cours de change, créer des institutions globales dans le sens de la Dreigliederung, le mal s'améliorerait alors par le cours même des événements. L'objection caractérisée provient du fait que celui qui la formule, pour quelque raison que ce soit, recule de frayeur devant une mise en œuvre pratique au sens de la Dreigliederung et exige que les porteurs de cette idée de la Dreigliederung lui fournissent un moyen d'assainissement de telle ou telle circonstance, sans conformer pour autant ces circonstances mêmes au sens de leur idée.

Dans ce point consiste précisément une opposition essentielle entre les porteurs de ⁰³ l'idée de la Dreigliederung et tous ceux qui croient que l'on puisse conserver l'ancienne vie sociale de l'État unitaire et en venir à l'intérieur de celui-ci à une restructuration. L'idée de la Dreigliederung repose justement sur le discernement que cette orientation unitaire de l'État a amené la situation catastrophique du monde ; et l'on doit, pour cette raison, résolument sortir de ces circonstances pour reconstruire à partir de ce qui résulte de la Dreigliederung.

Tant que ne s'éveille pas le courage d'une intervention énergique d'un nombre suffi-⁰⁴ samment grand d'êtres humains, la guérison de la vie sociale malade ne peut survenir. La seule chose uniquement possible, sans cette intervention énergique, est, et ne peut être que, l'auto-appropriation violente du pouvoir économique et politique par l'État victorieux et la répression de ce qui a ainsi été vaincu. Les vainqueurs peuvent provisoirement conserver l'ancien système, car les dommages, qui résultent de celui-ci, pourraient être compensés par les avantages qui ressortiraient de la domination de ce qui a été ainsi vaincu. Mais ce qui a été vaincu est actuellement dans une situation qui rend nécessaire l'action sur-le-champ au sens de l'intervention énergique mentionnée ici. Pour le vainqueur aussi, un discernement conforme à la nature serait meilleur. Car l'état qu'il provoquerait lui-même, doit au cours du temps amener une perception de la situation insupportable du côté des vaincus et avec cela conduire à de nouvelles catastrophes. Mais les vaincus ne pourraient pas attendre non plus, car toute perte de temps augmente l'impossibilité de leurs conditions de vie.



L'idée de la Dreigliederung est en tout cas telle qu'elle va à contre-courant des habi-05
tudes du penser et du sentir de tous ceux dont la disposition d'âme s'est formée en
s'adaptant à l'orientation unitaire de l'État. Leur dire sans réserve que les maux, qui
apparaissent maintenant, sont bel et bien les conséquences de cette orientation, cela
équivaldrait à exiger d'eux qu'ils se tinssent debout sans disposer de sol sous leurs
pieds. Le sol, sur lequel eux veulent se tenir, c'est l'État unitaire. Ils accepteraient
mieux et s'accorderaient sur la base de ses institutions mêmes, dont ils attendent une
amélioration des situations. Mais ce qui importe, c'est de conquérir un nouveau ter-
rain. Et pour cela le courage leur fait défaut.

L'exigence fondamentale pour l'efficacité de la Dreigliederung doit être en consé-06
quence de veiller à ce que le discernement s'éveille chez le plus grand nombre pos-
sible d'êtres humains quant à la manière dont seule une intervention peut aider au-
jourd'hui. Beaucoup trop d'êtres humains ont jusqu'à présent formé leur capacité de
jugement seulement à partir des milieux de vie les plus étroits. Ce sont justement
ceux qui se trouvent dans les grandes entreprises de notre vie économique qui sont
dans une telle situation. Ils s'octroient une capacité de jugement sur les circons-
tances les plus vastes, mais ils ne connaissent que ce qui en a résulté au sein de leur
cercle de vie restreinte.

L'explication sur les contextes de la vie publique, qui n'existe qu'en une si faible me-07
sure aujourd'hui, doit donc être encouragée. L'idée de la Dreigliederung rencontrera
d'autant moins d'opposition qu'il y aura plus de gens à savoir et comprendre com-
ment les énergies de la vie publiques étaient actives jusqu'à présent et comment elles
devaient nécessairement mener à la catastrophe actuelle. Tout ce qui peut répandre
le discernement en progressant dans cette direction, prépare déjà le terrain pour
l'efficacité pratique de l'idée de la Dreigliederung.

Pour cette raison, on devrait, moins s'engager dans des confrontations avec les parti-08
sans de tel ou tel parti, qui le plus souvent, aussi longtemps qu'ils veulent rester dans
le parti, voudraient donner une autre interprétation, dans leur sens à eux, de toute
idée d'un porteur de cette impulsion de Dreigliederung. Dès qu'on a compris la fé-
condité de cette impulsion, on devrait donc veiller à ce qu'elle soit comprise dans les
cercles les plus vastes. Car ce n'est pas avec ceux qui ne veulent pas de la Dreigliede-
rung que se laisse commencer quelque chose, mais uniquement avec ceux qui en sont
convaincus. Rien qu'avec eux on peut se laisser aller aussi à ne parler que des détails
de la vie publique. On devrait être au clair qu'avec Erzberger il n'est pas question de
parler du salut de la vie publique, aussi longtemps que Erzberger est — Erzberger (1).
J'écris ceci parce que je vois que dans cette direction tout un chacun qui se range 09
quelque peu du côté de l'idée de la Dreigliederung ne reste pas toujours dans le
sillage correct. L'idée de la Dreigliederung est justement une idée telle que l'on doit
totalement se servir, si l'on veut principalement la servir. Elle rend possible de se
confronter, avec chacun ; mais la confrontation ne doit rien céder de l'énergie déci-
sive de l'idée. On agira dans ce sens, si l'on comprend quelles sont les réelles causes
de la décadence. Car l'embarras régnant n'est pourtant que la conséquence d'un
manque de discernement.

Note :

(1) Mathias Erzberger (1875-1921), homme politique allemand, partisan, avent 1914, de la politique
d'armement puis pacifiste pendant la guerre, il fit voter par le Reichstag une proposition de paix
(19 juillet 1917). Chef de la délégation allemande à Rethondes (Nov. 1918), il œuvra pour une paix



loyale entre l'Allemagne et la France ; en 1919/21 il fut ministre des finances ; après de violentes attaques, les nationalistes l'assassinèrent le 26 août 1921.



ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA TRIARTICULATION DE L'ORGANISME SOCIAL

Le goethéanum et la voix du présent [127]

Trad. F. Germani v. 01 - 21/12/2020

Le Goetheanum, situé dans la ville suisse de Dornach près de Bâle, doit être une école⁰¹ supérieure/université de science de l'esprit et un lieu où l'on peut cultiver une vie artistique dans l'esprit de cette science. Sa construction a commencé au printemps 1914. Des travaux y ont été effectués pendant la guerre. Les murs d'enceinte avec le double dôme ont été achevés. Ses formes architecturales-plastiques, les peintures de l'intérieur, les vitraux réalisés selon de nouvelles méthodes montrent déjà au visiteur quel type d'enveloppe est destiné au travail scientifique et artistique qui doit être effectué dans ce lieu.

Ce n'est pas un édifice d'une forme d'art transmise par l'histoire qui a été érigé à⁰² Dornach ; ce que l'on peut déjà voir aujourd'hui montre qu'un nouveau style et une nouvelle forme de réalisation artistique sont en train d'être tentés. L'ensemble du bâtiment et chaque détail sont issus du même esprit qui aimerait créer un centre de son activité dans ce lieu.

Et cet esprit veut servir la reconstruction de la vie scientifique, d'âme et sociale. Elle⁰³ est née de la conviction que la constitution d'âme humaine, qui a atteint son apogée au début du XXe siècle, est intérieurement entrelacée avec les forces destructrices qui ont révélé leur véritable forme dans la catastrophe mondiale.

Tout comme le bâtiment dans sa conception veut représenter une unité avec tout ce⁰⁴ qui doit y être accompli, on s'efforce de faire en sorte que le travail spirituel émanant de Dornach puisse développer l'élan spirituel qui peut être formateur pour une véritable pratique morale, sociale et technique de la vie.

Pour l'humain moderne, il y avait un abîme entre son expérience d'âme et la pra-⁰⁵ tique de la vie. Par des illusions, il s'est trompé lui-même sur cet abîme. Il croyait qu'il pouvait tirer la science et l'art de la réalité de la vie et qu'il pouvait pénétrer cette réalité avec son esprit. Ces illusions sont les véritables causes de la catastrophe mondiale dévastatrice et des difficultés sociales actuelles. L'humain moderne n'a pas trouvé l'esprit dans la science et l'art ; par conséquent, sa pratique de la vie est devenue une routine sans esprit.

À la pratique sociale de la vie, à la technique à orientation mécanique, à la vie juri-⁰⁶ dique externalisée manquent des impulsions qui ne peuvent surgir que lorsque les âmes font l'expérience de l'esprit dans l'intérieur de l'humain.

La science de l'esprit à cultiver au Goetheanum de Dornach a propulsé d'elle une fa-⁰⁷ çon sociale d'envisager la vie, l'impulsion de la tri-articulation de l'organisme social, qui aimerait gagner une pratique de la vie réelle à partir d'une connaissance de l'esprit réelle. Elle aimerait éviter toute utopie en créant à partir de la réalité de l'esprit.



Ce dont les âmes ont besoin pour vivre pleinement leur humanité devrait être cultivé⁰⁸ à Dornach justement ainsi que le technique de la vie extérieure. L'orientation d'esprit qui veut se former son centre ici aimerait travailler justement ainsi pour l'atelier de technologie de promotion de la vie, pour le façonnage social du travail humain comme pour l'édification de la vie de l'âme. Elle a besoin de la collaboration de tous ceux qui sont suffisamment impartiaux pour voir que manque à la vie moderne, ce qu'elle aimerait créer.

Pour achever le bâtiment de Dornach, il faut encore presque autant de sens du sacré⁰⁹ que de la part de telles personnes sans préjugés que ce qui s'est déjà révélé dans la possibilité de l'amener à son état actuel. Mais même avec l'achèvement de ce bâtiment, rien ne serait encore réalisé pour les objectifs qu'il est censé servir. Parallèlement à cette réalisation, il faut que des institutions pratiques de la vie soient façonnées dans le sens du travail de l'esprit représenté par lui. Des institutions très pratiques de vie, telles que des entreprises techniques et sociales, doivent prouver le caractère promoteur de vie de ses forces. Cela doit en venir à ce que cela ne semble plus risible lorsque l'esprit qui veut créer une façon de voir le monde est aussi actif dans la création d'entreprises techniques, d'instituts financiers, de stations scientifiques expérimentales.

À l'école libre Waldorf de Stuttgart, l'orientation d'esprit pensée ici œuvre déjà.¹⁰ Même les humains qui la tolèrent encore là-bas, parce qu'elle s'active sur champs "spirituels", exigeront encore aujourd'hui qu'elle "garde ses doigts loin" d'institutions sur lesquelles seul le "praticien" devrait être capable de juger.

Dans ce domaine, l'un des préjugés les plus puissants doit être surmonté. Les person-¹¹ nalités qui se sont déjà trouvées aujourd'hui à collaborer à ce dépassement par un travail pratique s'exposent au reproche de la rêverie étrangère à la vie. Ils croient savoir que l'humanité se sortira en premier de bien des difficultés lorsque la rêverie de ceux qui les accusent maintenant à tort d'être rêveurs n'aura pas été percée. Mais le nombre de telles personnalités est encore restreint qui, à l'heure actuelle, malgré ces accusations, mettent leur énergie au service d'une véritable pratique de la vie. Des institutions qui veulent jeter les bases de cette pratique de la vie sont en devenir. La réussite dépendra de la capacité à trouver le plus grand nombre possible d'humains désireux d'unir leurs forces à celles d'un petit nombre.

Ce n'est que sur une base internationale que des choses favorables peuvent être¹² faites dans ce sens. Car l'esprit qui est pensé ici est bien loin de l'érection bornée de barrières à l'humanité. Ce qui lui est nécessaire, cependant, c'est l'embrassement unifié de la vie de l'âme et de celle matérielle pratique. C'est de ce soubassement qu'il aimerait fournir son travail à surmonter aussi la "question sociale". Il croit, en toute modestie qu'il a la permission de dire qu'il a déjà travaillé en cercle étroit à partir de cette base avant que son adversaire ne montre son vrai visage lors du déclenchement de la catastrophe mondiale. Il comprend qu'avant ce fait parlant bruyamment, il ne pouvait être entendu que par peu. Il croit que maintenant, à partir des besoins du temps, de la compréhension devrait pouvoir lui être apportée en vis-à-vis. La croissances de la nouvelle vie ne sera pas favorisée par des alliances de nations basées sur l'ancien esprit ; la Société des Nations se développera à partir du nouvel esprit comme quelque chose d'évident. Les anciennes constitutions de l'âme ne porteront aucune nouvelle vie sociale ; c'est du renouvellement de la vie de l'âme que se donnera la reconstruction sociale avec une nécessité intérieure.



Certains disent déjà aujourd'hui qu'une renaissance des forces humaines mortes ou ¹³ échappées de l'esprit est nécessaire. Mais si l'on y regarde de plus près, la question reste sans réponse : quel est le contenu du nouvel esprit ? Mais au Goetheanum de Dornach, on aimerait parler précisément de ce contenu, on aimerait travailler pour ce contenu. Car ce n'est pas le pur appel à l'esprit qui peut aider en ce moment, mais seulement l'esprit qui est reconnu et repris dans le travail de la vie. Mais cet esprit veut lui-même être élaboré. Il veut pénétrer/embrasser toute recherche scientifique ; il ne veut pas purement être toléré comme un effet secondaire par une science qui se tient à l'écart. Il ne veut pas être là pour que ceux qui travaillent dans l'usine le trouvent à leur sortie de l'usine ; il veut vivre dans le travail de l'usine elle-même, dans son orientation économique et technique. Il ne veut pas d'une pratique de la vie qui « laisse du temps de reste » aussi pour des intérêts spirituels ; il ne veut pas laisser du temps de reste dans lequel il n'œuvre pas. Il ne veut pas d'un art qui embellit la vie "sobre/prosaïque" ; il est clair sur ce que la vraie vie se façonne artistiquement conformément à la nature.

Dornach est ainsi, et ce qui est pensé avec en pendant ; cela peut devenir une pleine ¹⁴ réalité lorsqu'on reconnaît comment cette "pensée" veut œuvrer à partir des racines de la vie réelle.

Les aberrations des idées et la moralité des publicistes [131]

Trad. F. Germani - v.01 - 21/12/2020

Une confession remarquable est faite par le théoricien socialiste Karl Kautsky dans ⁰¹ son livre récemment publié « Wie der Weltkrieg entstand » ("Comment la guerre mondiale eut lieu"). Kautsky parle de la question de la culpabilité. Il ne peut, bien sûr, que désigner les personnes et les institutions parmi lesquelles il faut chercher les causes de la terrible catastrophe mondiale. Il estime qu'en agissant ainsi, il viole un article de foi dans une théorie socialiste dont il est le défenseur depuis des décennies. Il dit : "Marx a enseigné que le cours de l'histoire n'est pas déterminé par des personnes et des institutions individuelles, mais en dernière ligne par les conditions/rapports économiques. Le capitalisme dans sa forme la plus élevée, celle du capital financier, produit partout l'impérialisme, la recherche de l'expansion/le déploiement par la force du territoire/du domaine de l'État.... Ce ne sont pas les individus et les institutions qui seraient coupables, mais le capitalisme dans son ensemble ; on devrait le combattre".



Ceux qui connaissent le développement du courant du Parti socialiste coloré selon le ⁰² marxisme savent comment la doctrine cristallisée dans les phrases ci-dessus a été martelée dans la tête des larges masses du prolétariat. On peut s'agiter magnifiquement avec une telle doctrine. On peut y forger des programmes de parti. La façon dont on confronte la réalité de la vie avec elle devient maintenant évidente dans le cas de Kautsky au moment où il n'est pas censé travailler avec la doctrine sur la construction de l'organisme social, mais où il veut seulement obtenir un jugement correct sur les pouvoirs destructeurs de cet organisme. Il se voit contraint de dire à propos du jugement selon lequel le capitalisme est le coupable de la guerre mondiale : "Cela semble très radical et pourtant semble très conservateur partout où il domine le travail pratique. Car le capitalisme n'est rien d'autre qu'une abstraction obtenue à partir de l'observation de nombreux phénomènes individuels... On ne peut combattre une abstraction que théoriquement, mais pas pratiquement". Et puis il avoue que dans la pratique de la vie on est obligé de diriger son attention "contre certaines institutions et personnes en tant que porteurs de certaines fonctions sociales".

[823/03] Il ne se rémunérerait pas de souligner de tels aveux lorsqu'ils se produisent ⁰³ parmi des douzaines d'agitateurs. Mais Kautsky n'est pas un agitateur de douzaines. C'est un socialiste consciencieux et scientifique. Parmi ses pairs, il est l'un des meilleurs.

[823/04] Il se voit obligé de passer d'un dogmatisme de parti hostile à la vie à la réalité ⁰⁴ de la vie, car il veut savoir "comment la guerre mondiale est arrivée". Toutes les abstractions de parti aimées doivent s'envoler. La preuve est faite que l'on peut fonder des partis avec de telles abstractions, mais qu'avec elles, on se tient pleinement étranger à la pratique de la vie. Un tel fait ne devrait-il pas jeter une lumière crue sur l'effet destructeur que doivent avoir les partis qui souhaitent modeler la vie d'après leurs abstractions ?

[823/05] Les motivations pour la tri-articulation de l'organisme social trouvent leur ⁰⁵ principale opposition dans les dogmatismes de parti, ancrés dans l'abstraction. Car ces efforts partent de la compréhension de la stérilité de ces abstractions. En traitant des questions sociales, ils se placent dans la perspective d'une observation la plus large possible de la vie. Bien sûr, on ne peut pas dire que les abstractions ne sont pas nécessaires dans l'observation et l'organisation de la vie. Mais cela dépend de l'esprit dans lequel on abstrait. Dans l'abstraire, on ne devrait jamais perdre le coup d'œil pour "certaines institutions et personnes en tant que porteurs de certaines fonctions sociétales". L'abstraire peut être un instrument pour s'approcher de la vie ; mais elle ne deviendra jamais, pour celui qui la regarde ainsi, un obstacle au travail dans la pratique réelle de la vie.



Cela ne réfute pas ce qui a été dit ici lorsque Kautsky continue ensuite (voir page 14 ⁰⁶ de son livre) : "C'est... pas du tout du marxisme, si l'on veut détourner de l'enquête sur les coupables en pointant du doigt la culpabilité impersonnelle du capitalisme". Car cette phrase n'est aussi rien de plus qu'un exutoire de la dogmatique de parti étrangère à la vie. Dans un cas particulier, Kautsky se voit contraint de réinterpréter cette dogmatique, car sans elle, il n'aurait pas pu écrire son livre. Mais s'il s'agissait pour un tel homme de parti de porter un jugement sur l'idée de la tri-articulation de l'organisme social, alors les "abstractions" du type de "capitalisme" feraient aussitôt de nouveau route dessus comme un commando militaire, et "détourneraient" le regard d'un travail conforme à la vie. Si l'on peut prétendre théoriquement que quelque chose est "marxiste" ou non est dépourvu d'intérêt dans la vie réelle ; la seule chose qui est pleine d'intérêt est l'esprit que le marxisme déverse en ses porteurs.

Pour ce qui est pensé ici, le marxisme peut seulement être un exemple. Car d'autres ⁰⁷ doctrines de parti ont un caractère tout aussi étranger à la réalité. Les dommages causés à notre vie sociale sont basés sur le phénomène morbide de l'époque auquel il est fait allusion ici. - On peut maintenant se penser comment quelqu'un qui est sous l'influence de cette maladie de l'époque va facilement arriver contre ce qui a été dit. Il peut dire : oui, Kautsky ne peut pas, naturellement, accuser le capitalisme abstrait ; mais comment peut-on désigner des personnes spécifiques si l'on veut élaborer une perspective sur/façon de voir sociale générale la vie ? On ne peut pas, évidemment. Mais ce que l'on peut faire, cependant, c'est construire une telle vision sur la connaissance de la réalité ainsi que, dans son sillage, des institutions voient le jour dans lesquelles des personnes peuvent vivre. Et si l'on construit une telle perspective/façon de voir, alors elle sera applicable aux conditions de la réalité sans réinterprétation artificielle au sens de la confession de Kautsky. Les abstractions avec lesquelles une telle perspective doit aussi travailler ne rendront même pas nécessaire de souligner qu'on ne peut pas lutter contre elles pratiquement ; car elles indiqueront partout, par leur propre essence, sur le réel qu'on a combattre.

Sous l'influence d'idées étrangères à la réalité, qui à l'heure actuelle se tiennent sou- ⁰⁸ vent comme les seules pratiques, se tient presque tout ce qui est hostile/négatif à l'idée de la tri-articulation de l'organisme social. On pouvait discuter avec qui se plaçait sur le terrain de l'observation réelle de la vie. Car, évidemment, personne qui professe l'idée de la tri-articulation ne devrait prétendre que tout ce qui est avancé par les porteurs de cette idée en guise de propositions pour ceci ou cela est incontestable. Mais ce qu'il faut prétendre, c'est que ces porteurs se placent sur le terrain d'une vision de la vie contre laquelle ont péché tous ceux qui, à travers les événements douloureux de ces dernières années, se sont vus montrer que leurs idées sont étrangères à la vie.



Un chemin supplémentaire est de la nocivité qui adhère aux courants décrits du 09 temps de la sorte, jusqu'à celui qui, dans le temps actuel, pousse ses fleurs répugnantes par cela que dans la vie publique des choses sont dites, dont chaque rapport/pendant est étranger à la réalité. [On est loin de la perniciosité inhérente aux courants de l'époque tels que ceux décrits ci-dessus, à celle qui, à l'heure actuelle, produit ses éclosions dégoûtantes en disant des choses de la vie publique auxquelles tout lien avec la réalité est étranger.] Et pourtant, une génération qui s'éduque tant qu'elle le peut dans des abstractions sans essence perd de proche en proche la sensation de la responsabilité pour le pendant entre ce qu'elle croit pouvoir dire et ce qui est vraiment. Cela se présente bien devant les yeux de ceux qui en sont eux-mêmes atteints/touchés. - En ces jours, une note est passée par une série de journaux allemands : "Le théosophe Steiner, larbin de l'Entente". Tout dans cette note est une non-vérité calomnieuse du début à la fin. La calomnie va même jusqu'à parler de passages de lettres qui sont censés susciter des déclarations par lesquelles on veut servir l'Entente. Tout cela n'est que la plus absurde des non-vérités.

Je serai très agressé. Jusqu'à présent, j'ai gardé le silence sur presque tout. Je considère qu'il est vain de se quereller avec des personnalités qui considèrent qu'il est compatible avec leur sensation des responsabilités d'écrire ces absurdités : " À propos de Steiner... On se plaignait dernièrement dans son entourage qu'il devenait stérile, n'avait plus de nouvelles < visions > et récitait toujours la même chose ; il allait probablement bientôt se jeter sur quelque chose de nouveau". Quel est l'intérêt de s'expliquer avec quelqu'un dont la constitution d'esprit lui permet de chercher un chemin vers la vérité sur de telles bases ! Il a quand même été prétendu que j'étais autrefois un prêtre catholique, puis cette affirmation erronée a été rétractée par le même camp d'où elle a été propagée, avec les mots : cela ne peut probablement pas être soutenu maintenant. Je n'aime pas polémiquer contre des gens qui, avant d'affirmer une chose, ne se convainquent pas d'abord de sa véracité.

Mais on doit quand même expérimenter aujourd'hui, même de la part de gens ins-11 truits, qu'ils répètent des affirmations non éprouvées et disent : la chose n'a pas été réfutée.

Pour cette fois, j'aimerais seulement dire la chose suivante en ce qui concerne la cal-12 lomnie caractérisée ci-dessus : on connaît les sources troubles d'où font souche de telles choses. On connaît aussi le terrain sur lequel poussent les intentions qui en parlent. Mais on sait aussi qu'une preuve que de telles choses sont objectivement fausses ne sert à rien contre ces intentions. On souhaite seulement que le plus grand nombre possible d'humains renonce à la naïveté qui les empêche de voir à travers de telles choses. Car ce n'est que de cette manière que beaucoup de choses qui ont grand besoin d'être améliorées à notre époque pourraient le devenir. Je n'ai pas besoin de dire que, malgré cet argument, je ne mets pas les abstractistes/abstractants/apprentis en abstractions errants dans le même panier que ceux que j'ai caractérisés en dernier lieu ici.

Un nouveau czerniscisme n'a pas le permission de dissoudre l'ancien [137]

Trad. FG v.01 - 08/08/2020



La catastrophe mondiale a amené certaines personnalités à s'exprimer publiquement ⁰¹ aujourd'hui dans un sens où, jusqu'à récemment, elles auraient considéré la dissimulation de leurs opinions comme un impératif de prudence. Les publications des hommes qui occupaient des postes de direction avant et pendant la période de la catastrophe peuvent servir de leçon au monde entier, qui pourra alors se dire que "l'histoire a été faite". Ce que l'on peut y vivre semble maintenant vraiment approprié pour ramener à la raison des humains qui, jusqu'à présent, avaient tendance à se bercer d'illusions sur ces pulsions de volonté. Dans le livre d'Ottokar Czernin "Dans la guerre mondiale", on peut lire : "Il est bien connu que le fil conducteur du personnage et de toute la pensée de Guillaume II était sa ferme conviction de sa "grâce divine" et des "sentiments dynastiques qui étaient enracinés dans le peuple allemand de manière irréductible". Bismarck croyait également au sentiment dynastique des Allemands. Il me semble qu'il n'y a pas plus un sentiment général de dynastie qu'un sentiment général républicain parmi les peuples, parmi les Allemands pas plus qu'ailleurs, mais seulement un sentiment de satisfaction ou d'insatisfaction, qui s'exprime pour ou contre la dynastie et la forme de gouvernement... Les monarchistes, qui, par fidélité ancestrale à la dynastie au pouvoir, se disputent le mérite, se trompent sur leurs sentiments ; ils sont monarchistes parce qu'ils considèrent cette forme de gouvernement comme la plus satisfaisante. Et les républicains, qui glorifient soi-disant la "majesté du peuple", font en fait référence à eux-mêmes. À long terme, cependant, un peuple se déclarera toujours en faveur de la forme de gouvernement qui lui apporte le mieux l'ordre, le travail, la prospérité et la satisfaction. Pour quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population, le patriotisme et leur enthousiasme pour une forme de gouvernement ou une autre sont toujours une question d'estomac.

[824/02] C'est l'attitude d'un homme dont on peut même dire qu'il n'est pas l'un des ⁰² moins spirituels de tous ceux qui dirigent les affaires publiques. C'est l'opinion de l'homme qui, au nom de son monarque, a dirigé la politique étrangère autrichienne aux moments décisifs de l'histoire du monde. Ces déclarations éclairent la question suivante : comment des personnalités ayant une telle vision de la vie ont-elles pu atteindre des positions de premier plan à l'heure actuelle ? Un homme qui parle de cette manière n'a aucun sentiment pour les impulsions qui ont poussé les humains dans les communautés d'où la civilisation a émergé. Il n'a aucun sentiment pour les pouvoirs qui ont régné dans l'histoire. Elle est le résultat d'une évolution de l'époque qui a placé dans des postes de direction précisément ces personnalités qui ont perdu tout lien avec les idéaux de l'humanité.



[824/03] Czernin dit aussi : « La guerre perdue a balayé les monarques ». Maintenant,⁰³ les événements du temps doivent aussi balayer les humains de son genre de la direction des affaires publiques. Mais il s'agit que le plus grand nombre possible d'humains vienne à la connaissance sur la raison pour laquelle des humains de ce genre pouvaient « faire l'histoire ». Le courant d'évolution de l'humanité, qui a porté de telles personnalités aux postes les plus importants de la vie publique, il avait une fois ses idées d'histoire du monde. Il en a fait l'Europe maintenant en déclin. On peut suivre ces idées depuis les temps dans lesquels du monde romain déclinant, cette Europe s'est formée. Il y avait là actives des motivations historiques qui ne se sont véritablement pas données comme « des questions d'estomac ». Mais ces motivations ont perdu leur justification dans les temps récents. Elles dont, comme motivations spirituelles, depuis longtemps plus disponibles. Mais on vivait dans ces institutions qui en sont devenues, après qu'elles soient devenues une enveloppe vide dans laquelle une première fois l'esprit a régné. Et ces enveloppes vides promouvaient à leur administration des hommes remplis d'une vision de la vie sans contenu, sans idées, sans foi ; des hommes qui ont fait dans le patriotisme avec la conviction que, chez quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population, ce serait une « question de l'estomac ». La vérité est que ces institutions ont vu le jour à partir de motivations spirituelles, qui vont maintenant vers leur dissolution, parce qu'elles ont perdu leur vieil esprit, parce que ceux à qui était ouverte récemment la voie à la gouvernance étaient arrivés dans la pleine banqueroute d'une façon de voir la vie.

[824/04] Une connaissance devrait illuminer de l'expérience qui peut provenir de publications de la sorte de Czernin. Cette connaissance n'est pas encore là parmi ceux qui, sans faire appel à une nouvelle spiritualité, veulent reconstruire l'Europe qui s'effondre. Les décombres de l'ancienne stabilité sont comme les parties d'une armoire disloquée. On se tient devant ce qui est disloqué. On aimerait reconstituer de nouveau le tout avec toutes sortes de rubans et de sangles. Mais on ne remarque pas que les parties elles-mêmes sont devenues pourries.

[824/05] Les parties qui sont devenues pourries seront les structures dans lesquelles,⁰⁵ selon une expression populaire, même les plus petits peuples pourront réaliser leur droit à l'autodétermination. Car elles doivent être pourries parce que les impulsions spirituelles qui, jadis, y déversaient la force de la vie ont disparu. Peu importe le nombre d'« États » fondés et reliés par une Société des Nations conçue de manière abstraite,, seront seules réunies, les parties pourries d'un ensemble, autrefois légitime qui était autrefois soutenu par un esprit qui n'est plus viable.

[824/06] La connaissance de ce contexte historique mondial est la condition préa-⁰⁶lable nécessaire à l'amélioration des conditions européennes. Les États des nations ne peuvent pas prospérer s'ils ne sont pas construits sur la connaissance de la mort de l'esprit dont les peuples qui leur appartiennent ont nourri leur vie spirituelle.

[824/07] C'est de cette connaissance qu'aimeraient partir ceux qui voient dans la⁰⁷ « tri-articulation de l'organisme social » le chemin du salut hors de la tourmente actuelle. Ils sont convaincus que cette tri-articulation compte sur la nouvelle spiritualité qui doit d'abord vivre dans les peuples avant que l'on puisse penser à construire une nouvelle Europe.



[824/08] Les Czernines sont les successeurs de ceux qui ont jadis façonné l'Europe à 08 partir d'idées. Mais les Czernines ont perdu les anciennes idées de leurs convictions, de leur foi, et n'en ont pas conquis de nouvelles. Il ne sera pas fructueux si les anciens Czernines sont balayés avec les anciennes institutions, sans que des personnes ayant un lien avec les forces motrices spirituelles de l'histoire du monde prennent leur place. Dans mes « Points fondamentaux de la question sociale » et à plusieurs reprises dans cet hebdomadaire, j'ai essayé de montrer comment, en changeant la pensée politique et sociale, les nouveaux Czernines se révèlent être les fidèles disciples des anciens. Il n'est pas fructueux quand à la place des anciens Czernines viennent de nouveaux drapés démocrates et socialistes, qui au fond aimeraient essentiellement créer un nouveau monde à partir des mêmes motivations de leur âme qui étaient les mêmes que celles qui ont maintenu l'Autriche pourrie. Czernin a travaillé dans l'Autriche dont il dit maintenant (à la page 41 de son livre) : « L'heure de l'Autriche-Hongrie était écoulée. » Il croit « que l'effondrement de la monarchie se serait produit même sans cette guerre. » Ainsi, après avoir eu une efficacité comme celle de Czernin derrière lui, seul un homme qui n'avait pas de véritable part intérieure dans le tumulte dans lequel il avait un rôle prépondérant peut parler. Une telle intériorité n'a pu lui venir que d'un sentiment pour les forces motrices du développement historique de l'humanité. Mais il a agi à partir d'institutions qui avaient perdu leur sens, leur esprit. Mais ils l'ont eu une fois. Ainsi doit l'avoir ce qui devrait apparaître sur les ruines de la vieille Europe. Un nombre suffisamment important de personnes doit en être convaincu. Sans cette conviction, seuls les fragments de l'ancien peuvent devenir un ensemble européen impossible en soi.

[824/09] Ce que les anciens disent maintenant montre clairement comment les nou- 09 veaux n'ont pas la permission de penser. Les Czernines sont les gens dans lesquels le monarchisme, le républicanisme, la démocratie et le patriotisme sont devenus une "idéologie". Ils ont été officiellement obligés de faire leurs actes au service de la monarchie et ils peuvent maintenant écrire (page 70 du Livre Czernicien) : « Il faudrait apprendre à tous les monarques que leur peuple ne les aime pas du tout, qu'au mieux ils leur sont complètement indifférents, qu'ils ne courent pas après eux par amour et ne les fixent pas par amour, mais par curiosité, qu'ils ne les acclament pas par enthousiasme, mais par divertissement et par "bousculade" et qu'ils siffleraient tout aussi volontiers, comme il se réjouit - qu'il n'y a pas la moindre dépendance à la "loyauté des sujets", qu'ils n'ont aucune intention d'être fidèles, mais veulent être satisfaits de leur tolérance envers les monarques tant qu'ils y sont incités par leur propre satisfaction ou, sinon, tant qu'ils n'ont pas la force de les chasser. Ce serait la vérité. » Tout esprit est devenu « idéologie » chez un homme qui agit au service d'un monarque avec l'opinion que c'est la vérité.

[824/10] Considérez ce qui se passerait si les institutions publiques étaient formées à 10 partir d'une vision de la vie déjà construite sur l'idée que tout ce qui est spirituel serait « idéologie ». Chez les anciens Czernines, cette opinion s'est formée de manière semi-consciente ; ils s'y sont glissés, comme l'a fait l'Allemagne pendant la guerre mondiale, selon l'opinion de Tirpitz. Les nouveaux Czernines veulent reconstruire l'Europe dès le début sur la base de cette opinion. Cela n'aidera pas beaucoup que beaucoup d'entre eux - certainement pas tous - n'aient pas de mauvaise volonté en cela. Le facteur décisif dans l'histoire du monde n'est pas une bonne volonté abstraite qui ne soupçonne rien des véritables forces motrices de la vie, mais un aperçu vivant de la réalité.

Destruction et construction [144]

Trad. F. Germani - v. 01 - 21/12/2020

John Maynard Keynes vient de publier à Londres un livre sur les conséquences économiques de la paix de Versailles (The economic consequences of the peace by John Maynard Keynes C. B. Fellow of King's College, Cambridge. Macmillan and Co., Londres). Il déclare dans la préface qu'il a servi temporairement dans le Trésor britannique pendant la guerre et qu'il a été son agent officiel à la Conférence de Paix jusqu'au 7 juin 1919. Il a démissionné de cette fonction lorsqu'il a perdu tout espoir qu'un développement prospère de la vie économique en Europe puisse résulter de la "paix" obtenue sous l'influence des personnalités dirigeantes de cette conférence. Il parle comme anglais. Mais comme quelqu'un qui se pose sobrement la question : Est-il possible que de la volonté de Wilson, Clemenceau, Lloyd George, résulte quelque chose qui rende l'Europe économiquement viable ? Les propos de son livre montrent qu'il s'est dit le 7. Juin 1919 : Wilson est un homme qui, vivant en termes abstraits et étrangers à la vie, ne peut avoir aucune influence déterminante sur les intentions de Clemenceau et de Lloyd George ; Clemenceau est une personnalité animée uniquement par une volonté passionnée de dicter à l'Europe une paix qui, faisant fi des évolutions depuis 1870, permettra à la France de se sentir "nation" dans le monde comme elle avait souhaité se sentir avant 1870 ; Lloyd George est rusé et doué d'une connaissance de la nature humaine, mais ne se préoccupe que d'un succès momentané. Et Keynes a lui-même répondu à la question ci-dessus par cette pensée : ce qui peut arriver sous l'influence de ces trois personnalités doit entraîner la destruction économique de l'Europe. Et il a démissionné de son poste. Je ne trouve dans son livre aucune perspective sur quelque chose qui donne l'espoir d'une reconstruction de ces conditions économiques, mais je peux trouver à la fin une phrase qui dit que le salut ne peut être attendu que si ces forces là de connaissance et de perspective sur la vie sont mises en mouvement et transforment les opinions dominantes. On ne se méprend pas sur Keynes quand on dit que le livre est né de l'inquiétude et de la crainte que l'Angleterre ait collaboré à un ouvrage dont devrait s'ensuivre la destruction de l'Europe à tel point que l'Angleterre elle-même pourrait en souffrir.

Les propos de Keynes sont la preuve que rien de ce dont l'avenir de l'humanité civilisée a besoin ne peut émerger des vues politiques qui ont prévalu jusqu'à présent et qui ont été portées dans ce qu'on appelle "l'œuvre de paix" par les personnalités dirigeantes qui font encore autorité.



En cette heure du monde, les membres du peuple allemand vivent de la manière la 03 plus amère qui soit à quoi s'en est venue sous les impulsions dominantes de la nouvelle civilisation. On exige de lui quelque chose à la réalisation de quoi en aucun instant ne peut être pensé. Ceux qui l'exigent accumuleraient des montagnes de haine contre lesquelles celles qui ont été érigées jusqu'à présent seraient de minuscules collines, si le peuple allemand, après un succès du pouvoir, avait pensé à concevoir la même chose. On en est donc arrivé au point où l'on peut considérer ce qui est évidemment tout à fait impossible comme une condition d'une œuvre de paix.

Des gens qui souhaitent conserver une vision sobre disent que les personnalités diri- 04 geantes travaillent à la destruction de l'Europe ; ces personnalités dirigeantes conçoivent, comme un élément de leur "travail de paix", quelque chose dont découlent des mesures qui, en plus de la destruction économique, doivent provoquer l'autodestruction complète de l'âme du peuple allemand. (Cela ne change rien au jugement de l'"esprit" qui œuvre dans de telles mesures si, par exemple, des modifications sont apportées ultérieurement. Et c'est cet "esprit" qu'il s'agit).

N'avons-nous pas atteint le point où il peut enfin être vu par un nombre suffisam- 05 ment important d'humains que la voie de sortie de l'impasse de l'Europe doit être trouvée par des moyens tout à fait différents de ceux qui résultent d'une continuation des idées publiques usées ? Continuera-t-on à croire qu'on peut faire la "paix", si les avis publics qui ont inauguré le XXe siècle doivent rester à donner la mesure dans le façonnement du monde civilisé ? On ne pourra pas "signer" ce qui introduit une "paix" tant qu'il ne sera jugé différemment à partir d'un nouvel esprit que n'a été jugé jusqu'à présent de l'ordre des affaires publiques. Une discussion sur la nécessité d'un tel nouvel esprit devrait être exclue aujourd'hui parmi ceux qui sont capables de juger, compte tenu de ce qui se passe avec l'ancien. Le courage et la détermination pour ce nouvel esprit devraient entrer dans un nombre d'âmes suffisamment important. Il devrait en résulter un travail de construction qui puisse être efficacement dirigé contre l'esprit destructeur. L'objection selon laquelle le peuple allemand, seul, avec un tel esprit, ne pourrait pas résister aux puissants vainqueurs dans leur situation actuelle, devrait être perçue dans son insignifiance. Car ce qui est bon sera finalement accepté par le monde entier, si la compréhension de son caractère souhaitable triomphe des préjugés.

En réalité, ce n'est pas cette objection qui pousse les adversaires d'une nouvelle spiri- 06 tualité à la rejeter. C'est le manque de courage qu'ils ne s'avouent pas à eux-mêmes, et sur lequel ils tentent de se tromper par des jugements fictifs. C'est la mauvaise opinion qui s'est formée chez beaucoup sur l'efficacité du spirituel ces derniers temps, et qui porte aujourd'hui les fruits les plus néfastes. L'utopie matérialiste qui est devenue réalité et qui, en tant qu'utopie, doit se vivre dans la destruction, fait apparaître à de larges cercles comme "utopie" la réalité pratique qui, aujourd'hui, ne peut être tirée que d'une nouvelle spiritualité.

Pour beaucoup, la situation est telle que les succès extérieurs de cette dernière période leur ont apporté une expérience qui ne leur était que trop agréable. Cela les empêche de voir qu'au fond du développement qui a conduit à ces succès se trouvait ce manque d'esprit qui a provoqué les horreurs de ces cinq dernières années. Ils voudraient faire une "paix" de ces horreurs, qui les ferait apparaître seulement comme un épisode, et qui rétablirait les anciennes conditions à la place du chaos. Mais la seule action prometteuse peut venir d'un jugement qui voit à travers comment les succès extérieurs de la dernière période ont été construits sur un sol ruiné par le manque d'idées, et comment tout retour à l'ancien sans renouvellement spirituel devrait aussi semer à nouveau les vieilles graines pour une répétition des horreurs. Sans l'aide efficace de ce jugement chez un nombre suffisamment important d'humains, nous ne pouvons pas sortir de la confusion et du chaos.

Une volonté éclairée fait nécessité [148]

Trad. F. Germani - v.01 - 22/12/2020

Lorsqu'en décembre 1916, les puissances centrales ont fait leur offre de paix à l'Entente, celle-ci ne contenait rien qui exprimait de manière précise les objectifs de la guerre. Et aussi dans la période qui a suivi, les hommes d'État d'Europe centrale ne daignèrent pas annoncer une volonté claire au monde. Tout ce qu'ils voulaient, c'était la possibilité de "s'asseoir à la table de la réunion". Alors, pensait-on volontiers, se trouvera ce qu'on pouvait ou devaient vouloir. Quiconque lit aujourd'hui les publications de ces hommes d'État, qui sont devenues si nombreuses, peut comprendre pourquoi il en a été ainsi. Ces hommes ne pouvaient rien développer des pensées qui se bousculaient/mouvaient dans leur tête lorsqu'ils occupaient des postes de dirigeant qui auraient pu apporter la lumière sur le chaos qu'ils voyaient s'installer. Et donc ils attendaient un avenir dans lequel il se trouverait ce qu'ils devaient penser.

Où l'on pourrait venir avec cette attente, cela enseigne les tristes circonstances du présent. Mais elles n'ont guère enseigné que ce genre de comportement doit enfin être rompu. Qu'il est nécessaire qu'un objectif précis, clairement circonscrit, se dégage, surtout dans l'Europe centrale durement éprouvée, si la confusion ne devait devenir plus grande encore.

Qu'on voit quand même les conséquences internationales de cette absence d'objectif. Il devient de plus en plus clair que les personnalités dirigeantes des puissances occidentales sont saisies d'une réelle peur de ce que pourraient encore devenir des pays qu'ils ont vaincus. Elle leur cause des cauchemars lorsqu'ils se tiennent avec leurs pensées devant ce qui pourrait encore remonter à la surface des événements en Allemagne. Pour cela, l'Allemagne leur apparaît comme une grande inconnue. Ils craignent que cela ne devienne quelque chose qui ébranlera les fondations de leur propre pays, après qu'ils aient eu l'occasion, par leur victoire, d'imposer une "paix" qui leur a donné les "garanties" que l'on peut justement se représenter selon l'ancien art d'État.

Pensez à ce qui pourrait se passer dans cette situation internationale si maintenant, au moins en Allemagne, quelque chose se présentait qui ne reviendrait pas à attendre et à se laisser pousser par les événements, mais qui révélerait une volonté claire. Le développement historique du peuple allemand justifie la croyance que la compréhension peut être éveillée chez ce peuple pour des impulsions qui visent à la



reconstruction de l'Europe dévastée, si les pensées qui parlent de telles impulsions ne sont pas criées par ceux qui sont incapables de voir la nécessité d'évolution de l'humanité.

De cette croyance est né tout ce qui se présente au monde comme mouvement pour⁰⁵ la tri-articulation de l'organisme social. La première étape a été l'appel publié au printemps 1919, "Au peuple allemand et au monde de la culture !". Cet appel était fondé sur la croyance dans la puissance des forces de peuple allemandes. Sans elle, il n'aurait pas pu être écrit. Mais on pouvait même trouver que le contenu de cet appel heurtait la sensibilité allemande. On pouvait y voir une insulte/offense au peuple allemand. D'autres, de vue moins courte, l'ont trouvé "incompréhensible". Mais cela ne signifie rien d'autre qu'ils l'avaient lu superficiellement et qu'ils se demandaient alors si cela était en accord avec ce qu'ils étaient habitués à penser sur les rapports spirituels, étatiques et économiques. Ils trouvèrent qu'il disait autre chose. Là ils se sont répondu : "Incompréhensible. Personne ne voulait penser que les vieilles pensées habituelles avaient finalement conduit l'Europe dans la plus terrible des luttes, et qu'à l'intérieur de cette lutte rien n'avait résulté que de "l'attente" et du "se laisser pousser" par les événements.

Cette terrible guerre a placé l'Europe devant le chaos. Dans le chaos se trouvent des⁰⁶ regroupements de peuples qui veulent maintenant continuer à vivre. Mais ils veulent le faire avec les forces des idées qui ont conduit dans le chaos. Avant la guerre, une vie de l'économie s'est développée dans cette Europe, qui était dirigée par les puissances étatiques, qui s'étaient formées à partir du national-spirituel, de toutes sortes de fondements juridiques. Ces structures/organisations ont prouvé et prouvent chaque jour un peu plus qu'elles ne peuvent pas gérer l'économie de l'Europe. Mais les rapports spirituels et juridiques ne peuvent se développer si la vie de l'économie conduite par eux s'effondre sous leur influence. Les événements dévastateurs parlent le langage le plus clair : donner à la vie de l'économie les forces qui en grandissent d'elle-même ! Créer une vie de droit dont le contenu n'est pas déterminé par les puissances économiques ! Libérer l'administration des affaires spirituelles des entraves économiques et étatiques, afin que, placées sur elles-mêmes, elles puissent féconder les autres branches de la vie ! Les gens crient "Utopie" et appellent réalité, ce qui, pour chacun qui veut voir, conduit à sa propre destruction.

Ceux qui souhaitent aujourd'hui être des dirigeants sont les fidèles disciples de ceux⁰⁷ qui, avec le début du XXe siècle, ont propulsé dans une situation mondiale impossible. Ceux-ci ont vu l'"essor" et ont pensé que cela pouvait continuer ainsi ; et leurs disciples voient la destruction et souhaitent travailler contre elle avec les pensées qui ont amené l'"essor", c'est-à-dire qui les ont propulsés dans la destruction.

Combien souvent l'auteur de cet essai a-t-il souligné qu'il n'y a aucune présomption⁰⁸ que les idées de la tri-articulation présentées au monde signifient quelque chose qui n'a pas besoin d'être amélioré. Plus d'humains expérimentés collaboreront à cette amélioration, plus en sortira du meilleur. Mais ce qui est pensé, c'est que l'idée de la tri-articulation de l'organisme social procède des nécessités réelles de la vie dans l'existence publique du présent. Et que ces nécessités de la vie ne peuvent être vues que par ceux qui voient à travers comment les façons traditionnelles de concevoir sont en fait réfutées par les terribles événements du présent. C'est la volonté de faire preuve d'une telle perspicacité qui compte aujourd'hui. Toute "attente" ne peut rien apporter d'autre que des événements qui ont récemment réfuté ce qui a déjà été suf-



fisamment réfuté. Seulement chaque nouvelle réfutation sera accompagnée d'une nouvelle vague d'appauvrissement.

La construction de l'Europe doit partir de pensées saines. Les pensées saines, qui ⁰⁹ doivent être efficaces dans la vie publique, nécessitent un nombre suffisamment important d'humains qui les rencontreront avec tant de compréhension que leur volonté se transformera ainsi en une véritable force de vie. Sans cela, il n'y a pas de progrès. Les négociations ne mènent à rien si la volonté nécessaire n'est pas à l'œuvre dans ces négociations. Là où la volonté humaine est active, il n'y a pas d'utopies, car tout ce qui s'est développé dans l'existence humaine est finalement le résultat de la volonté humaine. Les résultats de cette sorte sont les communautés d'esprit qui ont vu le jour, sont aussi les États, et sont justement ainsi les rapports économiques de production. Tant que des humains qui ne trouvent pas en eux-mêmes la force de voir à travers ceci décriront les idées qui souhaiteraient découler de cette vision, nous ne ferons aucun progrès pour surmonter la confusion de l'Europe.

Les exigences de l'époque d'aujourd'hui et les pensées d'hier [152]

Trad. F. Germani - v.01 - 22/12/2020

Alors que la guerre des armes faisait rage, on pouvait voir comment des personnalités d'Europe centrale ont à plusieurs reprises mis à profit leur sens politique pour découvrir qu'il y avait ici ou là un désaccord entre leurs opposants. À ces désaccords, ils ont voulu s'associer afin d'assurer une évolution favorable de leur propre "entreprise d'État". Par cette sorte de pensée diplomatique, on a de proche en proche amené à ne pas voir comment on s'unissait presque la totalité du monde à vaincre l'Europe centrale.

Comme beaucoup d'autres, ce genre de "diplomatie" est aujourd'hui mené par des ⁰² personnalités qui ne veulent pas apprendre des événements. On voit comment l'Angleterre ne veut pas répondre au souhait de la France d'un traité d'alliance militaire bien défini ; on remarque comment on n'est pas enclin à Londres à répondre sans plus attendre aux exigences économico-financières émanant de Paris, et comment on ne traite pas avec une bienveillance inconditionnelle en Angleterre le désir de la France concernant la frontière du Rhin. On oriente plus son attention au comportement politique de Wilson après la conclusion de la paix et à d'autres choses similaires.

Maintenant, on souhaiterait de nouveau que ces désaccords nous montrent la voie à ⁰³ suivre pour ce qu'on a à faire en Europe centrale. On est à nouveau si sage que l'on ne voit pas à quel point les autres seront unis lorsque l'on se prépare à suivre le chemin que l'on pense jalonné par leur désaccord.

Combien de temps faudra-t-il encore avant de voir l'inutilité d'une telle façon de ⁰⁴ penser ? Dans les profondeurs de l'humanité européenne, des forces règnent qui rendent impossible la poursuite de cette sorte de pensée. Dans les pays de l'ouest, l'issue provisoire des événements de guerre a créé des conditions qui permettent aux personnalités dirigeantes de se tenir avec leur pensée dans les vieilles voies encore un temps. En ces domaines les exigences de l'évolution de l'humanité arriveront seulement après quelque temps, qui sont aujourd'hui déjà brûlantes en Europe centrale. Là on pourra encore tenir liée la vie de l'économie avec la vie de l'État pour un court temps.

En Europe centrale, une seule chose peut conduire à une poursuite salubre : la vue ⁰⁵



dans le refaçonnement de l'ensemble de l'organisation sociale. Les Occidentaux, par leur union et par leur victoire, ont gagné pour eux-mêmes la possibilité de conserver pour un temps l'ancien organisme social. Cette préservation est liée à leur victoire. Les pays d'Europe centrale sont dans une situation qui rend cette préservation impossible. Ici, il faut admettre que les anciennes structures sociales n'ont pas d'institutions pour les sortir du chaos.

Les structures sociales deviennent obsolètes ; du plus profond des âmes humaines⁰⁶ doivent venir les motivations pour des réorganisations. Sans la confiance dans ce qui règne dans ces profondeurs, on ne peut arriver plus loin. Il ne devrait plus être compté sur ceux qui place cette confiance comme effluent d'un idéalisme fantastique et qui ne prêchent comme pratique que ce qu'ils ont été habitués à penser comme l'usuel. Si aujourd'hui à Londres la demande du gouvernement français pour une alliance militaire n'est pas reçue avec une âme ouverte à cause des traditions britanniques, si l'Angleterre n'ouvre pas ses caisses tout à fait volontiers aux besoins économiques français, ce sont des choses sur lesquelles seuls les disciples ou les suiveurs "malins" de la vieille pensée diplomatique tournent leurs yeux. Ceux qui comprennent les "signes du temps" devraient voir qu'il y a aussi peu à gagner de ces choses pour la poursuite des rapports centre européen qu'il y avait à gagner avant la guerre par le fait que c'était "incompatible" avec les habitudes de l'Angleterre de conclure un traité d'alliance militaire avec la France. Les yeux de ceux qui, selon Czernin, devaient s'asseoir dans les palais de légation du monde avec une "éducation européenne" étaient fixés sur cela. Mais cette "éducation européenne" a produit les horreurs de ces dernières années. Cette "éducation européenne" a étudié les "humeurs" dans les salons, et n'a rien remarqué de la façon dont le monde s'effondre alors qu'elle fait de la politique. Pour certaines gens, ces vieilles écoutes de l'humeur sont rejetées ; mais leur méthode ne doit pas céder la place à une nouvelle façon de penser. Si l'on ne cesse de donner quelque chose à ces "praticiens", on continuera à rêver à ce que devrait faire l'Europe centrale au moment où un "profond fossé" s'ouvre à l'ouest entre le besoin de crédit de l'un et la volonté de l'autre. On n'obtiendra rien d'autre avec cela que le rêve d'un jour conduira à l'éveil qui montrera comment on est tombé soi-même dans le "gouffre profond".

L'idée de la "tri-articulation de l'organisme social" se tourne vers les humains qui re-⁰⁷ connaissent d'un œil impartial comment la catastrophe mondiale est venue des façons de voir qui sont de la sorte caractérisées ci-dessus. Les porteurs de ces façons de voir croient aujourd'hui que la guerre mondiale aurait été évitée si le rapport entre l'Allemagne et l'Angleterre s'était développé comme ils le voyaient avant 1914. Ils oublient seulement que ce rapport n'aurait pas pu se développer de cette façon dans un monde dominé par leurs habitudes de pensée. Le monde a maintenant assez longtemps écouté ce genre de "praticiens" ; on leur a aussi laissé assez longtemps crier comme "utopique" et "fantastique" tout ce qui tentait de rompre avec leurs habitudes de pensée. Le temps devrait être venu de voir à travers le fantastique qui vit dans ces praticiens et de se tourner vers le réel qui tient compte des exigences du moment historique mondial.

Idées et pain ^[156]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020

La diffusion d'une idée telle que celle de la tri-articulation de l'organisme social peut-⁰¹



elle produire une volonté publique fructueuse aujourd'hui face aux difficultés économiques ? Cette question est posée par beaucoup. Et trop souvent, la réponse est la suivante : au début, il faut se battre pour du pain ; puis, quand on en est arrivé là, on peut se tourner à nouveau vers les idées.

C'est précisément contre ce point de vue que ce magazine a dû s'exprimer toujours ⁰² de nouveau. Si nous manquons de pain, c'est uniquement parce que les idées par lesquelles nous avons essayé jusqu'à présent de l'acquérir se sont révélées incapables de nous le procurer plus longtemps. Ce n'est pas le pain qui nous a échappé et auquel nous pouvons faire appel ; c'est le travail qui doit être convoqué pour mettre le pain en lumière. Mais le travail ne peut pas être fait de manière fructueuse sans l'idée qui lui donne une direction et un but. On ne voudrait pas admettre un simple fait : jusqu'à présent, les dirigeants ont donné des orientations et des objectifs pour l'élaboration d'idées dans lesquelles les travailleurs ont perdu confiance. En conséquence, nous nous sommes effondrés. Si nous ne voulons pas en arriver à cette confession, le déclin se poursuivra. Si l'on se confesse à soi-même sans réserve, alors il faut se rendre compte que le salut du déclin ne peut se trouver que dans la saisie de nouvelles idées.

Les choses sont telles aujourd'hui qu'il n'y a pas vraiment de raison particulière de ⁰³ s'intéresser à la question de savoir si c'est Erzberger qui a le plus à perdre ou si c'est Helfferich qui a le plus à perdre. L'essentiel est que tous deux sont issus de circonstances et continuent à penser en termes de ces circonstances qui ont entraîné l'effondrement de notre vie publique. Ce qui compte, c'est que les idées qui hantent tous les esprits erzbergeriens et helfferichiens soient remplacées par d'autres. Helfferich a lancé un cri de ralliement : Erzberger est un parasite de la vie publique allemande ; il doit en être retiré. Il n'y a aucune raison de douter du contenu de ce cri. Mais sa représentation par des personnes ayant des pensées helfferichiennes ne mène nulle part. Nous n'irons pas plus loin tant que nous ne pourrons pas cultiver les idées d'un ordre social qui supprimera toute politique helfferichienne et erzbergerienne. Que l'un ou l'autre soit plus coupable a certainement un intérêt juridique important ; que les idées des deux soient à l'origine du déclin de la vie publique, un nouvel éclairage ne doit laisser aucun doute.

Qu'est-ce qui empêche la germination d'une telle nouvelle idée ? Il était évident pour ⁰⁴ lui de vouloir tirer les leçons des faits. Mais combien ont appris des faits de la guerre ; combien sont enclins à apprendre de ceux qui sont apparus après la guerre des armes ? La "véritable" doctrine marxiste, ainsi que la doctrine marxiste-socialiste affaiblie, sont profondément imprégnées de l'idée que le remède pour un progrès prospère à l'avenir doit être recherché dans la base économique de l'ordre social. Au moment de l'histoire du monde, où les porteurs du socialisme avancent à des positions autrefois occupées par des gens qui s'opposent à eux, la direction d'une partie essentielle de la vie économique est assurée par Erzberger aux côtés des socialistes.

On n'ira pas au-delà de ces choses tant que l'on ne prendra pas confiance dans des ⁰⁵ idées qui ne veulent plus être mises en œuvre par les vieux routiniers, mais qui sont capables d'aborder elles-mêmes cette mise en œuvre. La volonté de pratiquer la vie, qui résulte d'idées nouvelles, est ce que veulent cultiver ceux qui parlent de la tri-articulation de l'organisme social. On leur demande souvent : "Oui, comment pensez-vous que ceci ou cela est réalisé ? Ils doivent répondre : pour le réaliser, il faut d'abord que l'idée de la tri-articulation soit saisie comme une base pratique et traitée



dans son esprit. Ils indiquent ensuite quelle forme doit prendre telle ou telle institution pour que la tri-articulation devienne effective dans la vie publique. Lorsqu'ils parlent ainsi, ceux qui ne peuvent pas juger par eux-mêmes de ce qu'ils ont dit font appel aux anciens "praticiens" dans un domaine donné pour les aider. Jusqu'à présent, ceux-ci n'ont « jusqu'à présent pas eu le temps » de s'occuper avec les nouvelles idées. Ils entendent au vol ce que veulent en fait les porteurs de ces idées, ne comprennent bien évidemment pas la moindre chose d'un détail qui leur est arraché, et portent le jugement : "Utopie", "idéisme bien intentionné", mais dépourvu de substance (NDT Traducteur matérialiste)/d'essence pour la pratique.

Il faut faire face à ces faits sans préjugés si l'on veut reconnaître les conditions de base dans lesquelles une idée comme celle de la tri-articulation de l'organisme social peut progresser, et si l'on veut évaluer les obstacles que cette idée rencontre. Les porteurs de l'idée de tri-articulation aimeraient faire des propositions aussi pratiques dans le détail : on les combattra aux côtés de ceux qui ne répondent pas eux-mêmes à cette idée. Il est donc nécessaire, à l'heure actuelle, de diffuser le plus largement possible la compréhension de cette idée. Toutes les institutions spéciales adoptées par les porteurs de cette idée doivent d'abord servir à la diffuser.

Seule la connaissance réelle de nouvelles idées fructueuses peut nous permettre de trouver les moyens de revenir au pain. La fuite de ces idées nous rendra totalement démunis de pain. La seule chose qui peut aider est la prise de conscience de ce que le manque de pain a été précédé par le manque d'idées, que le second est la cause du premier. Le chemin que nous avons pris est : Manque d'idées, absence de pain. La voie à suivre est la suivante : trouver dans les idées la volonté de façonner le travail. De cette façon, le pain sera produit.

Les dirigeants et les dirigés [1160]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020

Quiconque observe sans parti pris les événements de la vie publique en Europe centrale aujourd'hui ne manquera pas de remarquer à quel point les larges masses populaires admirent les personnalités dirigeantes dans une foi aveugle en l'autorité, à quel point elles espèrent toujours quelque chose de nouveau de ces personnalités, même lorsque ces espoirs se sont révélés infondés dans des cas précédents. - Ce phénomène est tellement caractéristique de notre époque que quiconque veut que ses idées soient conformes à la réalité doit en tenir compte. Elle témoigne du fait que le sentiment des masses est moins enclin à s'intéresser aux idées elles-mêmes, qui sont portées dans la sphère de la vie publique, qu'aux personnes dont elles proviennent.

Pour l'instant, les humains qui veulent être dirigés se tournent encore vers ceux qui, pour telle ou telle raison, avaient une influence autoritaire avant l'effondrement. On écoute attentivement ce que le comte Bernstorff a à dire sur les faits décisifs qui ont amené l'Amérique à entrer en guerre. On le fait parce qu'on croit qu'on peut compter sur lui pour remodeler les choses. Mais que dit le comte Bernstorff de son expérience ? Au fond, c'est quelque chose de très négatif. L'Amérique aurait été dissuadée d'intervenir dans la guerre si l'Allemagne n'avait pas mené la guerre sous-marine illimitée. Cet avis peut être correct. Mais elle ne peut pas être fructueuse pour le présent. Car ce qui s'est passé ainsi, ce qui a été fait, ne peut plus être changé. Mais ce qui devrait au moins être fait maintenant, c'est ce qui n'a pas été fait au temps de la terrible guerre ; donner aux affaires publiques une orientation ciblée à partir d'idées,



qui ont été omises ; cela devrait être fait maintenant. De l'Amérique sont venues les quatorze fausses idées wilsoniennes. Quiconque pouvait se fier aux faits réels devait savoir qu'une réorganisation de la civilisation, qui dérivait vers la destruction, ne pouvait pas résulter de ces idées factices. On ne pouvait l'espérer que si des rangs des personnalités dirigeantes, des idées réelles étaient opposées aux idées illusoires. Des tentatives ont été faites à l'époque pour présenter à ces personnalités de premier plan en Europe centrale ces idées qui vivent aujourd'hui dans le mouvement pour la tri-articulation de l'organisme social. Compte tenu de l'attitude des masses vis-à-vis de l'autorité des personnalités dirigeantes, cela aurait pu signifier beaucoup à cette époque, alors que les événements de la guerre étaient encore indécis, si même quelques-uns avaient eu la volonté de tester ces idées, et en plus le courage d'agir conformément au résultat de ce test. Pourtant, les fausses idées de Wilson se sont emparées des cercles les plus larges d'humains comme une nouvelle révélation.

Le cours des événements, qui pousse de plus en plus vers la dissolution, rend facile⁰³ de justifier les humeurs pessimistes. Mais on devrait quand même voir aussi le bien dans le fait caractérisé ici, l'attitude des masses envers les personnalités dirigeantes. Pour l'instant, cette attitude prend encore une fausse direction. Elle se tourne vers les anciens dirigeants. Mais il n'est pas exclu qu'un jour il devienne clair pour les dirigés que les gens avec les vieilles idées, qui ne veulent pas changer, mèneront à un déclin supplémentaire. Le temps sera alors venu pour les gens avec de nouvelles idées. Mais tout ce qui devrait se passer dépendra de la présence de ces personnes en nombre suffisant. C'est à cela qu'il faut travailler. Il faut s'efforcer de faire en sorte que la confiance qui, aujourd'hui encore, se déplace sur les voies bien tracées des anciens dirigeants se tourne vers les porteurs des nouvelles idées.

Cela ne portera pas de fruit quand on répète encore si souvent aujourd'hui que⁰⁴ l'Amérique ne serait pas entrée en guerre si l'Allemagne n'avait pas décidé d'une guerre sous-marine sans restriction. Cet aveu ne fera pas grande impression en Amérique. Car là, on pense qu'en Europe centrale, seul le principe de puissance continuera à fonctionner à l'avenir, comme il l'a fait dans la décision qui a fait une si forte impression. Pendant la guerre, on craignait en Amérique l'exercice monarchiste du principe de puissance. Maintenant, on craint le bolcheviste. On n'a pas compris comment guérir l'Amérique de cette peur. On devrait maintenant quand même se mobiliser énergiquement pour montrer au monde qu'une école de pensée peut vivre en Europe centrale, qui voit seulement dans le mode de pensée bolcheviste une continuation de l'ancien système de pouvoir, et que cette école de pensée ne veut rien avoir à faire avec le nouveau principe de pouvoir. Tant que rien de ce genre ne sera entendu dans le monde, l'opinion selon laquelle l'Europe centrale doit être traitée de telle sorte qu'elle devienne complètement impuissante ne sera pas abandonnée.

Le fatalisme comme parasite de l'époque [163]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020



On ne pourra pas nier qu'en Europe centrale, le nombre de personnes dont le credo ⁰¹ politico-culturel conflue dans le fatalisme ne cesse de croître. Ils disent : nous devons passer par de nouvelles destructions, par un chaos encore plus grand, avant de pouvoir revenir à un développement fructueux de la vie publique. Ils constatent, à partir de la perplexité, de la confusion dans laquelle nous dérivons de plus en plus chaque semaine, que rien de fructueux ne peut être créé à partir des opinions des anciens chefs de parti, des opinions de ceux qui ont été jusqu'à présent poussés à des positions de leader en dehors du cours des événements. Mais cela ne les incite pas à refluer dans des idées qui, reconnaissant les conditions de base de la vie sociale, cherchent à provoquer une nouvelle construction, mais les conduit seulement à espérer une chose brumeuse et indéterminée qui se produira alors que la détresse, la confusion, sera devenue encore plus grande.

À ceux qui avancent de telles idées, ils répondent : la rédemption ne peut pas venir ⁰² de la pensée des rêveurs individuels, elle doit surgir des profondeurs de la volonté populaire. C'est comme si ces personnes voulaient s'affranchir de la peine de réfléchir à des idées fécondes par cet appel à la "volonté du peuple". Ils ne voient pas à travers ce qui se développe aujourd'hui à partir de cette "volonté du peuple". Ils ne perçoivent pas comment cette volonté populaire, pour ne pas fragmenter sa force dans l'insubstantiel, a besoin d'être fécondée par les idées dominantes. Ils ne veulent pas d'idées ; ils attendent donc le miracle de la volonté du peuple dépourvu d'idées.

Ces derniers temps, on pouvait encore entendre une croyance politique exprimée ⁰³ dans les miracles d'une manière différente. On a remarqué qu'aucune action politique prometteuse ne résulte des vieilles idées de parti. On reconnaissait la stérilité des actions, ou plutôt de l'absence d'actions, des personnalités dirigeantes qui s'élèvent à la direction depuis les entrailles du système des partis. De cette prise de conscience, on fait appel à des "experts" qui, à partir de certaines intuitions non partisans, doivent remplacer l'inaction par des créations d'un genre fructueux.

On a donc la représentation qu'il existe de tels "experts". Il suffit de se tourner vers ⁰⁴ eux, de leur confier l'"affaire". S'ils dirigent les roues de la vie politique et sociale, sans être influencés par les paroles des partis de gauche et de droite, alors cela mènera à quelque chose. On ne voit pas que notre détresse est causée précisément par le fait que les idées des anciens experts sont dans l'impasse. Cette "expertise" a entraîné un manque total de direction.

La même erreur apparaît ici qui est à l'œuvre dans un autre domaine, celui de l'édu- ⁰⁵ cation populaire. On parle de la nécessité de créer de la lumière par le biais d'"universités populaires". On présuppose que les connaissances qui ont été apportées à la surface de la vie publique par les développements précédents ne doivent être que diffusées. Elles feraient alors le miracle de l'amélioration à partir des larges masses. Il faut se dire que c'est de ces "connaissances" qu'est née notre situation dépourvue de consolation, et que cette absence de consolation ne diminuera pas, mais augmentera, lorsque ce qui n'a pas porté ses fruits au sein d'une strate dirigeante laissera son malheur se répandre parmi les larges masses. Un renouvellement des connaissances, surtout une nouvelle construction spirituelle, est nécessaire pour les "Universités populaires". Nous devons d'abord penser à un changement dans ce qui devrait être enseigné dans les universités populaires avant qu'on puisse même aborder celles-ci.



Qu'un changement doive intervenir dans les pensées, à cela on ne veut pas se recon- 06
naître. On veut se contenter de gagner de nouvelles formes pour cultiver les vieilles
pensées. C'est comme si l'on cherchait par tous les moyens à éviter de soumettre les
nouvelles pensées à une quelconque épreuve. Ceux qui réclament des "experts" pour
les postes de direction disent probablement aussi qu'il faut en chercher pour rétablir
la confiance à l'étranger. On pense qu'en Angleterre et en Amérique, ils nous accor-
deront des prêts, si seulement ces experts peuvent se porter garants de la bonne uti-
lisation de ces prêts.

L'étranger ne se souciera certainement pas de savoir si les personnalités d'Europe 07
centrale qui doivent négocier avec lui sont estampillées comme "expertes" à partir
des anciens rapports/de l'ancienne situation. Il ne s'est pas soulié de ces "experts"
avant 1914, et ne le fera pas en 1920. L'étranger commencera en premier à dresser
l'oreille lorsque des idées fructueuses s'allumeront de la région d'Europe centrale.
Mais tout ce discours actuel sur le rétablissement de la confiance à l'étranger n'est
qu'une conséquence de la fuite des idées chez nous-mêmes. Nous ne voulons pas
prendre position contre les idées. Pour cette raison on appelle à des gens dont nous
ne cherchons pas à savoir ce qu'elles ont à dire, mais qui, à partir de circonstances
non vérifiées, sont estampillées "experts". On ne veut pas chercher comment on
pourrait effectuer une nouvelle construction ; on veut attendre le tournant rédemp-
teur qui doit venir comme un miracle. On verra seulement qu'après un certain
temps, les "experts" révéleront la stérilité de leurs "expertises", et que dans le temps
qui s'est écoulé, le chaos sera devenu encore plus grand.

Contre cette fuite et cette peur devant des idées, le mouvement pour la tri-articula- 08
tion de l'organisme social lutte depuis qu'il a tenté de se placer dans la vie publique.
Ses partisans ont dû dire depuis le début que toutes les expériences qui sont tentées
dans la vie sociale à l'imitation des idées qui ont contribué à nos malheurs ne
peuvent aboutir à rien. Celui qui veut voir comment les conditions ont évolué depuis
la soi-disant conclusion de la paix, doit enfin être amené à constater que la manière
dont ces porteurs de la tri-articulation se sont placés par rapport aux tentatives
désespérées de nouvelles constructions a trouvé une certaine confirmation dans les
faits.

Ce n'est pas en attendant un miracle qui - personne ne sait d'où - doit venir, mais 09
seulement la volonté de mener des idées qui peuvent nous faire avancer. Le fatalisme
auquel nous sommes arrivés est le signe le plus alarmant des temps. Car elle paralyse
la volonté de mener des idées. Et si cette paralysie se poursuit, alors les instincts des-
tructeurs prennent la place de la raison synthétique constructive. Et de cette paraly-
sie de la volonté ne peut résulter finalement que la ruine complète. Plus que beau-
coup l'avouent, nous sommes déjà sur le chemin que prennent les instincts destruc-
teurs. Il y a un moment sur ce chemin de destruction où le "miracle" ne se produira
pas, mais où tant d'oreilles seront sourdes à la raison qu'elles ne pourront plus se
faire entendre. Aujourd'hui, les oreilles ne sont pas encore sourdes, mais la volonté
ne donne pas effet à la puissance de l'audition. C'est pourquoi il faut toujours le sou-
ligner à nouveau : le salut ne peut venir que lorsqu'un nombre suffisamment impor-
tant de personnes sont saisies par la volonté de collaborer à la transformation de la
façon de penser. Celui qui s'effraie devant ce travail ne peut être pris en compte à la
lumière de ce qui est nécessaire à l'heure actuelle pour le développement de l'huma-
nité.



Il ne fait aucun doute que parmi les soi-disant intellectuels de l'Europe, il y a un nombre suffisamment important de gens qui verraient quelque chose de fructueux dans la manière dont on va tenter de sortir du chaos social vers une réorganisation par la tri-articulation de l'organisme social, si seulement elles s'impliquaient d'abord dans l'appropriation des idées de base de cette tentative. Il a souvent été dit ici que les porteurs de ces pensées ne peuvent pas croire que ce qui a été présenté jusqu'à présent contient des vérités irréfutables jusque dans les moindres détails. Il est certain que beaucoup de choses devront être améliorées, lorsque d'autres cercles de personnes compétentes et bien informées collaboreront avec sérieux et sens pratique. Mais la direction sociale de la pensée qui s'exprime dans l'exigence de tri-articulation est formée par les nécessités de développement sans préjugés de l'humanité de notre temps, de sorte qu'elle vit ce qui est actuellement nécessaire et par la négligence de laquelle sont nées les horreurs dans lesquelles nous vivons.

Quiconque, en tant qu'intellectuel, compare ce qui était avant le début de la catastrophe mondiale avec ce qui est exigé pour 'assainissement par l'idée de tri-articulation, devrait voir comment cette idée est une reproduction de ce que les faits eux-mêmes expriment. Mais seuls quelques-uns se prêtent à cette comparaison et à un examen même un peu approfondi de cette idée.

La raison pour ce fait réside dans la manière dont, à travers nos écoles, ces intellectuels ont été éduqués. Le fonctionnement des sciences a, au cours des dernières années, pris une forme par laquelle la pensée indépendante récapitulative a été pratiquement sapée. Qui se pressait à une profession qui appartient à l'enseignement supérieur a été attelé à l'appropriation de connaissances spéciales qui ne les ont pas incités à considérer sa "spécialité" en rapport avec la vie réelle. On peut même devenir un inventeur important, un pionnier, en tant que bénéficiaire de connaissances dans un domaine particulier, sans acquérir par ce biais la capacité de voir à travers un champ de réalité plus large dans des pensées viables. Celui qui apprend à penser par le biais de la chimie est amené à sonder la signification des pensées qui vivent dans ce domaine pour l'ensemble de la vie humaine. Car les pensées de tous les domaines de la réalité sont reliées ; et si l'on a celles d'un seul domaine, elles éveillent la compréhension pour la vie dans sa totalité. Si l'on n'est qu'un chimiste, sans avoir appris à penser par la chimie, on peut être aussi incapable de juger qu'un enfant des exigences de la vie.

La compréhension des idées de base de la tri-articulation dépend de la capacité à pénétrer les faits sociaux de manière réfléchie. On peut le faire en même temps que l'on ait appris la pensée récapitulative à la chimie, à la biologie ou à la politique. Mais on n'arrive pas à cette compréhension si l'on n'a pratiqué la politique qu'en tant qu'électeur ou même en tant qu'homme d'État, comme on s'est habitué plus récemment à pratiquer la chimie ou la biologie dans les écoles.

Celui qui voit à travers ces conditions/rapports reconnaîtra le rôle joué dans le déclencheur de la civilisation européenne par une vie de l'esprit mal orientée. Et il pourra seulement se promettre d'une transformation de cette vie de l'esprit.



Mais à cela est le moins pensé. Car dans le cercle des intellectuels, devrait avant tout ⁰⁶ se faire sentir le manque actuel qui. Il devrait, par exemple, apparaître l'envie de saisir la sorte de pensée par lequel la tri-articulation arrive à son édifice d'idées, au lieu de se contenter de comparer superficiellement ces idées avec sa propre opinion, et si elles ne concordent pas, la rejeter. Mais si l'on ne s'est pas formé à la pensée récapitulative, c'est la seule position que l'on peut adopter sur un édifice d'idées qui doit son origine à cette pensée récapitulative/résumante sur les vraies réalités.

Il y a volontiers des gens qui disent que les intellectuels qui sont maintenant en âge ⁰⁷ de maturité ne se trouveront plus prêts pour la connaissance de soi nécessaire. Ils sont trop habitués à une spécialisation irréflective. Il faudrait attendre la jeunesse. Mais une grande partie de cette jeunesse porte dans sa constitution d'âme les fruits d'une spiritualité malavisée. Cette partie de la jeunesse ne sera amenée à faire marche arrière que lorsqu'elle verra, à la suite de la désintégration complète de la vie sociale, combien il aurait été nécessaire, dans le passé, de penser de manière récapitulative/globale en créant à partir de la réalité. Et la partie de la jeunesse qui n'a pas besoin d'une telle preuve est petite.

Faut-il donc laisser le travail reposer ? Non, on doit le considérer comme un devoir ⁰⁸ de fer dans la détresse du présent. Appelez puissamment du monde les idées dont on attend un assainissement. Peut-être qu'au début, il n'y en aura que quelques-uns qui les rencontreront avec compréhension. Mais ce petit nombre doit exister. Ils prêcheront à des oreilles sourdes tant que la désintégration complète n'est pas encore là. Mais plus elle se rapprochera, plus les autres révéleront leur impuissance ; plus aussi le jour approchera où l'on verra que l'on a besoin des quelques-uns. D'ici là, de nombreux politiques seront encore poussés à occuper des postes de direction avec les vieux slogans des partis ; de nombreux "praticiens" trébucheront sur les pistes bien fréquentées de la vie économique désordonnée ; de nombreux écrivains de premier plan s'extasieront sur la désunion de l'étranger dont le pays devrait tirer profit, ou même sur le fait que la guerre n'ait pas eu lieu si les relations avec tel ou tel pays avaient été établies de la manière qui leur est venue après la guerre.

Sans se décourager, celui qui est capable de voir la fécondité de la tri-articulation ⁰⁹ doit s'employer à la diffuser. Car c'est seulement grâce à ce travail qu'il sera possible d'avoir suffisamment d'humains spirituellement éclairés au bon moment. Une illumination spirituelle dans tous les domaines, qui mène à une pensée globale, qui mène à une compréhension de la puissance réelle de cette pensée : elle est nécessaire. Sur elle seule peut être construit, mais sur elle est aussi permis de construire.

Les putsch de l'ombre et la pratique des idées [172]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020

Peu de gens aujourd'hui aspirent à une compréhension claire du changement qui ⁰¹ s'est opéré dans toutes les affaires publiques depuis 1914. On vit la misère de l'époque. On espère ceci et cela. Mais on est loin d'une véritable contemplation de ce qui se passe sous nos yeux. En Allemagne, on a un mouvement insurrectionnel derrière soi. On craint de nouveaux mouvements similaires. - Mais quelqu'un peut-il dire clairement ce que veulent réellement ceux qui sont derrière un tel mouvement ? On l'appelle l'un des partis de droite. Il n'y a pas si longtemps, le terme "parti se tenant à droite" pouvait être utilisé de manière sensée. Ce parti avait un programme clairement défini. En face, le programme des partis se tenant à gauche.



Il faut enfin admettre que ces programmes sont devenus complètement dénués de sens depuis 1914. Celui qui se tenait autrefois à droite ne peut plus parler sérieusement de son programme face au changement des faits. S'il a le sens de la réalité en lui, il doit se rendre compte qu'il ne peut plus vouloir ce qui était le contenu de son programme il y a peu de temps seulement. La gauche ne le peut pas non plus. Depuis des décennies, il exprime ses espoirs pour l'avenir dans son programme. Il doit maintenant voir qu'il était possible de parler politiquement de ce programme tant que l'on voulait s'y opposer ; mais que cela s'avère être une phrase, puisqu'on doit en faire une réalité sociale.

Les partis d'aujourd'hui se battent-ils encore en réalité les uns contre les autres dans le sens de leurs anciens programmes ? Non. Les programmes sont devenus phrasés, et il reste seulement les personnes qui avaient autrefois quelque chose en commun avec ces programmes. Il n'y a plus de partis de "se tenant à droite" ou "se tenant à gauche", mais seulement encore leurs ombres. Car les partis sont nuls sans programme de parti.

Les personnes qui, il y a peu de temps encore, se tenaient unies sous le contenu objectif d'une certaine direction de volonté se tiennent encore ensemble par vieille habitude. Ils forment des groupes. Mais leur cohésion n'est au fond qu'une cohésion personnelle. Celui qui était autrefois un réactionnaire a perdu le contenu de sa volonté, mais il tient toujours ensemble avec ceux qui étaient aussi des réactionnaires. Il espère qu'avec eux, il parviendra à la domination. Celui qui était marxiste il y a peu de temps s'accroche encore à son marxisme, car il doit parler de quelque chose pour s'exprimer. Il ne tire aucun sens de raison synthétique de son marxisme. Mais il se retrouve, plus ou moins radicalement, avec d'autres qui étaient également marxistes ; il forme avec eux des groupes qui ne sont maintenus ensemble que par la parenté personnelle qui découle de leur marxisme antérieur. Les personnes de ces groupes espèrent également qu'elles en viendront à régner avec des personnes qui ont une telle parenté personnelle avec eux.

Les luttes de la vie publique d'aujourd'hui portent le caractère marqué ici. Les jugements qui s'affirment dans ces luttes portent également ce caractère. Certaines personnes s'excitent lorsqu'elles parlent du "coup d'État militariste". Ils ne se rendent pas compte de la nébulosité de leurs idées. Au fond, les putschistes, s'ils en venaient à gouverner, en sauraient aujourd'hui aussi peu que leurs adversaires dans le même cas. On ne peut pas, en effet, avoir peur d'une volonté définie d'un tel groupe ; on ne peut avoir qu'une peur indéfinie des personnes qui avaient auparavant une volonté définie.

Si l'on considère la question de manière appropriée, elle est essentiellement différente de ce qu'elle est principalement considérée à l'heure actuelle. Les personnes qui exerçaient autrefois la domination se caractérisent par le fait qu'elles agissaient dans une direction de volonté qui, à travers les années de terreur qu'a connues l'Europe, s'est présentée comme impossible. Les autres personnes qui veulent les remplacer n'ont pas encore trouvé, parmi les situations dans lesquelles elles se trouvaient jusqu'à présent, d'idées qui, dans leur réalisation, pourraient livrer de possibles conditions sociales.

Des groupes de personnes, maintenus ensemble par de vieilles habitudes, par des 07 sympathies et des antipathies, luttent aujourd'hui pour le pouvoir. Ce que les deux ont en commun, c'est qu'ils ne peuvent rien faire avec le pouvoir quand ils l'ont, car ils n'ont pas d'objectif grand à aux faits.

Cet état de fait prend des dimensions de plus en plus importantes. Les luttes pu-08 bliques perdent toujours plus leur contenu spirituel. La démocratie, le conservatisme, le libéralisme, le socialisme sont des mots qui avaient autrefois un contenu, mais qui l'ont perdu. Dans ces circonstances, cependant, la vie devient sans direction, se barbarise.

L'idée de la tri-articulation de l'organisme social tient compte de cet état de fait. Elle 09 parle d'impulsions qui viennent de l'essence même de l'humanité, qui veulent se former dans la réalité sociale du plus profond de l'être humain. Elle parle à nouveau d'une réalité, d'une réalité qui se révèle très clairement dans les faits de la vie actuelle. Pour cette idée, il est transparent que les anciens programmes du parti ont perdu leur contenu et qu'il n'en reste que les souvenirs des personnes qui s'y étaient abonnées. " Se tenir à droite et à gauche " ne signifie pas la réalité d'aujourd'hui ; une telle réalité est recherchée par l'idée de tri-articulation. On peut s'efforcer de le comprendre, que l'on transporte encore dans son corps, par vieille habitude, un "se tenir à droite" ou un "se tenir à gauche" sans importance, comme un corps étranger mort dans un organisme vivant. C'est avec les vieilles habitudes, avec les ombres du passé, que les porteurs de l'idée de tri-articulation doivent lutter. Au milieu des instincts publics qui dégénèrent de plus en plus dans la recherche du pouvoir personnel, ils veulent donner une direction à la volonté portée par l'idée. Ils veulent donner une direction à la vie, non pas dans le sens des vieilles phrases-ombre, mais dans le sens de la réalité exigée par l'époque.

La tri-articulation pendant la guerre et après celle-ci [176]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020

En 1917, j'ai parlé en cercle étroit avec plusieurs personnalités sur la tri-articulation 01 de l'organisme social. Mon intention était de gagner des penseurs politiques d'opposer une autre politique à celle de Wilson. Les pensées de Wilson ne me semblaient pas pouvoir sortir de la confusion dans laquelle le monde se trouvait. En rendant ces pensées largement audibles sous forme de slogans, des armées pouvaient être mises en mouvement, des navires de guerre pouvaient être envoyés sur les mers du monde, mais elles ne contenaient rien de ce qui, dans l'humanité d'aujourd'hui, luttait inconsciemment pour sortir des anciennes conditions, et ce qui, parce que cela ne pouvait pas s'exprimer par raison synthétique, s'était déchargé dans le non de raison synthétique de la guerre mondiale.



Les quatorze points de Wilson étaient abstraits et étrangers à la réalité. On peut donc⁰² aller à de telles idées une réalité d'apparence, parce que les humains peuvent aussi exécuter ce qui, dans l'exécution, s'avère impossible d'exister. De ces quatorze points, une vraie paix ne pourrait jamais venir. Car l'humanité civilisée est arrivée à un point de son développement où ce qui s'était donné comme vie spirituelle, comme rapports de droit au sens large et comme conditions d'existence économique en dehors des domaines des États traditionnels, ne pouvait plus être amené plus loin dans le cadre de ces États. Jusqu'à présent, il a été nécessaire de disposer de structures étatiques uniformes afin de cultiver la vie de l'esprit et de donner naissance à de nouvelles formes d'économie par la coexistence légale des humains. Mais tant la vie de l'esprit qu'aussi l'économie mondiale sont arrivées à des formes qui ne peuvent être amenées plus loin par ces structures d'état. La guerre mondiale n'était rien d'autre que l'expression du choc des États, car ces forces cherchaient un détour non de raison synthétique dont la véritable nature consistait à rechercher de nouvelles formes pour la vie de l'esprit et de l'économie.

Cette véritable nature on n'a pu l'amener à la conscience, et on a donc laissé entrer le⁰³ désastre. La politique de Wilson n'était qu'un résumé abstrait des anciennes pensées de l'État. Les humains devraient se créer des structures étatiques d'une certaine façon. Par cela les causes de la guerre devaient être éliminées. Mais c'est justement ce genre de choses qui a produit les causes de la guerre. Mon intention en 1917 était d'opposer aux Quatorze Points de Wilson en substituant à cette sorte ce qui donne l'autonomie aux forces de la vie de l'esprit et de l'économie, dont l'absence a entraîné la confusion. Sans que ce genre de choses ne devienne l'âme de la politique étrangère des nations, il n'y a pas de véritable issue à ces confusions.

[834/04] La guerre mondiale a conduit à Versailles, à Spa. Mais les efforts incons-⁰⁴ cients de l'humanité n'ont pas trouvé le chemin de raison synthétique de créer pour la vie de l'esprit et l'économie mondiale les formes dont elles ont nécessairement besoin. Et donc la continuation de la guerre mondiale est le bolchevisme dévastateur en Russie et ce qui, à l'instar de celui-ci, traverse l'humanité pour détruire encore plus ce que la guerre a encore laissé.

Tout comme en 1917, il était nécessaire d'indiquer sur la tri-articulation de l'orga-⁰⁵ nisme social afin d'opposer aux impuissants Quatorze Points de Wilson quelque chose qui puisse mener à une véritable issue de paix, il est maintenant nécessaire de montrer sur la même tri-articulation afin d'affronter le spectre qui menace la civilisation. Combien les "Quatorze Points" ont été impuissants, a prouvé l'impuissance de leur porteur à Versailles. John Maynard Keynes, qui était présent lors des négociations de Versailles, l'a dit assez clairement dans son livre sur les conséquences économiques de la guerre.

Mais aussi impuissant que Wilson s'est montré à Versailles, aussi impuissants seront⁰⁶ tous ceux qui confrontent les bouleversements sociaux internationaux aux anciennes façons de penser. On est heureux quand quelque part quelque chose se révèle sur la base de quoi on peut dire : le bolchevisme est en perte de vitesse, il va bientôt subir son effondrement. N'a-t-on aucune idée de la façon dont de telles choses semblent seulement périr pour renaître sous d'autres formes ? Ceux qui adhèrent à de telles phrases d'évasion devraient se rappeler combien de fois les "hommes d'État" ont parlé avant 1914 de la situation politique s'étant "détendue".



Le mouvement pour la tri-articulation de l'organisme social aboutira à ce à quoi elle ⁰⁷ doit aboutir, si un nombre suffisamment important d'humains se libèrent dans leurs jugements de ceux qui ne veulent pas regarder ce dont l'humanité a besoin, mais qui se contentent de regarder dans tel ou tel coin du monde pour voir si quelque chose "se détend" ici ou là, afin de ne pas avoir à penser à des idées qui ne "détendent" pas ce qui s'affrontera plus tard de manière sauvage, mais qui développent ce qui veut être développé en fonction du cours du développement de l'humanité.

Politique d'état et politique d'humanité [180]

Trad. F. Germani - v.01 - 26/12/2020

Quiconque veut aujourd'hui former un jugement politique doit dire adieu aux idées ⁰¹ et aux programmes avec lesquels les partis ont été formés et aux discussions publiques qui ont eu lieu il y a peu de temps seulement. Et lorsque ces partis persistent, lorsque ces discussions se poursuivent, ils sont loin derrière les événements.

On n'a pas la permission de vouloir capturer le puissant mouvement socialiste qui a ⁰² ébranlé la civilisation moderne dans les concepts avec lesquels on l'aborda il y a une décennie. À l'époque, on pensait pouvoir la maîtriser avec de la politique de l'État. On façonnait différemment cette politique d'État selon que l'on était conservateur, libéral ou socialiste, mais on ne doutait pas que la politique d'État devait maîtriser d'une quelque façon les affaires publiques.

Mais à l'heure actuelle, ces affaires montrent clairement que partout, elles ne ⁰³ veulent pas se soumettre à la politique de l'État. Et si l'on examine plus exactement le cours des événements, on pourra trouver que les façons de voir sur l'État que l'on veut affirmer aujourd'hui ne coïncident nulle part avec les aspirations globales de l'humanité. Dans l'Est européen, les fanatiques veulent construire un État sous la forme qu'ils ont en tête en tant que communauté économique. Ils nous assurent que leur objectif lointain est l'abolition de toute forme d'État. Mais pour l'instant, ils veulent créer un État économique organisé de manière militaire. Il porte en lui les germes de la décomposition. Car à l'heure actuelle, un instinct politico-démocratique est à l'œuvre dans l'humanité qui ne peut être mis à profit dans un État économique militarisé. La "dictature" du prolétariat pourrait paralyser cet instinct pour un court instant ; elle ne peut l'éradiquer. L'État à vocation purement économique ne peut pas non plus créer une vie spirituelle qui pourrait satisfaire les besoins de l'humanité.

Ce dernier fait est perçu par les humains idéalement disposés. Ils s'efforcent donc de ⁰⁴ faire revivre les idées religieuses et spirituelles. On peut voir des catholiques, des protestants et des personnes ayant un sentiment religieux libre s'efforcer d'atteindre ce but. Mais leurs efforts, souvent puissants et bien intentionnés, se révèlent impuissants. Ils ne pénètrent pas jusqu'aux profondeurs de l'âme des humains dans lesquelles sont à l'œuvre les forces qui déterminent la guerre et la paix, ou qui créent des conditions économiques durables. En Suisse, des représentants américains de la vie de l'esprit parlent afin de donner force aux idées de la Société des Nations de leur point de vue. Les personnes sans préjugés doivent en arriver à la conclusion : ils parleront en vain. Car leurs paroles ne trouveront aucun accès au cœur de ceux dont les instincts ne poussent qu'à une transformation de la vie économique.



En Angleterre, la grève des mineurs a fait bouger les choses/saper les âmes tran-05
quilles. Même si le Parlement parvient à contrôler pour l'instant, il devra le faire par
le biais d'institutions qui ne pourront pas maintenir le cours de l'économie dans
quelques années. Ce que le Parlement a fait dans ce cas montre très clairement qu'un
parlement d'État peut discuter des affaires publiques et, en les discutant, les ordon-
ner de manière provisoire, mais qu'il est néanmoins impuissant à maîtriser la vie de
l'économie.

L'Europe a poussé un soupir de soulagement parce que le bolchevisme n'a pas réussi 06
à vaincre les Polonais. Beaucoup pousseraient un soupir de soulagement encore plus
satisfait si elle voyait la "victoire" d'une puissance ou d'une autre sur la Russie bol-
chevique. Ceux qui pensent de cette manière ne se doutent pas que s'ils continuent à
agir dans le vieux sens de la "politique d'État", ils verront une autre horreur surgir
du déclin du bolchevisme dans un avenir pas trop lointain. Une qui serait probable-
ment plus proche d'eux que le bolchevisme russe.

La politique de l'État, qui a étendu sa sphère sur la vie intellectuelle et économique, 07
qui cherche à éduquer et à instruire l'humain en même temps et à s'occuper aussi de
son économie, a réussi à éduquer de telle manière que la vie de l'esprit est impuis-
sante par rapport au façonnement de la vie sociale. Elle vit à travers les parlements
et les institutions administratives qui parlent et agissent passant devant le cours réel
de la vie de l'esprit. Elle conduit finalement les larges masses et leurs dirigeants vers
un idéal d'État qui cherche à incarner un dilettantisme économique tyrannique et,
qui plus est, insuffisant.

Pourquoi la vie de l'esprit est-elle impuissante ? Parce qu'elle doit devenir impuis-08
sante lorsque les États fixent les normes de l'éducation et de l'instruction. Car l'esprit
ne peut atteindre la puissance qu'il mérite que lorsqu'il peut poursuivre ses propres
objectifs en toute liberté. L'auto-administration de la vie de l'esprit émancipée de
l'État, surtout dans son domaine le plus important, celui de l'enseignement et de
l'éducation, peut seule ouvrir la voie aux impulsions spirituelles pour atteindre le
cœur des hommes. Les écoles qui sont entièrement indépendantes de l'État et de la
vie économique produiront des humains dont la puissance spirituelle peut avoir un
effet formateur sur l'État et l'économie. On objecte : cela reconduit à un manque de
formation. En effet, lorsque l'État n'impose pas de scolarisation obligatoire, la plu-
part des enfants ne sont pas scolarisés. On devrait plutôt aller directement à la solu-
tion de la tâche : comment amène-t-on les enfants dans les écoles sans contrainte de
l'État ?

La vie économique exige la même séparation de l'État et de l'auto-administration que 09
la vie de l'esprit. L'État peut seulement s'étendre sur ces affaires pour lesquelles tous
les humains devenus majeurs sont capables de juger d'égal à égal. Le parlementa-
risme démocratique est son élément de vie. Mais ce parlementarisme doit avoir pour
complément organique une vie spirituelle s'administrant elle-même et une vie éco-
nomique tout aussi autonome. Dans les deux cas, il doit y avoir d'autres forces à
l'œuvre que celles qui peuvent se déployer dans les parlements démocratiques.

Les anciennes structures étatiques, qui ont absorbé dans une large circonférence la 10
vie de l'esprit et l'économie, ne seront pas des structures de communauté humaine
dans lesquelles les questions modernes de l'humanité se laisseront solutionner. Les
troubles de la civilisation moderne trouvent leur origine dans la recherche de vies de
l'esprit et de l'économie en dehors de ces structures d'état.



À l'Est, le chaos règne. En Occident, devraient se trouver suffisamment des têtes capables de jugement qui, en libérant les vies de l'esprit et de l'économie, cherchent à sortir de la paralysie toujours plus grande des forces spirituelles publiques. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas assez d'humains pouvant avoir du succès avec de telles façons de voir, la civilisation moderne tremblera dans l'agitation, et la menace subsistera que le chaos mondial se développe à partir du chaos de l'Est.

Le chemin dans la tourmente du présent [180]

Trad. F. Germani - v.01 - 23/12/2020

Le nombre d'humains qui admettent qu'un rétablissement de l'État et des conditions économiques peut seulement se faire par des stimuli du côté de la vie spirituelle est en augmentation. Il est assez évident que la façon de penser "en homme d'État", qui continue à suivre les anciennes voies, n'est pas à la hauteur des tâches qui sont nées de la tourmente de ces dernières années. Nous avons vu Versailles, Spa, Saint-Germain, etc. La "Société des Nations" hante de nombreux esprits comme une idée de salut. Tout cela n'a pas amené les peuples du monde civilisé à se faire une idée prometteuse de ce qu'il faut faire sur leur propre territoire ou de la manière dont ils doivent se comporter les uns avec les autres. En Europe de l'Est, la superstition selon laquelle un empire peut être construit sur la base de considérations économiques et organisationnelles unilatérales fait son œuvre. L'impuissance d'homme d'État de l'Occident, la superstition destructrice de l'Orient, qui conduit au militarisme économique : elles contribuent probablement à ce que de nombreuses personnalités préoccupées par l'avenir de l'humanité se tournent vers la vie spirituelle pour obtenir de l'aide.

Les gardiens de la vision du monde américaine font entendre leur voix. Dans les pays neutres, ces voix peuvent déjà être entendues. Pourquoi n'atteindraient-elles pas bientôt le cœur de l'Europe ? Le sens que l'on peut entendre de ces voix est quelque chose comme ceci : la "Société des Nations" doit venir. Car elle sera bénéfique. Mais ce qui vient de l'esprit des "hommes d'État" ne pourra pas lui donner une forme prometteuse. Elle doit s'enraciner dans le cœur des humains, et pas purement dans des institutions extérieures. Elle ne peut s'enraciner que si les sentiments moraux et spirituels des humains conduisent à un accord du monde civilisé. Par conséquent, les sentiments religieux paralysés, les pouvoirs spirituels devenus laxistes, devraient être stimulés pour une nouvelle vie. - Il est indéniable que de tels sentiments sont à l'origine de nombreuses belles paroles aujourd'hui, de nombreux discours bien intentionnés. Mais celui qui peut observer avec impartialité doit voir qu'aujourd'hui de telles paroles n'ont pas accès au cœur des hommes. Elles n'ont pas le pouvoir d'éveiller en l'âme tranquille des humains ce qui devrait venir à l'idée de la Société des Nations pour lui donner vie, le pouvoir d'être. Et si l'on veut connaître la cause pour laquelle elles n'ont pas ce pouvoir, nous devons considérer dans quelle dépendance les questions de vision du monde en sont venues vis-à-vis de l'État et de l'économie dans les temps modernes. Les États, par le système d'enseignement et d'éducation qu'ils ont complètement occupé, ont tellement adapté la vie spirituelle à leur propre organisation qu'elle a été entraînée dans toutes leurs crises. Où y a-t-il une vie spirituelle au service d'un renouvellement de l'être de l'État, puisque les États n'ont laissé s'élever que ce qui était approprié à leur forme désormais remise en question ?



En Europe centrale, par nécessité et par misère, on appelle à un rassemblement des 03 confessions, à une revitalisation et un accord dans la vie religieuse. Tout cela est bien intentionné. Mais là aussi, les mots et les discours n'ont pas de force. Les formes de l'État veulent être renouvelées ; et ce que l'on veut rassembler, ce que l'on veut faire revivre, était tellement lié à l'essence de l'ancien que c'est entraîné dans son déclin. Ce n'est pas un renouvellement de la vie étatique, économique par les anciennes 04 puissances spirituelles qui peut être un objectif prometteur, mais seulement le renouvellement de la vie de l'esprit elle-même. On doit trouver le courage de s'avouer à soi-même que de nouvelles sources de vie de l'esprit doivent être ouvertes.

La façon de voir de la tri-articulation de l'organisme social inclut ce courage en soi. 05 Elle souhaite éveiller un jugement impartial sur le fait que l'esprit scientifique intellectuel qui prévaut aujourd'hui est une conséquence de l'étatisation du système d'enseignement et d'éducation et est avec cela la part prépondérante de la vie spirituelle publique. Mais c'est cet esprit de la science est seul ce à quoi l'humanité actuelle croit si fortement qu'elle lui attribue une validité dans les affaires de la vie publique. À côté de cet esprit scientifique, les anciennes conceptions de la vie n'ont aucun pouvoir sur cette vie. Seules les personnes étrangères à la vie peuvent se livrer à des illusions à ce sujet. Elles seules peuvent croire qu'elles peuvent puiser dans les vieilles croyances des discours de pouvoir/forts qui ont une influence déterminante sur l'État ou l'économie. Par de tels discours, on peut déplacer une certaine partie de la constitution d'âme des humains dans une humeur/une ambiance. Mais avec les gains que ces humains tirent de telles influences, elles ne travailleront pas dans la vie publique.

Celui qui ne veut se livrer à aucune illusion ne doit pas se fermer à la connaissance 06 que l'humanité nouvelle a besoin d'une vision de la vie qui ne préserve pas les anciennes croyances à côté de l'esprit plus récent de la science, mais qui naît de cet esprit lui-même. C'est l'effort de la science de l'esprit à orientation anthroposophique de façonner une telle vue de la vie. La science moderne cultive seulement la saisie à la mesure de la raison analytique des phénomènes de la nature. Celle-ci n'a aucune force d'œuvrer l'âme tranquille et la volonté de l'humain. C'est pourquoi elle est inappropriée au façonnement social de la vie. La science de l'esprit anthroposophique ne crée pas seulement de la raison analytique, mais aussi de toutes les forces de l'âme de l'humain. Elle œuvre donc aussi en retour sur toutes ces forces de l'âme. Elle peut donner des idées fécondantes à la vie de l'État et de l'économie.

Les États actuels ont ce qu'ils peuvent donner à leur propre vie et à la vie de l'écono- 07 mie encore à partir des anciennes croyances et visions du monde. C'est là seulement dilué ainsi qu'on ne peut plus le reconnaître comme l'héritage de l'ancien. C'est pourquoi on n'admet pas ce fait. La nouvelle science, purement intellectualiste, peut fournir de grandes choses dans la connaissance de la nature ; dans le domaine du social, elle peut seulement produire des théories socialistes étrangères à la vie ou des expériences sociales destructrices de la vie. Mais elle est capable d'être développée à une façon de voir l'esprit. Si elle devient cela, alors elle peut aussi produire des façonnements sociaux capables de vie.



La pure exigence après des stimulations spirituelles pour la vie publique ne suffit pas 08
aujourd'hui. Il est besoin de courage à une renaissance/nouvelle naissance spiri-
tuelle. Le présent vit dans les crises des États et de la vie économique. Elles ne sont
pas à résoudre par les forces de l'ancienne vie de l'esprit. Elles seront seulement ré-
solvues lorsque la crise de la vie de l'esprit elle-même sera passée au crible et que la
solution sera recherchée dans le domaine propre de l'esprit.

Politique morte et idées vivantes [183]

Trad. F. Germani - v.01 - 24/12/2020

De la politique à laquelle la civilisation moderne a été amenée, il a été dit dans mes 01
"Points clés de la question sociale" qu'en 1914, elle avait atteint le point zéro de son
pouvoir/savoir-faire. Elle n'a pas quitté ce point depuis. La route de Versailles à
Londres est la tentative impossible de rester à ce point et d'avancer en même temps.
L'effroyable guerre a prouvé qu'il était impossible de poursuivre la politique menée
jusqu'alors. On a fait voile dans les décisions par la force. On n'a pas dépassé ce stade
de la prise de décision par le biais des négociations à Londres.

On ne s'en sortira pas si l'on n'agit pas dans le sens de l'idée que l'avenir de la civili- 02
sation moderne sera décidé par les idées. On a souvent dit dans ce journal quelles
idées elles doivent être. Tant que ce qui a été dit ici n'aura pas été introduit dans le
domaine de la volonté perspicace par un nombre suffisamment important d'hu-
mains, nous devons continuer à vivre sous le signe de la violence.

Une union d'États a remporté une victoire. En Amérique, avant que cette victoire ne 03
soit remportée, Woodrow Wilson a dit ce que les vainqueurs avaient l'intention de
faire avec cette victoire. L'Amérique a dû se convaincre par le biais de Versailles que
ce qui a été dit n'était que des paroles sans substance. On ne peut pas façonner les
réalités avec des mots sans essence. Lloyd George aurait récemment déclaré que l'on
ne sait jamais jusqu'où on sera mené si l'on doit recourir à la violence. En Amérique,
Harding a été placé à la place de Woodrow Wilson, qui prononçait auparavant des pa-
roles dépourvues d'essence et dépourvues d'efficacité. M. Harding s'est maintenant
également exprimé. Pour tout ce que la civilisation moderne a en réserve, ces nou-
velles paroles ne sont rien d'autre que la continuation de celles de Wilson.

La victoire ne décidera rien pour la civilisation moderne. Car les idées doivent déci- 04
der. Et ce sont ces idées qui décideront si elles apparaîtront et seront reconnues par
le vainqueur ou le vaincu. La situation au sein des peuples modernes est telle que les
idées nécessaires peuvent transcender/dépasser la victoire ou la défaite.

Il est triste de voir que l'on répond aujourd'hui à celui qui parle ainsi des idées : les 05
vainqueurs ont le pouvoir, et les idées ne peuvent rien faire pour aider les vaincus.
Sans idées, les vainqueurs ne pourront mener avec la victoire qu'une vie dans la vio-
lence et par la violence. Avec cette vie, ils mèneront le monde et avec lui eux-mêmes
vers le déclin. Les vaincus pourraient conduire le monde à des forces montantes par
le biais des idées. Il pourrait faire beaucoup de choses de la défaite avec des idées ; les
vainqueurs ne pourront rien faire de la victoire sans idées. Il est vraiment tragique,
vu du centre de l'Europe que le vainqueur, Lloyd George, se languisse d'un homme
d'État allemand compétent. Du point de vue de Londres, cependant, on devrait le
trouver tragicomique, car on ne peut pas trouver cela comique, car la situation mon-
diale est trop grave pour cela.



Les négociations de Londres, le discours inaugural de Harding, sont la preuve que les vainqueurs sont impuissants en tout sauf en ce qui concerne l'usage de la force. Partout où l'on s'en rend compte, on commence à se rendre compte que seules les idées nouvelles peuvent aider. Car l'impuissance n'est qu'une conséquence du fait qu'à Londres, comme à Versailles, on veut construire un monde nouveau avec les vieilles idées et qu'on ne se rend pas compte que parmi les morts que la guerre a apportés, il y a surtout ces vieilles idées. La guerre s'est déroulée sous le signe de ces vieilles idées. Elle doit son existence au fait que ces idées étaient déjà des cadavres en 1914. À Londres, on négociait sur des questions économiques. Si les structures unitaires modernes de l'État veulent faire prendre des décisions dans le domaine économique, elles ne peuvent le faire que par la force. Les vraies décisions doivent être prises par la vie économique mondiale détachée de ces entités. C'est l'un des points à partir desquels commence la tri-articulation. Elle doit le faire parce qu'elle veut parler de la réalité. À Versailles et à Londres, on voulait agir par irréalité. Encore et toujours, les gens viennent dire aux porteurs des idées de tri-articulation : pourquoi ne pas nous faire des propositions concrètes ? Ils ne voient pas que les premières nécessaires ont été faites depuis longtemps. On peut seulement aller en avant avec la tri-articulation. Sans elle, on peut aller à Versailles, à Londres, même en Italie, même en Amérique ; cela n'aidera en rien. Cela a déjà souvent été dit ici. Aujourd'hui, doit seulement être indiqué que ce qui s'est passé à Londres et ses conséquences porte le même langage. Et l'Est ? On le regarde avec nostalgie, on aspire au renversement de Lénine et de Trotsky. On suppose que ces fanatiques des forces destructrices vont disparaître de la scène demain. Après tout, la civilisation moderne ne sera aidée que si les idées de construction affluent par-dessus celles qui ont travaillé avec des forces de déclin. On dit qu'il faut rechercher des liens économiques avec l'Est. Ces derniers doivent certes voir le jour. Mais l'Est cherche avant tout une entente spirituelle avec l'Europe centrale. Cela ne lui a pas été proposé jusqu'à présent. Si elle lui apporte d'abord les idées stimulantes, alors la connexion économique se fera en conséquence. Parler du second sans vouloir du premier, c'est se placer en dehors des conditions de la vie réelle.

Les véritables forces dans la vie sociale du présent [187]

Trad. F. Germani - v.01 - 24/12/2020

Le groupe d'humains qui, au printemps 1919, a commencé à propager les pensées de la tri-articulation de l'organisme social voulait travailler honnêtement à l'amélioration des conditions humaines/rapports humains de vie. Par cette honnêteté, ils n'ont pas pu apporter à la population des travailleurs les vieux slogans et expressions qui ont été pendant des décennies l'objet de l'agitation socialiste. Avec ces phrases et ces slogans, on pouvait critiquer l'ordre social précédent, on pouvait dire aux classes dirigeantes ce qu'elles n'avaient pas fait, mais on ne pouvait rien construire. On pouvait inventer des utopies avec elles, mais on ne pouvait pas fournir à la réalité sociale des forces qui serviraient la vie de telle sorte que chaque être humain puisse y trouver une existence digne.



Les porteurs de l'idée de tri-articulation ne sont pas partis de telles phrases et slo-02 gans. Ils ont fondé leur volonté sur les enseignements fermes que la vie elle-même donne. Ils ont parlé du point de vue de ces enseignements de la vie aux personnalités des classes dirigeantes ainsi qu'aux prolétaires. Ils n'ont pas encore été compris par les deux parties. Mais ils savent, précisément parce qu'ils ont tiré leurs pensées de la vie réelle, qu'il ne peut être question d'une amélioration des conditions tant que ces enseignements de la vie ne sont pas compris. Ils ne peuvent rien faire d'autre que de répéter ces enseignements jusqu'à ce qu'ils trouvent une oreille attentive.

Pourquoi les porteurs des pensées la tri-articulation n'ont-ils pas été compris ? Le 03 prolétariat trouva qu'ils parlaient d'une manière trop compliquée. Il ne pouvait pas voir tout de suite comment leurs pensées montraient réellement non seulement un but, mais aussi une voie pour sortir des impossibilités spirituelles, étatiques et économiques. On voulait qu'ils parlent plus simplement. Mais on ne considérait pas que la vie elle-même est compliquée. Le porteur de ces pensées de tri-articulation est dans la même situation qu'un médecin. Il devrait donner un bon conseil. Il peut seulement le faire s'il connaît l'ensemble de l'organisme humain compliqué. Peut-on attendre de lui qu'il parle à chaque homme de cet organisme de la manière qu'il faut comprendre, si l'on n'entre pas dans ce qu'il faut apprendre sur la vie de l'organisme ? On ne peut pas l'exiger, car en obéissant à cette exigence, il faudrait recourir au mot et à la phrase d'accroche. Mais ces porteurs ne pouvaient pas faire cela. Car ils ne voulaient dire que ce qui était imprégné d'honnêteté dans chaque phrase. Ce qu'ils ont à dire peut être compris. Mais il faut d'abord se résoudre à cette compréhension.

Le prolétaire dira : "Vous voulez donc nous parler de toutes sortes de choses sa-04 vantes, mais nous voulons entendre le langage simple du peuple. À cela, il faut répondre : Non, nous ne voulons pas parler de choses apprises, mais du langage de la vie réelle. Nous voulons parler du capital et du travail uniquement du point de vue de l'expertise, comme le fait le médecin ou le connaisseur de la nature de l'organisme humain, et non comme le charlatan. Mais si l'on veut parler de cette manière, on ne sera compris que si l'autre veut aussi emprunter le bon chemin de la compréhension. Ce chemin ne sera trouvé que s'il veut aller par le cœur et l'âme à la raison. L'auteur de ces lignes est imprégné de la conviction que les porteurs de la tri-articulation parlent de telle manière que l'on voit en eux une compréhension de la situation réelle du prolétariat, si l'on veut les juger du cœur et de l'âme. Jusqu'à présent, le prolétariat n'a pas suffisamment cherché cette voie par le cœur et l'âme. Il a jugé selon les doctrines de la raison analytique qu'il a aspirée par le socialisme courant le pays. Il a exigé que les porteurs des pensées de tri-articulation doivent aussi parler comme il était habitué jusqu'ici selon ces enseignements de raison analytique. Ils n'ont pas pu le faire parce qu'ils savent que ces enseignements sont en contradiction avec la vie et ne mènent donc à rien.



L'auteur de ces lignes ne veut pas donner la parole à une fantaisie grossière. Il ne dit ⁰⁵ donc pas que la raison analytique doit être déposée et qu'un chemin ne peut être recherché que par le cœur et l'âme. Certes, la raison analytique doit être le guide sûr, mais en matière sociale, il n'y a pas d'autre moyen d'utiliser correctement la raison que par le cœur et l'âme. Mes "Points clés de la question sociale" et mon livre "En application de la tri-articulation de l'organisme social", comptent sur un tel chemin. Je ne crois pas que personne ne manque dans ces livres l'évaluation de la vie du point de vue de la raison analytique, mais je me suis néanmoins réjoui, dans l'intérêt de la question, de lire récemment dans une critique du premier livre de source étrangère que la question sociale y est saisie tout autant par les forces du cœur que par la raison.

Tout aussi peu que du côté du prolétariat, l'idée de la tri-articulation a été comprise ⁰⁶ par des personnalités des milieux jusqu'alors dirigeants. Leurs pensées ont été tellement prises dans les routines économiques du passé que, dès le départ, ils ne s'impliquent pas dans tout ce qui ne suit pas leurs lignes habituelles. Certains voient qu'il faut faire quelque chose, mais si on en ressort avec certaines pensées sur ce qui doit arriver, ils s'en éloignent, parce qu'ils croient qu'ils ont la réalité et que celle-ci doit être perturbée pour eux par un fantasme. La plupart disent qu'ils n'ont pas le temps de s'attarder sur ces idées. Et ceux qui ne veulent pas être injustes dès le départ doivent même admettre qu'ils n'ont vraiment pas le temps. Ils sont occupés du matin au soir, pour continuer à travailler dans l'ancien sens du terme ; ils sortent du bureau le soir avec des têtes fatiguées qui ne veulent rien encaisser, même quand, avec bonne volonté, ils s'assoient une fois pour regarder la chose. Ils se limitent donc à recoller les fractures qui surviennent dans le conventionnel. Ils n'auront pas le temps de le faire tant qu'ils n'auront pas réalisé que le temps qu'ils ont passé était finalement gaspillé et qu'il aurait été bien mieux dépensé, à ce qu'ils pensaient ne pas pouvoir se permettre. Je parle de ceux qui ont au moins un peu de bonne volonté. Les autres - oh, ils sont si nombreux - ne peuvent pas être sérieusement comptés.

Celui qui veut comprendre la pensée de tri-articulation doit prendre la peine de re- ⁰⁷ tracer comment des pensées fécondes pour les vies de droit et économique peuvent seulement provenir d'une vie de l'esprit placée sur elle-même. Il doit laisser la vie lui apprendre comment un système d'éducation et d'instruction administré à partir des systèmes de droit et économique perd cette vitalité qui est nécessaire au maintien de l'organisme social. De là, il arrivera à la compréhension d'une vie économique façonnée associativement et d'une vie de droit véritablement démocratique. L'auteur de ces lignes a essayé de montrer dans les livres mentionnés ci-dessus ce chemin de compréhension de manière appropriée, du mieux qu'il a pu.



Si l'on veut indiquer une telle voie, il faut partir des forces sociales à l'œuvre à 08 l'époque actuelle. La technologie moderne a transformé la vie ; la science la plus récente a pénétré, par le biais du système scolaire développé, dans les âmes des cercles les plus larges en tant que vision de la vie. Cela a créé de nouvelles représentations d'une existence/d'un être-là digne de l'humain. Les porteurs de la tri-articulation comptent sur ces deux forces très réelles du présent. On comprendra leurs idées quand on sentira ce que ces forces signifient. Beaucoup comptent certes avec la technique, mais pas à la vie des humains qui sont pris dans cette technique. D'autres comptent avec l'esprit de la science. Ils veulent l'avoir – avec droit – cultivé dans les écoles. Mais ils ne comptent pas avec les humeurs/ambiances de l'âme qu'elle produit. La pensée de tri-articulation compte avec ce qu'ils laissent tomber de l'addition. Le prolétaire a perdu confiance en lui parce qu'il sent que tant ne comptent ni avec 09 sa vie ni avec son âme. Les choses ne pourront s'améliorer que lorsqu'il trouve le chemin à travers son cœur et son âme vers des idées sociales qui comptent avec les deux et qui, pour cette raison, ne peuvent lui offrir plus longtemps ses slogans devenus aimés, car elles veulent un vrai chemin et non l'ivresse de pensées utopiques.

CINQ ARTICLES DE LA REVUE "AVENIR SOCIAL"

La Dreigliederung de l'organisme social, la démocratie et le socialisme [201]

Trad. Daniel Kmićik

Parmi les questions significatives qui, dans le présent et au travers de la catastrophe 01 de la guerre mondiale, ont passé par de toutes nouvelles formes, il y a celle de la démocratie. Que la démocratie doive sans réserve pénétrer toute la vie du peuple, cela doit être une connaissance qui va de soi pour tous ceux qui ont un sens ouvert pour ce qui est historiquement advenu. La catastrophe de la Guerre mondiale a démontré l'impossibilité d'une évolution ultérieure de tout ce qui contrarie la démocratie. Tout ce qui est anti-démocratique a mené de soi-même à l'anéantissement. Pour ceux qui pensent sous quelque forme que ce soit à la restauration d'une telle anti-démocratie, il ne peut plus s'agir pour eux que d'opposer à leur vision la preuve de ce que la réalité a démontrée par des flots de sang.

Mais la question de savoir comment réaliser la démocratie, exige aujourd'hui une 02 prise de position qui ne pouvait pas exister de la même façon en des temps désormais révolus. Avant que le mouvement social n'entrât dans le stade historique dans lequel il se trouve aujourd'hui, on pouvait penser autrement sur la démocratie, qu'on le fait à présent. La question devient de plus en plus pressante : comment le mouvement social peut-il incorporer la vie démocratique ? Il ne peut vraiment pas s'agir actuellement de se laisser aller à vivre dans des exigences politiques indéterminées et de former des idéaux politiques à partir des intérêts de vie unilatéraux de tels ou tels groupements humains, intérêts élevés comme tels en revendications d'une manière parfaitement conceptuelle. Une réelle compréhension de l'organisme social devient chaque jour plus nécessaire.



Ce n'étaient pas simplement les valets du capitalisme, ceux, dans l'âme desquelles se nichait l'inquiétude, lorsqu'ils pensaient à ce qui devait advenir, si la vague sociale submergeait la vie moderne. À côté des égoïsmes qui se font valoir il est vrai en nombre, il y avait des personnalités sincères, isolées, qui voyaient, dans des formes prises par cette vague, précisément un danger pour le vrai démocratisme. Comment un vrai déploiement de l'individualité humaine doit-il être possible si toute la vie de l'esprit ne devient plus qu'une superstructure idéologique de la vie économique, et comment un tel déploiement était-il advenu dans le penser de ceux qui rendirent toute pénétration sociale de la vie dépendante d'une conception historique matérialiste envahissant tous les esprits ? Car sans le libre déploiement des individualités humaines, une structuration socialiste de la vie n'ira pas chercher la culture pour la libérer de sa prison capitaliste, mais elle ne lui apportera que la mort sans aucune perspective de la vivifier.

Pour celui qui ne juge pas les revendications, qui reposent dans le mouvement social, selon les intérêts qui résultent de sa situation de vie, jusqu'à présent, mais qui est capable de voir en elles une nécessité historique à laquelle on ne peut pas échapper, la très grave question se pose à lui de savoir comment ces revendications peuvent être satisfaites sans mener à l'oppression des dons humains individuels, sur le libre déploiement desquelles, doit nécessairement reposer à l'avenir toute évolution de la vie. Dans un ordonnancement de vie fondé sur des formes économiques capitalistes, la démocratisation était quelque chose d'autre de ce qu'elle devra être dans un ordonnancement de vie imprégné d'impulsions sociales.

On devra ressentir le besoin toujours plus impérieux de rechercher des possibilités d'évolution pour la vie humaine de l'esprit, qui doivent pouvoir percer au jour, à côté des impulsions sociales. On ne devra pas se laisser hypnotiser par le dogme selon lequel le socialisme, dans la vie économique, fera naître de soi, à la manière d'une superstructure de celle-ci, une saine vie spirituelle. Ne peut être d'accord avec ce dogme que celui qui ne saisit pas qu'une vie économique qui est fondée sur elle-même ne peut pas être durablement fécondée, ni être maintenue d'une manière viable sans un développement constant au moyen d'une vie de l'esprit qui est fondée sur les libres individualités humaines, et qu'elle doit donc nécessairement se figer sur elle-même. On doit aller puiser dans l'entité humaine, au moyen d'impulsions qui, émanant de l'individualité humaine, qui ne peuvent pas résulter de la vie économique. L'économie fournit le fondement de la vie humaine ; mais l'être humain s'élève au-dessus de l'économie. Les énergies de la vie économique sont encloses dans des limites plus étroites que celles du déploiement de l'ensemble de la nature humaine. Aussi évident que cela apparaît à la compréhension de l'être humain individuel, cette chose qui va de soi, ne s'est pas réalisée dans les temps récents ; et une manière de penser affleure de plus en plus à la surface de l'opinion publique et avant tout de l'action publique, qui vient contredire cette évidence allant de soi. Les êtres humains vivent à l'intérieur de conditions de vie et requièrent des conditions de vie, qui, s'ils voulaient vraiment y réfléchir, devraient leur apparaître impossibles. Ils se tirent d'affaire en se laissant étourdir au sujet de leur contradiction de vie, au point d'éviter de les porter en conscience.

Un état de fait très significatif se dévoile à partir de cette contradiction. Les énergies ⁰⁶ du jugement et du sentiment, qui sont prédisposées dans la personnalité humaine, — et qui devraient en venir à pleinement se développer si l'on veillait à une saine culture publique de la vie de l'esprit — ne trouvent plus leur chemin dans les institutions sociales, dans lesquelles vit l'homme moderne. Ces institutions oppriment donc le libre développement de l'être humain individuel.

Cette oppression se fait valoir de deux côtés. Du côté de l'État et de celui de la vie ⁰⁷ économique. Et l'être humain s'avance, avec une impétuosité consciente ou inconsciente, en se heurtant à cette oppression. C'est dans cet assaut que repose l'origine primordiale réelle des exigences sociales de notre époque. Tout ce qui vit autrement dans ces exigences, est poussé dans la vague qui naît en surface en dissimulant ce qui règne dans les profondeurs des natures humaines.

L'assaut mené contre l'oppression de l'État s'exprime dans l'aspiration à une vraie ⁰⁸ démocratie ; l'assaut contre l'oppression de la vie économique, se révèle dans l'autre aspiration à une articulation organique sociale de la vie économique.

Pour ce qui est devenu l'État moderne durant ces trois ou quatre derniers siècles, ⁰⁹ l'humanité exige la démocratie. Si cette démocratie doit devenir un fait concret et véridique, alors elle doit être édifiée sur ces énergies de la nature humaine qui peuvent démocratiquement et réellement vivre à fond. Si des démocraties doivent provenir des États, alors ces institutions doivent exister dans lesquelles les hommes peuvent faire valoir ce qui régule le rapport de tout un chacun devenu majeur avec les autres, et réciproquement. Et chaque adulte majeur doit avoir un part égale à cette régulation. L'administration gouvernementale et la représentation du peuple doivent être maintenues de manière telle que vive en elles ce qui résulte de la conscience d'un être humain simplement du fait qu'il est un homme majeur et dispose d'une âme saine.

Est-ce qu'une telle représentation populaire et un telle administration gouverne- ¹⁰ mentale peuvent aussi réglementer la vie spirituelle, de sorte qu'elle soit censée provoquer le libre déploiement des dispositions humaines individuelles, si ce déploiement ne doit pas mener au rabougrissement maladif de la vie sociale et celle-ci se voir ainsi inhibée ? Ce déploiement repose sur le fait qu'il est cultivé sur un terrain qui ne résulte lui-même que des impulsions de la vie de l'esprit. Des prédispositions spécifiques ne peuvent être réellement connues et correctement cultivées qu'à partir de dispositions évolutives spécifiques. Et elles ne seront correctement renvoyées sur le chemin de la vie que si celui qui les incarne agit à partir de l'expérience qui résulte pour lui des milieux de vie dans lesquels il vit, et auxquels il doit renvoyer. Pour une culture correcte d'une vie communautaire socialement saine, des personnalités sont nécessaires qui connaissent exactement les branches particulières de la vie au sein d'une expérience bien formée qu'elles ont elles-mêmes acquise, dont elles aient elles-mêmes développé le sens, en révélant ouvertement leur expérience au sein de la vie de l'esprit. Que l'on pense à la branche de la vie de l'esprit, socialement pleine de signification, que représente l'institution scolaire à tous ses niveaux. Est-ce qu'ensuite



ses capacités individuelles elles-mêmes ? Ce qui vit à fond dans la démocratie, ne peut que se rapporter à ce que chaque être humain majeur a de commun avec tout autre être humain majeur. Il n'y a aucune possibilité, par ce qui peut vivre et s'exprimer dans la démocratie, de trouver une réglementation de ce qui repose entièrement dans le cercle de l'entité humaine individuelle. Si l'on veut accomplir sincèrement et vraiment la démocratie, alors on doit exclure de son terrain tout ce qui appartient à ce cercle. Sur le terrain démocratique et au sein des institutions de gestion gouvernementale qui peuvent croître sur ce terrain, ne doit donc naître aucune impulsion déterminante pour une activité humaine censée librement émaner des talents individuels de l'être humain. La démocratie doit se déclarer comme inapte pour une telle impulsion, précisément lorsqu'elle veut être une démocratie vraie. Si l'on veut conformer une vraie démocratie à partir de l'État tel qu'il est devenu jusqu'à aujourd'hui, alors on doit enlever à celui-ci tout en le restaurant dans sa pleine gestion autonome, le domaine sur lequel peut seulement se développer en impulsions correctes, l'évolution individuelle de l'individu particulier, et qui ne peut supporter de régulation par ce qui vit simplement en tout homme du simple fait qu'il est devenu majeur.

Les rapports sociaux, sur lesquels l'homme devenu majeur est apte à juger, sont les ¹¹ rapports du droit d'homme à homme. Ce sont en même temps ces relations de la vie qui ne peuvent acquérir leur caractère social que si elles résultent des volontés individuelles égales agissant ensemble, en tant que volonté globale s'exerçant réellement globalement au sein d'institutions démocratiques. Dans tout ce qui doit se développer sur le terrain des facultés individuelles humaines, aucune volonté globale ne peut s'exprimer dans des institutions ; mais ces institutions doivent être de telle sorte qu'en leur sein les volontés individuelles puissent pleinement se faire valoir. L'être humain individuel doit pouvoir s'y comporter pour ainsi dire comme sur une base naturelle. On ne peut pas mettre en valeur une surface de terrain agricole à partir des besoins qui sont conçus sans tenir compte des parcelles individuelles de ce terrain ; on doit apprendre à connaître la nature des parcelles, ce qu'elles peuvent produire particulièrement. C'est d'une façon similaire que dans le domaine spirituel, les facultés individuelles reposant sur des initiatives individuelles peuvent socialement produire tous leurs effets ; elles ne doivent pas être déterminées par le contenu d'une volonté globale. Cette volonté globale doit nécessairement agir de manière antisociale, car elle prive alors la communauté des fruits des facultés humaines individuelles.

Il n'y a aucun autre moyen de produire le déploiement des fruits de ces facultés indi- ¹² viduelles, que de les laisser s'auto-administrer elles-mêmes. Au sein de cette autogestion peut seule apparaître la disposition, par laquelle ne surgisse plus la volonté globale qui réprime la fécondité de l'homme individuel pour la vie sociale, mais que les productions individuelles humaines soient accueillies dans l'ensemble de la vie au profit du bien être de celle-ci.

Au sein d'une telle autogestion, c'est à partir de la vie de l'esprit elle-même que ré-¹³ sultent les points de vue par lesquels les hommes justes seront placés dans les situations justes au moyen desquelles la situation de la loi et de l'ordre peut être placée dans une relation de confiance vivante. De tels lois et ordonnancements n'indiqueront aucun objectif éducatif aux personnes qui participent à l'éducation du peuple ; pour cela, elles deviendront des observateurs de la vie et tenteront de s'y mettre à l'écoute, pour savoir ce qu'elles ont à en retirer pour la formation. La tendance pour-
ra naître de pouvoir accueillir dans l'organisation spirituelle des personnes qui ont rassemblé pendant des années une expérience dans les domaines pratiques, à partir des situations qu'elles ont assurées dans une branche quelconque de la vie juridique ou économique. Dans l'organisation spirituelle, elles rencontreront les êtres humains à qui elles pourront librement transmettre efficacement leur expérience pratique à des fins éducatives fécondes. D'une autre façon, des personnes qui se trouveront dans l'administration spirituelle pourront ressentir également l'impulsion de mettre temporairement à profit leur expérience administrative en la transposant dans la vie pratique afin que celle-ci y acquière une réalité de vie.

Une Gliederung de l'organisme social de telle sorte qu'en celui-ci, en vienne à se dé-¹⁴ ployer une vie de l'esprit s'administrant elle-même ne détruira pas l'unité vivante de cet organisme, mais au contraire, elle ne la fondera que d'autant plus correctement. L'administration seule sera articulée ; dans la vie de l'être humain, l'unité pourra toujours en venir à se développer. L'homme n'aura plus besoin de s'exclure de la vie et de s'enkyster en adoptant une position rigide. Il pourra s'y produire des passages de la composante spirituelle aux deux autres composantes de l'organisme social, car dans la vie qui s'est créée sans la composante spirituelle à partir de la tradition et de l'opinion publique, il s'y trouvera quelque chose de plus fécond que dans un système figé qui s'est formé lorsque les hommes s'y organisent selon leur rang. La Gliederung de l'organisme social devrait à l'avenir s'en tenir à ce qui se rapporte au fait ; et ce qui est pragmatique devrait par son autogestion développer l'énergie qui agit ensuite lorsque l'homme n'y reste pas tyranniquement attelé.

On ne devrait pas mettre en doute qu'une vie sociale économique et juridique ne¹⁵ peut naître que si les hommes peuvent penser et ressentir socialement. Que la vie spirituelle jusqu'alors amalgamée à l'État de droit, n'a pas pu le faire, c'est ce que devrait prouver un examen sans préjugés des situations actuelles. Celui qui juge aujourd'hui à partir d'une vie pleine et entière comprendra difficilement lorsqu'il se heurte à la disposition d'esprit d'hommes, chez qui ne vibre aucune corde sensibilisée par leur expérience du penser et du ressentir, mais auxquels l'éducation étatique leur a



maine sur lequel elle a mûri rien qu'en y œuvrant elle-même. Sur ce fait il est fondé d'affirmer qu'une telle compréhension médiocre a été avancée à l'encontre de nombreux aspects des exigences sociales du présent. Les points de départ des sensibilités sociales ne semblent pas déjà à la hauteur des revendications de l'organisme social. On pense que beaucoup de gens veulent une nouvelle organisation sociale de la vie. Qu'on aille donc au devant d'eux, pensent beaucoup, et que l'on crée donc des lois et ordonnances. Pourtant la réorganisation sociale ne peut pas se réaliser ainsi. Les exigences sociales de l'époque présente sont telles qu'elles ne peuvent pas trouver leur accomplissement dans un bouleversement temporaire violent. La « question sociale » a remonté à la surface de l'évolution historique de l'humanité et elle s'y trouvera désormais toujours. Et elle exigera une orientation du penser et du sentiment qui aura pour condition préalable une pleine adaptation de l'être spirituel à la vie sociale dans son ensemble, à partir des impulsions de la vie sociale dans son ensemble. On ne pourra pas socialiser, afin d'être socialisé ensuite, on devra socialiser sans cesse ; ou bien encore : on devra maintenir la vie de la société dans un état constant de socialisation.

À partir de la nature spirituelle existante jusqu'à aujourd'hui, en particulier dans les 16 orientations à la base du système éducatif et scolaire, c'est le sentiment non-social, voire le sentiment antisocial qui est né et qui se donne actuellement précisément des airs de pensée socialiste. La vie de l'esprit étrangère à la vie a fait naître une intuition inversée de ce que devrait être la vie de l'esprit elle-même. De vastes cercles pensent aujourd'hui que les vraies impulsions de la vie humaine se trouvent dans des formes économiques ; la vie de l'esprit elle-même apparaît simplement aussi comme une sorte de « superstructure » résultant de la vie économique, une idéologie, qui s'édifie à partir de la nature de l'économie. C'est à ce genre de manière de voir que fait profession de foi, plus ou moins consciemment, aujourd'hui pratiquement l'ensemble du prolétariat qui porte les revendications de l'époque actuelle. Le prolétariat s'est développé à une époque dans laquelle la nature spirituelle a renoncé à donner une orientation et un but à partir d'elle-même, dans laquelle l'organisation sociale extérieure à cette composante spirituelle est devenue un résultat de la vie étatique et de celle économique. Cette vie spirituelle a été amenée dans une situation dont elle ne peut sortir que par sa propre gestion autonome. Le prolétariat qui, par la technique et le système capitaliste, a été totalement attelé à la vie économique, croit à présent qu'une simple réorganisation de la vie économique produira « d'elle-même » les nouvelles formes nécessaires du droit et de l'esprit. Ce prolétariat a dû faire l'expérience que la vie moderne de l'esprit est devenue une sorte de pendeloque de la vie de l'État et de l'économie et il s'est formé l'opinion que toute vie de l'esprit est ce genre d'appendice. S'il voyait réellement cette manière de considérer la vie de l'esprit se réaliser dans un organisme social, il devrait alors être amené à vivre l'illusion la plus amère qui soit, celle qu'une vie de l'esprit, qui est née d'une organisation sociale, et qui ne repose que sur un fondement économique, devrait nécessairement mener à des situations encore plus pitoyables que sont celles actuelles. Le prolétariat doit conquérir de haute lutte la connaissance que la situation actuelle ne peut pas être améliorée par la simple réorganisation de la vie économique, mais par le détachement de la nature spirituelle et de la nature du droit de la vie économique au sein de l'organisme social dreigliederig sain. Ce n'est qu'alors que le mouvement prolétaire se trouvera sur une base juste et il ne dira plus jamais que la récente vie écono-



mique a engendré une vie de l'esprit et une vie du droit agissant de manière antiso-
ciale ; on doit amener une autre vie économique, qui fera naître à son tour une autre
vie de l'esprit et une autre vie juridique ; mais quand il dira que la vie culturelle ré-
cente a mené à un système économique qui ne peut être transformé que s'il se dé-
tache de la nouvelle vie de l'esprit et de celle du droit en remettant à celles-ci leur
autonomie administrative respective, pour en venir ainsi à ce qu'elles soient réelle-
ment autonomes. Car cette récente vie culturelle a rendu dépendant de la vie écono-
mique tout ce qui n'est pas de nature économique : c'est dans la suppression de cet
état de dépendance, et non pas dans l'inverse, à savoir, une plus grande dépendance
encore, que consiste l'assainissement. L'attelage du prolétariat moderne à la simple
vie économique a mené à la croyance que c'est uniquement dans une réorganisation
de celle-ci que repose l'assainissement. Le jour où le prolétariat sera libéré de cette
croyance et qu'il laissera connaître ce qu'il ressent instinctivement, à savoir que la
vie de l'esprit et celle du droit ne peuvent pas être des idéologies ayant pris nais-
sance de la vie économique, mais que le caractère funeste de l'époque récente repose
précisément dans le fait que de telles idéologies soient nées : ce jour apportera l'au-
rore qu'attendent tant d'êtres humains.

Une vie économique dans laquelle l'État n'intervient pas économiquement ne pourra ¹⁷
naître que des connaissances économiques non influencées d'une part, et à partir des
fondements économiques particuliers sur lesquels repose la vie économique des per-
sonnes et groupes de personnes. La connaissance économique ne peut pas vivre à
fond sur le terrain où doit se manifester tout ce qui relève des hommes devenus ma-
jeurs, mais seulement sur le terrain où doivent se constituer d'eux-mêmes des corps
économiques. Et l'autorité qu'a un être humain du fait qu'il se trouve dans une
branche d'activité économique particulière, ne peut pas s'exprimer dans les struc-
tures de la vie étatique — dans lesquelles doit se réaliser ce qui vaut pour tous les
hommes — mais seulement par l'action émanant de cet homme sur d'autres branches
de l'activité économique. Les hommes qui appartiennent à une branche d'activité
économique, devront se réunir dans cette branche ; ils devront s'associer en se coor-
donnant en associations, avec des hommes d'autres secteurs économiques. Des inté-
rêts de consommation et ceux de production pourront se coordonner dans les
échanges vivants entretenus par de telles associations et communautés d'intérêts co-
opératifs. De cette façon, des impulsions exclusivement économiques pourront trou-
ver leur réalisation dans le circuit économique.

Le travailleur manuel fera face au travailleur de l'esprit de manière telle qu'entre eux ¹⁸
ne seront prises en considération que des questions économiques, parce que la rela-
tion juridique ne trouve sa régulation que sur le terrain isolé du droit. Le travailleur
manuel peut devenir un libre compagnon de celui qui dirige spirituellement l'exploit-
ation dans laquelle il travaille, car seul ce qui relève des fondements économiques
de la répartition des tâches de leur travail commun pourra être pris en considération
et non pas une contrainte économique qui est créée par la position économique favo-
rable de celui qui dirige le travail. La coordination associative [Gliederung] des corps
économiques insérera l'ouvrier (le travailleur manuel) dans les relations interdépen-
dantes de la vie, lesquelles, dans sa relation contractuelle avec celui qui dirige spiri-
tuellement le travail, lui fourniront de tout autres points de vue que ceux de sa posi-
tion actuelle, faisant de lui non pas un acteur participant au résultat de la produc-
tion, mais un combattant contre les intérêts de son entrepreneur. L'ouvrier, à partir



des connaissances qu'il a acquises de sa position sociale en tant que consommateur, conquerra le même intérêt et non pas l'intérêt contraire à ceux gagnés par son secteur de production, comme son dirigeant spirituel. Cela ne peut pas se produire dans une vie économique dont l'impulsion de rentabilité est la possession de capital, mais uniquement dans celle qui peut régler la valeur des productions à partir des rapports équilibrés de la totalité sociale entre la consommation et la production des denrées. Une telle communauté sociale n'est cependant possible que si les intérêts spéciaux professionnels, de consommation et de production, trouvent leur expression dans des associations, qui prennent naissance à partir des secteurs particuliers de la vie économique elle-même, et se mettent mutuellement d'accord dans la Gliederung globale des corps économiques. Ces associations naîtront à partir des intérêts spéciaux des secteurs individuels de la production ; Les impulsions sociales de la formation de valeur des biens pourront trouver leur fondement dans des fédérations de ces associations et dans les corps d'administration centrale, qui s'organiseront à partir des intérêts de l'économie. On ne peut pas socialiser une seule exploitation individuelle, car la socialisation ne peut reposer que sur la formation de la valeur des biens, dans laquelle se trouve insérée l'exploitation en question, au sein de la vie économique globale, afin qu'elle n'agisse pas de manière antisociale. Par une vraie socialisation reposant dans cette direction, on retirera au système du capital ces fondements par lesquels en tant que possession privé, il agit de manière nocive. (J'ai décrit dans mon ouvrage « Les points essentiels de la question sociale, la structuration particulière de la nature du capital dans un organisme social sain dreigliederig). Il devrait pourtant être clair que l'on ne peut pas « abolir » le capital, dans la mesure où il ne soutient rien d'autre que le moyen de production travaillant pour la communauté sociale. Le capital n'agit pas de manière malfaisante, mais c'est sa gestion, à partir des conditions de propriété privée, qui le fait, lorsque ces dernières peuvent rendre dépendante d'elles la structure sociale du corps économique. Si cette structure émane de la manière caractérisée, à partir de la nature des associations, alors sera enlevée au capital toute possibilité d'agir de manière antisociale. Une telle structure sociale empêchera toujours que la possession du capital se détache de la gestion du moyen de production et devienne une impulsion aspirant à vouloir organiser sa propre vie mais en ne participant plus au processus économique. On peut objecter en tout cas que pour ceux qui collaborent au processus économique, rien ne résulterait, si l'on « partageait » les acquisitions de ceux qui ne travaillent pas. Cela séduit, parce que c'est juste, et cela voile pourtant la vérité, parce que cette justesse n'a aucune signification pour la configuration de l'organisme social. Car la nocivité des possesseurs de rentes ne repose pas sur le fait qu'ils dérobent relativement peu aux travailleurs, mais sur le fait que par la possibilité qu'ils ont de viser un revenu sans travail, ils donnent à l'ensemble du corps économique une empreinte qui agit de manière antisociale. Ce corps économique-là dans sa totalité est quelque chose de tout différent qu'un autre, dans lequel un tel revenu sans travail est impossible, de la même façon qu'un organisme humain est quelque chose d'autre dans lequel en aucun endroit ne peut se former une tumeur, mais dans lequel pourtant ce qui est malsain se décharge dans la formation d'une tumeur en un endroit.

Un organisme social sain rend bien entendu nécessaires des institutions à partir des 19 formations associatives, devant lesquelles les préjugés économiques reculent encore de frayeur. Dans un organisme social sain, une somme engagée en moyen de production a épuisé ce qu'elle a dû coûter, lorsqu'elle est achevée pour l'exploitation. Elle ne peut être ensuite gérée par le producteur qu'aussi longtemps qu'il le fait avec ses capacités individuelles. Ensuite, elle devra être transmise à un autre, non pas par achat ou héritage, mais seulement par transmission à celui qui en a de nouveau les capacités individuelles pour la gestion. Elle n'aura pas de valeur d'achat, et en conséquence aucune valeur d'achat non plus dans les mains d'un héritier qui ne travaille pas. Un capital disposant d'une énergie économique autonome travaillera dans la confection des moyens de production ; Il se dissoudra dans l'instant où la création des moyens de production est achevée. Le capital actuel persiste pour l'essentiel cependant justement en « moyen de production créé ».

La valeur sociale correcte d'un bien (une denrée) ne peut résulter que de sa compa- 20 raison à d'autres biens. Elle doit égaler la valeur de tous les autres biens que le fabricant a besoin pour satisfaire ses propres besoins jusqu'au moment où il a de nouveau fabriqué un bien identique, en tenant compte des besoins de ceux qui doivent par lui être satisfaits pour d'autres êtres humains. (Dans ces derniers besoins sont à compter, par exemple, ceux de ses enfants, la partie qu'il a produite pour la subsistance d'êtres humains qui ne peuvent pas gagner leur vie et autres.) Pour venir à bout d'une telle valeur de bien, une saine vie économique doit être mise en place par des institutions médiatrices. Ces institutions ne peuvent être créées que par un réseau de corporations qui régulent la consommation à partir des expériences de la consommation. Il va de soi qu'il ne peut être question d'un jugement sur le bien fondé des besoins, mais seulement d'une médiation s'appuyant sur une expérience économique et sur les réelles conditions économiques entre consommation et production. Des besoins naissants, qui ne peuvent être produits par la totalité d'un circuit économique, ne pourront rencontrer aucune contre-valeur dans les biens, que produit celui qui en a les besoins.

Seul un circuit économique de ce genre pourra trouver de cette façon sa régulation 21 qui naîtra de mesures s'appuyant mutuellement sur la connaissance spécialisée et les bases spécialisées émanant des seules corporations économiques individuelles. Toute intervention d'une démocratie devrait nécessairement agir en réprimant le développement de la vie cognitive concrète des causes. De même, sur tout ce qui doit naître de l'influence de la démocratie, l'intérêt économique doit agir en détruisant.

Dans le Dreigliederung de l'organisme social, l'assainissement de cet organisme re- 22 pose dans une composante spirituelle autonome, dans une composante juridique du même type et une composante économique. La Gliederung ne sera pas telle, en effet, qu'elle sépare l'être humain en trois états, mais telle qu'un être humain, avec l'ensemble de ses intérêts humains a une part d'intérêts dans les trois composantes. La séparation ne sera accomplie que si, par exemple, on n'a pas à décider dans l'organisation juridique ou dans l'organisme spirituel de ce qui surgit des intérêts économiques. Dans l'État unitaire, dans lequel les trois composantes de la vie sociale convergent les unes dans les autres, un groupe économique pourra faire de ses intérêts des lois de droit public. Dans l'organisme dreigliederig, cela ne pourra pas se produire, parce que des intérêts économiques ne pourront vivre qu'au sein de la vie économique et il n'y a aucune possibilité de les laisser affluer au-delà dans le droit.



La fédération des trois composantes par un corps associatif composé des délégués²³ des trois administrations et représentations centrales, offrira la plus grande garantie qu'un domaine ne soit tyrannisé par un autre. Si ces administrations et représentations centrales auront à compter avec ce qui résulte dans leurs domaines sur la base de mesures concrètes. Elles ne seront pas en situation, par exemple, de laisser la vie économique influencer sans justification la vie juridique et celle du droit, car elles se mettent de ce fait en contradiction avec ce qui se passe dans un domaine individuel qui doit se faire indépendamment des autres. Si une prise d'influence d'un domaine sur l'autre intervient nécessairement, alors les bases concrètes pour cela ne peuvent pas reposer aux mains d'un groupe, mais seulement de tout le domaine concerné.

Personne ne doit croire qu'au moyen d'une quelconque institution sociale on puisse²⁴ faire naître ce qu'on se représente peut-être comme un « état idéal ». Ce qui peut être atteint, c'est un organisme social capable de vivre sainement. Ce qui va au-delà de cela, les êtres humains doivent le découvrir autrement que par la configuration sociale. La tâche de cette conformation ne peut reposer dans le « bonheur » à fonder, mais dans la découverte des conditions de vie de l'organisme social sain. Mais dans un organisme de ce genre, les hommes peuvent rechercher ce qu'on a découvert comme digne de l'être humain. L'organisme naturellement sain ne crée pas non plus ce que l'âme doit déployer d'elle-même en culture ; un organisme naturel malade l'en empêche. Et un organisme social sain ne peut que créer les conditions préalables de ce que les êtres humains veulent développer en lui par leurs facultés et leurs besoins individuels.

Celui qui décrit comme utopie ou idéologie ce qui résulte dans les grandes lignes en²⁵ vue d'une reconfiguration sociale, et qui veut tout abandonner à l'évolution des choses, laquelle amène ce qu'elle peut amener, celui-là ressemble à un homme qui est souffrant, parce qu'il veut rester assis dans sa chambre dans un air étouffant, sans ouvrir la fenêtre, mais en attendant que l'air étouffant « de lui-même évolue » en se rafraîchissant.

Celui qui veut réellement une démocratie ne peut penser autrement son authentique²⁶ fondement qu'en ayant lui-même part à l'autogestion, ce qui rend ce fondement impossible par une fusion avec l'État de droit : la vie de l'esprit et le circuit économique.

Économie internationale et Dreigliedrung de l'organisme social [220]

Trad. Daniel Kmićik

L'un des faits les plus significatifs, dans l'évolution la plus récente de l'histoire de⁰¹ l'humanité, c'est la contradiction qui s'est progressivement installée entre les missions que l'État s'est données et la tendance qu'a prise la vie économique. Les États s'efforcèrent en cela de contenir l'ordre de la vie économique dans le cercle de leurs obligations et à l'intérieur de leurs frontières. Les personnes et groupes de personnes qui prennent soin de la vie économique, recherchent dans la puissance étatique un appui pour leur activité. Un État fait face à un autre, non seulement en tant que domaine de culture spirituelle et du droit, mais aussi en tant que porteur des intérêts économiques qui se font valoir à l'intérieur de ce domaine.



La manière de penser née du marxisme voudrait, non seulement continuer ses ef-02
forts de l'État, mais encore les configurer à l'extrême. Elle voudrait faire passer la
forme économique capitaliste privée, par la socialisation des moyens de production,
dans une forme de mise en coopération des biens et se servir pour cela des cadres des
États actuels. Les exploitations se trouvant dans ces cadres doivent être regroupées
en organismes économiques, dans lesquels, conformément à une planification, on
veille à la production et à la répartition des produits en fonction des besoins exis-
tants pour les habitants de l'État.

Cette aspiration va à l'encontre de l'évolution qu'a prise récemment la vie écono-03
mique. Celle-ci a en effet, tendance, sans considération des frontières étatiques exis-
tantes, à évoluer vers la formation d'une économie mondiale unitaire. L'humanité
sur la Terre entière veut devenir une seule et unique communauté économique. Dans
celle-ci, les États se trouvent d'une manière telle que les êtres humains qui vivent en
eux sont maintenus ensemble selon des intérêts qui, dans une large extension,
contredisent les relations économiques qui veulent se déployer. La vie économique
veut croître et dépasser la forme étatique qui est née des conditions historiques, les-
quelles, en aucune façon ne furent jamais adaptées aux intérêts économiques.

La catastrophe de la Guerre mondiale a manifesté ouvertement le désaccord de la 04
forme étatique historiquement devenue et des intérêts de l'économie mondiale. Une
grande partie des causes historiques doivent être recherchées dans le fait que les
États ont tiré tout le profit possible de la vie économique pour renforcer leur puis-
sance, ou bien que les êtres humains actifs dans l'économie ont recherché l'accéléra-
tion de leurs intérêts économiques au moyen de l'État. Les économies nationales se
positionnèrent donc en perturbatrices de l'économie mondiale aspirant à l'unité.
Elles recherchèrent à empocher économiquement pour elle des profits qui ne de-
vaient en fait que circuler dans la vie économique universelle.

Dans les États, les intérêts spirituels et juridico-politiques s'allièrent à ceux écono-05
miques. De la manière dont, au cours du devenir historique, ont résulté les frontières
de l'État, la meilleure façon de veiller au spirituel et au juridico-politique à l'intérieur
de ces dernières ne coïncide pas avec la mise en œuvre la plus avantageuse sur le
plan économique. Et quand on prendra au sérieux les exigences justifiées de l'humani-
té moderne vers la liberté dans la vie de l'esprit, la démocratisation de la vie de
l'État et la socialisation de l'économie, alors on ne pourra absolument plus penser
que les administrations de l'esprit et des circonstances du droit doivent servir égale-
ment de règle pour l'ordonnancement de la vie économique. Car les relations inter-
nationales de nature spirituelle et juridique devraient alors s'adapter servilement
aux conditions économiques, lesquelles dans leur manière d'être ont quelque chose
de contraignant pour les conformations de celles-là.



Le socialisme marxiste surmonte et, au plan théorique, va facilement même encore ⁰⁶ plus loin, que la réflexion caractérisée ici. Il s'abandonne à l'opinion que les conquêtes de l'esprit et les mesures juridiques sont des résultats idéologiques des réalités économiques. D'où il croit, qu'on n'a pas d'abord à se préoccuper de la conformation du spirituel et du droit. Il veut créer une grosse économie parfaite, et il est d'avis qu'au sein de celle-ci, des relations de vie spirituelles et juridiques naîtront, dont les relations internationales d'« elles-mêmes » se mettront en place, lorsque les grosses économies entreront en échanges commerciaux les unes avec les autres. Ce socialisme a percé à jour une vérité ; mais cette vérité est unilatérale. Il a reconnu, que dans les structures étatiques apparues jusqu'à présent, on dirige les secteurs de production et on administre les marchandises, et que la direction de cette administration est réunie à un gouvernement sur les êtres humains, qui ne correspond plus à la liberté de la vie de l'esprit et à la configuration parfaite du droit. De cette connaissance, il tire la conclusion qu'à l'avenir, les marchandises ne seront que davantage gérées et les branches de production ne seront que davantage dirigées par l'organisme social. Parce qu'il pense que le spirituel et le politico-juridique n'en résultent que d'« eux-mêmes », il ne s'aperçoit pas que dans la mesure où l'on en a fini, en même temps, avec l'ordonnancement des branches de production, de gouverner les hommes qui y sont actifs, ce gouvernement doit être remplacé par quelque chose d'autre.

L'idée de la Dreigliederung tient compte de ce que le socialisme marxiste laisse ⁰⁷ échapper et refuse même de voir. Elle met à exécution de n'administrer la vie économique qu'à partir des points de vue qui ne résultent qu'exclusivement d'elle-même. Mais par cette idée, il est aussi reconnu que les besoins spirituels et les revendications juridiques des êtres humains doivent être ordonnés selon des administrations à part. Mais de ce fait aussi, les relations spirituelles internationales et les relations juridiques seront indépendantes de la vie économique qui doit suivre son propre chemin.

Ainsi des conflits qui résultent d'un territoire de vie seront rééquilibrés par un autre. ⁰⁸ Deux États ou bien confédérations d'États, qui sont dans une conflit économique, entraînent leurs intérêts spirituels et juridiques dans ce conflit, lorsqu'ils sont des États unitaires, dans le sens qu'au sein de leur gouvernance administrative, les réglementations spirituelles, juridiques et économiques sont enchaînées. Dans des organismes sociaux, qui pour chacun de ces trois domaines de vie dispose d'une administration propre, par exemple, des relations d'intérêt économique pourront agir en compensant des intérêts spirituels contradictoires.

Au Sud-Est de l'Europe, d'où la catastrophe de la Guerre mondiale a pris son départ,⁰⁹ on pouvait observer comment sévissait la confusion de ces trois domaines de vie sous l'État unitaire. L'opposition spirituelle entre le slavisme et le germanisme, se retrouvait communément à la base de l'événement. À elle s'ajouta un élément politique de droit public. En Turquie, les jeunes Turcs, qui pensaient démocratiquement, remplacèrent l'ancien gouvernement réactionnaire. En conséquence de cette reconfiguration politique intervint l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire autrichien, qui ne voulait pas rester simple spectateur de la manière dont les habitants de ces régions, introduisaient la démocratie turque dans leur parlementarisme, quoiqu'ils appartenissent nonobstant juridiquement à la zone d'occupation de la Turquie existante depuis le Congrès de Berlin. Un troisième élément s'introduisit avec l'aspiration économique de l'Autriche. Celle-ci avait en vue de construire une ligne ferroviaire de Sarajevo à Mitrovica et d'établir ainsi une liaison commerciale, qui était dans son intérêt, avec la Mer Égée. De ces trois facteurs décisifs résulta un élément en partie important dans les causes originelles de la guerre. Si la voie ferrée n'avait été construite qu'à partir de considérations économiques et par des administrations économiques, elle n'eût pas été un enjeu dans les forces conflictuelles politiques qui existaient entre les États pour des raisons diverses.

Il est évident de voir aussi, dans les négociations sur le problème de Bagdad (1), que¹⁰ des intérêts nationaux-spirituels et politico-juridiques se sont fait constamment prévaloir à l'encontre des points de vue économiques. L'avantage économique d'une telle voie ferrée aurait pu être envisagé complètement à partir du point de vue de l'économie mondiale, si seules avaient exclusivement pris part aux négociations des administrations économiques, dont les décisions n'eussent pu être déterminées par d'autres intérêts d'État.

On peut naturellement rétorquer qu'un telle confusion des intérêts économiques¹¹ avec le spirituel et le politico-juridique existait aussi autrefois dans les anciens conflits entre les États. Mais cette objection de devrait pas être faite à l'encontre de l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social. Car cette idée a été formée à partir de la conscience actuelle de l'humanité, pour laquelle des catastrophes historiques de ce genre ne sont plus supportables, alors qu'elles avaient été autrement éprouvées par les hommes des époques antérieures. Des être humains, qui contrairement à ceux actuels, ne s'efforçaient pas à la liberté de la vie de l'esprit, ni à la démocratisation des conditions politiques, ni à la socialisation de la vie économique, ne pouvaient absolument pas avoir comme perspective un organisme social qui ne réalise sérieusement que leur aspiration. Pour la sorte d'organisme social qu'ils pensaient instinctivement adapté à eux-mêmes alors, les conflits internationaux correspondants représentaient aussi quelque chose qu'ils devaient accepter à la manière d'une nécessité de la nature.

L'élargissement des économies nationales à une économie mondiale unitaire ne peut ¹² pas être réalisée, si dans les organismes sociaux individuels la vie économique n'est pas séparée du spirituel et du politico-juridique. Il existe de tels hommes qui adoptent généralement une attitude sympathique vis-à-vis de la Dreigliederung, car ils en comprennent la justification à partir des nécessités de la vie présente et de l'avenir, mais ne veulent pas sérieusement s'en rapprocher parce qu'ils sont d'avis qu'un seul État ne pourrait en entamer la réalisation. Car les autres États, qui conserveraient leur caractère unitaire, rendraient impossible la vie à l'organisme social dreigliederig par leurs mesures économiques. Une telle objection est justifiée vis-à-vis de la configuration d'un État au sens du socialisme marxiste. Mais elle ne peut pas concerner l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social. Une grosse économie forcée dans le cadre d'une administration actuelle d'État ne pourrait pas donner forme à des relations économiques avantageuses avec les pays étrangers économiquement placés sous le capitalisme privé. Des exploitations économiques, administrées de manière centrale, sont entravées dans le libre déploiement qui doit régner dans leurs relations étrangères. La libre initiative et la rapidité qui sont nécessaires aux décisions à prendre au sein de telles relations, ne se laissent atteindre que si l'entreprise intérieure et le marché extérieur, comme l'entreprise extérieure et le marché intérieur, se trouvent dans une médiation d'échanges directs entre les personnes qui y participent. Celui qui insiste sur cela vis-à-vis de grandes communautés économiques, censées être gérées de manière centraliste, garde toujours son droit, même si ceux qui préconisent de telles communautés veulent accorder une large autonomie personnelle aux dirigeants de ces exploitations. En pratique, dans l'action de se procurer des matières premières, par exemple, à laquelle participent toutes sortes d'instances de gestion, il en résulte qu'une manière de gérer les affaires dans laquelle doivent être satisfaites les exigences des pays étrangers, ne pourrait pas être mise en harmonie. Des difficultés analogues devraient résulter, si des commandes devaient être faites à l'étranger.

L'idée de la Dreigliederung de l'organisme social veut placer la vie économique sur ¹³ son propre terrain. Le socialisme marxiste fait de l'État une organisation économique. La Dreigliederung détache la vie économique de l'État. Elle ne peut pas envisager d'autres mesures que celles qui résultent des exigences de la vie économique elle-même. Celle-ci se verra étouffée, si elle est édiflée sur une administration orientée de manière centraliste ; en ce qui concerne l'ordonnancement et la manière de s'acquitter du travail à réaliser pour la production, elle doit reposer sur la libre initiative des êtres humains qui font les affaires. Peut-être connectée à cette libre initiative, la manière dont les fruits de la production au sein de l'organisme correspondent, au moyen de prix socialement justifiés, aux besoins du consommateur,

fourniture en matières premières et autres, lui seront les plus profitables à satisfaire aux exigences de l'étranger. La même chose devra être possible pour une entreprise d'importation. Ce qui sera nécessaire en tout cas c'est que, par le commerce avec l'étranger, des produits ne soient pas importés dans le pays dont les coûts de fabrication ou bien les prix d'achat, portent préjudice au coût de la vie de la population. Pas davantage, au moyen des relations avec l'étranger ne devront être détruits à l'intérieur du pays les secteurs de production nécessaires, du fait que l'on ne peut plus y travailler à cause de la modicité du prix des produits étrangers. Mais tout cela peut être empêché par l'interaction des institutions associatives. Si une entreprise ou une société commerciale voulait travailler en portant préjudice au travail à l'intérieur du pays, elle en serait empêchée par les associations correspondantes, dont elles ne pourraient s'exclure sans rendre son travail impossible. Il est vrai que la nécessité peut surgir pour certains produits, que l'on doive importer dans le pays de l'étranger pour telle ou telle raison et que l'on doive accepter pour cela des prix trop élevés. Pour cette nécessité, on prendra en considération ce qui est indiqué à la page 126 de mes « Points essentiels de la question sociale » : « Une administration qui n'aura à faire qu'au circuit économique interviendra pour pouvoir introduire des compensations, qui résultent nécessaires à partir de ce circuit économique. Par exemple, si une entreprise n'était pas en situation de payer l'intérêt de l'épargne déposée à ses prêteurs, alors qu'un besoin correspondant a été reconnu, on sera alors amené, à partir d'autres entreprises économiques et selon une libre transaction avec toutes les personnes participant à ces dernières, à pourvoir au financement de ce qui manque. » Une marchandise extérieure d'un prix trop élevé pourra être compensée par des crédits supplémentaires qui proviendront des entreprises qui peuvent fournir à l'opposé des profits trop élevés pour les besoins de ceux qui travaillent chez elles.

Outre toutes ces dispositions, par lesquelles un organisme dreigliederig peut com-¹⁴ penser les préjudices qui naissent des échanges commerciaux avec les États qui ne veulent rien savoir de la Dreigliederung, d'autres peuvent à la vérité être nécessaires qui correspondent au principe de protection douanière. Il est facile de comprendre que par l'autonomisation de la vie économique, on doive fonder de telles mesures sur d'autres bases que celles existantes auparavant, lorsque la manière de traiter l'importation et l'exportation était dépendante de décisions à la majorité des voix qui doivent avoir lieu par les intérêts juridiques et spirituels des groupes humains qui se sont associés. Car l'activité des organisations économiques agissant sur des bases concrètes visera (au sens des principes évoqués à la fin du chapitre précédent) à une formation du prix socialement agissante et celle-ci ne pourra pas naître des intérêts de gain de groupes économiques individuels. C'est pourquoi une vie économique d'un organisme dreigliederig s'efforcera à l'idéal du libre-échange. Celui-ci offrira le fondement le plus propice au domaine économique mondiale unitaire, de sorte que dans les domaines terrestres particuliers, on ne produise ni trop cher ni trop bon marché. Un corps économique entouré par des organismes sociaux non-dreigleiderig avec une administration économique autonome sera en tout cas forcé de protéger certains de ses secteurs de productions vis-à-vis d'une impossible réduction de prix au moyen de l'instauration de droits de douane, à l'administration desquels veilleront des associations qui en seront de ce fait chargées à l'intérieur du milieu de la vie économique au profit d'œuvres d'utilité publique.



Si l'on tient éloigné les préjudices de la manière indiquée, il doit résulter pour l'orga- 15
nisme dreigliederig se trouvant isolé qu'à l'égard de l'étranger agisse une formation
économique globale, pour la structure interne de laquelle dans l'échange avec des
États qui ne sont pas dreigliederig, cela n'a pas d'importance pour elle-même, étant
donné que cet échange repose sur des initiatives des hommes qui font les affaires et
non sur la structure interne. Par contre, la progression vers la Dreigliederung d'un
État isolé agira de manière exemplaire sur les autres. Et ceci non pas seulement de
manière morale, par la standardisation d'une vie socialement configurée des habi-
tants de l'organisme social dreigliederig, mais aussi par l'apparition d'intérêts pure-
ment économiques. Ceux-ci résulteront du fait que les États non dreigliederig s'avè-
reront bien moins profitables d'une façon remarquable, s'ils en restent à leur struc-
ture unitaire, que s'ils passent aussi à la Dreigliederung. Ainsi un seul organisme so-
cial dreigliederig peut-il précisément avoir un impact suffisant pour ôter du chemin
les obstacles vers la mise en configuration d'une économie mondiale unitaire. Qu'il
ne souffre lui-même d'aucune nuisance, en tant que corps économique isolé, il le
peut obtenir par sa structure qui repose sur des associations libres ; pour que la per-
turbation, qu'il provoque pour les États unitaires ne mène pas au boycottage de son
économie, il peut viser à ce que de ce fait certains produits soient fabriqués par la
Gliederung rationnelle de son travail que le pays étranger peut au mieux faire venir
de chez lui ; qu'il forme ainsi une oasis au sein d'un domaine dans lequel il se re-
trouve côte à côte avec d'autres économies nationales, cela deviendra une preuve
pour ces dernières, que la transition vers la Dreigliederung est à la fois un progrès
économique en même temps d'un progrès général pour l'humanité.

On insiste aujourd'hui de divers côté — et à bon droit — que le sauvetage de l'écono- 16
mie devrait advenir par le relèvement de la disponibilité au travail qui a reculé en
masse à cause de la catastrophe mondiale. Celui qui connaît la nature humaine peut
savoir que cette disponibilité au travail ne peut venir que si la conviction se répand
que le travail se retrouvera à l'avenir sous des circonstances sociales, qui assurent à
tous une existence humaine. Que les anciennes conditions sociales puissent encore
l'apporter, cette croyance est ébranlée dans de larges milieux. Et au sein de certains
domaines, la catastrophe mondiale l'a complètement anéantie. L'idée de la Dreigliie-
derung de l'organisme social aura une force convaincante dans la direction indiquée.
Par les perspectives qu'elle ouvre dans l'avenir social de l'être humain, elle engendre
une impulsion au travail. La répandre ainsi, de sorte que l'on puisse l'accepter dans
une compréhension totale et réduire au silence les réflexions qui la combattent, cela
apparaît comme une partie essentielle de la tâche dévolue dans le présent à la ques-
tion sociale.

Note :

(1) Le problème de Bagdad : La construction entreprise à partir de 1899, avec une forte
participation allemande, d'une voie ferrée de l'Asie Mineure par Bagdad vers le golf persique, mena
à des tensions politiques à cause de la redoutée influence allemande au Moyen-Orient.

Vie de l'esprit, ordre juridique, économie [231]

Trad. Daniel Kmičik + FG



Au sein du mouvement social actuel, on parle beaucoup d'institutions sociales, mais ⁰¹ moins d'êtres humains sociaux et antisociaux. C'est tout juste si la « question sociale » rencontre de l'attention lorsqu'on fait valoir que des institutions sociales reçoivent leurs empreintes sociales ou antisociales au travers des êtres humains qui agissent en elles. Des penseurs socialistes croient même devoir voir dans l'administration des moyens de production par les communautés, ce qui satisfera les revendications de larges couches populaires. Ils présupposent sans plus que, par une telle gestion des moyens de production, celle-ci organiserait la coopération humaine dans un sens social. Ils ont vu que l'ordre économique du capitalisme privé a mené à des conditions antisociales. Ils sont donc d'avis que lorsque cet ordre économique disparaîtra, ses effets antisociaux cesseront aussi.

C'est sûr qu'avec la forme économique du capitalisme moderne des nuisances so- ⁰² ciales ont apparu dans une dimension plus vaste. Mais pour autant, est-il donc bien établi d'une manière quelconque que c'est là une conséquence nécessaire de cet ordre économique ? Car un ordre économique, de par sa nature même, ne peut rien provoquer d'autre que d'amener les hommes dans des situations de vie, par lesquelles, pour eux-mêmes et pour d'autres, ils produisent des biens de manière conforme à un objectif ou non conforme à un objectif. L'ordre économique moderne a remis les moyens de production au pouvoir de quelques individus ou groupes de personnes. Les conquêtes techniques se laissent utiliser par la concentration de la puissance économique de la manière la plus appropriée. Aussi longtemps que cette puissance ne reste que sur le domaine de la production des biens, elle a un effet social essentiellement différent que celui qu'elle a en empiétant sur le domaine juridique ou spirituel. Et cet empiètement a entraîné, au cours de ces derniers siècles, les nuisances sociales, à l'écartement desquelles le mouvement social moderne presse. Celui qui entre en possession des moyens de production, reçoit au-delà des autres, une surpuissance économique. Celle-ci conduit en outre à ce qu'il a rencontré des énergies auxiliaires dans les administrations et représentations populaires par lesquelles il a pu se procurer aussi d'autres positions de pouvoir social, contre ceux qui lui sont économiquement dépendants, lesquelles positions lui confèrent aussi un caractère pratique de droit dans l'ordre de l'État démocratique. Pareillement, la surpuissance économique a donc mené à une monopolisation de la vie spirituelle par les économiquement puissants.

La chose la plus simpliste à présent, c'est d'écarter la surpuissance économique de ⁰³ l'individu, pour en éliminer aussi sa surpuissance juridique et spirituelle. On en vient à cette « simplification » du penser social, lorsqu'on ne réfléchit pas que dans l'alliance entre activité technique et activité économique, offerte par la vie moderne, repose la nécessité de laisser se déployer le plus fructueusement possible, dans l'activation de la vie économique, l'initiative et l'aptitude des individus. La manière dont on doit produire sous les conditions modernes rend cela nécessaire. L'individu ne peut pas faire valoir ses aptitudes dans l'économie, lorsque dans son travail et dans ses décisions il se retrouve lié à la volonté de la communauté. Il se peut que cette idée aveugle fortement ; l'individu ne doit pas produire pour lui, mais pour la collectivité ; la justesse de cette vérité au sein de certaines limites, ne devrait pas empêcher de reconnaître aussi l'autre vérité, à savoir qu'à partir de la collectivité, aucune décision économique ne peut provenir qui puisse se laisser réaliser de la manière la plus souhaitable par les individus. C'est pourquoi un penser économique conforme à la réali-



té ne peut pas rechercher la guérison des nuisances sociales dans une réorganisation de la vie économique par laquelle une production sociale remplace une gestion des moyens de production par des individus. On doit beaucoup plus chercher à empêcher ces nuisances, qui peuvent apparaître par l'initiative et l'aptitude des individus, sans endommager préférentiellement pour autant cet agissement individuel. Cela n'est possible que si les rapports juridiques des hommes réalisant l'économie ne sont pas influencés par des intérêts économiques, et si aussi ce qui doit être produit spirituellement par les hommes au travers de la vie spirituelle reste indépendant également de ces intérêts.

On ne peut pas dire que les administrateurs de la vie économique peuvent, malgré ⁰⁴ leur mise à contribution dans les intérêts économiques, conserver un jugement sain sur les conditions juridiques ; et puisqu'ils connaissent bien les besoins de la vie économique à partir de leurs expériences et de leur travail, ils pourront aussi développer au mieux la vie juridique qui doit se déployer à l'intérieur du circuit économique. Celui qui a une telle opinion, ne prend pas en compte que l'être humain, à partir d'un certain domaine de vie, ne peut que développer les intérêts de ce domaine. De la vie économique elle-même, il ne peut développer que des intérêts économiques. S'il doit aussi en développer des intérêts juridiques, ceux-ci ne seront que des intérêts économiques déguisés. D'authentiques intérêts juridiques ne peuvent naître que sur un terrain sur lequel la vie du droit trouve une culture séparée. Sur un tel terrain, on ne s'interrogera que sur ce qu'est le droit. Et lorsque, dans le sens de telles interrogations, on aura examiné des réglementations de droit, ce qui en a ainsi résulté agira ensuite sur la vie économique. On n'aura plus besoin d'imposer à l'individu aucune restriction en rapport à son penchant au pouvoir économique ; car ce pouvoir ne mènera qu'à ce qu'il accomplisse ses facultés conformément aux productions économiques, et non pas cependant à ce qu'il acquière par elles un avantage juridique.

L'objection est facile à concevoir que les conditions du droit se manifestent pourtant ⁰⁵ dans le commerce des êtres humains faisant des affaires, et qu'elles ne peuvent donc pas être comprises comme quelque chose de particulier existant en dehors de la vie économique. Cela est certes théoriquement juste, mais cela ne rend pas indispensable, qu'au plan pratique aussi, les intérêts économiques soient déterminants pour la régulation des circonstances du droit. Le dirigeant spirituel d'une entreprise doit se tenir dans une relation juridique vis-à-vis des ouvriers de cette entreprise : cela ne conditionne pas le fait que lui, en tant que dirigeant spirituel, ait voix au chapitre lors de l'établissement de cette relation. Il prendra voix au chapitre, au contraire, et jettera tout son pouvoir économique sur le plateau de la balance, si la collaboration économique et la réglementation des relations juridiques s'accomplissent sur un terrain commun d'administration. Ce n'est que si le droit est ordonné sur un terrain sur lequel l'économie ne peut absolument pas être prise en compte, et sur lequel l'économie ne peut acquérir aucun pouvoir sur cette ordonnancement du droit, que tous deux pourront collaborer de sorte que le sentiment du droit de l'être humain ne soit pas lésé et que la faculté de production économique de l'être humain, qui est une bénédiction pour la totalité, n'en devienne pas une malédiction pour celle-ci.



Si les économiquement puissants sont en situation d'utiliser leur pouvoir pour ⁰⁶ conquérir des avantages juridiques, alors, chez les économiquement faibles, la résistance se développera contre ces avantages. Et cette résistance, lorsqu'elle sera devenue suffisamment forte, mènera à des bouleversements révolutionnaires. Si, par l'existence d'un terrain juridique particulier, l'émergence de tels avantages juridiques est impossible, alors de tels bouleversements n'interviendront pas. Ce qui se produit constamment à partir de ce terrain juridique, sera une vie ordonnée des forces qui sans celle-ci s'accumulent chez les êtres humains et mènent à des décharges de violence. Qui veut éviter des révolutions, celui là doit penser à ériger un ordre social au travers duquel veuille s'accomplir dans le cours du temps ce qui autrement veut se faire en un instant de l'histoire universelle.

On dira que dans le mouvement social moderne, il ne s'agit tout d'abord pas, de rela- ⁰⁷ tions juridiques, mais de surmonter effectivement les inégalités économiques. On devra rétorquer à cette objection que des revendications qui vivent chez les êtres humains ne peuvent aucunement être toujours correctement exprimées par la pensée que la conscience se forme de telles exigences. Ces idées conscientes sont en effet des résultats de ce qui est immédiatement vécu. Mais ce que ces exigences produisent, ce sont de profondes interdépendances de la vie qui ne peuvent être immédiatement vécues. Celui qui pense à l'avènement de conditions de vie, par lesquelles de telles exigences peuvent être satisfaites, celui-là doit essayer d'abord de pénétrer profondément dans ces interdépendances. L'observation des circonstances existantes récemment entre le droit et l'économie démontre que la vie juridique de l'être humain en est arrivée à être dépendante de l'économique. Si l'on ne s'efforçait à présent que d'éliminer les inégalités économiques qui ont résulté de cette dépendance, d'une manière extérieure, par une modification unilatérale des formes économiques, alors il en résulterait brièvement des inégalités analogues, si on laissait de nouveau à ces nouvelles formes économiques la possibilité de créer d'elles-mêmes leurs formes juridiques. Ce n'est que si l'on fait venir des conditions de la vie sociale par lesquelles, outre les exigences et intérêts économiques, celles juridiques puissent être vécues et satisfaites, que l'on approchera réellement ce qui pousse à la surface de l'existence humaine moderne.

Et l'on devra approcher de la même façon les relations de la vie spirituelle avec ce ⁰⁸



vèle en effet, de laisser se faire valoir les facultés, parce que sa fécondité dépérirait si l'inaptitude régnait seule, mais aussi par les circonstances imposées par les économiquement puissants. Mais si la tendance de nombreux penseurs socialistes se réalisait, d'administrer la vie économique selon le modèle du politico-juridique, alors les soins d'une libre vie de l'esprit serait pleinement évacué de la dimension publique. Mais une vie de l'esprit qui doit se développer à côté de la réalité politico-juridique et de celle économique devient ainsi étrangère à la vie. Elle doit aller chercher son contenu à des sources qui ne dépendent plus pleinement de la vie de cette réalité ; et ce contenu s'organise ensuite au cours du temps de manière telle qu'une abstraction devenue vivante se met à courir à côté de cette réalité, sans engendrer en elle l'activité conforme à sa nature. Deux courants surgissent de cette façon dans la vie de l'esprit. L'un va chercher son contenu des exigences qui apparaissent chaque jour de la vie politico-juridique et de la vie économique et cherche à rencontrer des institutions, qui résultent de ces exigences mêmes. De ce fait, il ne pénètre pas les besoins de l'entité spirituelle de l'être humain. Il rencontre des institutions extérieures et y attelle les hommes à celles-ci, sans écouter pour autant ce que la nature intérieure de l'être humain a elle-même à dire en propre. L'autre courant émane des besoins cognitifs intérieurs et des idéaux de volonté. Il configure ceux-ci de manière telle que l'exige l'être humain intérieur. Mais ces connaissances proviennent de l'observation. Elles ne sont pas la précipitation de ce qui est éprouvé dans la pratique de la vie. Et ces idéaux ont pris naissance à partir des représentations de ce qui est vrai, bien et beau. Mais ils n'ont pas la force d'organiser la pratique de la vie. Que l'on pense à ce que vivent intérieurement, à côté de leur pratique de vie, le commerçant, l'industriel, l'employé d'État, en tant que représentations d'âme de leurs idéaux religieux, de leurs intérêts artistiques, et de ce qui est contenu en idées de cette activité qui s'exprime dans leur comptabilité, ou bien pour préparer leur éducation, et leur cours de formation conditionnant leur fonction. Entre ces deux courants spirituels, s'ouvre un abîme. Il fut encore particulièrement approfondi dans les temps modernes, de sorte que cette manière de se représenter les relations humaines à l'égard de la réalité est conforme à celle qui a trouvé sa pleine justification dans les sciences naturelles. Cette façon de se représenter part de la connaissance des lois des objets et des processus qui se trouvent extérieurs aux domaines de l'activité et de l'efficacité humaines. De ce fait, l'être humain n'est plus pour ainsi dire que le spectateur de ce qu'il appréhende dans les lois de la nature. Et lorsqu'il met en œuvre les lois de la nature dans la technique, il n'est alors que celui qui est cause de ce qui se produit et est provoqué par des énergies qui reposent à l'extérieur de son entité propre. La connaissance par laquelle il s'active de cette façon, porte un caractère différent de celui de sa nature propre. Elle ne lui révèle rien sur ce qui se trouve dans les processus universels, auxquels sa propre essence est intimement liée. Pour une telle connaissance, il a besoin d'une intuition intellectuelle, qui intègre en une unité l'univers extra humain et l'univers humain.



C'est à une telle connaissance que tend la science de l'esprit anthroposophiquement ⁰⁹ orientée. Elle reconnaît pleinement l'importance de la façon scientifique de se représenter la nature pour le progrès de l'humanité. Mais elle est aussi au clair sur le fait que ce qui est communiqué par la connaissance scientifique de la nature n'appréhende jamais que l'être humain extérieur. Elle reconnaît aussi la réalité essentielle des manières religieuses de voir le monde ; mais elle est consciente que ces conceptions du monde, au cours du développement des temps modernes, sont devenues une affaire intérieure de l'âme, à côté desquelles la vie extérieure s'écoule, sans en être configurée par elles au moyen de l'être humain.

Et pour en venir à ces connaissances, la science de l'esprit pose à vrai dire des exi- ¹⁰ gences à un être humain, qui a développé au fond peu d'inclination pour ces connaissances, parce qu'il s'est acclimaté à vivre sa pratique de vie et son intériorité d'âme, depuis ces derniers siècles, comme au sein de deux domaines de vie séparés l'un de l'autre. De cette habitude est né le point de vue qui actuellement oppose l'incrédibilité à tout effort entrepris en vue d'une configuration sociale de la vie à partir d'un discernement spirituel. On a en vue ce qu'on a éprouvé en tant qu'idées sociales, qui sont nées d'une vie de l'esprit étrangère à la vie. On se rappelle, lorsqu'il est question de telles idées, Saint Simon, Fourier et autres. C'est pourquoi le sentiment, que l'on a gagné sur de telles idées, est justifié, parce que celles-ci se sont développées à partir d'une orientation cognitive qui n'est pas vécue dans la réalité mais fabriquée de toutes pièces. Et de ce sentiment c'est généralisé l'opinion qu'aucun type d'esprit n'est propre à produire des idées, qui soient si apparentées à la pratique de vie qu'elles puissent être réalisées. De ce sentiment généralisé sont nées les manières de voir qui ramènent dans leur forme actuelle plus ou moins à Marx. Leurs porteurs n'apprécient rien des idées qui doivent être actives dans la mise en œuvre de conditions socialement satisfaisantes, mais ils affirment que l'évolution des faits économiques devrait mener à des objectifs desquels ont résulté de telles conditions. On veut pour ainsi dire laisser la pratique de vie suivre son cours, parce que des idées au sein de cette pratiques seraient impuissantes. On a perdu confiance dans l'énergie de la vie de l'esprit. On ne croit pas qu'il puisse y avoir une telle vie de l'esprit qui surmonte l'aliénation à la vie qui s'est faite généralement prévaloir ces derniers siècles. Mais une telle sorte de vie de l'esprit est à présent ardemment aspirée par la science spirituelle d'orientation anthroposophique. Celle-ci veut puiser aux sources qui sont en même temps les sources de la réalité. Les énergies qui règnent au plus profond de la nature humaine, sont celles-là mêmes qui s'activent dans la réalité extra-humaine. La manière de se représenter des sciences naturelles ne descend pas jusqu'à ces énergies, en élaborant ses expériences conquises à partir des faits extérieurs et, conformément à la raison, en lois naturelles. Mais les intuitions universelles reposant plutôt sur des fondements religieux ne se relient plus actuellement à ces énergies. Elles adoptent et suivent les traditions, sans pénétrer jusqu'à leur origine primordiale en l'intériorité humaine. Mais la science spirituelle cherche quant à elle, à pénétrer jusqu'à cette origine primordiale. Elle développe des méthodes cognitives, par lesquelles on descend dans les puits de l'intériorité humaine, dans lesquels l'événement extra-humain se poursuit dans l'intériorité humaine. Les connaissances de cette science de l'esprit exposent une réalité vécue dans l'intériorité humaine. Elles confluent en idées, qui ne sont pas inventées, mais qui sont saturées des énergies de la réalité. De telles idées sont aussi pour cette raison en situation de porter ensuite



en elle l'énergie de la réalité lorsqu'elles veulent piloter le vouloir social. Il est concevable de ressentir de la méfiance d'abord à l'égard de cette science spirituelle. Mais on ne ressentira de la méfiance qu'aussi longtemps que l'on ne reconnaîtra pas combien elle est différente, par essence, du courant scientifique qui s'est constitué à l'époque moderne, et dont il est actuellement généralement admis qu'il fût le seul possible. Que l'on acquière de haute lutte la connaissance de cette différence essentielle, alors on ne croit plus que l'on doive éviter des idées sociales, lorsqu'on veut configurer en pratique les faits sociaux ; mais on s'apercevra que l'on ne peut conquérir des idées socialement pratiques qu'à partir d'une science de l'esprit, qui peut prendre son cheminement aux racines mêmes de l'entité humaine. On percera à jour, la manière dont, dans les temps modernes, les faits sociaux sont en désordre pour la raison que les êtres humains tentèrent de les maîtriser avec des idées auxquelles les faits concrets se dérobaient constamment.

Une intuition intellectuelle de l'esprit, qui pénètre dans l'entité de l'être humain, ¹¹ trouve en effet des incitations à l'action, qui dans un sens directement moral sont aussi bonnes. Car l'impulsion au mal ne naît chez l'être humain que du fait qu'il réduit au silence les profondeurs de son être dans ses idées et sentiments. Si les idées sociales étaient gagnées par l'intuition intellectuelle de l'esprit que l'on veut dire ici, alors elles devraient être aussi des idées morales de par leur propre nature. Et comme ce sont des idées qui ne sont pas seulement pensées, mais encore éprouvées, elles ont donc l'énergie d'appréhender la volonté et de continuer à vivre dans l'action. Le penser social et le penser moral convergent et s'unissent dans une vraie intuition intellectuelle de l'esprit. La vie qui déploie une telle contemplation de l'esprit est intérieurement apparentée à chaque agissement de la vie, que l'être humain déploie aussi dans l'action pratique la plus indifférente. Ainsi par la manière de penser le social, des instigations morales et des attitudes de vie pratique sont si étroitement unies qu'elles forment une unité.

Un telle sorte d'esprit ne peut cependant prospérer que s'il se déploie en pleine indépendance ¹² des pouvoirs qui ne proviennent pas directement de la vie de l'esprit. Des réglementations juridico-étatiques de la culture de l'esprit enlèvent aux forces de la vie de l'esprit toute leur vigueur. Au contraire, une vie de l'esprit, qui est abandonnée totalement aux intérêts et impulsions qui lui sont propres, s'étend jusqu'à tout ce que l'être humain accomplit dans la vie sociale — On objecte toujours que les êtres humains devraient d'abord être totalement différents si l'on voulait édifier le comportement social sur des lois morales. À l'occasion on ne prend pas en considération quelles incitations morales s'étiolent, lorsqu'on ne les laisse pas naître d'une libre vie de l'esprit, mais qu'on leur donne une telle orientation, dont une formation sociale politique et juridique peut laisser se charger ses domaines de travail marqués. Un être humain qui a été élevé et formé dans une libre vie de l'esprit apportera beaucoup dans son travail, de sa propre initiative, laquelle porte un caractère déterminé par son être. Il ne se laissera pas insérer dans les rouages sociaux comme la roue dans une machine. Mais en définitive, ce qui sera apporté ainsi ne fera pas dépérir l'harmonie de l'ensemble, au contraire cela la haussera d'autant plus. Ce qui se produit aux lieux particuliers de la vie sociale, sera l'émanation de ce qui vit dans les esprits des êtres humains, qui agissent en ces lieux.



Des hommes et des femmes qui respirent l'atmosphère qui est ainsi façonnée par la ¹³ sorte d'esprit caractérisée ici, animeront des institutions dans un sens exigé par la convenance aux moyens et à la nature de l'économie qui satisferont les exigences sociales. Avec des êtres humains dont la nature profonde ne se sait pas unie avec leur activité extérieure, des institutions, dont on croit qu'elles répondent à ces exigences, ne pourront pas agir socialement. Car ce ne sont pas les institutions qui peuvent agir socialement, mais des êtres humains socialement déterminés dans une organisation du droit, qui est créée à partir des intérêts juridiques vivants, qui engendrent de la manière la plus convenable les biens satisfaisant les besoins.

Si la vie de l'esprit est une vie libre, qui ne se développe qu'à partir de ce qu'elle a en ¹⁴ elle-même comme impulsions, alors la vie juridique prospérera d'autant mieux que les hommes seront éduqués avec discernement pour régler leurs rapports juridiques à partir de l'expérience vivante de l'esprit ; et alors la vie économique sera également fructueuse dans la mesure où les hommes seront rendus aptes à cette vie par la culture de l'esprit.

Tout ce qui se produit dans la vie sociale des hommes en termes d'institutions est à ¹⁵ l'origine le résultat de la volonté portée par les intentions. La vie spirituelle a agi dans cette réalisation. Ce n'est que lorsque la vie se complique, comme cela s'est produit sous l'influence du mode de production technique de la nouvelle époque, que la volonté portée par la pensée perd son lien avec les faits sociaux. Ceux-ci suivent alors leur propre cours mécanique. Et l'homme cherche dans l'angle d'esprit retiré le contenu par lequel il satisfait ses besoins psychiques. C'est à partir du cours des faits, sur lesquels la volonté spirituelle des individus n'avait aucun pouvoir, que sont nées les conditions que le mouvement social moderne aspire à modifier. Comme l'esprit qui travaille dans la vie juridique et dans le circuit économique n'est plus celui dans lequel la vie spirituelle de l'homme individuel trouve son chemin, celui-ci se voit dans un ordre social qui ne lui permet pas de s'épanouir en tant qu'homme individuel sur le plan juridique et économique. - Les hommes qui ne voient pas cela s'opposent toujours à une conception qui veut diviser l'organisme social en domaines administrés de façon autonome, à savoir la vie intellectuelle, l'État de droit et le circuit économique, en objectant que cela détruit l'unité nécessaire de la vie sociale. Il faut leur répondre : cette unité se détruit elle-même en voulant se maintenir par elle-même. Car la vie juridique, qui se développe à partir du pouvoir économique, sape ce pouvoir économique dans son action, parce qu'elle est ressentie par les faibles économiquement comme un corps étranger dans l'organisme social. Et l'esprit qui devient dominant dans une vie juridique et économique, lorsque celle-ci veut régler elle-même son efficacité, condamne l'esprit vivant qui s'élabore à partir de la source de l'âme des individus, à l'impuissance face à la vie pratique. Mais si, dans un domaine autonome, l'ordre juridique est créé à partir de la conscience juridique et si la volonté individuelle portée par l'esprit se développe dans une vie spirituelle libre, alors l'ordre juridique et la force spirituelle coopèrent avec l'activité économique pour former une unité. Ils le pourront s'ils se développent selon leur propre essence dans des domaines de vie indépendants. C'est précisément dans leur séparation qu'ils prendront le chemin de l'unité, alors qu'ils s'aliènent en se formant à partir d'une unité artificielle.



Maint penseur socialiste se débarrassera d'une intuition spirituelle comme celle ca-16
racterisée ici avec ces paroles : la Gliederung de l'organisme social ne peut amener
d'états économiques auxquels il soit digne de tendre, mais uniquement une organisa-
tion économique correspondante. Celui qui parle ainsi, celui-là ne tient pas compte
que, dans l'organisation économique, ce sont des hommes dotés de volonté qui sont
actifs. Si on lui dit cela, il se met à rire, car il trouve que cela va de soi. Et nonobstant,
il pense à une structure de société, dans laquelle cette « chose qui va de soi » ne doit
rencontrer aucune prise en considération. Dans l'organisation économique, c'est une
volonté communautaire qui doit régner. Mais laquelle doit être le résultat de la vo-
lonté individuelle qui est dans l'organisation des hommes et des femmes réunis. Ces
volontés individuelles ne se feront pas valoir, si la volonté de la communauté vient
entièrement de l'organisation des idées économiques. Elles se développeront sans
s'étioler si, à côté du domaine économique, se trouve un domaine juridique sur le-
quel aucun des points de vue économique, mais uniquement ceux de la conscience
du droit font autorité ; et si à coté de ces deux domaines, une vie de l'esprit trouve un
espace, qui ne suit que des impulsions spirituelles. Alors ce n'est pas un ordre de so-
ciété mécanique qui en naîtra, auquel, à la longue, les volontés individuelles hu-
maines ne pourraient pas être adaptées ; mais les êtres humains trouveront la possi-
bilité d'organiser constamment les états de la société à partir de leurs volontés indi-
viduelles orientées sur le social. Dans la libre vie de l'esprit, la volonté individuelle
recevra son orientation sociale ; dans l'état constitutionnel autonome, la volonté
commune agissante naîtra à partir des volontés individuelles socialement disposées.
Et les volontés sociales individuelles socialement orientées, organisées par l'ordre ju-
ridique autonome, prendront part à la production et la distribution des biens dans le
circuit économique, conformément aux exigences sociales.

À la plupart des êtres humains fait encore aujourd'hui défaut la foi dans la possibilité, 17
à partir des volontés individuelles, de fonder un ordre social satisfaisant. Cette foi
fait défaut, parce qu'elle ne peut pas naître d'une vie de l'esprit qui s'est développée
indépendamment de la vie économique et de la vie de l'État. Une sorte d'esprit, qui
ne se développe pas lui-même, en liberté, à partir de la vie de l'esprit, mais au
contraire à partir d'une organisation extérieure, ne sait justement pas ce que l'esprit
permet réellement. Il est en quête d'une conduite pour lui-même, parce qu'il ne per-
çoit pas la manière dont il se conduit lui-même, lorsqu'il peut puiser son énergie à
ses propres sources seulement. Il voudrait laisser naître une conduite de l'esprit
comme un effet secondaire à partir de l'organisation économique et juridique et ne
prend pas en compte que l'économie et l'ordre du droit ne peuvent vivre que si l'es-
prit, qui se suit lui-même, les pénètre.

À une réorganisation sociale n'appartient pas seulement une bonne volonté, mais 18
aussi le courage qui s'oppose à l'incrédulité dans les forces de l'esprit. Ce courage
peut animer une vraie conception de l'esprit ; car elle se sent capable de produire des
idées, qui ne servent pas seulement une orientation intérieure de l'âme, mais qui en
naissant portent déjà les germes de l'organisation de la vie. La volonté à renforcer
dans les profondeurs spirituelles, peut devenir si forte qu'elle agit en tout ce que
l'être humain accomplit.



Quand on parle d'une conception de l'esprit enracinée dans la vie, on est compris ¹⁹ alors aussi par beaucoup comme si l'on voulait signifier la somme des impulsions auxquelles l'être humain est poussé, qui se meuvent en lui sur les chemins de vie qui lui sont habituels, et ce que tout un chacun tient comme une fausseté idéaliste d'une intervention émanant de l'esprit dans ce qui est habituel. L'intuition intellectuelle de l'esprit signifiée ici ne doit pas être confondue avec la spiritualité abstraite, qui n'a pas la possibilité de prolonger ses intérêts à la pratique de la vie, ni cette orientation-là de l'esprit qui, en vérité, disconvient aussitôt à l'esprit lorsqu'elle pense à l'orientation pratique de la vie. Ces deux genres de représentations ne se rendent pas compte de la manière dont l'esprit règne dans les faits de la vie extérieure ; et elles n'en ressentent à cause de cela aucun besoin véritable de pénétrer consciemment dans cette action de l'esprit. Mais seul ressent un tel besoin, cependant, celui qui engendre aussi cette connaissance, qui voit la « question sociale » sous un éclairage judiciaire. Les tentatives actuelles de résoudre la question sociale apparaissent pour cette raison insuffisantes, car à beaucoup de gens fait encore défaut la possibilité de voir ce qu'est le vrai contenu de cette question. On voit la question naître sur le domaine économique ; on recherche des institutions économiques, qui doivent en être les réponses. On croit trouver la solution dans des réorganisations économiques. On ne reconnaît pas que ces réorganisations ne peuvent venir qu'au travers d'énergies qui peuvent être libérées à partir de la nature humaine dans l'épanouissement de la vie autonome de l'esprit et du droit.

Dreigliederung et confiance sociale (capital et crédit) [249]

Trad. Daniel Kmiécik

Il a été dit de divers côtés, en particulier par le théoricien de la finance Hartley Wi-⁰¹ thers (dans ses exposés sur « Money and Credit » (1)), que pour toutes les questions ayant trait à l'argent, aussi embrouillées soient-elles, leur compréhension pénétrante en idées déterminées rencontre d'extraordinaires difficultés.

On pourra faire valoir cette manière de voir pour de nombreux problèmes de la vie ⁰² sociale. Mais on devrait aussi réfléchir sur quelles conséquences doit avoir dans la vie sociale le fait que les hommes et femmes organisent leur collaboration sur des pulsions qui s'enracinent dans des idées indéterminables ou, pour le moins, difficilement déterminables. Ce ne sont pas simplement des manques d'intelligence, qui perturbent la connaissance de telles idées ; ce sont des forces actives dans la vie. Leur indétermination continue de vivre dans les institutions qui prennent naissance sous leur influence. Et à partir de telles institutions proviennent ensuite des conditions sociales impossibles à vivre.



Sur la reconnaissance, que l'humanité civilisée du présent vit dans des conditions qui ⁰³ prennent naissance à partir de tels mouvements d'idées entraînant la confusion, devra dépendre un sain discernement dans la « question sociale ». Cette question découle en effet tout d'abord de la perception des détresses, dans lesquelles les êtres humains se trouvent. Et l'on est peu enclin à suivre, d'une manière plus conforme aux faits, le cheminement qui part de la perception de ces détresses et mène aux idées humaines, dans lesquelles ces détresses ont leur origine. On ne voit que trop aisément dans la continuation de ce chemin — du pain aux idées — un idéalisme dépourvu de pratique. On ne reconnaît pas le non-aboutissement d'une pratique de vie, à laquelle on est habitué, qui repose nonobstant sur des idées avec lesquelles il est impossible de vivre.

De telles idées qui rendent la vie impossible sont contenues dans l'existence sociale ⁰⁴ actuelle. Si l'on s'efforce d'en venir réellement à la base du « problème social », alors on devra voir la manière dont aujourd'hui les exigences de la vie la plus matérielle qui soit ne peuvent être saisies en pratique que si l'on progresse jusqu'aux idées, à partir desquelles s'ensuit la collaboration des êtres humains d'une communauté sociale.

À la vérité, on ne manque pas d'indications sur de telles idées, à partir des cercles de ⁰⁵ vie particuliers. Des êtres humains, dont l'activité est liée à la nature du foncier et du sol, disent que sous l'influence des impulsions de la nouvelle économie nationale, les biens-fonds sont traités en terme d'achats et ventes, comme des marchandises. Et ils sont d'avis que ceci est nuisible à la vie sociale. De tels jugements ne mènent pas aux conséquences pratiques, car les hommes et femmes appartenant à d'autres cercles de vie ne veulent pas en admettre le bien fondé à partir de leurs propres intérêts.

L'observation conforme à la réalité d'un tel fait concret devrait mener à une ligne de ⁰⁶ force en direction d'une tentative de résolution de la « question sociale ». Car une telle observation peut montrer comment celui qui contredit les exigences justifiées de la vie sociale, parce qu'à partir de son propre cercle de vie, il donne son assentiment à des idées qui ne sont pas en accord avec celles-là, et donc, à la fin des fins, il sape aussi les fondements sur lesquels ses propres intérêts sont édifiés.

À partir de la signification sociale des biens-fonds, on peut faire ce genre d'observa- ⁰⁷ tion. On la fera, si l'on envisage comment la simple orientation capitaliste de l'économie nationale agit sur la mesure de la valeur du bien-fonds. Cette orientation a pour conséquence que le capital se crée lui-même des lois pour son accroissement qui, dans certains domaines de vie, ne correspondent plus aux conditions qui autorisent d'une manière saine une augmentation du capital.

Cela est particulièrement évident avec les biens-fonds. Qu'un territoire déterminé⁰⁸ soit rendu fertile d'une certaine manière, cela peut être absolument nécessaire à partir des conditions de la vie. De telles conditions peuvent être d'ordre moral. Elles peuvent reposer sur des circonstances de la culture spirituelle. Mais il peut aussi absolument arriver que l'accomplissement de ces conditions fournisse un maigre produit du capital, comparé au placement du capital dans une autre entreprise. La simple orientation capitaliste amène ensuite, à renoncer à l'exploitation du sol, selon des points de vue caractérisés qui n'ont rien de purement capitalistes, et à le mettre à profit de sorte que son rendement capitaliste se tienne au rang du rapport obtenu à partir d'autres entreprises. La production de valeurs qui peuvent s'avérer très nécessaires à la vraie civilisation, s'en trouve ainsi réprimée. Et sous les influences de cette orientation, prend naissance une mesure de valeur des biens de la vie, qui ne peut plus s'enraciner dans le contexte conforme à la nature que les êtres humains doivent entretenir avec la nature et la vie spirituelle, si ceux-ci doivent être satisfaits tant au plan du corps qu'à celui de l'âme.

Il est facile de concevoir à présent qu'on en arrive ainsi à la conclusion que si l'orien-⁰⁹ tation capitaliste de l'économie nationale a ces effets caractérisés, elle doit donc être écartée. Seulement, la question se pose de savoir si cette mise à l'écart ne mettrait pas également de côté, les fondements, sans lesquels la civilisation moderne ne peut plus exister.

Celui qui considère l'orientation capitaliste comme une simple intrusion dans la vie¹⁰ économique moderne, celui-là en exigera la mise à l'écart. Mais celui qui reconnaît la manière dont la vie des temps modernes agit par la division du travail et son articulation dans l'organisme social, celui-là ne peut que penser à exclure les côtés ombrageux, en tant que phénomènes d'apparition secondaire, de l'ensemble de la vie communautaire. Car il est clair pour lui que la méthode de travail capitaliste est une conséquence de cette vie, et que les mauvais côtés ne peuvent se présenter qu'aussi longtemps que dans l'estimation des biens de vie on ne fait valoir que le point de vue du capital.

Il importe de travailler en direction d'une telle structure de l'organisme social, par¹¹ laquelle le jugement sur l'accroissement du capital ne soit pas le seul et unique pouvoir sous lequel les branches de production soient contraintes, mais au contraire, dans lequel l'accroissement du capital soit l'expression en vue d'une configuration de cette vie qui tienne compte de toutes les exigences de la corporéité et de la spiritualité humaines.

Celui qui pense selon le point de vue unilatéral de l'augmentation du capital ou bien,¹² ce qui en est une conséquence nécessaire, selon l'augmentation de revenu, à celui-là échappe le coup d'œil direct sur les effets des domaines de production particuliers sur le circuit économique. Qu'il s'agisse d'augmenter le capital ou de relever le salaire, c'est égal dans quel secteur de la production cela se produit. Le rapport conforme à la nature des hommes avec ce qu'ils produisent en est ainsi sapé. La hauteur d'une somme de capital ou de salaire reste la même lorsqu'on acquiert en échange une certaine catégorie de denrées ou une autre, ou bien lorsque l'on fournit en échange un type de travail ou un autre. Mais de ce fait les biens ne deviennent seulement des « denrées », du fait qu'on les acquiert par des sommes de capital, dans lesquelles leur propre caractéristique naturelle ne rencontre plus aucune expression ou ne peut être acquise ou vendue.



Mais ne tolèrent ce caractère de denrée que ces biens de vie qui sont immédiatement ¹³ consommés par l'être humain. Car pour leur valeur, l'être humain dispose d'une mesure directe dans ses besoins corporels ou spirituels. Une telle mesure ne se présente ni pour les biens-fonds, ni pour les moyens de production artificiels. Dont la mesure de valeur est dépendante de nombreux facteurs, qui ne deviennent évidents que lorsqu'on envisage l'entièreté de la structure sociale de la vie humaine.

S'il est indispensable, partir des intérêts culturels, qu'un territoire soit traité d'une ¹⁴ manière telle qu'on laisse se manifester un produit, du point de vue du capital, plus faible que celui d'une autre entreprise, ainsi ce produit plus faible ne pourra pas amener de dommages à la longue dans la communauté. Car le produit moindre d'une branche de production doit, après quelque temps, agir sur les autres de manière telle que, chez celles-ci aussi, les prix de leurs productions diminuent. C'est seulement au point de vue instantané, qui ne peut rien faire d'autre que de prendre en compte la valeur de l'égoïsme, que ce contexte échappe. Ce n'est que lors du simple comportement du marché où ne règnent en maître que l'offre et la demande, que la prise en compte de cette valeur d'égoïsme est seulement possible. Ce rapport n'est à surmonter que si des associations régulent les besoins humains à partir d'une observation conforme à la raison de l'échange et de la production des biens de consommations. En lieu et place de la simple loi de l'offre et de la demande, de telles associations peuvent établir des pourparlers entre cercles de consommateurs et cercles de producteurs d'une part, et entre les cercles de producteurs isolés, d'autre part. S'il est exclu, lors de ces observations, que l'un puisse s'élever en juge sur l'autre pour autoriser ce dont peut disposer ce dernier en besoins, alors dans les fondements de tels pourparlers n'aura son mot à dire que ce qui se réalise à partir des conditions naturelles de l'économie et de la possibilité humaine du travail.

La domination du circuit économique par la simple orientation capitaliste et salariale ¹⁵ rend la vie impossible sur de telles bases. Au travers de cette orientation, on échange dans la vie, ce pour quoi il n'y a pas en vérité d'échelle de comparaison : biens-fonds, moyens de production et biens, qui servent à l'immédiate consommation. En effet, la force de travail et l'exploitation des facultés spirituelles sont aussi assujetties à quelque chose d'abstrait, une échelle de mesure du capital et du salaire qui, dans le jugement humain et dans l'activité humaine, laisse disparaître les relations conformes à la nature de l'être humain vis-à-vis de son champ d'activité.

À présent, dans la vie moderne de l'humanité, la relation de l'être humain aux biens ¹⁶ vitaux, qui était possible sous la domination de l'économie naturelle, n'est plus à restaurer, sous le gouvernement d'une économie naturelle ou bien seulement par l'administration d'une finance plus élémentaire. L'articulation du travail et du social, qui est devenue nécessaire dans les temps modernes, sépare l'être humain du consommateur du produit de son travail. On ne peut pas œuvrer à l'encontre de ce fait concret et de ses conséquences, la paralysie de l'intérêt immédiat à la production, sans miner la vie de la civilisation moderne. La disparition d'un certain type de prises d'intérêt dans le travail doit être acceptée comme un résultat de cette vie. Mais ces intérêts ne doivent pas s'évanouir sans que d'autres intérêts prennent leur place. Car l'être humain doit travailler en participant à la communauté sociale et en vivant en elle.



À partir de la vie autonome de l'esprit et de celle du droit, naîtront les nouveaux in-¹⁷ térêts indispensables. À partir de ces deux domaines rendus autonomes, les impulsions viendront, qui correspondront à d'autres points de vue que ceux de la simple prolifération du capital ou du montant du salaire.

Une libre vie de l'esprit crée des intérêts au plus profond de l'entité humaine, les-¹⁸ quels, dotés d'objectif et de contenu, s'introduisent dans le travail et dans toute l'activité au sein de la communauté. Une telle vie de l'esprit engendre chez les êtres humains la conscience qu'ils se trouvent, avec leurs facultés, d'une manière sensée dans l'existence parce que celle-ci cultive ces facultés par amour. Sous l'influence de telles facultés ainsi cultivées, la communauté adoptera constamment le caractère dans lequel celles-ci peuvent s'exercer. La vie du droit et celle de l'esprit en recevront une empreinte qui correspondra aux facultés développées. Dans une vie de l'esprit, qui reçoit sa régulation à partir du domaine politico-juridique, ou qui cultive les facultés humaines à partir de leur résultat économique et a recours à ceux-ci, des intérêts personnels ne pourront jamais parvenir pleinement se développer.

Une telle vie de l'esprit fournira dans ses applications artistiques et cognitives¹⁹ des suppléments de vie « idéalistes » ou bien des contenus satisfaisants de conception du monde, pour des sollicitudes qui débouchent, au-delà de la vie sociale, dans un domaine plus ou moins étranger à la vie. Or, seule une vie de l'esprit libre peut pénétrer la vie, parce que la possibilité lui est donnée de configurer la vie à partir d'elle-même. Dans mes « Points essentiels de la question sociale », j'ai tenté de montrer comment, dans une telle vie de l'esprit, les instigations peuvent être découvertes qui positionnent la gestion du capital sur un terrain social sain. Ne peuvent gérer de manière féconde une masse de capital que des personnes ou des groupes de personnes disposant personnellement des aptitudes humaines pour accomplir ces productions au service de la communauté humaine, pour laquelle on a eu recours au capital. C'est pourquoi il est nécessaire que de telles personnes ou groupe de personnes ne gèrent une masse de capital qu'aussi longtemps qu'elles peuvent le faire à partir de leurs facultés. Lorsque cela n'est plus le cas, la masse de capital doit être remise à l'administration d'autres personnes qui possèdent les facultés pour ce faire. Étant donné maintenant que dans une libre vie de l'esprit le développement des facultés humaines prend naissance entièrement à partir de cette vie même de l'esprit, ainsi la gestion du capital dans le circuit économique devient le résultat d'un épanouissement d'énergie spirituel. Et celui-ci apporte à l'intérieur de la vie économique tous ces intérêts-là qui prospèrent à partir du terrain de la vie de l'esprit.

Une vie juridique indépendante crée des rapports entre des êtres humains vivant²⁰ dans une communauté sociale, qui laissent les uns travailler pour les autres, même si l'individu dans la fabrication de son produit du travail ne peut y trouver d'intérêt direct. Ces intérêts se transforment en ce qu'il peut avoir en échange, en travaillant pour la communauté humaine, à l'édification du droit de laquelle il prend part. La participation à la vie juridique autonome peut, à côté des intérêts économiques et spirituels, devenir le fondement d'une impulsion de vie et de production personnelles. L'être humain peut regarder au-delà de ses productions vers la communauté humaine, dans laquelle il se trouve à vivre, avec tout ce qui émane simplement de son humanité, du fait qu'il est devenu un homme ou une femme majeur(e), sans déférence à ses facultés spirituelles, et sans que la position économique dans laquelle il se trouve, ait une action sur cet état des choses. Le produit du travail rayonnera sa valeur sur le travail, si l'on domine du regard la manière dont il sert la communauté humaine, dans laquelle on se trouve si immédiatement et humainement intimement uni. Rien d'autre qu'une vie juridique autonome ne peut cependant provoquer cette union si intime, car seule celle-ci est un domaine dans lequel tout homme peut rencontrer autrui, dans le même intérêt unanime. Chacun des autres domaines doit, selon sa nature, provoquer des séparations selon des facultés individuelles ou selon des contenus du travail ; celui-ci par contre jette des ponts entre toutes les séparations. Pour la gestion du capital, on produit à partir de l'autonomie de la vie de l'esprit, le²¹ fait qu'une augmentation du capital n'est pas une incitation directe, mais ne peut seulement surgir que comme une conséquence naturelle d'autres impulsions, qui résultent d'une interdépendance concrète des facultés humaines d'avec les domaines de production.

Ce n'est que sur la base de tels points de vue, qui ne se trouvent pas au sein de²² l'orientation capitaliste, que l'organisme social peut recevoir une structure dans laquelle la production humaine et le service rendu en échange peuvent trouver un équilibre. Et comme sur le domaine de l'orientation capitaliste, cela peut se trouver sur d'autres domaines, sur lesquels la vie moderne a détourné l'être humain du contexte conforme à la nature d'avec les conditions de vie.

Par l'autonomisation de la vie de l'esprit et de celle du droit, des moyens de produc-²³ tion artificiels et des biens-fonds seront dépouillés de leur caractère de marchandise, ainsi que la force du travail humaine. (La voie, sur laquelle cela advient, on la trouvera exposée de manière plus exacte qu'ici, dans mon ouvrage « Les Points fondamentaux de la question sociale ».) Dans un domaine juridique autonome et dans une vie spirituelle autonome, les impulsions s'enracineront à partir desquelles les biens-fonds seront transposés sans relation d'achat et à partir desquelles on s'acquittera d'un travail humain.

Ainsi les formes d'interaction sociale adaptées à la vie civilisatrice actuelle seront ²⁴ créées à partir des énergies humaines. Et ce n'est qu'à partir de telles formes que peut naître la meilleure satisfaction possible des besoins humains. Dans une communauté simplement organisée d'une façon capitaliste et conforme au salaire, l'individu ne peut faire valoir ses facultés et ses énergies que dans la mesure où celles-ci rencontrent leur contre-valeur dans l'acquisition de capital. Une confiance, par laquelle l'un met ses énergies à la disposition des productions de l'autre, ne s'y fondera que sur la perspective que cet autre vit dans des conditions qui peuvent instiller une confiance à une manière de penser capitaliste. Dans la vie sociale, travailler dans la confiance sur les productions des autres est un octroi de crédit. La complexité de la vie moderne a sans cesse mené à ce que, comme pour des cultures plus anciennes, une transition eut lieu de l'économie naturelle à la finance, de même, pour la plus récente, envers un travail sur la base d'un octroi de crédit. Nous nous trouvons dans une époque, dans laquelle la vie rend indispensable que l'un travaille avec les moyens qu'un autre ou qu'une autre communauté lui remet en confiance de sa capacité de production. Pour l'action capitaliste, le contexte humain satisfaisant les conditions de vie a été complètement perdu par l'économie du crédit. Un octroi de crédit avec la perspective d'une augmentation correspondante du capital et le travail sous le point de vue que la confiance, à laquelle on a eu recours, apparaissant justifiée conformément au capital, deviennent les impulsions de la circulation du crédit. Cela ruine cependant des résultats dans l'organisme social, du fait que les hommes sont soumis au pouvoir d'un stockage de capital étranger au vivant, qu'ils ressentent dans l'instant indigne de l'être humain, ce dont ils prennent pleinement conscience. Que du crédit soit accordé sur les biens-fonds, cela ne peut advenir dans un orga- ²⁵ nisme social sain qu'à partir du point de vue, qu'à un être humain doté des facultés nécessaires ou bien à un groupe humain, la possibilité soit donnée de déployer un exercice de production qui apparaît justifié à partir de toutes les conditions culturelles à prendre en considération. Qu'à partir de l'orientation purement capitaliste, du crédit soit octroyé sur le bien-fonds, cela ne peut advenir que du fait qu'à celui-ci doit lui être retirée sa détermination d'ordinaire désirable, de sorte qu'il reçoive une valeur marchande qui corresponde à l'octroi du crédit.

Un sain octroi de crédit sous-entend une structure sociale par laquelle les biens de ²⁶ vie rencontrent une estimation qui s'enracine dans leur relation à la satisfaction des besoins corporels et spirituels. Une vie spirituelle et une vie juridique autonomes conduisent les êtres humains à une reconnaissance et à un faire valoir conforme à la vie de cette relation. Ainsi le circuit économique est-il configuré de sorte qu'il met en dépendance le jugement de la production d'avec ce dont les êtres humains ont besoin et qu'il ne se laisse pas dominer par des puissances, dans lesquelles les besoins humains concrets apparaissent étouffés par l'échelle d'évaluation abstraite du capital et du gain.

La vie économique se réalise dans l'organisme social dreigliederig par la collaboration des associations se formant à partir des exigences de production et des intérêts de consommation. Celles-ci auront à décider sur l'octroi de crédit et l'acceptation de crédit. Dans les négociations de telles associations, les impulsions qui agissent au sein de la vie économique à partir du domaine spirituel et du domaine du droit, joueront un rôle décisif. Pour ces associations, la nécessité d'une orientation simplement capitaliste n'existe pas. Car les associations se trouveront en relations d'échanges réciproques. De ce fait, les intérêts unilatéraux de l'un des secteurs de production sont régulés par ceux de l'autre.

La responsabilité de l'octroi et de l'acceptation du crédit reviendra aux associations.²⁸ De ce fait, l'importance des facultés individuelles des personnalités individuelles ne sont pas préjudiciables, et au contraire elles se mettent seulement à valoir pleinement. L'individu est responsable vis-à-vis de sa propre association pour la meilleure production possible ; et l'association est responsable vis-à-vis des autres associations pour l'utilisation efficiente des productions. Dans un tel partage de responsabilité repose la garantie que l'activité de production a lieu à partir de points de vue unilatéraux se corrigeant mutuellement. On ne produit plus à partir des instigations au gain de l'individu dans le sein de la vie de la communauté, mais au contraire, à partir de besoins objectifs agissant à partir de la communauté. Dans le besoin que l'association constate, pourra reposer le motif à la garantie de crédit pour une autre.

Celui qui n'est suspendu qu'aux cheminements d'idée ordinaire, celui-là dira : « ce²⁹ sont des « belles » pensées ; mais comment doit-on, à partir de la vie actuelle, en arriver dans une autre qui repose sur ces mêmes idées ? Il s'agit de comprendre que ce qui est effectivement proposé ici peut être transposé directement dans la réalité. On a seulement besoin d'accomplir le premier pas avec les associations caractérisées. Que cela soit possible, sans plus, personne, doté de quelque bon sens sain pour les réalités, ne devrait en douter. De telles associations, qui reposent sur la base de l'idée de la Dreigliederung, sont pourtant en vérité tout aussi bien à former que des consortiums, des sociétés et autres, au sens des anciennes institutions. Toutes sortes d'échanges économiques entre les nouvelles associations et les anciennes institutions sont cependant aussi possibles. On n'a absolument pas besoin de s'y creuser la tête dans le but que l'ancien dût être détruit et remplacé avec art par le nouveau. Le nouveau continue de se maintenir à côté de l'ancien. Chacun a ensuite à se maintenir par ses propres force intérieure et justification ; cela s'émiette ainsi à partir de l'organisation sociale. L'idée du Dreigliederung n'est pas un programme destiné à l'entièreté de l'organisme social, exigeant que la totalité de l'ancien cesse et que toutes les choses soient « arrangées » de neuf. Cette idée peut prendre son départ de la formation des institutions sociales particulières. La transformation d'une totalité résultera ensuite de la vie progressant à partir des formations sociales particulières. Parce que cette idée peut agir dans une telle direction, elle n'est pas une utopie, mais une force adaptée à la réalité.

L'essentiel c'est qu'au travers de l'idée de la Dreigliederung une compréhension so- 30
ciale objective soit apportée aux êtres humains réunis dans l'organisme social. Par les
instigations qui proviennent de la vie autonome de l'esprit et la vie du droit, les
points de vue économiques sont fécondés d'une manière pratique. L'individu de-
vient, dans un certain sens, un quo-travailleur aux productions de la totalité. Par sa
participation à une libre vie de l'esprit, par les intérêts engendrés sur le terrain juri-
dique, cette communauté de coopération se voit conciliée par les relations
d'échanges des associations économiques.

L'activité de l'organisme social est pour ainsi dire refondue sous l'influence de l'idée 31
de la Dreigliederung. Actuellement l'être humain doit voir dans l'accroissement du
capital et dans l'élévation du salaire les signes distinctifs par lesquels il se trouve in-
séré en correspondance dans l'organisme social. Dans l'organisme social dreigliede-
rig les facultés individuelles des hommes isolés fourniront — en harmonie avec les
relations humaines provenant du terrain juridiques et avec la production écono-
mique reposant sur l'activité associative, la circulation et de la consommation — la
meilleure fécondité possible du travail de la communauté. Et l'accroissement du capi-
tal ou selon le cas, la compensation de production avec le service rendu en échange,
apparaîtront comme des conséquences des activités et institutions sociales.

Loin de réformer dans le domaine, dans lequel ne jouent que les interactions sociales, 32
l'idée de la Dreigliederung veut conduire l'activité de transformation et d'édification
au domaine des causes. Avec l'acceptation ou le refus de cette idée surgit la question
de savoir si l'on veut avoir la volonté de travailler en remontant jusqu'à ce domaine
des causes. Et cette volonté doit mener, loin de l'observation des institutions exté-
rieures, vers les êtres humains qui sont agissant dans les institutions. La vie des
temps modernes a apporté la division du travail dans de nombreux domaines. Celle-
ci est une nécessité des institutions extérieures. Ce qui est provoqué par les do-
maines partagés du travail, doit trouver une compensation dans les réciprocity des
échanges humains pleins de vie. La division du travail divise les êtres humains ; les
énergies, qui leur viendront à partir des trois domaines devenus autonomes de l'or-
ganisme social, les réuniront de nouveau. Notre vie sociale a reçu son empreinte du
fait que la séparation des êtres humains a atteint le point culminant de son évolu-
tion. Cela doit être reconnu par l'expérience de la vie. Pour celui qui reconnaît cela,
cela devient une nécessité de penser les voies qui conduisent à l'association.



De tels phénomènes sociaux concrets de la vie économique, telle la manière dont la circulation du crédit s'intensifie, éclairent cette revendication urgente de l'époque.³³ Plus forts sont les inclinations vers l'orientation capitaliste, plus la finance est développée, davantage s'active l'esprit d'entreprise, d'autant plus se déploie la circulation du crédit. Mais pour un penser sain, cela devrait faire naître le besoin de la percer à jour avec une réelle compréhension de la production de biens réels et des besoins humains en direction de biens déterminés. En définitive, elle ne pourra agir saine-ment que si celui qui accorde un crédit se sent responsables de ce qui arrive au tra-vers de son autorisation de crédit ; et si celui qui souscrit un crédit fournit, au travers des interdépendances économiques — par les associations —, dans lesquelles il se tient, des fondements de responsabilité à celui qui lui a accordé ce crédit. Il ne peut pas s'agir simplement, pour une saine économie nationale, que le crédit de l'esprit d'entreprise ait une bonne influence en tant que tel, mais au contraire que des insti-tutions existent par lesquelles l'esprit d'entreprise s'exerce d'une façon qui soit favo-rable au social.

Au plan théorique, presque personne ne voudra douter qu'une élévation du senti-³⁴ment de responsabilité est nécessaire dans la circulation économique actuelle [Ceci est écrit en 1921, ndt]. Ce relèvement dépend cependant de la naissance d'associa-tions, par l'activité desquelles soit placé réellement devant les yeux des êtres hu-mains individuels ce qui arrive dans la communauté sociale au travers de leur façon d'agir.

De la part des personnalités, dont la tâche de toute leur vie dépend de la mise en ex-³⁵ploitation du sol et qui ont, pour cette raison, une expérience dans ce domaine, on affirme à bon droit que celui qui a à gérer le foncier, ne devrait pas le considérer comme une marchandise quelconque, et que le crédit rural devrait être administré d'une autre façon que le crédit marchand. Mais il est impossible, que dans l'actuel circuit économique, de telles connaissances gagnent en importance pratique, s'il ne se trouve pas derrière l'individu des associations qui, à partir des relations des do-maines économiques isolés confèrent une autre empreinte à l'économie foncière que celle d'un autre secteur de production.

Il est absolument concevable que maintes personnes disent au sujet de tels exposés :³⁶ à quoi bon tout cela, puisque finalement et nonobstant, le besoin humain est le maître de toute production, et par exemple, personne ne peut en venir à l'octroi de crédit ou bien à l'acceptation de crédit, si à partir d'un recoin quelconque un besoin

peut qu'être provoquée par des institutions, par lesquelles à partir de la totalité de l'organisme social, on vienne à bout de l'estimation de la valeur des biens particuliers de la vie. Celui qui veut mettre en doute que de telles institutions soient dignes de s'y efforcer, celui là, ne voit pas que le simple règne de la loi de l'offre et de la demande porte atteinte aux besoins humains, dont la satisfaction desquels rehausse la civilisation d'un organisme social ; et l'esprit lui fait défaut pour un effort qui veut insérer la satisfaction de tels besoins dans les mouvements de l'organisme social. L'effort vers la Dreigliederung de l'organisme social voit son contenu dans la création d'un accommodement entre les besoins humains et la valeur des productions humaines.

Note :

(1) Hartley Withers, auteur de *The Meaning of Money*, en Allemand « Argent et Crédit en Angleterre », Iéna 1911.

La fixation des buts pédagogiques de l'école Waldorf à Stuttgart. [266]

Trad. F. Germani - v.01 - 24/12/2020

Quiconque se prépare à la profession de pédagogue dans les établissements d'enseignement d'aujourd'hui emporte avec lui dans la vie de nombreux bons principes sur l'éducation et l'art d'enseigner. Et la bonne volonté d'appliquer ces principes est sans aucun doute présente chez beaucoup de ceux à qui cette tâche incombe. Néanmoins, il existe une insatisfaction généralisée dans cette sphère de la vie. Des objectifs nouveaux ou apparemment nouveaux apparaissent constamment ; et des institutions sont fondées qui sont censées mieux prendre en compte les exigences de la nature humaine et de la vie sociale que celles qui ont émergé de la civilisation générale de l'humanité récente. Il serait déraisonnable de ne pas reconnaître que depuis plus d'un siècle, la science de l'éducation et de l'instruction compte parmi ses gardiens les personnalités les plus nobles, portées par un idéalisme élevé. Ce qu'elles incorporent dans l'histoire représente un riche trésor de sagesse pédagogique et d'instructions inspirantes pour la volonté de l'éducateur, que l'aspirant enseignant peut prendre.

On ne peut guère nier que pour chaque carence que l'on trouve dans le champ de l'éducation et de l'enseignement, des idées directrices peuvent être signalées chez les grands pédagogues dirigeant jusqu'à présent, par l'observation desquelles des mesures correctives pourraient être prises. Cette insatisfaction ne peut résider dans l'absence d'une science de l'éducation soigneusement cultivée, elle ne peut aussi reposer sur le manque de bonne volonté de la part de ceux qui s'occupent d'éducation et d'enseignement. Mais elle n'est quand même pas injustifiée. Les expériences de la vie le prouvent à chaque humain impartial.

De tels sentiments ont imprégné ceux qui ont participé à la fondation de l'école Waldorf à Stuttgart. Emil Molt, le fondateur de cette école, et l'auteur de cet article, qui a été autorisé à donner la direction de la sorte d'éducation et d'enseignement, et qui est autorisé à continuer à participer à la poursuite de cette direction : ils veulent résoudre une tâche éducative et sociale avec cette école.

En essayant de résoudre la tâche pédagogique, il est important de reconnaître la raison pour laquelle les bons principes éducatifs qui existent conduisent à des résultats insatisfaisants dans une si large mesure. - Après tout, il est généralement admis, par exemple, que le développement de l'individualité de l'enfant doit être observé pour l'acquisition des idées directrices dans l'enseignement et l'éducation. Dans toutes les sortes de tonalité, ce point de vue est présenté comme correct.



Mais il existe aujourd'hui de lourds obstacles à l'adoption de ce point de vue. Pour ⁰⁵ s'épanouir dans la pratique, il nécessite une connaissance de l'âme qui ouvre réellement l'essence de l'homme. La vision du monde qui domine la formation spirituelle (*) d'aujourd'hui ne conduit pas à une telle vision. Cette vision du monde estime qu'elle n'a de terrain sûr sous ses pieds que si elle peut établir des lois universellement valables. Des lois qui peuvent être exprimées en termes fixes et ensuite appliquées au cas par cas. On s'habitue à lutter pour de telles lois lorsqu'on acquiert sa formation professionnelle dans les établissements d'enseignement d'aujourd'hui. Ceux qui ont été formés pour la profession d'éducateur sont également habitués à penser en termes de telles lois. Mais l'âme humaine résiste à la cognition/la connaissance si l'on veut la saisir par de telles lois. Seule la nature se donne à ces lois. Si l'on veut voir à travers l'essence de l'âme, il faut pénétrer dans le licite/la légité/ce qui a mesure de loi (NDT mais n'est justement pas une loi) avec la puissance de formation artistique dans la cognition/la connaissance. Le connaissant doit devenir un observateur/contemplant artistique s'il veut saisir ce qui est d'âme. On pourrait pontifier : une telle cognition/connaissance ne serait pas une véritable cognition, car elle implique une expérience personnelle dans la compréhension des choses. Ce type de sermon, quel que soit le nombre de préjugés logiques qu'il peut avoir en sa faveur, s'oppose au fait que l'âme ne peut être connue sans la participation de la saisie intérieure personnelle et créative. On s'éloigne de cette implication parce qu'on croit qu'elle va nécessairement nous conduire à l'arbitraire personnel du jugement. Il est certain que l'on entre dans cet arbitraire si l'on n'acquiert pas une objectivité intérieure par une auto-éducation soigneuse.

Cela indique cependant le chemin emprunté par celui qui outre la connaissance de la ⁰⁶ nature, qui se justifie dans sa propre sphère, admet une véritable connaissance de l'esprit. Et à celle-ci revient d'ouvrir l'essence de ce qui est d'âme. Elle doit porter un véritable art de l'éducation et de l'enseignement. Car elle conduit à une connaissance de l'humain qui a en soi des idées si émouvantes et si vivantes que l'éducateur peut les traduire en une vision pratique de l'individualité enfantine. Et c'est seulement à celui qui en est capable que l'exigence d'éduquer et d'enseigner selon l'individualité de l'enfant acquiert une signification pratique.

À notre époque avec son intellectualisme, avec son amour de l'abstraction, on cher- ⁰⁷ chera à réfuter ce qui a été dit ici avec des objections telles que la suivante : il serait quand même évident que les idées générales que l'on a acquises sur l'essence de l'humain à partir de la formation actuelle du temps soient individualisées pour le cas particulier.

Mais pour individualiser correctement, de manière à pouvoir orienter l'individualité ⁰⁸ particulière de l'enfant sur le plan éducatif, il faut avoir acquis dans une connaissance spirituelle particulière le coup d'œil pour l'acquis qui ne peut être porté sous une loi générale comme cas individuel, mais dont il faut d'abord saisir cette loi en premier à ce cas. La connaissance de l'esprit pensée ici ne conduit pas, d'après le modèle de la connaissance de la nature, à représenter des idées générales pour les appliquer dans le cas particulier, mais elle éduque l'humain à une constitution de l'âme qui expérimente le cas individuel dans son indépendance en le regardant/contemplant. - Cette science de l'esprit retrace le développement de l'humain dans son enfance et sa jeunesse. Elle montre comment la nature de l'enfant, de la naissance au changement de dents, est telle qu'elle se développe à partir de l'instinct d'imitation.



Ce que l'enfant voit, entend, etc. suscite en lui l'envie de faire de même. La manière dont cette impulsion se développe est étudiée en détail par la science de l'esprit. Pour cet examen, on a besoin de méthodes qui, en tout point, transfèrent la pure pensée-loi dans la contemplation artistique. Car ce qui stimule l'enfant à l'imitation et la manière dont il imite ne se laisse voir que de cette manière. - Pendant la période du changement de dents, un changement complet a lieu dans l'expérience de l'enfant. Il y a une impulsion à faire ou à penser ce qu'une autre personne, qui est perçue par l'enfant comme une autorité, fait ou pense, quand il décrit ce faire ou ce penser correctement. Avant cet âge, l'imitation est faite afin de faire de son propre être une reproduction de son environnement ; avec l'entrée dans cet âge, on n'imité plus purement, mais l'être étranger est pris dans son propre être avec un certain degré de conscience. Mais l'instinct d'imitation, continue d'exister jusqu'à la neuvième année de vie environ à côté de l'autre, de suivre l'autorité. Si l'on procède à partir des expressions de ces deux principaux instincts pour les deux âges successifs de l'enfance, le regard tombe sur d'autres révélations de la nature de l'enfant. On se familiarise avec le développement plastique de l'enfance humaine.

Celui qui fait ses observations dans ce champ à partir d'une conception qui est la ⁰⁹ bonne pour les choses de la nature, oui, aussi pour l'humain en tant qu'être de la nature, se retire à lui, ce qui est réellement significatif. Mais celui qui adopte le mode d'observation approprié pour ce domaine aiguise l'œil de son âme sur l'individualité de l'être de l'enfant. Pour lui, l'enfant ne devient pas un "cas unique/singulier" qu'il juge selon un principe général, mais une énigme entièrement individuelle qu'il cherche à résoudre.

On objectera qu'une telle approche voyante/contemplante de l'enfant particulier ne ¹⁰ serait pas possible dans une classe d'école comptant un grand nombre d'élèves. Sans vouloir pour autant se prononcer en faveur d'un nombre excessif d'élèves dans les classes, il faut dire qu'un enseignant ayant une connaissance de l'âme, tel qu'il est entendu ici, s'entendra plus facilement avec de nombreux élèves qu'un autre sans réelle connaissance de l'âme. Car cette connaissance de l'âme se révélera dans la conduite de toute la personnalité du maître ; elle donnera le cachet à chacune de ses paroles, à tous ses actes ; et les enfants deviendront intérieurement actifs sous sa direction. Il n'aura pas à forcer chaque individu à s'engager dans une activité, car son attitude générale travaillera sur l'enfant individuel.

De la connaissance du développement enfantin découlent le programme et la méthode ¹¹ d'enseignement appropriés. Si l'on voit comment l'instinct d'imitation et l'impulsion de se placer sous autorité interagissent chez l'enfant dans les premières années de l'école primaire, on sait, par exemple, comment organiser l'enseignement de l'écriture pour ces années. Si on la construit sur l'intellectualité, on travaille contre les forces qui se révèlent à travers l'instinct d'imitation ; si on part d'une sorte de dessin qui est progressivement transféré à l'écriture, on développe ce qui s'efforce de se développer. De cette façon, le programme d'études peut être entièrement dérivé de la nature du développement de l'enfant. Et seul un programme d'études obtenu de cette manière va dans le sens de l'évolution humaine. Elle rend l'humain fort ; toute autre atrophie ses forces. Et cette atrophie exerce ses effets sur toute la vie.

Ce n'est que par la connaissance de l'âme de la sorte décrite qu'il est possible d'appli- ¹² quer un principe d'éducation comme celui de la nécessité d'observer l'individualité de la nature enfantine.



Une pédagogie qui veut appliquer dans la pratique ce qui est préconisé théorique-¹³ ment par beaucoup comme de bons principes doit être construite sur une véritable science de l'esprit. Sinon, elle ne pourra fonctionner qu'avec les quelques pédagogues qui élaborent instinctivement leur pratique grâce à des dispositions naturelles heureuses. La pratique éducative et didactique de l'école Waldorf doit être fécondée par une véritable connaissance spirituelle-scientifique de l'humain. Je me suis donné pour tâche de stimuler les enseignants dans cette direction avec un cours de pédagogie et de didactique spirituelles-scientifiques, que je leur ai donné avant l'ouverture de l'école.

Ceci n'est cependant qu'une esquisse de la tâche pédagogique pour laquelle une pre-¹⁴ mière tentative de solution a été faite avec cette école. À l'école Waldorf, Emil Molt a créé en même temps une institution qui correspond à une demande sociale actuelle. C'est d'abord une école primaire pour les enfants de ceux qui travaillent dans l'usine Waldorf-Astoria à Stuttgart. À côté de ces enfants se trouvent ceux d'autres classes de la population, de sorte que le caractère d'une école élémentaire unifiée est pleinement préservé. C'est tout ce qu'un individu peut faire au début. Dans un sens global, une tâche sociale importante pour l'avenir sera résolue en premier avec l'école que lorsque les institutions sociales globales intègrent toute la scolarité de manière à ce qu'elle soit imprégnée de l'esprit qui est mis en œuvre à l'école Waldorf autant que c'est possible dans les conditions actuelles.

Les explications ci-dessus montrent que tout art pédagogique doit être construit sur¹⁵ une connaissance de l'âme qui est étroitement liée à la personnalité du professeur. Cette personnalité doit pouvoir s'exprimer librement dans son travail pédagogique. Cela n'est possible que si l'ensemble de l'administration du système scolaire est autonome en soi. Si l'enseignant en exercice n'a à faire, en ce qui concerne l'administration, uniquement avec les enseignants en exercice. Un enseignant n'exerçant pas est tout autant un corps étranger dans l'administration scolaire qu'un non-artiste, qui serait chargé d'orienter les créateurs artistiques dans la bonne direction. La nature de l'art pédagogique exige que le personnel enseignant se répartisse entre l'enseignement et l'administration du système scolaire. De cette façon, l'esprit général, qui est formé par l'attitude spirituelle de tous les enseignants individuels réunis dans une communauté d'enseignement et d'éducation, prévaudra pleinement dans l'administration. Et dans cette communauté, seul sera valable ce qui résulte de la connaissance de l'âme.

Une telle communauté n'est possible que dans l'organisme social tri-articulé, qui a¹⁶ une vie de l'esprit libre à côté d'une vie étatique orientée vers la démocratie et une vie économique indépendante. (Sur l'essence de cette structure tri-articulée, comparer les articles des numéros précédents de "Avenir social"). Une vie de l'esprit qui reçoit ses directives de l'administration politique ou des pouvoirs de la vie économique ne peut cultiver en son sein une école dont les impulsions émanent entièrement du corps enseignant lui-même. Une école libre, cependant, placera dans la vie des humains qui peuvent développer leur pleine force dans l'État et dans l'économie, parce que cette force est développée en eux.



Celui qui ne rend pas hommage à l'opinion selon laquelle les rapports impersonnels¹⁷ de production ou semblables façonnent les humains, mais qui reconnaît à partir de la réalité réelle comment les humains créent l'ordre social, envisagera aussi quelle signification a une école qui n'est pas construite sur des vues de parti ou sinon, mais sur ce qui est fourni à la communauté humaine depuis les profondeurs de l'essence des mondes - par les générations toujours nouvelles qui y entrent. Mais cela ne peut être reconnu et formé que par une vision de l'âme telle que celle que l'on a tenté de caractériser ici. De ce point de vue apparaît la signification sociale profonde d'une pratique pédagogique fondée sur la science de l'esprit.

De cette pratique pédagogique, maintes autres choses devront être jugées différemment¹⁸ de ce qui est fait actuellement par les pédagogues. Pour ne signaler qu'une chose dans ce sens, on peut mentionner qu'à l'école Waldorf, une sorte d'eurythmie a été placée à côté de la gymnastique ordinaire comme également justifiée. Cette eurythmie est une langue visible. Par elle, les membres du corps humain sont déplacés, l'ensemble de l'être humain et des groupes d'êtres humains sont amenés à effectuer de tels mouvements qui, à la mesure d'une loi, expriment le contenu de l'âme, tout comme le langage parlé ou la musique. L'être humain entier est animé d'âme. Si aujourd'hui la gymnastique, qui ne peut avoir qu'un effet direct sur le renforcement du corps et tout au plus un effet indirect sur le renforcement moral de l'être humain, est préjugée et surestimée parce qu'elle s'intéresse unilatéralement au physique, un temps ultérieur reconnaîtra comment l'art du mouvement d'âme en eurythmie développe l'initiative de la volonté en même temps que le physique. Elle appréhende l'être humain dans sa globalité en fonction du corps, de l'âme et de l'esprit.

Celui qui ne laisse pas passer la crise actuelle de la civilisation européenne dans une¹⁹ sorte de sommeil de l'âme, mais la vit pleinement, ne peut pas voir ses origines uniquement dans des institutions extérieures défectueuses qui ont besoin d'être améliorées, mais doit les chercher au plus profond de la pensée, du sentiment et de la volonté de l'humain. Mais alors il reconnaîtra aussi parmi les moyens d'assurer la santé de notre vie sociale celui de l'éducation de la génération à venir. Et il ne négligera pas entièrement une tentative qui cherche dans l'art pédagogique les moyens par lesquels les bons principes et la bonne volonté peuvent aussi être mis en pratique. L'école Waldorf n'est pas une "école de réforme" comme tant d'autres qui sont fondées parce qu'on croit savoir quels sont les défauts de telle ou telle façon d'éduquer et d'enseigner ; mais elle trouve son origine dans la pensée que les meilleurs principes et la meilleure volonté dans ce domaine peuvent seulement devenir efficaces lorsque l'éducateur et le professeur sont des connaisseurs de l'être humain. On ne peut pas être cela sans développer également une vivante prise de participation avec l'ensemble de la vie sociale de l'humanité. Le sens qui est ouvert pour l'être de l'humain prend aussi toute la souffrance et la joie de l'humanité comme sa propre expérience/son propre vécu. Grâce à un professeur qui est un connaisseur de l'âme, un connaisseur de l'humain, l'ensemble de la vie sociale œuvre sur la génération ambitionnant à la vie. De son école proviendront des humains qui pourront se placer puis-
samment dans la vie.



SUR LA GUERRE MONDIALE 1914-1918 (1/2)

Pensées pendant le temps de la guerre. [279]

Pour les Allemands et de tels qui ne croient pas devoir les haïr (1915)

Trad. F. Germani v.01 - 01/2023

Une souffrance indicible, une profonde tristesse cohabitent dans l'âme des humains actuels à côté de la volonté d'offrir à ce moment incomparable de l'histoire mondiale les sacrifices de courage, de bravoure, d'amour qu'il exige. Le guerrier est endurci par la conscience qu'il se porte garant de ce que la terre a de plus cher à donner à l'humanité. Il regarde la mort en face avec le sentiment que sa mort est exigée par cette vie qui, en tant que plus haut vis-à-vis de l'humain individuel, a la permission de revendiquer aussi sa mort. Les pères, les mères et les fils, les femmes, les sœurs et les filles doivent sortir de leur souffrance personnelle pour se retrouver dans l'idée que l'évolution de l'humanité s'élèvera du sang et de la mort vers des objectifs pour lesquels les sacrifices étaient nécessaires et qui les justifieront. Le regard qui va de l'expérience individuelle à la vie de l'humanité, de l'éphémère à ce qui vit dans cet éphémère comme l'impérissable, est exigé par les expériences de ce temps. La confiance s'élève de la sensation de ce qui se passe, que ce qui est vécu soulèvera l'aurore d'un nouveau temps de l'humanité, dont cette expérience devrait mûrir les forces.

On aimerait regarder les flammes de la haine qui s'allument avec la compréhension qui cherche aussi à comprendre les égarements des humains. Pour maint, l'impression qu'il reçoit est justement trop forte lorsqu'il compare ce l'actuellement vécu avec ce qui lui semble déjà acquis pour le présent grâce à l'évolution de l'humanité. Des humains qui ont su s'exprimer sur les acquisitions de l'humanité avec une pleine sympathie ont trouvé pour cela des mots comme ceux qu'a prononcés le fin contemplateur d'art allemand, *Herman Grimm*, décédé en 1901. Celui-ci compare le vécu de l'humain d'autrefois à ce que le présent lui apporte. Il dit : "J'ai parfois l'impression que l'on est transporté dans une nouvelle existence et que l'on n'a emporté avec soi que le bagage spirituel le plus nécessaire. Comme si des conditions de vie totalement différentes obligeaient à un travail des pensées entièrement nouveau. Car les distances ne sont plus ce qui sépare les humains. Nos pensées font le tour de la surface de la Terre avec une facilité déconcertante et volent de chacun à chacun, où qu'ils soient. La découverte et l'exploitation de nouvelles forces naturelles unissent tous les peuples dans un travail commun incessant. De nouvelles expériences, sous la pression desquelles notre vision de tout ce qui est visible et invisible change sans cesse, nous imposent aussi de nouvelles manières d'observation pour l'histoire de l'évolution de l'humanité". À sa façon individuelle, chaque humain européen avait, avant le début de cette guerre, de tels sentiments dans son âme. Et maintenant : qu'a-t-on fait, pour le temps de cette guerre, de ce qui incitait à ces sentiments ? N'est-ce pas comme si l'on voulait montrer à l'humanité à quoi ressemble le monde lorsque les effets de beaucoup de choses qui sont le fruit de l'évolution cessent ? Et quand même aussi, la guerre ne montre-t-elle pas, par ses horreurs, à quoi doivent conduire les conflits entre les peuples, combattus avec les moyens que l'évolution la plus récente a apportés ?



Les sentiments qui naissent de ces expériences peuvent jeter la confusion. On aime-⁰³ rait comprendre, à partir de l'existence de cette confusion, pourquoi beaucoup d'humains ne peuvent pas comprendre que la guerre elle-même apporte horreur et souffrance, et pourquoi ils décrivent l'adversaire comme "barbares", lorsqu'une dure nécessité lui impose l'utilisation des moyens de combat que les temps modernes ont créés.

Des paroles de condamnation haineuse de l'essence allemande, prononcées mainte-⁰⁴ nant par des personnalités qui sont à la tête des peuples avec lesquels l'Allemagne vit actuellement en guerre : comment résonnent-elles pour une âme qui ressent comme une véritable expression du sentiment allemand ce que Herman Grimm, déjà mentionné, a caractérisé peu avant l'entrée dans ce siècle comme la constitution de la conception de la volonté de vivre de l'humanité moderne. Il écrivait : "La solidarité des convictions morales de tous les humains est aujourd'hui l'église qui nous relie tous. Nous cherchons plus passionnément que jamais une expression visible de cette communion. Toutes les aspirations vraiment sérieuses des masses ne connaissent que ce but. La séparation des nations n'existe déjà plus ici. Nous sentons qu'il n'y a pas de différence nationale face à la vision éthique du monde. Nous nous sacrifions tous pour notre patrie, mais nous sommes loin de désirer ou de provoquer le moment où cela pourrait se faire par la guerre. L'assurance que la paix serait notre vœu le plus sacré n'est pas un mensonge. <La paix sur Terre et le bonheur des hommes> nous imprègne. Les habitants de notre planète, tous considérés comme une unité, sont habités par une sensibilité évidente... Les humains, en tant que totalité, se reconnaissent comme soumis à une cour de justice invisible, trônant comme dans les nuages, devant laquelle ils considèrent comme un malheur de n'avoir pas la permission d'exister, et à la procédure judiciaire de laquelle ils cherchent à adapter leurs querelles intérieures. Ils y cherchent avec anxiété leur droit. Comme les Français d'aujourd'hui s'efforcent de présenter la guerre qu'ils envisagent contre l'Allemagne comme une exigence morale dont ils exigent la reconnaissance par les autres peuples, voire par les Allemands eux-mêmes". Le travail de toute une vie d'Herman Grimm est à tel point fondé sur la vie de l'esprit allemande avec toutes ses racines que l'on peut dire qu'il s'agit d'un travail de longue haleine : Lorsqu'il exprime une telle pensée, c'est comme s'il était imprégné de la conscience qu'il parle au nom spirituel de son peuple. Il utilise des mots dont lui est permis d'avoir la certitude : Si le peuple allemand dans son ensemble pouvait s'exprimer, il utiliserait de tels mots pour exprimer son sentiment sur la manière dont il conçoit sa propre volonté au sein de l'ensemble de l'humanité. Herman Grimm ne veut pas dire que ce qui est présent dans la vie actuelle de l'humanité pourrait empêcher les guerres. Il parle en effet de l'idée que les Français veulent une guerre contre l'Allemagne. Mais Herman Grimm devait être convaincu, lorsqu'il exprimait des pensées comme celles qu'il a citées, mais aussi que cette mentalité prouverait sa force à travers des guerres. Les adversaires du peuple allemand parlent actuellement comme s'ils considéraient comme prouvé que la seule cause de cette guerre réside uniquement dans le fait que les Allemands ne comprennent pas une telle mentalité/un tel état d'esprit. Comme si le résultat de cette guerre devait être que les Allemands soient contraints de comprendre un tel état d'esprit. Comme si des esprits influents chez les Allemands s'étaient donné la tâche d'éradiquer cet état d'esprit/mentalité chez leur peuple.

On entend maintenant maints noms de personnalités allemandes prononcés avec⁰⁵



haine. Pas seulement de la part d'écrivains du jour, mais aussi de la part de dirigeants spirituels des peuples vivant en guerre avec l'Allemagne. Oui, de telles voix proviennent aussi de pays avec lesquels l'Allemagne n'est pas en guerre. Parmi ces personnalités allemandes, il y a par exemple l'historien du peuple allemand, *Heinrich von Treitschke*. Les Allemands qui se forment des pensée sur la signification scientifique et à l'essence de la personnalité de Treitschke expriment les jugements de valeur les plus divers à son sujet. Des points de vue sur lesquels s'appuient ces jugements, qu'ils soient justifiés ou non, il ne s'agit pas en cet instant ; vis-à-vis des voix des adversaires de l'essence allemande un tout autre point de vue donne la mesure. Ces adversaires veulent voir en Treitschke une personnalité qui a agi sur la race allemande actuelle de telle sorte qu'à l'heure actuelle, le peuple allemand se considère comme le plus doué des peuples dans toutes les directions, qu'il veut donc contraindre les autres à se soumettre à sa direction et qu'il place la conquête du *pouvoir* au-dessus de tout droit. Si Treitschke vivait encore, et s'il entendait les jugements portés sur sa personne par les adversaires de l'essence allemande, il pourrait se souvenir des paroles qu'il a écrites en 1861 comme l'expression de ses sentiments les plus profonds dans le traité sur "La liberté". Il s'y exprimait au sujet d'humains tels qu'ils mettent immédiatement une limite à leur respect et à leur tolérance des opinions étrangères, lorsque quelque chose qui ne leur plaît pas leur apparaît dans ces opinions. Pour de tels humains -- estime Treitschke -- la pensée est voilée par la passion, et il dit : tant que cette façon de substituer la phrase née de la passion au jugement vivra encore, "tant que vivra encore en nous, bien que sous une forme plus douce, l'esprit fanatique de ces anciens zélotes qui ne mentionnaient les opinions étrangères que pour prouver que leurs auteurs avaient acquis de justes droits à l'étang de l'enfer". Un homme qui aurait agi en tant que Français parmi les Français, en tant qu'Italien parmi les Italiens, comme Treitschke aurait agi en tant qu'Allemand parmi les Allemands : il n'apparaîtrait pas aux Allemands comme un séducteur des Français ou des Italiens. Treitschke était un historien et un homme politique qui, à partir d'une sensibilité forte et décidée, donnait à tous ses jugements un caractère tranchant et efficace. Les jugements qu'il prononçait *sur les Allemands* par amour pour son peuple avaient aussi une telle empreinte. Mais tous ces jugements étaient portés par le sentiment que ce n'était pas seulement son âme qui parlait ainsi, mais le cours de l'histoire allemande. A la fin de la préface de la cinquième partie de son "Histoire allemande au dix-neuvième siècle", on peut lire les mots suivants : "Aussi sûr que l'humain ne comprend que ce qu'il aime, aussi sûr que seul un cœur fort, qui ressent les destinées de la patrie comme une souffrance et un bonheur qu'il a lui-même vécu, peut donner au récit historique sa vérité intérieure. C'est dans cette puissance de l'âme, et non pas seulement dans la perfection de la forme, que réside la grandeur des historiens de l'Antiquité". Maint jugement de Treitschke sur ce que le peuple allemand a vécu à travers d'autres peuples sonnent comme une condamnation sévère de ces autres peuples. Seuls ceux qui observent la sévérité des jugements par lesquels Treitschke juge souvent ce qu'il trouve blâmable au sein de son propre peuple peuvent comprendre les déclarations de Treitschke allant dans ce sens. Treitschke avait pour son peuple l'amour le plus profond, qui était un noble feu dans son âme ; mais il pensait qu'il n'y avait pas de mal à juger le plus brutalement là où l'on aimait le plus. Il serait concevable qu'il se trouve des ennemis du peuple allemand qui se fassent un recueil d'expressions tirées des œuvres de Treitschke, qui enlèvent à ces



expressions la couleur de l'amour qu'elles ont chez Treitschke et qui les recouvrent de leur couleur de haine : ils pourraient ainsi se fabriquer des armes verbales contre le peuple allemand. Ces armes verbales ne seraient pas pires que celles avec lesquelles ils tirent sur une image déformée de Treitschke pour blesser le peuple allemand. Herman Grimm, qui savait apprécier Treitschke et était familier avec lui et sa façon personnelle, prononça à son sujet, quelque temps après sa mort, ces mots : "Peu de gens ont été aussi aimés, mais aussi haïs que lui". Treitschke fut réuni par Grimm avec les professeurs d'histoire allemands Curtius et Ranke pour former une triade de professeurs allemands, à propos desquels il s'exprima ainsi : "Ils étaient aimables et confidentiels dans leurs échanges. Ils cherchaient à promouvoir leurs auditeurs. Ils reconnaissaient le mérite là où ils le rencontraient. Ils ne cherchaient pas à opprimer leurs adversaires. Ils n'avaient pas de parti et pas de camarades de parti. Ils exprimaient leur opinion. Il y avait quelque chose d'exemplaire dans leur attitude. Ils voyaient dans la science la fleur la plus haute de l'esprit allemand. Ils défendaient sa dignité". Il existe un compte rendu détaillé de l'"Histoire allemande" de Treitschke par Herman Grimm. Qui le lit, peut seulement arriver à la conclusion que Herman Grimm a classé Treitschke parmi ceux qui ne pensaient pas différemment de lui sur la relation que le peuple allemand voulait avoir avec les autres peuples.

Celui qui, depuis le pays ennemi, vilipende une personnalité allemande telle que celle ⁰⁶ de Treitschke et la stigmatise comme un séducteur de la jeune génération, manque de jugement sur la manière dont un Allemand, qui ressentait "le destin de la patrie comme une souffrance et un bonheur qu'il a lui-même vécus", devait s'adresser à des Allemands qui, pour comprendre leur propre histoire, doivent se tourner vers des expériences passées qu'Herman Grimm (dans son livre sur Michel-Ange, 16e édition) a décrites comme étant "des expériences de la vie". Dans son livre sur l'histoire de l'Allemagne (2e édition), il caractérise l'Allemagne par ces mots : "Pendant trente ans, l'Allemagne, incapable de faire pencher la balance en tant que nation propre, a été le champ de bataille des peuples qui nous entouraient, et après que les étrangers, qui se faisaient ainsi la guerre sur notre sol, eurent enfin fait la paix, l'ancien état indéterminé est revenu". Dans le livre Goethe d'Herman Grimm, on peut lire à propos de ces expériences, avec la même relation : "La guerre de Trente Ans, cette terrible maladie apportée de l'extérieur et nourrie artificiellement chez nous", a fait "flétrir et mourir toutes les jeunes pousses de notre développement ultérieur". Combien un temps court s'était-il écoulé depuis que le peuple allemand s'était libéré de l'effet des souffrances que l'Europe lui avait apportées par la guerre de Trente Ans, lorsqu'au début du XIXe siècle, l'autre expérience du destin se produisit, qui coïncida avec une floraison de la vie de l'esprit allemande. Était-ce les paroles d'un homme dans le cœur duquel résonnaient les souffrances de son peuple "comme des souffrances vécues soi-même", ou bien les paroles d'un séducteur de peuple, par lesquelles Treitschke parlait des esprits dont l'action coïncidait avec l'expérience du destin de l'Allemagne au début du XIXe siècle ? Il parle ainsi de ces esprits : "Ils ont gardé ce qu'il y a de plus propre à notre peuple, le feu sacré de l'idéalisme, et c'est surtout à eux que nous devons le fait qu'il y ait encore une Allemagne lorsque l'Empire allemand a disparu, que les Allemands, au milieu de la misère et de la servitude, puissent encore croire en eux-mêmes, en l'immortalité de l'essence allemande. De la formation de la personnalité libre est née notre liberté politique, est née l'indépendance de l'État allemand". Les adversaires de l'essence allemande exigent-ils que Treitschke ait dit :



l'histoire enseigne que les Allemands "peuvent croire à l'immortalité de l'essence allemande", parce qu'ils peuvent être convaincus, pour tout le passé et pour tout l'avenir, que les Français, les Anglais, les Italiens, les Russes n'ont jamais combattu et ne combattront jamais pour autre chose que pour "le droit et la liberté" des peuples ? Les autres Allemands, que l'on appelle actuellement les séducteurs de l'Allemagne, devraient-ils donner aux Allemands le conseil suivant : ne vous basez pas sur ce qui vous a procuré "le droit et la liberté" au cours de dures guerres ; vous aurez "le droit et la liberté" parce que, chez ceux qui vous entourent, le sens du "droit et de la liberté des peuples" brille d'une lumière éclatante ? Il vous suffit de ne pas croire que vous pouvez penser votre "droit en tant que peuple" autrement que dans le sens de ce à quoi les peuples qui vous entourent vous considèrent comme ayant droit. Vous ne devez jamais appeler votre "liberté en tant que peuple" autre chose que ce que ces peuples vous montreront par leur comportement, à savoir que vous êtes "libres en tant que peuple" ?

L'auteur de ce petit ouvrage aimerait dire où s'enracinent les sentiments que les ⁰⁷ membres du "centre de l'Europe" éprouvent dans la guerre actuelle. Les faits dont il veut parler sont, dans leurs grandes lignes, certainement connus de tous les lecteurs. Il n'est pas dans l'intention de l'auteur de parler dans cette direction de choses encore inconnues. Il souhaite seulement attirer l'attention sur certains contextes dans lesquels s'inscrit ce qui est connu depuis longtemps.

Si des adversaires du peuple allemand devaient lire ce petit ouvrage, ils diraient tout ⁰⁸ à fait naturellement : "C'est un Allemand qui parle ainsi et qui, par nature, ne peut pas comprendre la conception des autres peuples. Celui qui juge de cette façon ne comprend pas que les voies que l'auteur de cette réflexion cherche à emprunter pour discuter de l'origine de cette guerre sont tout à fait indépendantes de sa compréhension ou de son incompréhension de la nature d'un peuple non allemand. Il veut parler de telle sorte que, si les raisons qu'il avance pour justifier ce qu'il avance sont valables, ses pensées pourraient être justes même s'il était un pur idiot en ce qui concerne la compréhension de la spécificité et de la valeur des peuples non allemands, dans la mesure où ils doivent être fermés à un Allemand. S'il se réfère, par exemple, à ce qu'un Français dit des intentions de guerre des Français, et qu'il se forme *sur cela* un jugement sur l'origine de la guerre, ce jugement pourrait être juste, même si un Français croyait devoir lui dénier toute compréhension de la spécificité française. Lorsqu'il juge l'idéal politique anglais, il ne s'agit pas de savoir comment l'Anglais pense ou ressent en lui-même, mais comment sont les actions dans lesquelles cet idéal politique s'exprime, et ce que l'Allemand vit précisément à travers ces actions. L'auteur est cependant convaincu qu'il n'y a pas lieu de juger dans ce petit ouvrage de la compréhension qu'il a de telle ou telle ethnie/façon de peuple non allemande.

L'auteur de l'opuscule se croit autorisé à dire ce qu'il se permet de dire en tant qu'Al-⁰⁹ lemand sur le ressenti de la "Mitteleuropa", car il a passé les trois premières décennies de sa vie en Autriche, où il a vécu en tant qu'Allemand autrichien de par son ascendance, son appartenance ethnique et son éducation ; et il a pu travailler en Allemagne pendant l'autre partie - presque aussi longue - de cette vie.



Peut-être que maints, qui connaissent l'un ou l'autre des écrits de l'auteur, cherchent-10 ront dans ce qui suit des "points de vue plus élevés" que ceux qu'ils trouveront chez quelqu'un qui se place du point de vue de la science de l'esprit telle qu'elle est définie dans ces écrits. En particulier, ceux qui s'attendent à trouver ici quelque chose sur la manière dont les événements de guerre actuels peuvent être jugés "sur la base des vérités éternelles et suprêmes de tout être et de toute vie" seront mécontents. A de tels "déçus", qui se trouveront peut-être précisément parmi les amis de l'auteur, celui-ci aimerait dire que les "vérités éternelles les plus hautes" sont évidemment valables partout, donc aussi pour les événements actuels, mais que cette réflexion n'a pas été entreprise dans l'intention de montrer comment on peut aussi témoigner de ces "vérités supérieures" à propos de ces événements, mais dans l'autre intention de parler de ces événements eux-mêmes*.

Celui qui a laissé la sorte d'esprit de *Fichte* agir sur lui, ressent par la suite qu'il a ac-11 cueilli dans son âme quelque chose qui agit encore tout autrement que les idées et les paroles de ce penseur. Ces idées et ces mots se transforment dans l'âme. Elles deviennent une force qui est bien plus que le souvenir de ce qui a directement été reçu de Fichte. Une force qui a quelque chose de la sorte des êtres vivants. Elle grandit dans l'âme. Et celle-ci ressent en elle un fortifiant qui ne s'use jamais. Si l'on ressent ainsi l'originalité de Fichte, on ne peut jamais séparer de ce sentiment la représentation de l'intime essentialité avec laquelle l'âme allemande a parlé à travers Fichte. La manière dont on se positionne par rapport à la vision du monde de Fichte n'entre pas en ligne de compte. Ce n'est pas le contenu, c'est la force par laquelle cette vision du monde a été créée. On la ressent. Celui qui veut suivre Fichte en tant que penseur doit s'aventurer dans des domaines d'idées apparemment froids. Dans des domaines où la force de la pensée doit repousser bien des choses qui lui sont habituellement chères, pour trouver seulement possible qu'un humain puisse se placer dans un rapport au monde tel que celui qu'a eu Fichte. Mais si l'on a suivi Fichte de cette manière, on ressent alors comme la force,

* L'auteur espère pouvoir donner bientôt dans un second service écrit d'autres infor-12 mations sur l'époque actuelle et les peuples d'Europe. Les pensées écrites ici sont tirées de conférences que l'auteur a données en plusieurs endroits au cours des derniers mois.

qui régnait dans sa pensée, fluait dans les mots qui donnent la vie, avec lesquels il a 13 essayé d'enflammer son peuple à une époque fatidique pour qu'il agisse dans le monde entier. La chaleur des "Discours à la nation allemande" de Fichte ne fait qu'un avec la lumière qui brillait dans son travail de pensée énergique. Et le lien de cette lumière avec cette chaleur apparaît dans la personnalité de Fichte comme ce qui fait de lui l'une des plus authentiques incarnations de l'essence allemande. Cet être allemand devait d'abord faire de Fichte le penseur qu'il était, avant de pouvoir prononcer à travers lui les "discours à la nation" si pénétrants. Mais cet être allemand, après s'être créé un penseur tel que Fichte, ne pouvait pas parler à la nation autrement que dans ces discours. De nouveau, ce n'est pas tant *ce que* Fichte a dit dans ces discours qui entre en ligne de compte, mais plutôt *comment* la germanité a été présentée à la conscience du peuple à travers eux. Un penseur dont la vision du monde est très éloignée de celle de Fichte, *Robert Zimmermann*, doit prononcer les mots : "Aussi longtemps que battra en Allemagne un cœur capable de ressentir l'opprobre d'une domination étrangère, le souvenir du courageux qui, au moment de la plus profonde hu-



miliation, ... au milieu de Berlin occupé par les Français, sous les yeux et les oreilles de l'ennemi, parmi les espions et les fanfarons, de relever de l'intérieur, par *l'esprit*, la force du peuple allemand brisée de l'extérieur par *l'épée*, et, au moment même où l'existence politique de celui-ci semblait à jamais anéantie, d'entreprendre, par l'idée enthousiaste d'une éducation générale, d'en recréer une dans les générations futures".

On n'a pas besoin d'avoir l'intention d'éveiller des sensations sentimentales si, pour ¹⁴ marquer la spécificité de la façon dont Fichte est lié à l'essence la plus profonde de l'être allemand, quand on décrit les dernières heures de la vie du penseur. - L'épouse de Fichte, qui n'était pas seulement digne de lui, mais qui était à la hauteur de sa grandeur, avait servi pendant cinq mois à l'hôpital dans des conditions très difficiles et avait attrapé la fièvre de l'hôpital. L'épouse guérit. Fichte lui-même succomba à la maladie. Le fils a décrit la façon dont Fichte est mort. La dernière nouvelle que le mourant reçut fut celle, transmise par son fils, du passage de Blücher sur le Rhin, de l'avancée des alliés contre l'ennemi français. L'âme qui s'arrachait au corps du penseur vivait entièrement dans la joie intime de ces événements ; et lorsque la pensée, autrefois glaciale et acerbe, se transforma chez le mourant en fantaisies fébriles, il se sentit au milieu des combattants. Comme l'image du philosophe se dresse devant l'âme, lui qui - jusque dans les fantasmes de fièvre qui troublent déjà la conscience - est comme l'entité qui se révèle de la volonté et de l'action de son peuple ! Et comment, chez Fichte, le philosophe allemand est un avec chaque mouvement vital de l'humain entier. Le fils tend un remède au mourant. Celui-ci repousse doucement l'objet offert ; il se sent tout à fait en harmonie avec l'activité historique mondiale de son peuple. C'est dans ce sentiment qu'il conclut sa vie par ces mots : Je n'ai pas besoin de médicaments ; je sens que je suis guéri. Il était "guéri" dans le sentiment de vivre dans l'âme l'élévation de l'être allemand.

C'est en regardant la personnalité de Fichte que l'on peut trouver la force de parler ¹⁵ de l'essence allemande. Car il s'est efforcé de faire de cette essence une force efficace jusque dans les sources de sa spécificité. Et il apparaît clairement, à l'examen de sa personnalité, qu'il sentait son propre travail spirituel attaché aux racines les plus profondes de l'essence allemande. Mais ces racines elles-mêmes, il les cherchait dans les fondements de l'activité de l'esprit qu'il voyait derrière tous les mécanismes extérieurs du monde accessibles aux sens. Il ne pouvait concevoir l'action allemande sans un lien entre cette action et la spiritualité qui éclaire et réchauffe le monde. Il voyait l'essence de la germanité dans le jaillissement des expressions de vie du peuple à partir de la source originelle de ce qui est spirituellement vivant à l'origine. Et ce qu'il comprenait lui-même comme vision du monde issue de cette source originelle dans le sens de l'espèce allemande, il s'exprimait ainsi à ce sujet : "Elle voit le temps et l'éternité et l'infini -- cette vision du monde - dans sa genèse à partir de l'apparition et de la visibilité de cet Un qui est en soi par excellence invisible, et qui n'est saisi, correctement saisi, que dans cette invisibilité". "Tout comme vie non spirituelle apparaissant existence/être-là persistant n'est qu'une ombre vide jetée à partir de la vision, souvent par le néant médiatisé (ndt comme) ombre vide, en opposition avec laquelle et par la reconnaissance de laquelle, en tant que néant souvent médiatisé, la vision elle-même doit s'élever à la reconnaissance de son propre néant et à la reconnaissance de l'invisible comme le seul vrai".



Saisir ainsi toutes les expressions de vie véritablement allemandes à partir de la ¹⁶ source de la vie spirituelle, et recevoir lui-même de cette source les paroles avec lesquelles il parle de ces expressions de vie, c'est ce que Fichte cherche à faire dans ses "Discours à la nation allemande". -- On s'arrêtera peut-être avec des sentiments particuliers sur un passage de ces "Discours", si l'on s'est imprégné du ton et de l'infériorité de ceux-ci avec la sensation : Comme cet homme se tient quand même de toute son âme dans la contemplation de l'essence spirituelle du monde ! Comme cette présence dans le monde spirituel est pour lui, avec son âme, une réalité aussi immédiate que pour l'humain extérieur la présence dans le monde matériel à travers les sens ! On aimerait penser ce que l'on veut de la caractérisation de son époque, telle que Fichte la développe dans les "Discours" ; lorsque l'on entend cette caractérisation à travers ses paroles, il ne peut pas être question d'être d'accord ou non avec ce qui est dit, mais de savoir quel souffle magique de la façon de penser humaine on ressent/éprouve. - Fichte parle du temps qu'il aimerait contribuer à faire advenir. Il utilise une comparaison. Et c'est par cette comparaison que l'on est retenu avec ses sensations, dans un sens suggéré. Il dit : "Le temps m'apparaît comme une ombre vide qui se tient au-dessus de son cadavre, d'où une armée de maladies vient de l'expulser, et qui se lamente, ne parvenant pas à détacher son regard de l'enveloppe jadis si aimée, et essayant désespérément tous les moyens pour rentrer dans l'habitation des épidémies. Certes, les airs vivifiants de l'autre monde, dans lequel est entrée celle qui s'est isolée, l'ont déjà accueillie en eux et l'entourent d'un souffle d'amour chaleureux, certes, les voix secrètes et joyeuses des sœurs l'accueillent et lui souhaitent la bienvenue, certes, cela s'agite déjà et s'étend dans toutes les directions à l'intérieur d'elle, pour développer la forme plus glorieuse vers laquelle elle doit grandir : mais elle n'a pas encore le sentiment de ces airs, ni l'ouïe de ces voix, ou si elle l'avait, elle est absorbée par la douleur de sa perte, avec laquelle elle croit s'être perdue en même temps. "

La question est pourtant évidente : quelle est l'humeur d'une âme qui est poussée à ¹⁷ une telle comparaison lors d'une réflexion sur le temps et le changement de temps ? Fichte parle ici de l'existence de l'âme humaine après sa séparation d'avec le corps par la mort, comme un humain parle d'un processus matériel qui se déroule devant ses sens. Certes, Fichte utilise une comparaison. Et une comparaison ne doit pas être exploitée de telle sorte que l'on veuille prouver par elle quelque chose pour une opinion significative de l'humain qui énonce la comparaison. Mais la comparaison indique une représentation qui vit dans l'âme de celui qui compare en vue d'un objet ou d'un processus. Ici, en ce qui concerne l'expérience de l'âme humaine après la mort. Sans vouloir affirmer quoi que ce soit sur la manière dont Fichte se serait prononcé sur la validité d'une telle représentation, s'il l'avait fait dans le cadre de sa vision du monde, on peut néanmoins se représenter cette représentation devant l'âme. Fichte parle de l'âme humaine comme d'un être si indépendant du corps qu'à la



mondes spirituels tout à fait dans le sens du type de connaissance qui est reconnu comme justifié par la récente science de la nature concernant le monde naturel. Certes, cette forme de science de l'esprit est actuellement encore considérée par beaucoup comme une rêverie, un fantastique sauvage ; mais c'est aussi ce qui s'est longtemps passé pour beaucoup avec la conception contraire aux sens de la rotation de la Terre autour du Soleil. Ce qui est essentiel, c'est que cette science de l'esprit ait pour base une réelle perceptibilité du monde spirituel. Une reconnaissance qui ne repose pas sur des concepts imaginaires, mais sur des expériences réelles de l'âme humaine. De même que celui qui ne connaît que l'eau dans laquelle se trouve l'hydrogène ne peut rien savoir des propriétés de l'hydrogène, de même celui qui ne fait que l'expérience de l'âme humaine telle qu'elle est en relation avec le corps ne peut rien savoir de la véritable essence de l'âme humaine. La science de l'esprit conduit quand même à ce que le spirituel-âme se détache/se dissout du physique-corporel pour sa propre perception, comme l'hydrogène se laisse détacher de l'eau par les méthodes du chimiste. Ce détachement de l'âme ne se fait pas par un faux fantasme mystique, mais par une expérience intérieure strictement saine et renforcée de certaines facultés de l'âme qui sont certes toujours présentes dans chaque âme, mais qui passent inaperçues et ne sont pas prises en compte dans la vie et la science ordinaires. Grâce à un tel renforcement et à une telle vivification des forces de l'âme, l'âme humaine peut parvenir à une expérience intérieure dans laquelle elle voit un monde spirituel comme elle voit le monde matériel avec ses sens. Elle se sait alors "hors du rapport avec le corps" et équipée de ce que l'on peut appeler - pour utiliser les expressions de Goethe - "les yeux de l'esprit" et "les oreilles de l'esprit". La science de l'esprit ne parle pas du tout de ces choses dans un sens faussement mystique, mais de telle sorte que le passage de la vision ordinaire du monde des sens à la vision du monde spirituel devient pour elle un processus déterminé, situé dans l'essence de la nature humaine, que l'on doit cependant provoquer par sa propre expérience intérieure, par une auto-activation de l'âme orientée de façon déterminée. Mais même à cet égard, la science de l'esprit peut se sentir en accord avec Fichte. Lorsqu'en 1813, à l'automne, il présenta sa "doctrine" à des auditeurs comme le fruit mûr de son aspiration spirituelle, il prononça la phrase suivante en guise d'introduction : "Cette doctrine présuppose un tout nouvel instrument intérieur des sens, par lequel est donné un monde nouveau qui n'existe pas du tout pour l'humain ordinaire". Fichte ne veut absolument pas dire par là un "organe" qui ne serait disponible que pour des "humains choisis" et non pour des "humains ordinaires", mais un "organe" que chacun peut acquérir, mais qui ne vient pas à la conscience de la connaissance et de la perception ordinaires de l'humain. Avec un tel "organe", l'humain se trouve réellement dans un monde spirituel et peut parler de la vie dans ce monde comme il le fait avec ses sens pour les processus matériels. Pour celui qui se met dans cette situation, il devient naturel de parler de la vie de l'âme, comme cela se passe dans la comparaison de Fichte citée plus haut. Fichte ne fait pas cette comparaison à partir d'une croyance générale, mais à partir d'une expérience/un se tenir dedans vécu dans le monde spirituel. On doit ressentir en Fichte une personnalité qui, dans chaque mouvement de la vie, se sent consciemment unie à l'activité d'un monde spirituel, et qui se voit dans ce monde comme l'humain des sens se voit dans le monde matériel. Fichte dit clairement que c'est là l'état d'esprit qu'il doit au caractère allemand de sa conception du monde. Il dit : "La véritable philosophie qui est arrivée à son terme en elle-même et



qui a véritablement pénétré au-delà de l'apparence jusqu'au noyau de celle-ci ... part de la vie une, pure, divine - en tant que vie tout court, qu'elle demeure aussi dans toute l'éternité, et en cela toujours une, mais non en tant que de telle ou telle vie ; et elle voit comment, uniquement dans la manifestation, cette vie se ferme et s'ouvre à nouveau à l'infini, et c'est seulement selon cette loi qu'elle parvient à un être, et à un quelque chose en général. C'est d'elle que naît l'être, ce que cette philosophie (Fichte veut dire ici la philosophie non allemande) se laisse présupposer. Et c'est ainsi que cette philosophie (Fichte veut dire celle dont il se réclame/reconnaît) n'est à proprement parler qu'allemande, c'est-à-dire originairement ; et inversement, si quelqu'un devenait seulement un vrai Allemand, il ne pourrait pas philosopher autrement qu'ainsi".

Il serait injuste de citer ces paroles de Fichte pour caractériser son état d'âme, sans ¹⁸ rappeler en même temps les autres qu'il a prononcées dans le même contexte de discours : "Ce qui croit à la spiritualité et à la liberté de cette spiritualité et veut le perfectionnement éternel de cette spiritualité par la liberté, cela, où qu'e ce soit né et quelle que soit la langue dans laquelle ça parle, est de notre race, ça nous appartient et ça se joindra à nous". -- A l'époque où Fichte voyait le peuple allemand menacé par la domination étrangère occidentale, il ressentait la nécessité d'avouer qu'il ressentait l'essence de sa façon de voir le monde comme un don qui lui avait été fait par l'esprit du peuple allemand. Et il a exprimé sans réserve que ce sentiment l'avait conduit à reconnaître les tâches qu'il pouvait assigner au peuple allemand dans le cadre de l'évolution de l'humanité, en ce sens que l'Allemand pouvait déduire de la reconnaissance de ces tâches son droit et sa vocation pour tout ce qu'il planifie et fait en relation avec les peuples. Qu'il puisse chercher dans cette connaissance la source d'où jaillit la force d'intervenir en tant qu'Allemand avec les siens dans cette évolution.

Celui qui, dans les temps présents, a intégré l'ambiance de l'âme de Fichte dans la vie ¹⁹ de sa propre âme, trouvera dans la vision du monde de ce penseur une force qui ne le laissera pas s'arrêter à cette vision du monde. Celle-ci le conduira, dans son aspiration à la spiritualité, à un point de vue qui montre les relations de l'humain avec le monde autrement que Fichte ne les a présentées. Il pourra gagner chez Fichte la capacité de voir le monde autrement que Fichte ne l'a vu. Et il éprouvera justement cette manière d'aspirer à la façon de Fichte comme une parenté intime avec ce penseur. Un tel humain ne comptera certainement pas non plus le plan d'éducation, que Fichte caractérisait dans ses "Discours à la nation allemande" comme étant celui qui lui semblait salubre, parmi les idéaux qu'il veut absolument défendre. Et il en va de même pour beaucoup de choses que Fichte voulait mettre en avant comme contenu de ses conceptions. Mais l'humeur de l'âme qui se communique de lui à l'âme qui peut s'unir à lui, agit comme une source qui coule actuellement encore dans toute sa fraîcheur. Sa vision du monde aspire à la plus forte tension des forces de pensée que l'âme puisse trouver en elle, afin de découvrir en l'humain ce qui, en tant qu'"humain supérieur", montre en l'humain son essence en pendant avec le fondement spi-



dans le monde spirituel. Un poids qui la maintient dans les domaines de la vie de l'âme dans lesquels l'âme peut ressentir l'éternité de son vécu, et même le vouloir de telle sorte que ce vouloir puisse/ait la permission de se savoir lié à la vie éternelle de l'esprit.

Ainsi, dans sa vision du monde, Fichte aspire à une "humanité pure". Dans cette aspiration, il peut se savoir uni à tout ce qui est humain, où et comment il se manifeste sur la terre. Et dans les moments difficiles de son destin, Fichte prononce cette parole : "Si quelqu'un devenait seulement un vrai Allemand, il ne pourrait pas philosopher autrement qu'ainsi". Et à travers tout ce qu'il dit dans les "Discours à la nation allemande", cette idée d'élargissement résonne comme une note fondamentale : si quelqu'un n'est qu'un véritable Allemand, il trouvera, à partir de sa germanité, le chemin sur lequel une compréhension de toute réalité humaine pourra mûrir. Car Fichte ne pense pas qu'il doit seulement voir la vision du monde à la lumière de cette pensée. Parce qu'il est un penseur, il donne l'exemple de quel penseur il a dû devenir par sa germanité. Mais il est de l'opinion que cette essence fondamentale de la germanité doive s'exprimer en chaque Allemand, où que soit sa place dans la vie.

Le droit de parler actuellement de la germanité comme l'a fait Fichte, la passion de la guerre veut l'accorder aux Allemands. C'est à partir de cette passion que parlent des personnalités des pays qui vivent avec les Allemands dans la guerre et qui dans la vie spirituelle de ces pays occupent un niveau élevé. Des philosophes utilisent la force de leur pensée pour étayer - en accord avec l'opinion du jour - le jugement selon lequel le peuple allemand lui-même s'est éloigné de la volonté qui vivait dans des personnalités de la sorte de Fichte, se serait et tombé dans le piège de ce qui est désigné par le mot devenu populaire de "barbarie". Et si l'Allemand exprime la pensée que ce peuple a quand même produit des humains de cette sorte, alors l'expression de telles pensées est décrite comme hautement superflue. Car on aimerait volontiers rétorquer qu'il n'y aurait pas question de tout cela. Que les Allemands aient eu Goethe, Fichte, Schiller et ainsi de suite en leur sein, on sait l'apprécier seul l'esprit ne transparaît pas dans ce que les Allemands accomplissent aujourd'hui.

ce qu'ils accomplissent aujourd'hui. Et c'est ainsi que les critiques passionnés de l'essence allemande pourront même trouver les mots suivants : Pourquoi de la façon rêveuse des Allemands - que nous donc toujours appréciés correctement - ne trouvons aussi aujourd'hui encore des rêveurs, qui, aux mots par lesquels nous affrontons ce que nous faisons, répondent avec les armes allemandes, répondent par une caractérisation de l'essence allemande que leur Fichte leur a donnée dans un passé qu'ils ont perdu ; et qu'il changerait lui-même, s'il voyait ce qu'est la façon allemande aujourd'hui.

Des temps viendront qui permettront de juger tranquillement si la condamnation du vouloir allemand prononcée sous le coup de la passion ne correspond pas à l'ivresse aveugle qui s'assimile au rêve dans sa valeur de réalité, et si, à côté de cela, la "rêverie" qui parle encore du vouloir allemand actuel à la manière de Fichte ne signifie pas cet état de veille qui ne glisse pas entre lui et les événements les passions hostiles à la réalité qui endorment le jugement.



Le vouloir que le peuple allemand doit développer dans la lutte que lui ont imposée²³ les ennemis de l'Allemagne ne peut apparaître à l'Allemand comme émanant d'aucun autre esprit que celui au nom duquel Fichte a parlé. Comme dans une vaste forteresse, les adversaires encerclent le corps qui est l'expression de ce que Fichte caractérisait comme l'esprit allemand. Cet esprit pour lequel le guerrier allemand se sent combattant, qu'il le fasse en connaissance consciente de cet esprit ou qu'il s'engage dans le combat à partir des forces subconscientes de son âme.

"Qui a voulu cette guerre ?", telle était une question posée aux Allemands par de²⁴ nombreux adversaires, qui présupposaient, comme une réponse évidente, que les Allemands l'avaient voulue. Mais la passion ne doit pas répondre à une telle question. Ni le jugement qui ne veut conclure qu'à partir des faits qui ont précédé la guerre dans les tout derniers temps. Ce qui s'est passé à cette toute dernière époque s'enracine profondément dans les courants de la volonté européenne. Et la réponse à la question susmentionnée ne peut être cherchée que dans les impulsions dirigées depuis longtemps contre la germanité.

Il ne s'agit ici que d'évoquer des impulsions qui, dans leur essence générale, sont si²⁵ connues qu'il peut sembler tout à fait superflu d'en parler si l'on veut dire quelque chose sur les causes de la guerre actuelle. Il existe cependant deux points de vue à partir desquels ce qui semble superflu peut néanmoins paraître souhaitable. L'un d'entre eux résulte du fait que, lors de la formation d'un jugement sur des faits importants, il ne peut s'agir uniquement de savoir quelque chose, mais de savoir *à partir de quelles bases* on forme ce jugement. On est conduit au deuxième point de vue lors de l'observation des impulsions des peuples, si l'on veut reconnaître *de quelle façon* elles s'enracinent dans la vie des peuples. De l'observation de cette nature résulte un sentiment sur la force avec laquelle ces impulsions se perpétuent dans le temps et entrent en action au moment qui leur est favorable.

Ernest Renan est l'un des esprits les plus éminents de la France de la seconde moitié²⁶ du XIXe siècle. Cet auteur d'une "Vie de Jésus" et des "Apôtres" écrivait dans une lettre publique pendant la guerre, en 1870, à l'auteur allemand d'une "Vie de Jésus", David Friedrich Strauß : "J'étais au séminaire de Saint-Sulpice, vers l'année 1843, lorsque je commençai à connaître l'Allemagne par les écrits de Goethe et de Herder. Je crus entrer dans un temple, et à partir de ce moment, tout ce que j'avais considéré jusqu'alors comme une splendeur 'digne de la divinité' ne me fit plus que l'impression de fleurs de papier fanées et jaunies". Plus loin, dans la même lettre, le Français écrit : "en Allemagne", il s'est produit "depuis un siècle l'une des plus belles évolutions spirituelles que l'histoire connaisse, une évolution qui, si j'ose dire, a fait franchir à l'esprit humain un palier en profondeur et en extension, de sorte que celui qui n'a pas été touché par cette nouvelle évolution se comporte avec celui qui l'a traversée comme celui qui ne connaît que les mathématiques élémentaires se comporte avec celui qui est versé dans le calcul différentiel". Et ce Français éminent exprime clairement dans la même lettre ce que cette Allemagne, dont la vie de l'esprit, à son égard, "tout ce qu'il avait considéré jusqu'alors comme une splendeur digne de la di-



mort, préparatifs sans repos, alliance avec qui il faut, indulgence illimitée pour toutes les prétentions russes ; un seul but, un seul ressort pour la vie : La lutte d'extermination contre la race germanique. D'autres disent : sauvons l'intégrité de la France, développons les institutions constitutionnelles, réparons nos fautes, non pas en rêvant la vengeance d'une guerre dont nous avons été les injustes agresseurs, mais en concluant avec l'Allemagne et l'Angleterre une alliance dont l'effet sera de faire avancer le monde dans la voie de la libre moralité". Renan fait lui-même remarquer que la France était l'injuste agresseur dans la guerre d'alors. Et ainsi il n'est donc pas nécessaire d'avancer le fait historique, facilement démontrable, que l'Allemagne a dû faire cette guerre pour remettre à sa place/dans ses limite/frontières le perturbateur permanent de son travail. On peut maintenant faire abstraction de la question de savoir dans quelle mesure l'Allemagne aspirait à faire de l'Alsace-Lorraine un territoire de tribus/souches apparentées ; il suffit de souligner la nécessité dans laquelle l'Allemagne était placée par le fait qu'elle ne pouvait se procurer la tranquillité face aux Français qu'en enlevant à son voisin, avec le territoire alsacien-lorrain, la possibilité de troubler cette tranquillité à l'avenir aussi facilement souvent que ça s'était passé auparavant. Mais avec cela, au deuxième courant en France, duquel parle Renan, était posé un frein, ce n'était pas lui qui avait des chances de parvenir à son but, "faire avancer le monde dans la voie de la libre civilisation", mais l'autre, dont le "seul but, le seul moteur" pour la vie était "la lutte d'extermination contre la race germanique". Il y a eu des gens qui ont cru reconnaître dans certains événements survenus depuis la guerre de 1870 des signes montrant qu'il était possible de surmonter les oppositions par la voie pacifique. Les voix qui ont résonné sur ce ton ont pu être entendues à de nombreuses reprises au cours des dernières années. Il y a eu des humains qui ont cru reconnaître dans certains événements survenus depuis la guerre de 1870 des signes montrant qu'il était possible de surmonter les oppositions par la voie pacifique. Les voix qui ont résonné sur ce ton ont pu être entendues à de nombreuses reprises au cours des dernières années. Mais l'impulsion dirigée contre le peuple allemand a perduré, et le moteur est resté vivant : "Alliance avec qui il se rencontre, souplesse illimitée contre toutes les prétentions russes ; ... lutte d'extermination contre la race germanique". C'est dans le même esprit qu'il retentit à nouveau actuellement chez plus d'un esprit dirigeant de France. Renan poursuit sa réflexion sur les deux courants décrits dans le peuple français par les mots : "L'Allemagne décidera si la France choisira telle ou telle politique ; elle décidera en même temps de l'avenir de la moralité". On doit vraiment transposer cette phrase dans le sens allemand pour l'apprécier à sa juste valeur. Elle dit : la France s'est montrée dans la guerre comme un agresseur injuste ; si l'Allemagne, après une victoire sur la France, ne conclut pas une paix qui laisse à la France la possibilité de redevenir un tel agresseur injuste dès qu'il lui plaira, alors l'Allemagne se décide contre la moralité de l'avenir. Ce qui découle d'une telle conception pour "la haine de la mort, les préparatifs sans repos, l'alliance avec qui elle se rencontre, la complaisance illimitée envers toutes les prétentions russes", ce qui découle pour "l'unique moteur pour la vie : Lutte d'extermination contre la race germanique", c'est cela et rien d'autre qui fournit la base d'une réponse à la question : "Qui a voulu cette guerre ?"

Des humains capables d'envisager les impulsions dirigées contre la germanité répondaient déjà à la question de savoir si l'"alliance" se trouverait, lorsque Renan s'exprimait dans le sens indiqué. Un homme qui, à partir du présent de l'époque, cherche à entrevoir l'avenir de l'Europe, *Carl Vogt*, écrit pendant la guerre de 1870 : "Il est possible que, même en ménageant son territoire, la France saisisse l'occasion qui lui est offerte de redresser la barre ; il est probable que, si elle n'est pas annexée, elle aura suffisamment à faire avec ses affaires intérieures et pensera d'autant moins à une nouvelle guerre qu'un puissant courant de paix devra prendre place dans les esprits ; il est certain qu'elle mettra toute considération de côté si une annexion devait avoir lieu. Quelle chance l'homme d'État doit-il donc choisir ? - Il est facile de voir que la réponse à cette question dépend aussi de l'opinion que l'on a des conflits européens à venir. Pour elle-même, la France n'osera pas, même à long terme, soutenir une nouvelle lutte contre l'Allemagne, car les coups qu'elle a reçus ont été trop importants et trop profonds, mais dès qu'un autre ennemi se présentera, elle pourra se demander si elle est capable d'entrer en lice et de quel côté. - En ce qui me concerne, je ne doute pas un instant qu'un conflit entre le monde germanique et le monde slave est imminent ... et que la Russie y prendra la tête d'un côté. Cette puissance se prépare déjà à cette éventualité ; La presse nationale russe crache le feu et les flammes contre l'Allemagne La presse allemande fait déjà retentir ses avertissements Depuis que la Russie s'est rassemblée après la guerre de Crimée, un long moment s'est écoulé, et il semble qu'on trouve maintenant opportun à Petersbourg, de reprendre une fois de plus la question orientale. Si la Méditerranée devait devenir un jour, selon l'expression plus pompeuse que vraie, un <lac français>, la Russie a l'intention, bien plus positive encore, de faire de la mer Noire un lac russe et de la mer de Marmara un étang russe. Que Constantinople doive devenir une ville russe ... est un point d'arrivée établi <de la politique russe>, qui trouve son <levier de soutien> dans le <panslavisme>". (*Carl Vogts Politische Briefe*. Bienne, 1870.) A ce jugement de Carl Vogt sur ce qu'il prévoit pour l'Europe, on pourrait ajouter ceux, non moins nombreux, d'autres personnalités, tirés de l'observation des velléités européennes. Ils rendraient plus frappant ce qui doit être indiqué ici, tout en parlant du même fait : qu'un observateur de ces tendances devait déjà en 1870 se tourner vers l'est de l'Europe s'il voulait répondre à la question : Qui, tôt ou tard, voudra mener une guerre contre l'Europe centrale ? Et c'est vers la France qu'il devait se tourner lorsqu'il se demandait : Qui, avec la Russie, voudra mener cette guerre contre l'Allemagne ? La voix de Vogt entre particulièrement en ligne de compte, car dans la lettre où il parle ainsi, il dit à l'Allemagne bien des choses inamicales. On ne peut certes pas l'accuser de partialité envers l'Allemagne. Mais ses paroles prouvent que la question "Qui voudra cette guerre ?" avait déjà trouvé sa réponse dans les faits, avant que n'interviennent les causes que les adversaires de l'Allemagne aimeraient tant entendre comme réponse, en soulevant la question : Qui a voulu cette guerre ? Le fait qu'il ait fallu plus de quarante ans entre cette époque et le déclenchement de la guerre n'est pas à mettre au crédit de la France.



Dans la vie de l'esprit russe du dix-neuvième siècle, viennent au jour des orientations ²⁸ de pensée qui ont le même visage que la volonté de guerre qui se décharge actuellement de l'Est contre l'Europe centrale. Jusqu'où ces personnes sont dans le droit qui prétendent que la référence à de telles directions de pensée serait inappropriée peut aussi savoir celui qui voit dans une telle indication le chemin correct pour la compréhension des événements venant en considération. Ce que l'on appelle au sens commun les "causes" de ces événements ne peut certainement pas être cherché dans de telles directions de pensée d'humains isolés - même ne vivant plus aujourd'hui. En rapport à ces causes, il est certain que ceux qui montreront que ces causes reposent chez un certain nombre de personnes, et sur lesquelles elles indiqueront ensuite, trouveront un jour une certaine approbation. Il n'y a pas d'objection à cette façon de voir les choses, ni de contestation de sa pleine légitimité. Mais il en est une autre, non moins justifiée, qui consiste à reconnaître les forces et les ressorts actifs dans le devenir historique. Les directions de pensée auxquelles on fait allusion ici ne sont pas ces forces motrices ; mais ces forces motrices se manifestent sur et dans les directions de pensée. Celui qui reconnaît les directions de pensée retient dans sa connaissance les entités qui se trouvent dans les forces populaires. On ne peut pas non plus objecter que beaucoup affirment, avec un certain droit, que les directions de pensée en question ne sont plus vivantes à l'heure actuelle. Ce qui est vivant à l'Est s'est allumé dans des âmes de penseurs, s'est cette fois formé en pensées et vit actuellement - sous une autre forme - dans la volonté de guerre.

Ce qui a flambé, c'est l'idée de la mission particulière du peuple russe. Ce qui compte, ²⁹ c'est la façon dont cette idée est mise en valeur. En elle vit la croyance que la vie de l'esprit de l'Europe occidentale serait entrée dans un état de sénilité, de déclin, et que l'esprit du peuple russe est appelé à provoquer un renouvellement complet, un rajeunissement de cette vie de l'esprit. Cette idée de rajeunissement se développe jusqu'à l'opinion selon laquelle tout le devenir historique de l'avenir coïncide avec la mission du peuple russe. Dès la première moitié du XIXe siècle, *Khomiakov* transforme cette idée en un édifice doctrinaire global. Cet édifice doctrinal se trouve dans un ouvrage qui n'est sorti qu'après sa mort. Il est porté par la croyance que l'évolution de l'esprit en Europe occidentale n'a jamais été conçue pour trouver le chemin de l'humanité juste. Et que le peuple russe devait d'abord trouver cette voie. *Khomiakov* considère à sa façon cette évolution de l'esprit en Europe occidentale. Selon cette façon de voir, l'essence romaine s'y est d'abord infiltrée. Cela n'aurait jamais pu révéler l'humanité intérieure dans les actes du monde. Au contraire, cela a imposé à l'intériorité humaine les formes des statuts humains extérieurs, et ça aurait pensé à la mesure de la raison analytique-materialistement ce qui devait être saisi dans le tissage intérieur de l'âme. Cette extériorité dans la saisie de la vie s'est poursuivie, pense *Khomiakov*, dans le christianisme des peuples d'Europe occidentale. Leur christianisme vit dans la tête et non dans le plus intérieur de l'âme. Selon la croyance de *Khomiakov*, ce que l'Europe occidentale a comme vie de l'esprit, les "barbares" modernes l'ont fait à partir du romanisme et du christianisme, en extériorisant de nouveau à leur façon ce qui devait être vécu intérieurement. Le peuple russe aurait à apporter l'intériorisation, selon la mission supérieure qui lui a été incorporée par le monde spirituel. - Dans un tel édifice doctrinal, des sentiments bouillonnent, dont l'interprétation complète nécessiterait une caractérisation détaillée de l'âme du peuple russe. Une telle caractérisation devrait indiquer les forces qui résident dans



cette âme de peuple et qui l'amèneront un jour à adapter *pour elle-même*, à partir de sa force intérieure, ce qui est à l'œuvre dans la vie de l'esprit de l'Europe occidentale et qui donnera alors seulement au peuple russe ce à quoi il peut mûrir dans le cours de l'histoire. Ce que les autres peuples feront fructifier pour eux du résultat de cette maturation du peuple russe, le peuple russe devrait le laisser à ces peuples. Sinon, il pourrait tomber dans le triste malentendu de considérer une tâche qu'il doit accomplir pour *lui-même* comme une tâche mondiale, et de la priver ainsi de ce qu'elle a de plus essentiel. - Qu'il s'agit de la rumeur des sentiments d'une telle tâche mal comprise, l'idée en question s'est trop souvent associée, dans les têtes où elle est apparue, à des courants de pensée politiques qui prouvent que, dans ces têtes, cette idée est l'expression des mêmes forces motrices qui, chez d'autres humains venus de l'Est, ont déposé le germe de la volonté de guerre actuelle.

Si, d'un côté, on peut dire de l'aimable Khomiakov, d'une grande sensibilité poétique, qu'il attendait l'accomplissement de la mission russe d'un courant d'esprit pacifique, on peut aussi se rappeler que, dans son âme, cette attente se confondait avec ce que la Russie, en tant qu'adversaire belliqueux de l'Europe, aimerait atteindre. Car on ne lui fera certainement pas tort si l'on dit qu'il participa en 1829, en tant que hussard volontaire, à la guerre contre les Turcs, parce qu'il ressentait dans ce que faisait alors la Russie une première lueur de sa mission dans l'histoire mondiale. - Ce qui grondait dans l'aimable digne Khomiakov, souvent sous forme de glorification poétique, continuait à gronder ; et dans un livre de *Danilevsky*, "La Russie et l'Europe", qui, vers la fin du XIXe siècle, fut considéré par un certain nombre de personnalités comme un évangile sur la mission de la Russie, sont amenées à l'expression les forces motrices qui pensaient que la "mission spirituelle du peuple russe" se fondait en une unité totale avec une vaste volonté de conquête. On a seulement besoin de regarder l'expression que cette fusion de la volonté spirituelle et des intentions d'attaque/agression à l'égard du monde entier a trouvée, et l'on trouvera des symptômes clairs de ce à quoi tenaient d'abord beaucoup de ceux qui voulaient déduire/dérivée la mission de la Russie de l'essence du monde spirituel. Cela rassemble cette mission à la conquête de Constantinople et on exige de la volonté, à laquelle on indique ainsi sa direction, qu'elle s'abstienne, sans éprouver "amour et haine", de tout sentiment à l'égard des "rouges ou des blancs, des démagogues ou des despotes, des légitimes ou des révolutionnaires, des Allemands, des Français, des Anglais ou des Italiens...", qu'elle ne considère comme "véritables alliés" que ceux qui soutiennent la Russie dans ses efforts. Il est dit que ce que la Russie doit vouloir est particulièrement pernicieux, "en Europe, l'équilibre des forces politiques motrices", et qu'il faut encourager "toute violation de cet équilibre", "de quelque côté qu'elle vienne". "Il nous incombe de rejeter à jamais toute association avec des intérêts européens".

La position adoptée par le subtil philosophe russe *Vladimir Solovieff* à l'égard de ces ³⁰ rédactions de pensées et de sensations est particulièrement caractéristique. Solovieff peut être considéré comme l'une des incarnations les plus importantes de l'être spirituel russe. Ses œuvres sont empreintes d'une belle force philosophique, d'une noble élévation spirituelle et d'une profondeur mystique. Quand même l'idée de la haute mission de la Russie, qui gronde dans les têtes de ses compatriotes, l'a longtemps imprégné lui aussi. Chez lui aussi, cette idée était associée à celle de l'abandon de l'Europe occidentale. Pour lui, la raison pour laquelle l'Europe occidentale n'a pas pu aider le monde à révéler son humanité la plus profonde était que cette Europe oc-



cidentale attendait le salut du développement des forces propres de l'humain. Mais dans une telle aspiration à partir des forces propres de l'humain, Solowieff ne pouvait voir qu'un égarement non spirituel, dont l'humanité devait être délivrée par le fait que, sans intervention humaine, la force spirituelle se déverserait miraculeusement sur la Terre à partir d'autres mondes, et que la nation élue pour recevoir cette force deviendrait le sauveur de l'humanité égarée. Il voyait dans l'essence du peuple russe celui qui était préparé à recevoir une telle force extra-humaine et donc le sauveur de la véritable humanité. La fusion de Solowieff avec l'essence russe a fait que, dans son âme, la rumeur de l'idéal russe a pu, pendant un certain temps, jeter un regard bienveillant sur d'autres qui étaient également possédés par cette rumeur. Mais quand même cela ne pouvait être que jusqu'à ce que son âme, remplie d'un véritable idéalisme, s'éveille à la sensation que cette rumeur reposait sur la conception mal comprise d'un idéal d'avenir pour le propre développement du peuple russe. Il découvrit que beaucoup d'autres ne parlent pas du tout de l'idéal auquel le peuple russe aspire pour son propre salut, mais qu'ils font du peuple russe, tel qu'il est actuellement, leur propre idole.

Et c'est par cette découverte que Solowieff devint le critique le plus virulent de ceux qui, sous le drapeau d'une mission du peuple russe, introduisaient dans la volonté de la nation les instincts d'agresseur dirigés contre l'Europe occidentale comme des forces motrices salutaires de l'évolution lointaine de l'esprit. Dans l'enseignement du livre de Danilewsky "La Russie et l'Europe", Solowieff se posait la question suivante : Pourquoi l'Europe doit-elle regarder avec inquiétude ce qui se passe à l'intérieur des frontières de la Russie ? Et dans l'âme du Russe, cette question prend la forme : "Pourquoi l'Europe ne nous aime-t-elle pas ?" Et Solowieff, qui voyait les instincts d'agresseur russes s'exprimer particulièrement dans le livre de Danilewsky sous le couvert des idées de la mission historique mondiale de la Russie, trouva dans une critique de ce livre (1888), à sa façon, la réponse à cette question. Danilewsky avait pensé que "l'Europe nous craint en tant que type de culture nouveau et supérieur, appelé à remplacer la sénilité de la civilisation romano-germanique". Solowieff cite cette croyance de Danilewsky. Et il répond : "Cependant, le contenu du livre de Danilewsky, ses concessions ultérieures et celles de son ami qui partageait ses idées" - il s'agit de Strachow, qui a défendu les idées de Danilewsky après sa mort - "conduisent à une autre réponse : l'Europe nous regarde avec hostilité et appréhension, parce que le peuple russe est habité par des forces élémentaires obscures et imprécises, parce que ses forces spirituelles et culturelles sont pauvres et insuffisantes, mais que ses revendications apparaissent clairement et nettement définies.

Les cris de ce que veut le peuple russe en tant que nation, qu'il veut détruire la Turquie et l'Autriche, battre l'Allemagne, s'emparer de Constantinople et, si possible, des Indes, retentissent violemment en Europe. Et si l'on nous demande par quoi nous voulons faire plaisir à l'humanité à la place de ce qui nous a été arraché et détruit, quel rajeunissement spirituel et culturel nous voulons apporter à l'évolution du monde, alors nous devons soit nous taire, soit bavarder des phrases dénuées de sens. Et si l'aveu amer de Danilewsky, selon lequel la Russie commence à tomber malade, est juste, alors, au lieu de nous poser la question "Pourquoi l'Europe ne nous aime-t-elle pas ?", nous devrions plutôt nous pencher sur une autre question, plus proche de nous et plus importante : pourquoi et comment sommes-nous malades ? Physiquement, la Russie est encore assez forte, comme l'a montré la dernière guerre russe ;



notre souffrance est donc morale. Selon le mot d'un ancien écrivain, les péchés cachés dans le caractère du peuple et dont nous ne sommes pas conscients pèsent sur nous - et il est donc avant tout nécessaire de les faire remonter à la lumière de la conscience claire. Tant que nous sommes liés et paralysés spirituellement, tous nos instincts élémentaires ne peuvent que nous nuire. La question essentielle, et même la seule question essentielle pour le vrai patriotisme, n'est pas celle de la force et de la vocation, mais celle des péchés de la Russie".

On devra indiquer sur ces volontés qui se manifestent à l'Est de l'Europe si l'on veut ³¹ parler de forces *efficaces* dans la volonté d'agression de cet Est ; ce qui a été exprimé par Tolstoï représente des forces *inefficaces*.

Cette doctrine de la "mission de la Russie" peut être éclairée par l'observation d'un ³² exemple de la façon dont une telle mission d'un peuple est ressentie à l'intérieur de la vie de l'esprit, que les porte-parole de cette mission regardent de haut, comme s'il s'agissait d'un peuple condamné à la sénilité. Schiller était particulièrement proche de Fichte dans sa vie de pensées, lorsque, dans ses "Lettres concernant l'éducation esthétique de l'humain", il cherchait une perspective qui permette à l'humain de voir en lui l'"humain supérieur", l'"humain véritable". Si l'on se laisse aller à l'état d'esprit qui règne dans ces lettres esthétiques de Schiller, on pourra y trouver un sommet de la sensibilité allemande. Schiller est d'avis que l'humain, dans sa vie, peut devenir non libre de deux côtés. Il n'est pas libre lorsqu'il se place face au monde de telle sorte qu'il ne laisse les choses agir sur lui que par la nécessité des sens ; le monde des sens le domine alors, et sa spiritualité se place en dessous de lui. Mais même lorsque l'humain n'obéit qu'à la nécessité qui opère dans sa raison synthétique, il n'est pas libre. La raison synthétique a ses propres exigences, et l'humain, s'il se soumet à ces exigences, ne peut pas vivre le libre exercice de sa volonté dans la rigide nécessité de la raison synthétique. Par elle, il vit certes d'une manière spirituelle, mais la spiritualité subjugue la vie des sens. L'humain devient libre lorsqu'il peut vivre ce qui agit sur les sens de telle sorte qu'un spirituel se révèle dans ce qui est sensible aux sens, et lorsqu'il vit le spirituel soi-même de telle sorte qu'il puisse lui être agréable comme ce qui agit sur les sens. C'est le cas lorsque l'humain se trouve face à l'œuvre d'art, lorsque l'impression sensorielle est un plaisir spirituel, lorsque ce qui est vécu spirituellement est ressenti en transfigurant l'impression sensorielle. Sur ce chemin, l'humain devient "tout à fait humain". Nous laisserons ici de côté les nombreuses perspectives qui découlent de ce type de représentation. Il convient seulement d'attirer l'attention sur un point qui est visé par cette vision schillérienne. On cherche l'un des chemins par lesquels l'humain, par son rapport au monde, trouve en lui "l'humain supérieur". Cette voie est recherchée à partir de la contemplation de l'être humain. Qu'on place seulement à côté de ce type de représentation, qui veut parler humainement à l'humain soi-même, l'autre type de représentation, qui pense que la façon de peuple russe est celle qui, contrairement aux autres façons de peuple, devrait conduire le monde à la véritable humanité.



Fichte cherche à caractériser ce type d'idée, qui se trouve dans l'essence de l'esprit ³³ allemand, dans ses "Discours à la nation allemande" par les mots suivants : "Il y a des peuples qui, en conservant eux-mêmes leurs particularités et en voulant les faire honorer, accordent aussi les leurs aux autres peuples, et les leur accordent ; les Allemands sont sans doute de ceux-là, et ce trait est si profondément fondé dans toute leur vie mondiale passée et présente, que très souvent, pour être justes, ils sont injustes envers eux-mêmes, aussi bien envers l'étranger contemporain qu'envers l'antiquité. Il y a encore d'autres peuples auxquels leur soi étroitement replié sur soi-même ne permet jamais la liberté de s'isoler pour contempler froidement et calmement ce qui leur est étranger, et qui sont donc contraints de croire qu'il n'y a qu'une seule manière possible d'exister en tant qu'humain cultivé, et que c'est chaque fois celle qu'un hasard quelconque leur a inspirée à ce moment précis ; tous les humains restant dans le monde n'ont d'autre destin que de devenir ce qu'ils sont, et ils leur doivent la plus grande reconnaissance s'ils voulaient prendre la peine de les former ainsi. Entre les peuples de la première sorte, il y a une interaction de formation et d'éducation mutuelles extrêmement bénéfique pour la formation de l'humain en général, et une interpénétration dans laquelle chacun, avec la bonne volonté de l'autre, reste néanmoins égal à lui-même. Les peuples de la seconde sorte ne peuvent rien former, car ils ne peuvent rien toucher dans son être existant ; ils veulent seulement détruire tout ce qui existe et produire partout en dehors d'eux un lieu vide dans lequel ils ne peuvent que répéter toujours leur propre forme ; même leur apparente entrée initiale dans des mœurs étrangères n'est que la condescendance bienveillante de l'éducateur envers l'apprenti encore faible à présent, mais qui donne de bonnes espérances ; même les figures du monde antérieur achevé ne leur plaisent pas tant qu'elles ne les ont pas enveloppées dans leur vêtement, et elles les réveilleraient, si elles le pouvaient, de leurs tombeaux pour les éduquer à leur manière. " C'est ainsi que Fichte juge certaines particularités nationales ; mais ce jugement est aussitôt suivi d'une phrase qui veut enlever à ce jugement toute coloration d'orgueil national propre : "Loin de moi, certes, la présomption d'accuser de cette étroitesse toute nation existante, dans son ensemble et sans exception. Admettons plutôt qu'ici aussi, ceux qui ne s'expriment pas sont les meilleurs".

Ces considérations ne veulent pas répondre à la question à partir d'une telle ambivalence d'âme : Qui a voulu cette guerre ? comme le font maintes personnalités des pays en guerre avec l'Europe centrale. Elles aimeraient laisser les conditions des événements parler d'elles-mêmes. Celui qui écrit ces réflexions a demandé à des Russes s'ils avaient voulu une guerre contre l'Europe centrale. - Il lui semble que ce que Renan a prédit en 1870 mène sur une voie plus sûre que ce qui est actuellement jugé sous le coup de la passion. Il lui semble que c'est une voie vers le seul domaine de jugement qui peut et doit être abordé par rapport à la guerre, même par celui qui se fait des idées sur les jugements de pensée superflus et inopportuns, lorsque les pièces de la carapace des armes doivent décider du destin des peuples dans le sang et la mort.



Il est certain que les forces qui poussent à la guerre peuvent être forcées par d'autres ³⁵ forces à vivre en paix jusqu'à ce qu'elles se soient affaiblies en elles-mêmes au point de devenir inefficaces. Et celui qui doit souffrir de cette efficacité s'efforcera de créer ces forces qui maintiennent la paix. Le cours de l'histoire montre que l'Allemagne s'est soumise depuis des années à cet effort face aux forces de volonté qui affluent de l'Ouest et de l'Est. Tout ce que l'on peut dire d'autre sur la guerre actuelle en ce qui concerne les forces motrices de la France et de la Russie pèse moins que le simple fait, évident, que ces forces motrices étaient suffisamment ancrées dans la volonté des deux pays pour résister à tout ce qui voulait les abattre.

Celui qui énonce ce fait ne doit pas nécessairement être compté parmi les personnalités qui jugent tel ou tel peuple en fonction de l'affection ou de l'aversion - bien entendu tout à fait compréhensible à l'époque - que les événements leur inspirent. Le mépris, la haine ou autre n'ont rien à faire avec la formation d'un tel jugement. La manière dont on aime ou n'aime pas de telles choses, la manière dont on les évalue sur le plan sentimental, est tout à fait différente de la présentation du simple fait. Cela n'a rien à voir non plus avec la manière dont on aime ou n'aime pas les Français, avec la manière dont on apprécie leur esprit, si l'on pense avoir des raisons de penser que des forces motrices que l'on trouve en France sont impliquées dans enchevêtrement actuelle dans la guerre. Ce que l'on dit de ces forces motrices présentes chez les peuples peut être préservé de ce qui relève de l'accusation ou du blâme au sens habituel.

On cherchera en vain chez les Allemands de tels ressorts, qui devaient conduire à la ³⁶ guerre actuelle d'une manière semblable à celle que Solowieff a caractérisée pour les Russes et que Renan a annoncée pour les Français. Les Allemands pouvaient prévoir que cette guerre serait un jour menée contre eux. C'était leur devoir de s'y préparer. Ce qu'ils ont fait pour remplir ce devoir, on l'appelle chez leurs adversaires l'entretien de leur militarisme.

Ce que les Allemands doivent accomplir pour leur propre bien et pour remplir les ³⁷ tâches qui leur sont imposées par les nécessités de l'histoire mondiale, ils auraient pu l'accomplir sans cette guerre, si ces prestations avaient été aussi agréables aux autres qu'elles leur étaient nécessaires. La manière dont les autres peuples ont accueilli l'accomplissement des tâches historiques mondiales qui, à l'époque récente, se sont ajoutées à celles que les Allemands avaient déjà dans le domaine de la culture matérielle, ne dépendait absolument pas d'eux. Les Allemands pouvaient avoir confiance dans la force qui n'agit qu'à partir d'eux-mêmes et qui donne de la valeur à leurs réalisations culturelles matérielles, confiance qu'ils pouvaient acquérir par la manière dont leur travail spirituel a été accueilli par les peuples. En effet, si l'on regarde la façon allemande, on s'aperçoit qu'il n'y a rien dans celle-ci qui aurait obligé l'Allemand à mettre en valeur dans le monde ce qu'il doit fournir comme travail actuel, d'une autre manière que cela n'a été le cas pour ses prestations purement spirituelles.



Il n'est pas nécessaire que l'Allemand soi-même tente de caractériser la signification ³⁸ de sorte d'esprit et de la prestation d'esprit allemandes pour l'humanité. S'il veut porter des jugements sur l'importance de cette sorte et de cette prestation pour l'humanité extra-allemande, il peut chercher les réponses auprès de cette humanité extra-allemande. On pourra écouter les paroles d'une personnalité qui compte parmi les leaders dans le domaine de la langue anglaise, celles du grand orateur d'Amérique, *Ralph Waldo Emerson*. Dans sa réflexion sur Goethe, celui-ci donne une description de la sorte de l'esprit allemand et de sa prestation d'esprit dans son rapport avec la formation du monde. Il dit : "Une qualité en particulier, que Goethe a en commun avec toute sa nation, fait de lui une excellente apparition aux yeux du public français et anglais : c'est que tout chez lui se base uniquement sur la vérité intérieure. En Angleterre et en Amérique, on respecte le talent, mais on est satisfait quand il agit pour ou contre un parti selon sa conviction. En France, on est déjà enchanté de voir des pensées brillantes, où qu'elles aillent.

Mais dans tous ces pays, des hommes de talent écrivent aussi loin que leurs dons le leur permettent. Si ce qu'ils proposent stimule le lecteur intelligent et ne contient rien qui heurte le bon ton, on considère que c'est suffisant. Tant de colonnes, tant d'heures passées agréablement et utilement. L'esprit allemand ne possède ni la vivacité française, ni la compréhension pratique aiguë des Anglais, ni enfin la façon américaine de se placer dans des situations indéterminées, mais ce qu'il possède, c'est une certaine probité qui ne s'arrête jamais à l'apparence extérieure des choses, mais qui revient toujours à la question principale : <où cela veut-il aller?> Le public allemand exige d'un écrivain qu'il se place au-dessus des choses et s'exprime simplement à leur sujet. La vivacité d'esprit est présente : alors, pourquoi se manifeste-t-elle ? Quelle est l'opinion de l'homme ? D'où vient-elle ? - d'où tient-il toutes ces pensées ?" Et dans un autre passage de cette réflexion sur Goethe, Emerson marque les mots : "Le profond sérieux avec lequel ils - Emerson veut dire les hommes éduqués en Allemagne - poursuivent leurs études, les met en mesure de percer à jour des hommes qui sont de loin plus doués qu'eux. C'est pour cette raison que les termes de distinction utilisés dans la conversation supérieure sont tous d'origine allemande. Tandis que les Anglais et les Français, cités avec distinction pour leur perspicacité et leur érudition, considèrent leurs études et leur point de vue avec une certaine superficialité, et que leur caractère personnel n'a pas de rapport trop profond avec ce qu'ils ont saisi et avec la façon dont ils s'expriment à ce sujet, Goethe, le chef (net au sens de tête, de cap) et le contenu de la nation allemande, parle non parce qu'il a du talent, mais parce que la vérité concentre ses rayons dans son âme et en rayonne. Il est sage au plus haut degré, même si sa sagesse est souvent masquée par son talent. Aussi excellent que soit ce qu'il dit, il a quelque chose en tête/en vue qui est encore mieux. Il a cette indépendance redoutable qui naît de la fréquentation de la vérité. Écoutez ses paroles ou détournez l'oreille : le fait demeure tel qu'il l'a dit".

Ajoutons encore quelques réflexions d'Emerson, qui pourront certainement figurer ³⁹ ici ; un anglo-américain les a en effet prononcées à propos des Allemands. "Les Allemands pensent pour l'Europe... Les Anglais ne voient que l'individu et ne savent pas concevoir l'humanité comme un tout selon des lois supérieures ... Les Anglais ne mesurent pas la profondeur de l'esprit allemand". Emerson pouvait savoir quel impact le travail de l'esprit allemand était capable de donner à l'humanité.



Dans les phrases citées, Emerson parle de la "vivacité des Français" et de la "compréhension aiguë des Anglais pour la pratique". Si l'on voulait continuer dans le même sens en ce qui concerne les Russes, on pourrait peut-être dire que l'Allemand n'a pas l'instinct des Russes de chercher dans toutes les manifestations de leur vie, même dans les plus pratiques, une force mystique par laquelle ils se justifient.

Et dans ces rapports entre les esprits de ces peuples, il y a quelque chose qui ressemble tout à fait aux oppositions guerrières qui sont actuellement à l'œuvre. Dans le ressort qui a conduit les Français à la guerre avec l'Allemagne, c'est leur tempérament qui agit, c'est ce qu'Emerson pense par leur vivacité. C'est dans ce tempérament que réside la puissance mystérieuse qui s'exprime avec tant d'effervescence dans les paroles de Renan : "Haine de la mort, préparatifs sans repos, alliance avec qui elle se rencontre". Le fait que la France se soit retrouvée avant la guerre avec une armée presque aussi grande que celle de l'Allemagne, mais plus d'une fois et demie plus grande par rapport à sa population, est un résultat de cette puissance mystérieuse, sur laquelle la phrase du "militarisme allemand" doit être jetée comme un voile dissimulateur. - Dans la volonté de guerre de la Russie, la foi mystique agit encore, même là où elle ne trouve qu'une expression instinctive. Pour caractériser les oppositions entre Français et Russes d'une part, et Allemands d'autre part, qui sont aujourd'hui effectives, on observera les humeurs des âmes. - L'opposition de guerre entre Britanniques et Allemands est en revanche telle que les Allemands ne se voient confrontés qu'à des ressorts "aiguïsés pour la pratique". L'idéal de la politique anglaise est, conformément à la nature du pays, entièrement orienté vers des objectifs pratiques. Soulignons que cela correspond à l'essence du pays. Ce que ses habitants révèlent de cette essence dans leur comportement est lui-même un effet de cette essence, mais pas le fondement de l'idéal politique anglais. L'activité dans le sens de cet idéal a créé chez le Britannique l'habitude de prendre pour guide de cette activité ce qui lui semble correspondre aux intérêts personnels de sa vie. L'existence d'une telle ligne directrice n'est pas en contradiction avec le fait qu'elle s'impose dans la vie sociale comme une règle déterminée à laquelle on obéit strictement si l'on veut avoir un mode de vie. Il n'est pas non plus en contradiction avec le fait que l'on prenne cette ligne directrice pour tout autre chose que ce qu'elle est. Tout cela ne vaut que pour le Britannique, dans la mesure où il est intégré au monde de son idéal politique. Et c'est par ce dernier qu'une opposition de guerre est créée entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Le temps doit venir où, dans le domaine de l'âme, la conception du monde de l'être allemand, qui s'oriente vers le spirituel, devra conquérir sa position mondiale - naturellement seulement par une lutte des esprits - face à celle qui, en *Mill*, *Spencer*, le pragmatiste *Schiller*, *Locke* et *Huxley* et d'autres, a ses représentants issus de l'être anglais : le fait de la guerre actuelle peut être un avertissement à cet égard. Mais cela n'a rien à faire directement avec cette guerre.



Goethe, qui comptait Shakespeare parmi les esprits qui ont exercé sur lui la plus ⁴³ grande influence, avait en tête la ligne directrice indiquée pour l'idéal politique anglais, lorsqu'il prononça ces mots : "Mais tandis que les Allemands se torturent à résoudre des problèmes philosophiques, les Anglais se moquent de nous avec leur grande raison analytique pratique et gagnent le monde. Tout le monde connaît leurs déclamations contre le commerce des esclaves, et, tandis qu'ils veulent nous faire connaître les maximes humaines qui sont à la base d'un tel procédé, on découvre maintenant que le véritable motif est un objet réel, sans lequel les Anglais, comme on le sait, ne le font jamais, et qu'on aurait dû savoir". - A propos de Byron, qui est devenu pour lui le modèle de l'Euphorion dans la deuxième partie de Faust, Goethe dit : "Byron doit être considéré comme un humain, comme un Anglais et comme un grand talent. Ses bonnes qualités découlent principalement de l'humain ; ses mauvaises qualités, le fait qu'il soit anglais ... était ... Tous les Anglais sont, en tant que tels, dépourvus de réflexion proprement dite ; la distraction et l'esprit de parti ne leur permettent pas d'acquérir une formation sereine. Mais ils sont grands comme humains pratiques".

Ces jugements de Goethe ne concernent pas non plus l'Anglais en tant que tel, mais ⁴⁴ seulement ce qui se révèle comme "l'être total Angleterre", lorsque cet être total se révèle comme porteur de son idéal politique.

L'idéal politique mentionné plus haut a développé l'habitude d'aménager le plus ⁴⁵ grand espace possible de la Terre à l'usage de l'Angleterre selon la ligne directrice indiquée. Face à cet espace, l'Angleterre apparaît comme une personne qui aménage sa maison en fonction de son confort, et qui s'habitue à empêcher même ses voisins de faire quelque chose qui rendrait sa maison moins agréable qu'on ne le souhaiterait.

L'Angleterre pensait que l'habitude de pouvoir continuer à vivre de cette façon était ⁴⁶ menacée par l'évolution à laquelle l'Allemagne devait nécessairement aspirer à l'époque la plus récente. Il est donc compréhensible qu'elle n'ait pas voulu laisser s'installer un conflit armé entre la Russie et la France d'une part, et l'Allemagne et l'Autriche d'autre part, sans faire tout ce qui pouvait contribuer à faire disparaître le cauchemar de la menace que lui causait le travail culturel de l'Allemagne. Mais cela consistait à se rallier aux adversaires de l'Allemagne. Une "raison analytique aiguisée pour le pratique" purement politique calculait le danger que représentait pour l'Angleterre une Allemagne victorieuse contre la Russie et la France. - Ce calcul a ainsi peu à faire avec une pure indignation morale contre la "violation de la neutralité belge", qu'il a *beaucoup* à faire avec "la raison analytique aiguisée pour le pratique" qui voit les Allemands dans les cercles d'intérêts de l'Angleterre lorsqu'ils entrent en Belgique.

Ce que cette direction de volonté "exacerbée pour la pratique", en liaison avec ⁴⁷ d'autres forces dirigées contre l'Allemagne, devait apporter à l'efficacité au fil du temps, c'est ce qui pouvait résulter pour un sentiment allemand si l'on posait la question : Comment l'idéal politique de l'Angleterre agissait-il chaque fois qu'une puissance terrestre européenne devait trouver que les circonstances historiques mondiales exigeaient qu'elle étende son activité au-delà des mers ? On avait purement besoin de regarder ce que cet idéal politique avait fait à l'égard de l'Espagne et du Portugal, de la Hollande, de la France, lorsqu'ils développaient leur activité sur mer. Et l'on pouvait se rappeler que cet idéal politique "se concentrait sur la pratique" et savait calculer comment les volontés européennes dirigées contre les pays dans lesquels une jeune activité maritime se développait devaient être mises en rapport de force de manière à ce que l'Angleterre puisse être libérée de son concurrent. Ce que le peuple allemand devait ressentir face à la situation européenne avant la ⁴⁸ guerre résulte de l'observation des forces dirigées vers ce peuple depuis l'extérieur/les alentours. En provenance d'Angleterre, l'"idéal" de ce pays, "exacerbé pour la pratique". De la Russie, des volontés qui s'opposaient aux tâches que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie s'étaient fixées pour le "centre de l'Europe". De la France, des forces de peuple dont l'essence ne pouvait être ressentie par l'Allemand que dans le sens des mots que Moltke a un jour utilisés pour décrire les rapports de la France avec l'Allemagne : "Napoléon était un phénomène passager. La France est restée. Nous avons déjà eu affaire à la France il y a des siècles, nous aurons encore affaire à elle dans des siècles ... (on) éduque la jeune génération en France dans la croyance qu'elle a un droit sacré sur le Rhin et la mission d'en faire la frontière de la France à la première occasion. La frontière du Rhin doit devenir une vérité, c'est l'enjeu de l'avenir de la France".

Face à ces trois volontés, la nécessité historique mondiale avait forgé l'Allemagne et ⁴⁹ l'Autriche-Hongrie en "centre de l'Europe". Il y a toujours eu des humains imprégnés de la culture de ce centre européen, qui ont ressenti comment ce centre européen allait se voir confier des tâches qui se révéleraient à eux comme devant être résolues en commun par les peuples de ce centre. Comme un représentant de telles personnes, nous commémorons ici une personne décédée depuis longtemps. Un humain qui portait les idéaux du "centre de l'Europe" au plus profond de son âme, dans laquelle ils ont été réchauffés par la force de Goethe, par laquelle il a laissé porter toute sa conception du monde et les impulsions les plus intimes de sa vie. Il s'agit du chercheur autrichien en littérature et en linguistique *Karl Julius Schröer*. Un homme dont l'essence et l'importance n'ont été que trop peu connues et appréciées par ses contemporains. L'auteur de ces considérations le compte parmi les personnalités auxquelles il doit un immense merci dans la vie. Dans son livre sur la "Deutsche Dichtung (la poésie allemande)", Schröer écrivit en 1875 les mots suivants, reflétant les sentiments que les événements de 1870/1871 avaient suscités pour la formation d'un idéal du "centre de l'Europe" : "En Autriche, nous nous trouvons dans une situation singulière précisément à ce tournant important. Si le libre mouvement de notre vie nationale a fait disparaître la cloison qui nous séparait jusqu'à récemment de l'Allemagne, si les moyens nous ont été donnés de nous élever vers une vie culturelle com-

tion. Les racines de celle-ci ne sont pas de nature politique, mais de nature culturelle et historique. Cette unité indéchirable de la vie spirituelle allemande ... nous voulons la garder à l'œil ... que l'on honore et reconnaisse dans l'Empire allemand notre lourde tâche culturelle, et que l'on ne nous impute pas le passé, ce qui est notre destin et non notre faute". De quels sentiments parlerait une âme aussi sensible si elle se consacrait encore parmi les vivants et voyait comment l'Autrichien, en pleine unité avec l'Allemand d'Allemagne, accomplit une "action de son peuple".

Le "centre de l'Europe" est formé par le "destin" ; les âmes qui se sentent appartenir⁵⁰ à ce centre avec une part pleine de compréhension, confient à l'esprit de l'histoire le soin de juger ce qui, dans le passé - et aussi dans le présent et l'avenir - est leur "destin, non leur faute".

Et qui veut juger de la compréhension que les idées d'une volonté commune du⁵¹ "centre de l'Europe" ont trouvée vers dehors en Hongrie, qu'il lise des voix venues de Hongrie, comme celle de l'article sur "la genèse de l'alliance défensive" d'*Emerich von Halász* dans le cahier de "Jung Ungarn (jeune Hongrie)" de mars 1911. On y lit les mots suivants : "Si nous pensons qu'Andrassy s'est retiré de la direction des affaires il y a déjà plus de trente ans et Bismarck il y a plus de vingt et un ans, et que cette grande œuvre de paix existe toujours dans toute sa force et promet de durer encore longtemps : nous ne devons pas nous laisser aller à un pessimisme morose. Bismarck et Andrassy ont trouvé, en unissant leurs forces, une solution imposante au problème de l'Europe centrale et ont ainsi accompli une œuvre civilisatrice qui, espérons-le, durera plusieurs générations". "Dans l'histoire des alliances, nous cherchons en vain une structure d'une telle durée et d'une conception aussi puissante".

Lorsque les volontés caractérisées, tournées vers le "centre de l'Europe", s'étaient⁵² réunies pour exercer une pression commune, il était inévitable que cette "pression" détermine les sentiments qui se formaient au sein des peuples d'Europe centrale sur le cours des événements mondiaux. Et lorsque les faits de l'été 1914 se sont produits, ils ont frappé l'Europe dans une situation historique mondiale dans laquelle les forces actives dans la vie des peuples interviennent dans le cours des événements de telle sorte qu'elles retirent la décision sur ce qui va se passer du domaine de l'appréciation humaine ordinaire et la placent dans celui d'un ordre supérieur, un ordre par lequel la nécessité historique mondiale agit dans le cours de l'évolution humaine. Celui qui ressent l'essence de tels moments mondiaux élève aussi son jugement hors du domaine où se nichent des questions du genre : que se serait-il passé si, à l'heure grave du destin, telle ou telle proposition de telle ou telle personnalité avait eu plus d'effet que ce ne fut le cas ? Dans les moments de tournant de l'histoire mondiale, les humains font l'expérience, dans leurs décisions, de forces que l'on ne peut juger correctement que si l'on s'efforce - rappelons les paroles d'Emerson - de ne pas seulement "voir l'individu", mais de "saisir l'humanité comme un tout selon des lois supérieures". Comment les décisions des humains pourraient-elles être jugées selon les lois de la vie ordinaire, alors qu'elles ne peuvent pas être prises à partir de ces lois, parce qu'en elles œuvre l'esprit qui ne peut être aperçu que dans les *nécessités de l'histoire universelle*. - Les lois naturelles appartiennent à l'ordre de la nature ; au-dessus d'elles se trouvent les lois qui appartiennent à l'ordre de la coexistence humaine ordinaire ; et au-dessus d'elles se trouvent les lois spirituelles-actives du *devenir historique mondial*, qui appartiennent à un ordre encore différent, celui par lequel les humains et les peuples résolvent des tâches et traversent des évolutions qui se situent



en dehors du domaine de la coexistence humaine ordinaire.

Remarque ultérieure : les pensées qui précèdent contiennent ce que l'auteur de ⁵³ l'opuscule a exprimé dans des conférences tenues avant l'entrée en guerre de l'Italie dans la lutte actuelle entre les peuples. On comprendra donc que l'ouvrage ne contienne rien sur les forces motrices qui, de ce côté, sont devenues une volonté de guerre contre "l'Europe centrale". Un ouvrage à paraître ultérieurement pourra, espérons-le, apporter un complément à ce sujet.

Berlin, le 5 juillet 1915.

54

Un travail scientifique primé sur l'histoire du déclenchement de la guerre.

[333]

(Dr. Jakob Ruchti, sur l'histoire du déclenchement de la guerre - Avril 1917)

Trad. F. Germani v.01 - 01/2023

Dans la littérature de guerre qui s'est multipliée à l'infini, on peut accorder une valeur toute particulière à l'ouvrage du Dr Jacob Ruchti, primé par le séminaire historique de l'université de Berne, intitulé "Zur Geschichte des Kriegsausbruches nach den amtlichen Akten der königlich Großbritannischen Regierung (Histoire du déclenchement de la guerre d'après les actes officiels du gouvernement royal britannique)". En effet, il s'agit d'une réflexion menée selon les règles strictes de la recherche historique et de la conscience scientifique que l'historien recherche lorsqu'il veut se former un jugement sur des rapports de faits. Ce que l'on tente habituellement dans le monde scientifique longtemps après le déroulement des événements en question, Ruchti l'entreprend pour les événements du présent immédiat. Après examen de son travail, on doit dire qu'un jugement favorable sur son contenu, une appréciation de ses résultats, ne doit absolument pas être la conséquence du point de vue que l'on adopte sur les causes de la guerre en fonction de son appartenance ethnique ou de causes similaires, mais que la méthode scientifique objectivement satisfaisante de l'auteur peut conduire à une telle appréciation celui qui est absolument accessible à des conclusions scientifiques à obtenir.

Or, beaucoup d'humains sont d'avis qu'une discussion sur les causes de la guerre est ⁰² aujourd'hui déjà devenue une chose stérile. Une telle opinion ne peut cependant pas être maintenue face à la manière dont les hommes d'État et la presse de l'Entente tentent d'imposer au monde l'idée qu'ils sont contraints de poursuivre la guerre malgré l'offre de paix des puissances centrales. Parmi les raisons qu'ils invoquent, celle selon laquelle le début de la guerre prouve qu'une cohabitation pacifique avec les puissances centrales ne peut être obtenue que par un coup de massue de l'Entente



viennent incertains et où il faut se retenir de porter un jugement objectif. Il s'appuie presque exclusivement sur des documents anglais et n'utilise les autres Etats que pour compléter telle ou telle présentation des faits. Et il arrive, par cette méthode, à un résultat qui peut se résumer en ces termes. Les affirmations par lesquelles les hommes d'État de l'Entente veulent persuader le monde sont reconnues par les documents anglais comme le contraire de la vérité. Tout le tissu des affirmations de Grey et de ses camarades sur les efforts de paix des hommes d'État de l'Entente se désagrège devant l'analyse scientifique de Ruchti et devient tel qu'il ne montre que l'apparence d'efforts de paix, mais qui, en réalité, non seulement devait certainement conduire à la guerre entre la Russie et la France d'une part, et l'Allemagne et l'Autriche d'autre part, mais était aussi susceptible de placer l'Angleterre aux côtés des premières puissances. Il ressort de ces explications comment Sasonow fait du litige entre l'Autriche et la Serbie le point de départ d'un conflit européen, et comment Grey fait sien, dès le départ, ce point de départ russe, à partir duquel il met en place ses soi-disant efforts de paix. Il n'y a pas le moindre témoignage que Grey ait pu avoir l'idée d'organiser ses démarches diplomatiques de telle sorte que la Russie ait été obligée de laisser l'Autriche régler seule son différend avec la Serbie. Comme l'Autriche avait promis que ses mesures de guerre contre la Serbie n'auraient d'autre résultat que la reconnaissance complète de son ultimatum, et que celui-ci n'exigeait rien d'autre qu'une conduite convenable de la Serbie envers l'État autrichien dans ses anciennes frontières, il n'y aurait pas eu de motif de guerre pour une autre puissance si Grey avait dissuadé la Russie d'intervenir dans le différend austro-serbe. Mais de ce fait, l'Angleterre était d'emblée l'alliée de la Russie et l'adversaire des puissances centrales, et Grey avait engagé une politique qui devait nécessairement conduire à la guerre telle qu'elle s'est déroulée. Par rapport à ce que Grey a fait, affirmer que c'est uniquement parce que l'Allemagne n'a pas voulu qu'il n'a pas réussi à maintenir la paix, se révèle être une contre-vérité condamnable, précisément parce qu'elle est aussi susceptible que possible d'induire le monde en erreur en soulignant une vérité tout à fait évidente mais aussi tout à fait insignifiante. Car il est certainement clair que l'Angleterre, voire la France et même la Russie, auraient préféré la paix à la guerre si, sans cela, il avait été possible, par la voie diplomatique, de réduire l'Allemagne et l'Autriche à l'insignifiance politique face à l'Entente et de les amener à se plier à la volonté de puissance de l'Entente. Ce qui compte, ce n'est pas de savoir si Grey a voulu la paix ou la guerre, mais de savoir comment il s'est positionné par rapport aux exigences des puissances qui étaient les alliés de l'Angleterre dans la guerre. Et Ruchti prouve que Grey s'est placé de telle sorte que, par sa conduite, la guerre devait nécessairement être provoquée. On pourra certainement ajouter ici aux preuves de Ruchti que Grey lui-même n'a pas voulu pousser à la guerre, mais qu'il est un faible qui a été poussé dans ses démarches par d'autres. Mais cela ne change rien à l'appréciation historique de ses actes. Ruchtsi parvient parfaitement à prouver que les démarches diplomatiques de Grey ne lui donnent pas le moindre droit de prétendre qu'il a fait quelque chose pour empêcher la guerre. Mais il appartient aussi à l'historien suisse de montrer que les hommes d'État anglais se sont comportés dans les négociations avec l'Allemagne de telle sorte que la rupture de la neutralité vis-à-vis de la Belgique leur a offert un motif de guerre qu'ils auraient pu éviter s'ils avaient accepté certaines offres de l'Allemagne. Mais ils avaient besoin de ce motif de guerre pour la rendre acceptable à leur peuple, qui n'aurait pas pu être ame-

né à la guerre à cause de la Serbie et des prétentions européennes de la Russie. Et pour convaincre le peuple, il fallait également un faux, que Ruchti a démontré dans le Livre blanc anglais. Par de fausses datations dans un échange de lettres que Grey a tenu, on voulait montrer au peuple anglais comment la France pacifique avait été envahie par l'Allemagne. En falsifiant les dates, on a donné l'impression que l'Allemagne avait attaqué la France bien plus tôt que cela n'a été le cas en réalité. De plus, dans son discours de guerre du 6 août 1914, a tout simplement passé sous silence, avec le même succès de tromperie populaire, des négociations déterminantes avec l'Allemagne. En pesant objectivement tous ces faits, Ruchti se forme un jugement qui l'autorise à présenter le soi-disant effort de paix des hommes d'État anglais comme une légende mensongère et même à mettre en évidence chez eux les forces qui poussent à la guerre. Il conclut en prononçant ces mots graves : "L'histoire ne se laisse pas falsifier à la longue, la légende ne peut pas résister à la recherche scientifique, le tissu obscur est mis en lumière et se déchire, même s'il a été tissé avec art et finesse". Mais pour l'instant, l'Entente cherche encore dans cette toile obscure l'un des moyens de persuader le monde de son obscur métier de guerre comme d'une nécessité de civilisation et de la plus noble humanité.

LES MÉMORANDUMS DE JUILLET 1917 :

Trad. F. Germani v.01

Premier mémorandum 13/07/1917 [339]

Les porte-parole de l'Entente avancent sous les raisons pour lesquelles ils doivent⁰¹ poursuivre la guerre, qu'ils ont été agressés par l'Allemagne. Ils prétendent de ce fait qu'ils doivent amener l'Allemagne dans une absence de pouvoir telle que dorénavant lui soit retirée chaque possibilité de réaliser une agression. Dans cette forme d'une sorte d'accusation morale contre l'Allemagne seront nébuleusement plongées toutes autres causes de cette guerre.

Il est incontestable que vis-à-vis de cette accusation l'Allemagne est placée dans la⁰² nécessité, d'établir de manière toute nue, comment elle a été entraînée dans la guerre. À la place de cela on a jusqu'à présent seulement de doctrinaires explications des causes de la guerre, qui ainsi font l'impression comme les conclusions d'un professeur, qui ne raconte pas ce qu'il a vu, mais qui expose des documents ce qui s'est présenté à lui sur des événements lointains. Car ainsi sont tenus tous les exposés du Chancelier du Reich sur les événements du déclenchement des hostilités. Mais de telles explications sont inappropriées à faire un effet. On les récuse simplement en ce qu'on leur oppose de l'injustifié ou aussi autre chose de justifié.

Raconterait-on par contre simplement les faits, ainsi se présenterait ce qui suit : 03

1. L'Allemagne n'était pas prête en l'été 1914 à saisir l'initiative pour une guerre. 04

2. L'Autriche-Hongrie était depuis longtemps placée dans la nécessité, d'entre-⁰⁵prendre quelque chose, afin que le danger menaçant agissait contre elle d'être réduite par coalition des Slaves du sud sous la conduite des Serbes extra autrichiens du sud-est. On peut tranquillement admettre que l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand et toute l'histoire d'ultimatum n'étaient qu'un prétexte. Ce prétexte n'aurait-il pas été saisi, ainsi à la prochaine occasion aurait du en être saisi un autre. L'Autriche n'aurait justement pas pu rester l'Autriche, si une quelconque chose n'était faite pour la sécurisation de ses provinces du sud-est ou en amenant la question slave



à solution par un vaste autre acte. Mais à cet autre acte, la politique autrichienne s'était vidée de tout son sang depuis 1879. Mieux dit : elle s'était vidée de son sang à cela que cet acte n'avait pu être trouvé. On ne pouvait justement pas devenir maître de la question slave. Aussi loin que vient en considération l'origine de la guerre austro-hongroise, et avec cela aussi à l'Allemagne, laquelle participation avait à se faire, parce qu'elle ne pouvait laissé l'Autriche-Hongrie en plan sans devoir craindre qu'après quelques années sans participation à l'alliance autrichienne l'entente s'affronte -, aussi loin doit être reconnu que la question slave contient la raison de l'origine de cette guerre. L'« autre acte » est donc la solution internationale de la question slave. Elle est exigée par l'Autriche, pas par la Russie. Car la Russie pourra toujours lancer son caractère fondamentalement slave dans le plateau de balance de la solution. L'Autriche-Hongrie peut seulement opposer à ce poids la libération des Slaves de l'ouest. Cette libération peut seulement aller de soi sous le point de vue de l'autonomisation de toutes les branches de vie des peuples qui concernent l'existence nationale et tout ce qui en dépend. On n'a pas le droit de reculer d'effroi devant la pleine liberté dans le sens de l'autonomisation et fédéralisation de la vie des peuples. Cette fédéralisation est préfigurée dans la vie étatique fédérale allemande, qui dans une certaine mesure est un modèle préformé par l'histoire pour ce qui en Europe du centre doit être formé jusqu'à pleine formation fédérale-libre de tous les apports de vie qui ont leur impulsion dans les humains eux-mêmes, donc ne sont pas dépendants immédiatement, comme les rapports politiques-militaires, des conditions géographiques, et, comme les économiques, des opportunistes-géographiques. Le façonnement de ces rapports ne surviendra alors seulement de manière saine quand le national sera accouché à partir de la liberté, pas la liberté à partir du national. Aspire-t-on plutôt au dernier qu'au premier, ainsi on se place sur le sol du devenir de l'histoire du monde. Veut-on le dernier ainsi on travaille contre de devenir et pose les raisons de nouveaux conflits et guerres.

Exiger des hommes d'État dirigeant d'Autriche qu'ils aient dû pour cela se dispenser⁰⁶ de l'ultimatum aux Serbes, signifierait exiger d'eux qu'ils auraient du agir contre l'intérêt des pays conduits par eux. Des théoriciens d'une quelconque couleur peuvent poser une telle exigence. Un humain qui compte avec les faits disponibles ne devrait dans la gravité ne pas parler du tout de telle chose. Alors, les Slaves du sud auraient atteint ce que les grands Serbes dirigeants voulaient, ainsi l'Autriche dans la forme dans laquelle elle existe n'aurait pas été à maintenir sous les actions des Slaves autrichiens restants. On pourrait encore se représenter que justement alors l'Autriche aurait reçu une autre forme. Mais peut-on exiger d'un homme d'État autrichien dirigeant d'attendre résigné une telle issue ? On le pourrait évidemment seulement, quand on serait d'avis, qu'il appartient aux exigences inconditionnelles d'un homme d'État autrichien, d'être un pacifiste absolu et d'attendre fatal le destin de l'Empire. Sous chaque autre condition, on doit concernant le pas de l'Autriche comprendre l'ultimatum.

3. L'Autriche aurait-elle maintenant une fois posé l'ultimatum, alors la suite des évènements aurait seulement à retenir, si la Russie s'était comportée passivement. Aussitôt que la Russie fit un pas agressif, le reste n'était à retenir par rien.



4. Aussi vrai, que tout cela est , aussi vrai est que chacun, qui compte avec les faits en 08
Allemagne avait une sensation indéterminée : quand une fois les réalisations évo-
quées entraient dans un stade critique, alors il y aurait la guerre. On ne pourrait aller
contre cette guerre. Et des personnes responsables avaient l'opinion, on devait, si la
guerre devenait nécessaire, conduire cette guerre avec toute force. Conduire une
guerre à partir de l'initiative propre, sûr, personne n'avait cette intention en Alle-
magne qui vienne sérieusement en considération. On peut prouver à l'Entente qu'elle
n'avait pas la moindre raison de croire à une agression du côté de l'Allemagne. On
peut la forcer à admettre qu'elle avait la croyance que sans guerre l'Allemagne de-
viendrait si puissante que cette puissance deviendrait si dangereuse pour les puis-
sances unies aujourd'hui dans l'Entente. Mais on devra faire tout autrement la
conduite de preuves politique de la sorte que cela ne s'est passé jusqu'à présent ; car
cela n'est pas un exposé de preuve politique, mais seulement l'élaboration d'affirma-
tions politiques, auquel cela peut plaire aux autres de les trouver brutales. On croyait
du côté des puissances de l'Entente, quand les choses se déroulent ainsi, alors on ne
peut pas savoir ce que tout deviendra encore à partir de l'Allemagne, pour cela de-
vait venir une guerre avec l'Allemagne. L'Allemagne pouvait se placer sur le point de
vue : nous n'avons pas besoin de guerre, mais nous atteignons sans guerre ce que les
États de l'Entente ne nous laissent pas devenir ; pour cela nous devons nous tenir
prêt pour cette guerre et la prendre ainsi, si elle menace, que nous ne puissions par
elle ne pas pouvoir venir à des dommages. Tout cela vaut aussi concernant la ques-
tion serbe et l'Autriche. Avec la Serbie, l'Autriche en 1914 ne pouvait plus finir sans
guerre, au moins ce devait être la conviction de ses hommes d'État. Mais l'Entente
aurait-elle trouvé qu'on pourrait laisser l'Autriche-Hongrie en finir seule avec la Ser-
bie, alors cela n'aurait pas dû en venir à la guerre générale. La vraie raison de guerre
n'a pas le droit d'être cherchée chez les puissances du centre, mais là-dedans que
l'Entente ne voulait pas laisser les puissances du centre ainsi comme elles étaient
d'après leur stabilité dans les rapports de force de 1914. Se serait toutefois passé l' «
autre acte » pensé en haut avant 1914, alors les Serbes n'auraient pas développé
d'opposition internationale contre l'Autriche-Hongrie et tout aussi bien d'ultimatum
que d'ingérence de la Russie il n'y aurait pu avoir. Et la Russie se serait-elle tournée à
un moment quelconque à partir de pures raisons de conquête contre l'Europe cen-
trale alors elle n'aurait pu trouver l'Angleterre de son côté. Que là le sous-marin jus-
qu'à la guerre a été un pur moyen de guerre, mais que l'Amérique sans ce moyen de
guerre n'aurait absolument pas pu venir dans la guerre avec les puissances du centre,
ainsi n'a besoin pour la question de la paix d'être prise en compte seulement l'Angle-
terre dans le sens évoqué.

5. Ce qui maintenant devrait être annoncé au monde est :

09

a) que l'Allemagne, aussi loin que les personnalités entrent en considération, qui sur 10
le déclenchement des hostilités ont à décider, a été complètement surprise des évè-
nements de juillet 1914, que personne ne les avait prévus. Cela vaut en particulier
pour l'attitude de la Russie ;

b) qu'en l'Allemagne les pensants de manière responsable ne pouvaient rien d'autre 11
que de supposer, si la Russie attaquait, que la France ferait aussi cela ;



c) que l'Allemagne pour ce cas avait des années durant préparé sa guerre sur deux 12 fronts et ne pouvait autrement, que par les événements se précipitant mettre en œuvre ceux-là quand elle ne recevrait pas du côté des puissances de l'ouest une garantie sûre que la France n'attaquerait pas. Cette garantie ne pouvait venir que d'Angleterre ;

d) que, quand l'Angleterre aurait donné cette garantie, l'Allemagne aurait été seule- 13 ment en guerre contre la Russie ;

e) que la diplomatie allemande avait cru, à la suite des rapports qu'elle avait noués 14 dans les dernières années avec l'Angleterre, que l'Angleterre œuvrerait à de telles garanties ;

f) que la diplomatie allemande en rapport à la politique imminente de l'Angleterre 15 s'est pleinement trompée et que sous l'impression de cette erreur a été mise en œuvre le passage par la Belgique qu'on se serait dispensé de faire si l'Angleterre avait donné la garantie évoquée. De manière non ambiguë devrait être annoncé au monde que l'invasion de la Belgique a premièrement été mise en œuvre alors que la diplomatie allemande a été surprise par la communication du Roi d'Angleterre, qu'elle se trompait quand elle attendait une telle garantie du côté anglais. C'est inexplicable, pourquoi le gouvernement allemand ne fit pas sans ambiguïté ce qu'il pouvait : notamment, prouver qu'il n'aurait pas entrepris l'invasion de la Belgique si le télégramme décisif du Roi d'Angleterre avait signifié autre chose. De ce tournant décisif dépendait vraiment tout le déroulement suivant de la guerre et il ne s'est rien passé d'Allemagne pour apporter ce fait décisif à l'a connaissance universelle du monde. On devrait d'ailleurs dire, si on connaissait ce fait correctement, la politique anglaise a été mal jugée au moment décisif en Allemagne, mais on ne pouvait pas méconnaître que l'Angleterre a été le facteur décisif dans la question belge. Un tel langage offrait toutefois une difficulté à l'Allemagne vis-à-vis de la Russie, parce que cela était hors de sa vue ce qu'elle devait à l'Angleterre pour cette guerre. Cette difficulté aurait seulement pu être levée quand il serait arrivé à la Russie de montrer qu'elle avait moins à attendre de l'amitié anglaise que de celle de l'Allemagne. Cela ne put naturellement pas se passer, sans que l'Allemagne n'entreprenne au moment présent, en union avec l'Autriche-Hongrie de développer une politique d'envergure, par laquelle soit battue du champ le programme de Wilson placé dans le monde sans aucune connaissance des rapports européens.

Il peut sembler pratique de dire qu'il n'y a aujourd'hui aucune valeur de parler des 16 causes de la guerre. Mais c'est vis-à-vis des rapports factuels le moins pratique qui se laisse seulement penser. Car en fait l'Entente conduit la guerre depuis longtemps avec sa présentation des causes de la guerre. La situation qu'elle s'est créée, elle la doit à la circonstance que sa présentation est crue sur la base que d'ici en Allemagne quelque chose d'efficace ne lui ai pas été répliqué. Pendant que l'Allemagne pouvait montrer qu'elle n'a pas contribué au déclenchement de la guerre, qu'elle n'a été entraînée dans la rupture de neutralité de la Belgique que par le comportement de l'Angleterre, les explications officielles de l'Allemagne jusqu'à aujourd'hui sont restées tenues ainsi qu'aucun humain vivant à l'extérieur de l'Allemagne ne sera empêché de se former le jugement qu'il aurait reposé en Allemagne main à ne pas commencer la guerre. Ce n'est pas fait avec cela qu'on rassemble les documents ainsi comme cela s'est passé. Car ce rassemblement montre justement quelque chose qui peut être mis en doute par chacun, pendant que la présentation non maquillée des faits devrait



montrer l'innocence de l'Allemagne. Qui a de la compréhension pour de telles choses, celui-là peut savoir que de tels discours comme ils sont conduits par les hommes responsables allemands, par les psychés des humains dans les pays ennemis et même absolument dans les neutres ne sont pas compris et par là sont seulement pris comme dissimulation de la vérité. Dire que cela n'aiderait rien de parler autrement vis-à-vis de la haine des ennemis, à cela on aurait seulement un droit, si on avait aussi seulement fait l'essai de parler vraiment autrement. On ne devrait absolument pas conduire cette haine dans le champ, parce que cela est simplement naïf ; car cette haine n'est que draperie de la guerre, n'est que la lèche de ceux qui veulent ou doivent accompagner de leurs discours les indicibles tristes événements ou de ceux lesquels veulent chercher dans l'exaspération de cette haine un moyen d'atteindre ceci ou cela. La guerre sera conduite à partir des causes suffisamment connues du côté de la France et de la Russie. Et il sera conduit du côté de l'Angleterre juste comme guerre économique ; mais comme guerre économique qui est un résultat de tout ce qui en Angleterre s'est préparé depuis longtemps. Parler vis-à-vis des réalités de la politique Anglaise de l'encerclement par le roi Eduard et petitessemblables est ainsi comme si on voit un garçon se sauver d'un piquet, qui après tombe, et dit alors : le garçon aurait amené le piquet à tomber parce qu'il l'aurait quelque peu secoué, pendant qu'en fait le piquet était déjà depuis longtemps endommagé, que du côté de l'enfant il ne nécessitait plus que d'une insignifiante poussée, pour finalement produire la chute. La vérité est que l'Angleterre depuis de nombreuses années l'a compris de faire une politique orientée à partir des rapports réels en Europe dans un sens qui lui semble avantageux, qui a été comme une utilisation tenue dans le caractère des sciences de la nature des forces d'États et de peuples disponibles. Nulle part en dehors d'Angleterre, la politique ne porta un caractère entièrement factuel, se rapportant à soi-même. On prenait les forces agissant les peuples des Balkans, on prenait avec cela ce qui se jouait en Autriche, et on regardait à partir de cela vers ce qui en Angleterre était de formules politiques disponibles dans des cercles d'initiés en Angleterre. Ces formules contenaient toujours : dans les Balkans se passera ceci ou cela ; l'Angleterre a à faire à cela. Et les événements se sont remués dans la direction indiquée et la politique anglaise se remuait avec en parallèle. On pouvait en Angleterre trouver incorporées (placées dedans comme membre, articulées dedans) dans de telles formules des phases comme celle-ci : l'empire russe disparaîtra dans sa forme actuelle, afin que le peuple russe puisse vivre. Et ce peuple est si caractérisé dans ses rapports que là on pourrait conduire des expériences socialistes pour lesquelles il n'y a pas de possibilité en Europe de l'Ouest. Qui suit la politique anglaise, celui-là peut voir qu'elle a été constamment aménagée en grand style pour orienter tous ces points de vue et d'autres au compte de l'Angleterre. Et à cela lui bénéficia qu'en Europe il en sortit seulement de tels points de vue et justement par là se permirent ses avancées diplomatiques. Sa politique travailla constamment dans le sens de ce que dans ce qui était le sens des réelles forces d'États et de peuple, et son effort à cela a été dans le sens de se mettre ces forces au service de ce qui était son avantage économique. Cela travaillait à son avantage. D'autres le firent évidemment aussi. Mais l'Angleterre travaillait en dehors de cela dans la direction de ce qui se laisse réaliser par les forces reposant en elles-mêmes, pendant que d'autres ne se laissaient pas aller à l'observation de telles forces, oui ils auraient volontiers eu un distingué sourire quand on leur aurait parlé de telles forces. Toute la structure d'État d'Angle-



terre est instituée sur de tels travaux pratiques réels. D'autres pourront déployer alors en premier une culture d'État ayant grandi à l'anglaise quand l'évoqué ne sera plus un secret anglais, mais quand cela deviendra un bien commun. Qu'on pense seulement, comment infiniment naïf ce fut quand on croyait pénétrer à partir d'Allemagne avec le problème du chemin de fer de Bagdad, que de là on entreprit ainsi à partir de ce problème comme s'il était absolument nécessaire d'aller à quelque chose comme à la construction d'une route sur la disposition de laquelle on a à s'entendre avec son voisin. Ou, pour parler de quelque chose reposant encore plus loin, comment l'Autriche se représentait ordonner son rapport aux Balkans, sans conduire des forces pour cela dans le champ, qui pensé à partir des forces d'États et peuples des Balkans, pourrait paralyser les atouts de l'Angleterre ? L'Angleterre a fait justement un moment donné pas seulement cela et ceci, mais elle orientait les forces internationalement ainsi qu'elles marchaient au bon moment dans sa direction. Pour faire cela, on doit premièrement connaître ces forces et deuxièmement déployer chez soi ce qui est déposé dans le sens de ces forces. L'Autriche-Hongrie aurait donc au bon moment dû accomplir un acte qui dans le sens des forces opportunistes-économiques aurait amené dans sa direction les intérêts du chemin de fer de Bagdad, plutôt que soit détournée la première dans la Russe et avec cela dans la ligne anglo-russe, la deuxième dans la ligne anglaise.

La guerre doit en Europe du centre conduire à cela de rendre visible le disponible en ¹⁷ rapport à la vie économique, d'État, des peuples. Par cela seul on peut forcer l'Angleterre à ne pas se comporter plus loin aux autres états sur les chemins d'une diplomatie écrasante, mais se laisser traiter avec elle comme d'égal à égal sur cela qui est à traiter entre des communautés humaines européennes. Sans l'accomplissement de cette condition, toute imitation du parlementarisme anglais en Europe du centre n'est rien d'autre qu'un moyen de se répandre du sable dans les yeux. Sinon en Angleterre quelques personnes trouveront toujours moyen et chemin de laisser exécuter leur politique de réalité par leur parlement pendant que donc une action allemande ou autrichienne ne deviendra déjà pas seule par là une intelligente qu'à la place de quelques hommes d'État elle aura été décidée par quelque 500 députés. On peut à peine se penser quelque chose de plus malheureux que la superstition qu'un sortilège agirait quand pour le reste qu'on a toléré d'Angleterre ajoute maintenant encore qu'on se laisse imposer d'elle le modèle démocratique. Avec cela ne veut pas être dit que l'Europe du centre ne devrait pas expérimenter un développement en avant dans le sens d'une formation politique intérieure, seule une telle n'a pas le droit d'être l'imitation de l'ainsi nommée démocratisme ouest européen, mais elle doit tout de suite apporter cela que ce démocratisme empêcherait en Europe du centre à cause de ces rapports particuliers. C'est ainsi nommé démocratisme est en effet seulement approprié à cela de faire des humains d'Europe du centre une partie de la domination mondiale anglo-américaine, et si on s'engageait à cela aussi encore à l'ainsi nommée organisation inter étatique des internationalistes actuels, alors on aurait la plus belle chance d'être constamment comme européens du centre mis en minorité à l'intérieur de cette organisation interétatique.



Ce dont il s'agit est, à partir de cette vie centre européenne de montrer les impulsions qui reposent vraiment ici, et auxquelles les opposants occidentaux, quand elles seront démontrées, verront qu'ils devront se saigner à elles par une plus longue poursuite de la guerre. Contre des prétentions à la puissance des opposants peuvent placer leur puissance et le feront aussi longtemps que ça reste à des prétentions. Contre de réelles forces de puissance, ils dresseront les armes. Aux si efficaces manifestations de Wilson doit être présenté ce qui en Europe du centre peut vraiment être fait pour la libération de la vie des peuples, pendant que ses mots ne sont à même de leur donner que la domination mondiale anglo-américaine. L'accord avec la Russie n'a pas besoin d'être cherché par un programme de la réalité centre européenne, car celle-ci se donne d'elle-même. Un tel programme centre européen n'a pas le droit de contenir, ce qui est seulement affaire intérieure d'état, mais juste telle qui avec les rapports vers l'extérieur a quelque chose à faire. Mais évidemment doit être vu à la mesure des choses dans cette direction ; car si un humain peut bien penser, est certainement une affaire de son organisation intérieure, mais s'il œuvre par cette bonne pensée vers l'extérieur dans la ou cette direction n'est pas une affaire intérieure.

C'est pourquoi peut seul battre le programme de Wilson un programme centre européen, qui est réel, cela signifie qui ne souligne pas tel ou tel souhait, mais est simplement une description de ce que l'Europe centrale peut faire parce qu'elle a en elle la force de ce faire. A cela appartient :

1. Qu'on considère : l'objet d'une représentation démocratique ne peut être que les affaires purement politiques, les militaires et les policières. Celles-ci sont seulement possibles sur la base des sous bassement formés historiquement. Si elles sont représentées pour elles-mêmes dans une représentation populaire et administrée par une administration responsable devant cette représentation populaire ainsi elle se développe nécessairement conservatrice. Une preuve extérieure pour cela est que la sociale démocratie elle-même est devenue conservatrice en ces choses depuis le déclenchement de la guerre. Et elle le deviendra encore plus, d'autant plus elle sera forcée par la mesure du sens et des faits de penser que dans la représentation populaire vraiment peut être objet seulement des affaires politiques, militaires et policières. À l'intérieur d'une telle institution, l'individualisme allemand peut aussi se déployer avec son système fédéral qui n'est pas une chose fortuite, mais qui est contenu dans le caractère allemand.

2. Toutes les affaires économiques seront ordonnées dans un parlement économique particulier. Quand celui-ci est débarrassé de tout le politique et militaire, ainsi il déploiera ses affaires ainsi comme c'est uniquement et seulement approprié à celles-ci, à savoir opportunément. La fonction publique administrative de ces affaires économiques, à l'intérieur de laquelle repose aussi l'ensemble de la législation douanière, est immédiatement seulement responsable devant le parlement économique.

3. Toutes les affaires juridiques, pédagogiques et spirituelles seront données à la li- 22
berté des personnes. Sur ce domaine l'État a seulement le droit de police, pas l'initia-
tive. Ce qui est pensé ici est seulement apparemment radical. En réalité, ne peut se
heurter à ce qui est pensé ici, seulement celui qui ne veut pas saisir les faits avec des
yeux impartiaux. L'État laisse passer aux corporations de choses, de métier et de na-
ture des peuples, d'instituer leurs tribunaux, leurs écoles, leurs églises et ainsi de
suite et il laisse l'individu se déterminer son école, son église, son juge. Naturelle-
ment pas au cas par cas, mais sur un certain temps. Au début cela devra bien être li-
mité par les frontières territoriales, cependant cela porte la possibilité en soi d'apla-
nir les différences nationales - d'autres aussi - sur des chemins pacifiques. Cela porte
même en soi la possibilité de créer quelque chose de réel à la place du vague tribunal
arbitral des États. Aux agitateurs nationaux ou supplémentaires seront par là prises
leurs forces. Pas d'italien à Trieste ne trouverait des partisans dans cette ville quand
chacun pourrait déployer en elle ses forces nationales, malgré tout à partir de rai-
sons évidentes être classé par raisons opportunistes à Vienne pour ses intérêts éco-
nomiques et que malgré tout son gendarme sera payé à partir de Vienne.

Les structures politiques de l'Europe peuvent ainsi se développer sur la base d'un 23
sain conservatisme, qui jamais ne peut être pensé sur une fragmentation de l'Au-
triche, mais au plus sur son extension.

Les structures économiques se développeront opportunément sainement, car per- 24
sonne ne peut vouloir avoir Trieste dans une structure économique dans laquelle
cela doit s'effondrer économiquement quand la structure économique n'empêche
pas de faire ce qu'il veut ecclésiatement, nationalement et ainsi de suite.

Les affaires culturelles seront libérées de la pression qu'exercent les choses poli- 25
tiques et économiques, et elles arrêtent d'exercer une pression sur celles-ci. Toutes
ces affaires culturelles seront en permanence maintenues en sain mouvement. Une
sorte de Sénat, élu par les trois collectivités, auxquelles reviennent les affaires poli-
tiques-militaires, économiques et juridiques-pédagogiques, assure les affaires com-
munes auxquelles appartiennent aussi par exemple les finances communes.

La réalisation de ce qui est introduit dans cette présentation ne sera mise en doute 26
par personne qui pense à partir des véritables rapports en Europe centrale. Car ici ne
sera absolument pas exigé ce qui devrait être réalisé, mais il sera seulement démon-
tré ce qui veut se réaliser et ce qui au même instant réussit en ce qu'on lui donne la
voie libre.

(La partie qui vient est aussi dans la dernière version du deuxième memorandum) 27

Reconnaît-on cela, alors devient avant tout clair, pourquoi nous avons cette guerre 28
et pourquoi sous le faux drapeau de la libération des peuples est une guerre pour
l'oppression du peuple allemand, dans un sens large pour l'oppression de toutes les
vies des peuples autonomes en Europe du centre. Dêvêt-on le programme wilsonien,
qui comme la plus récente description est issu du programme de couverture de l'En-
tente, ainsi on vient là-dessus, que sa réalisation ne signifierait rien d'autre que le dé-
clin de cette liberté centre européenne. Cela ne retient pas que Wilson parle de la li-
berté des peuples ; car le monde ne s'oriente pas d'après des mots, mais d'après des
faits, qui suivent la réalisation de ces mots. L'Europe du centre à besoin de véritable
liberté, mais Wilson ne parle pas du tout d'une véritable liberté. Tout le monde occi-
dental n'a absolument pas de concept de cette véritable liberté nécessaire pour l'Eu-
rope centrale. On parle là de liberté des peuples et pense à cela non la véritable liber-



té des humains, mais une chimérique liberté collective de rapports humains, comme ils se sont formés dans les états ouest - européens et en Amérique. D'après les conditions particulières d'Europe du centre cette liberté collective ne peut se présenter de rapports internationaux, donc elle n'a jamais et jamais plus le droit d'être objet d'un accord international, comme elle peut reposer à la base d'un accord de paix. En Europe du centre la liberté collective des peuples doit se présenter à partir de la liberté humaine générale/universelle, et elle se présentera, quand on crée pour cela voie libre par détachement de tous cercles de vie appartenant au non purement politique, militaire et économique. Il est entièrement évident que contre de tels détachements ceux qui constamment seulement avec leurs idées ne comptent pas avec la réalité, érigent de telles objections comme on les trouve dans un livre justement paru, à savoir dans Kriecks « Die deutsche Staatsidee » (L'idée allemande de l'État) à la page 167 et suiv. : « Occasionnellement a été autrefois, entre autres par E. von Hartmann, soulevée l'exigence d'un parlement économique à côté de la représentation populaire. La pensée repose entièrement dans la direction du développement social et économique. Mais mis à part qu'une nouvelle grosse roue multiplierait la de toute façon riche maladresse et frottement de la machine, la compétence de deux parlements serait impossible à délimiter vis-à-vis l'un de l'autre. »

A cette pensée devrait maintenant être volontiers vu là-dessus, qu'ici doit être admis, qu'il se présente des véritables rapports de l'évolution, doit donc être réalisé et n'a pas le droit d'être rejeté contre l'évolution, parce qu'on trouve difficilement sa réalisation. S'arrête-t-on en effet dans la réalité devant de telles difficultés, ainsi on crée des complications, qui plus tard se déchargent puissamment. Et en dernière fin cette guerre est dans la particularité dans laquelle il se déroule, la décharge de difficultés qu'on a omis de débarrasser sur les autres chemins corrects aussi longtemps qu'il en était encore temps.

Le programme wilsonien part de cela de rendre impossible dans le monde ce qui est la tâche justifiée et la condition de vie des états centre européens. Lui doit être présenté ce qui se passera en Europe du centre quand ce devenir ne sera pas dérangé par la puissante destruction de la vie centre européenne. Il doit lui être montré ce que seulement l'Europe du centre peut faire sur la base du devenu ici historiquement quand cela ne se relie pas avec l'Entente, qui ne peut avoir aucun intérêt à cela, de conduire l'Europe du centre contre son évolution conforme à la nature.

Ainsi que les choses reposent aujourd'hui, l'Allemagne et l'Autriche ont seulement le choix entre les trois choses qui suivent :

1. Sous toutes les circonstances attendre en une victoire de leurs armes, et d'elle espérer pouvoir accomplir leur tâche centre européenne.
2. Parvenir sur la base du programme actuel à une paix avec l'entente et avec cela aller au-devant de leur sûre destruction.
3. De dire ce qu'elle verrait comme résultat d'une paix dans le sens des véritables conditions et avec cela placer le monde devant la possibilité, après claire connaissance dans les conditions et la volonté de l'Europe du centre laisser choisir les peuples entre un programme des faits, qui apporte aux humains européens la véritable liberté et avec cela bien évidemment la liberté des peuples, ou les programmes illusions de l'Ouest et de l'Amérique, qui parlent de liberté, mais en réalité apportent l'impossibilité de la vie pour toute l'Europe. Nous en Europe du centre faisons pour l'instant l'impression comme si nous hésitions à dire devant l'ouest ce que nous de-



vons vouloir, pendant que cet ouest nous submerge avec les manifestations de sa volonté. Par cela cet ouest appelle l'impression que seulement lui veut quelque chose pour le salut de l'humanité et que nous nous efforçons seulement de gêner cette louable aspiration par toute sorte de telles choses comme le militarisme, pendant que lui par là qu'il s'est depuis longtemps arrangé et veut là-dessus s'arranger encore mieux, de faire de nous des humains ombre, est en réalité le créateur de notre militarisme. Certainement de telles et semblables choses ont été souvent dites, cependant il ne s'agit pas de cela, qu'elles seront dites de tel ou tel, mais de ce qu'elles deviennent vraiment le leitmotiv de l'action centre européenne et que le monde apprenne à reconnaître qu'elle n'a pas à attendre de l'Europe du centre qu'une telle qui doit se saisir de l'épée quand les autres lui forcent cette épée dans la main. Ce que maintenant les peuples de l'ouest nomment militarisme allemand, ils l'ont forgé durant une évolution centenaire, et seulement à eux, pas à l'Allemagne il peut être, de prendre son sens pour l'Europe du centre. Mais à l'Europe du centre il est de placer clairement sa volonté pour la liberté, un vouloir qui ne peut être bâti de manière wilsonienne sur des programmes, mais sur la réalité de l'existence humaine. De cela il y a pour l'Europe centrale seulement un programme de paix et cela est : laisser entendre au monde qu'une paix est possible immédiatement quand l'entente à la place de son actuel, non véritable programme de paix en place un tel qui est vrai, parce qu'il introduit dans sa réalisation non la disparition, mais la possibilité de vie de l'Europe du centre. Toutes les autres questions, les objets de l'aspiration à la paix pourront trouver, se résoudre, si elles s'attaquent à ces conditions préalables. Sur la base, que maintenant nous sont offertes par l'Entente et celles qui ont été admises par Wilson, une paix est impossible. Ne pénètre pas autre chose à la place ainsi le peuple allemand ne pourrait être amené à l'adoption par la force et le cours ultérieur de l'histoire européenne prouverait la justesse de ce qui est dit ici, car par la réalisation du programme de Wilson les peuples européens disparaissent. On doit justement en Europe du centre regarder dans les yeux sans illusion ce que ces personnalités ont depuis de nombreuses années comme leur croyance, qu'à partir de leur point de vue elles regardent comme la loi du développement du monde : que la race anglo-américaine appartient à l'avenir de l'évolution du monde, et a à prendre l'héritage de la race romano-latine et l'éducation de la russéité. Par la mention de cette formule de politique mondiale par un anglais ou américain se pensant initié sera constamment fait remarquable que l'élément allemand n'a pas à dire sont mot à l'ordonnance du monde à cause de son insignifiance dans les choses de politique mondiale, que l'élément roman n'a pas besoin d'être considéré, parce que sans cela il est en extinction et que l'élément russe a celui qui se fait son éducateur historique à long terme. On pourrait à peine penser d'une telle confession de foi si elle n'avait vécue dans les têtes de quelques humains accessibles pour des fantasmes ou utopies politiques, seule la politique anglaise utilise d'incalculables chemins pour faire pratiquement de ces programmes des contenus de sa véritable politique mondiale, et du point de vue de l'Allemagne la présente coalition dans laquelle elle se trouve, ne serait pas plus favorable qu'elle n'est s'il s'agissait de la réalisation de ce programme. Mais il n'y a rien que l'Europe de centre peut présenter qu'un programme véritablement libérateur des humains, qui peut à chaque instant devenir un acte quand la volonté humaine s'investit pour sa réalisation. On peut donc peut être penser que la paix laissera longtemps attendre après elle aussi quand le programme pensé ici sera placé de-



vant les peuples européens qu'il ne puisse donc pas être introduit pendant la guerre et en outre des peuples de l'Entente serait ainsi introduit comme s'il était introduit par les guides des peuples d'Europe centrale seulement pour la tromperie des peuples, pendant qu'après la guerre ne s'introduirait simplement à nouveau ce que les guides de l'Entente présentent comme le terrible, que de raisons morales en une « lutte pour la liberté et le droit des peuples doivent sortir du monde ». Mais qui juge le monde correctement d'après les faits, pas d'après ses opinions préférées, celui-là peut savoir, ce que la réalité représente, a une tout autre valeur de conviction que ce qui est originaire du pur arbitraire. Et on peut tranquillement attendre ce qui se montrera chez tous ceux qui vont reconnaître qu'avec le programme d'Europe centrale les peuples de l'entente ne perdront que les possibilités de mettre en ruine l'Europe centrale, mais en rien ne coule de lui une quelque chose qui avec une quelque véritable impulsion de vie serait insupportable aux peuples de l'Entente. Aussi longtemps qu'on se trouve dans le domaine des aspirations masquées, un accord est exclu ; aussitôt qu'on montera derrière les masques les réalités pas seulement militairement, mais aussi politiquement, commencera une tout autre forme des événements présents. Les armes d'Europe du centre le monde a appris à les connaître pour le salut de cette Europe du centre, le vouloir politique est aussi loin que l'Europe du centre entre en considération, est au Monde un livre avec sept seaux. Pour cela le monde reçoit chaque jour la description d'une image d'horreur, quelle chose en terrible, capable de destruction est en fait cette Europe du centre. Et il semble pour le monde ainsi comme si l'Europe du centre n'avait qu'à se taire à cette image de peur, ce qui évidemment doit apparaître au monde comme semblable à un dire oui. (retour dernière version second mémorandum)

Il est entièrement évident qu'à chacun d'innombrables doutes s'élèvent quand il veut ³⁵ se faire des pensées là-dessus comment ce qui est évoqué ici devrait être conduit dans le détail, seuls de tels doutes ne viendraient en considération seulement quand l'existant serait pensé comme un programme, à la réalisation duquel devrait aller un seul ou une société. Mais ce n'est pas pensé comme cela, oui cela se contredirait soi-même, si c'était pensé ainsi.

C'est pensé comme l'expression de ce que les peuples d'Europe centrale feraient ³⁶ après qu'on se donne du côté des gouvernements la tâche de reconnaître et accoucher les forces des peuples. Ce qui se passera dans le détail, cela se montre à de telles choses alors toujours quand elles se rendent sur le chemin de la réalisation. Car elles

vées de leurs privilèges, celui-là devra morde justement dans cette pomme acide pour le salut de l'existence du peuple. En s'habituant à cette privilégiation se poursuivant toujours ont reconnaîtra donc difficilement dans beaucoup de cercles que sur le chemin du privilège tout de suite des métiers spirituels on doit revenir au bon vieux, originel vieux principe de la libre corporisation. Et que la corporation devrait d'ailleurs rendre un humain capable dans son métier afin qu'on ne privilégie pas ce métier, mais doit le laisser à la concurrence libre et au libre choix humain. Cela sera difficile à reconnaître de tous ceux qui parlent volontiers de cela que les humains ne seraient donc pas mûrs à ceci ou cela. Dans la réalité cette objection ne viendra donc pas en considération sans cela qu'avec exception des nécessaires professions libres sera décidé sur le choix (NDT ou peut être « par vote ») des pétitionnaires de la corporation. Tout aussi peut peuvent se présenter des difficultés en rapport au politique ou à l'économique, qui ne seraient pas réellement remédiables par réalisation des objectifs. Comment par exemple des institutions pédagogiques doivent se réaliser, qui dans leurs lignes directrices, concernent les deux représentations s'excluant, pas la seule pédagogie, cela est une chose du sénat chapeautant.

Deuxième mémorandum (dernière version) 17/02/1918 [362]

„Aucun peuple n'a le droit d'être forcé à vivre sous un autre pouvoir, qui lui répugne. 01
Changement de propriété et retour dans des rapports de souveraineté valables autrefois est seulement à permettre dans les pays où le peuple lui-même pour la sécurisation de sa liberté, son plaisir et bonheur futur réclame changement et retour... Les peuples libérés de la Terre entière doivent en ressenti communautaire sincère...s'associer en une solide union, qui avec les forces appropriées à tous est à même de leur adombrer paix et justice. Fraternité n'a pas le droit de rester plus longtemps un mot vide, doit devenir un concept universellement reconnu, qui repose sur le roc de la réalité »

Ainsi réécrit Monsieur W. Wilson ce qui par la participation de l'Amérique à cette 02
guerre doit devenir réalité. Ce sont des mots perçants, vis-à-vis desquels on peut dire que chaque humain raisonnable avec ressenti sain doit se reconnaître en eux. Les écrirait un ami des humains au métier d'écrivain pour la constitution d'un cercle de lecteurs, on pourrait en rester à la reconnaissance de leur évidence. On pourrait aussi avec le geste du moraliste assurer qu'il ne pourrait pas être ami du progrès et de la liberté, celui qui objecte quelque chose à cela. On peut même aujourd'hui déjà percevoir des voix qui soulignent que cette guerre a quand même apporté l'enseignement : fait seulement présentement de la politique plus haute, conforme au temps, celui qui se reconnaît en un tel ou semblable idéal et aménage son action d'après cela.



Parler sur des « façons de voir » et de cela, que cette ou telle façon de voir devrait ⁰³ être représentée (NDT ou soutenue) parce qu'on croit en elle ne conduit jamais à une base pour une action pratique. À cela vaut seul de saisir la réalité des yeux de manière aiguë. Pour les membres des États centres européens ne peut être de valeur aucune explication sur l'« universellement humaine » justification des buts de l'Entente, dans une certaine mesure une sur leur « beauté », mais seule la connaissance de ses réels rapports de force dans la vie des peuples. Pour cela sera dans ce qui suit saisi des yeux la véritable forme des buts de l'Entente pour l'Europe sans égard à cela qui sera dit ici ne peut sonner agréablement aux guides de l'Entente. On peut venir à des impulsions pratiques seulement par une pensée ainsi orientée. Les choses seront quelque peu formulées sévèrement parce qu'elles le doivent à partir des raisons mentionnées. Expressément devrait être remarqué que des humeurs disponibles à cette formulation ne devraient jouer aucun rôle, mais seulement la sobre observation des faits dans les dernières décennies. Reconnaître ce que l'Entente veut, doit être la base pour les lignes directrices se trouvant en Europe du centre ; se laisser éblouir par ce qu'elle dit conduit aux pires égarements.

C'est en tout cas une tâche ingrate d'être obligé de se tourner contre des représenta- ⁰⁴ tions qui en un haut degré semblent avoir pour elles la raison et le cœur des humains. Qui semble encore à cela le résultat de la « vraie évolution historique de l'humanité à la noble démocratie ». Et malgré tout le suivant doit être construit sur la base que l'adhésion au vouloir de Wilson ne doit pas seulement être un vice logique aux membres des peuples centre et est européens, mais aussi qu'à l'intérieur de cette guerre et après la même chaque acte et mesure particulière doit se passer ainsi que ce vouloir wilsonien et de l'Entente doit se briser à la santé et fécondité de ces mesures et actes.

Dans l'expression qu'a donné Monsieur Wilson à son vouloir, sont nichées secrète- ⁰⁵ ment dedans celles qui après obscurcissement de leur vraie forme aspirent de manière douteuse aux buts de guerre de l'Entente. On a aussitôt à faire avec les dernières quand on se met à travailler avec les premières. Sur une encore telle réfutation conceptuelle riche d'esprit du « programme » wilsonien il n'y a pas droit à venir en ce temps. On n'a présentement pas à faire avec des explications qui devraient décider qui a raison ou tort. Sur le champ dont il s'agit ici a seulement valeur ce qui se passe ou ce qui porte le germe en soi pour l'avenir. Et des pensées, qui en Europe centrale comme germe pour l'action d'aujourd'hui et demain seront pensées et prononcées ont seulement une valeur quand elles sont tenues dans ce sens.

Les mots de Wilson ne sont pas prononcés par un écrivain ami des humains. Ils sont ⁰⁶ les drapeaux des faits, auxquels les Américains s'arment, et lesquels l'Entente accomplit depuis trois ans contre l'Europe centrale. Les faits se tiennent ainsi que l'Europe centrale a à combattre contre cela qui derrière ces drapeaux prétend entrer en guerre pour le salut de l'humanité, la libération des peuples. L'Entente et Wilson disent, ce pour quoi ils prétextent lutter. Leurs mots ont force du verbe. Leur force du verbe devient toujours plus douteuse. Il y a des humains en Europe centrale qui certainement ne veulent pas admettre qu'ils répètent Wilson, dont les idées, mais dont les mots ne sonnent pas dissemblables.



Qui connaît dans un sens plus profond l'origine de cette guerre, celui-là ne peut au-⁰⁷ trement que souligner la nécessité, que le programme Wilson-Entente ferait l'expérience par l'Europe centrale du plus aigu rejet par les faits. Car le réel plein de chance de ce programme – à côté de son éblouissant moralisme – repose là-dedans qu'il veut utiliser les instincts des peuples centre et est européens à cela d'amener ces peuples par embobinage moraliste-politique en dépendance économique de l'anglo-américanisme. La dépendance spirituelle serait alors seulement la nécessaire réelle conséquence. Qui sait qu'on parle dans des cercles initiés anglais depuis le siècle dernier de la « guerre mondiale venant » comme le résultat que la race anglo-américaine devrait apporter la domination mondiale, celui-là ne peut pas placer une valeur particulière là-dessus que les guides des peuples de l'Entente disent qu'ils auraient été surpris de cette guerre ou qu'ils ont voulu l'empêcher, même si ces assurances chez ceux qui les expriment à l'instant, devraient avoir vérité subjective. Car ceux qui parlaient de la « guerre mondiale venant » comme d'un évènement inéluctable comp-⁰⁸ taient avec les réelles forces historiques des peuples d'Europe. Ils calculaient avec les instincts des Européens, particulièrement des peuples slaves. Et ils voulaient orienter les idéaux de ces peuples slaves ainsi et utiliser ainsi qu'ils seraient au service de l'égoïsme de peuple de l'anglo-américanité. Ils calculaient plus loin avec le déclin de la romanité, sur les ruines de laquelle ils voulaient s'étendre eux-mêmes. Ils calculaient donc avec de grandioses, points de vue historiques-nationaux qu'ils veulent placer au service de leurs propres buts. Et ces buts conduisent, bien que ce sera en-⁰⁹ core aussi si fortement nié du côté de l'Entente, à l'intention d'écraser la structure d'État centre européenne.

Le correct est de souligner entièrement lucide que le but des guides de l'entente est ⁰⁸ l'oppression de l'Europe centrale, car seulement l'accentuation de ce but peut être la réponse aux si efficaces déclarations de l'Entente, mais une réponse qui est négative dans une certaine mesure parce qu'elle veut réfuter ce qui sera dit du côté de l'entente, n'a pas de valeur. Pour cela la réponse suivante devrait être positive, cela signifie attirer l'attention sur les faits, qui d'Europe centrale se tiennent vis-à-vis de l'Entente.

Seule la connaissance que cela est ainsi peut apporter à l'Europe centrale cette im-⁰⁹ pulsion qui peut conduire hors du chaos du présent. Les structures d'État centre européennes peuvent seulement se placer sur le point de vue de rendre le programme de l'Entente inopérant par leurs propres mesures. Ce programme de l'Entente repose – plus ou moins exprimé ou inexprimé – sur trois conditions préalables :

1. que les structures d'État centre européennes ne sont pas celles – du point de vue ¹⁰ de l'Entente – qui ont le droit d'être reconnues auxquelles il incombe de résoudre les problèmes de peuple européens ;
2. que ces structures d'État centre européennes ne doivent pas se tenir dans un rap-¹¹ port de concurrence, mais de dépendance de l'anglo-américanité ;
3. que les rapports culturels (spirituels) d'Europe du centre et de l'est seront ordon-¹² nés comme c'est dans le sens de l'égoïsme de peuple de l'anglo-américanité.

Seulement qui est à même de reconnaître que la traduction de ces trois points est ¹³ dans le langage-Wilson-Entente, lequel Wilson a utilisé dans son envoi écrit aux Russes, celui-là décèle ce dont il s'agit.



Il pourrait aussi être que nous obtenions une paix par la situation contraignante des 14 faits dans les temps prochains. Peut-être, quand l'Angleterre voit que cela ne peut plus se tenir momentanément d'admettre sans son assentiment la cessation de la guerre. Tout cela ne change pour l'essentiel rien du côté de l'anglo-américanisme. Quand cet anglo-américanisme le trouve possible, de continuer la guerre, alors il habillera les trois points du haut dans la formule de l'envoi-écrit wilsonien : « Nous avons toujours aspiré à ce but, et nous radinerions maintenant avec sang et argent, ainsi nous ne viendrions peut être jamais dans l'unité et la force, qui sont nécessaires pour la grande chose de la lutte à la libération de l'humanité. » Les puissances dirigeantes d'Angleterre sont-elles contraintes de laisser la guerre venir à sa fin dans les prochains temps alors la future politique qui sera orientée plus loin dans le sens des trois points d'en haut sera amenée dans la formule : « Nous avons voulu sacrifier argent et sang pour la libération de l'humanité, nous l'avons aussi fait à un haut degré, pendant que les puissances d'Europe du centre étaient seulement soucieuses du contraire. Nous n'avons pour l'instant seulement en partie pu atteindre contre le pouvoir. Notre but se tient non dénigré devant les yeux parce qu'il est le but de l'humanité. »

À ce qui dans ces intentions repose essentiellement, on n'y grandira vraiment seule- 15 ment si on agit en Europe centrale d'après la connaissance : à l'ouest on appelle la domination de l'anglo-américanité libération de l'humanité et démocratie. Et parce qu'on fait cela, on fabrique l'apparence, comme si on voulait aussi vraiment être un libérateur d'humains.

Agissant contre les conséquences de cette monstrueuse œuvre d'éblouissement, 16 contre les conséquences d'un tout naturel égoïsme de race dans l'habit d'une morale impossible ne peut seulement être l'unique attitude de l'Europe du centre sur la pleine vérité des faits. Et cette vérité est :

1. Avec l'instauration des buts de l'Entente en rapport aux structures d'État centre 17 européennes, la véritable liberté européenne ira se perdant. Car ces structures d'État peuvent vraiment se réaliser parce qu'elles reposent dans l'intérêt de ces structures d'État elles-mêmes, et les États ne peuvent agir autrement qu'en ce qu'elles aient leurs intérêts aux yeux. L'anglo-américanisme ne peut pas réaliser cette liberté des peuples, parce qu'aussitôt qu'elle est disponible, elle est contre les intérêts de la structure d'État anglo-américaine, aussi longtemps que cet intérêt est ainsi qu'il est maintenant, et comme il a donné avec factuelle nécessité son empreinte à cette guerre. Les États anglo-américains doivent justement reconnaître qu'ils doivent respecter l'intérêt des États centre européens à côté deux, et qu'ils devraient laisser l'ordonnance de la liberté des peuples centre européens aux États centre européens, qui eux-mêmes peuvent voir leur réel intérêt étatique dans la promotion de cette liberté.
2. Cette guerre est du point de vue centre européen vers l'est une guerre des peuples, 18 vers l'ouest – contre Angleterre-Amérique – une guerre économique. La guerre de revanche contre la France est seulement devenue possible par la connexion de l'idée de revanche avec l'intérêt économique anglo-américain et l'idéal russo-slave.
3. La libération des peuples est possible, mais elle peut cependant seulement être le 19 résultat, pas la base de la libération humaine.



L'Europe centrale peut, quand elle veut, agir dans le sens de ces trois fondements. Et son agir sera un programme de faits ; il agira ainsi, quand c'est un programme factuel de libération humaine qui sera opposé au programme Entente-wilsonien, lequel parle entièrement de quelque chose sans connaissance des forces des peuples centre européens, qui pas dans le monde des faits, mais seulement est disponible dans les aspirations (NDT En français dans le texte) de l'égoïsme de race anglo-américaine. Le programme estimé comme juste pour l'Europe centrale n'est pas radical dans le sens dans lequel on recule d'effroi dans beaucoup de cercles devant le radicalisme. Il est bien plus seulement une expression pour les faits, lesquelles veulent se réaliser par leurs propres forces en Europe centrale. Ils devraient être réalisés avec pleine conscience, pas être maintenus dissimulés, pour se diriger par leur propre nature contre le brouillard des buts Entente-Wilson et par là être corrompus et devenir impulsion et prétexte pour devenir réalisation guerrière.

La correcte réalisation ne se passera jamais, quand ce que l'Europe centrale doit vouloir reste recouvert par le mélange non naturel de politique, économique et intérêts humains universels.

Car les rapports politiques exigent, quand ils doivent prospérer, le sain conservatisme dans le sens du maintien et de l'aménagement de la structure d'État devenue historiquement. Contre ce conservatisme, qui pour l'Europe du centre est une condition de vie, regimbent les intérêts économiques et universellement humains seulement aussi longtemps qu'ils ont à endurer par leur mélange avec lui. Et le conservatisme politique a quand il se ravise sur son vrai intérêt, pas la moindre raison de laisser gêner ses cercles justifiés par le jeter ensemble avec intérêts économiques et universellement humains. S'arrête le mélange, alors se réconcilient les rapports économiques et universellement humains avec le conservatisme politique, et celui-ci peut tranquillement développer sa propre essence. Les rapports économiques exigent l'opportunisme pour leur prospérité, qui établit son ordonnance seulement encore selon son propre système (NDT ou sa propre essence). Cela doit conduire à des conflits quand les mesures économiques se tiennent dans un autre contexte avec des exigences politiques et universellement humaines, que purement dans un tel que législations et administrations se présentent à elles par l'évident rapport de vie. Pensé ne sont ici pas quelques purs conflits intérieurs à l'État, mais principalement de tels qui se déchargent vers dehors en difficultés politiques et explosions guerrières.

Les rapports humains-universels et les questions de liberté des peuples qui en dépendent exigent dans le sens du présent et de l'avenir pour leur base la liberté individuelle de l'humain. En ces points on ne fera pas une fois un début avec des façons de voir à la mesure des choses aussi longtemps qu'on croit que d'une liberté ou libération des peuples pourrait être parlé sans qu'on construise celle-ci sur la liberté individuelle de l'humain particulier et aussi longtemps qu'on ne reconnaît pas qu'avec la vraie liberté individuelle est aussi nécessairement donnée la libération des peuples parce qu'elle doit s'instituer comme conséquence de la première par un rapport à la mesure de la nature. L'humain doit pouvoir se reconnaître à un peuple, à une communauté religieuse, à chaque ensemble qui se présente de ses aspirations universellement humaines sans qu'il soit retenu dans cette reconnaissance par ses rapports politiques ou économiques par la structure d'État.

Il s'agit de cela, reconnaître que toutes les formes de la structure d'État comme deve- 24
nue historiquement sont capable de réaliser la libération humaine quand elles sont
rendues attentive là-dessus par leurs propres intérêts, ce qui dans un sens éminent
est le cas pour les états centre européens. Un façonnement parlementaire de ces
États aimerait être vu comme nécessaire à partir de raisons de l'évolution des temps
et du ressenti des peuples. Avec les questions, qui face à ce trouble de guerre mainte-
nant dans l'opinion mondiale doivent être jetés, seule la caractéristique trinité (NDT
Dreigliedrigkeit) de la structure d'État a à agir. La pure question après le parlementa-
risme ne change rien aux rapports, qui ont conduit dans le présent chaos. De ceux-ci
les peuples occidentaux parlent tant parce qu'ils ne comprennent rien des rapports
centre européens et s'adonnent à la croyance ce pour leurs intérêts sera tenu par eux
pour le correct devrait servir comme modèle pour tout le monde. Pour l'Europe cen-
trale vaut, aussi quand le parlementarisme doit régner, alors un tel dans lequel les
rapports politiques, les économiques, les universellement humains se déploient indé-
pendamment les uns des autres en législatif et administratif et ainsi se soutiennent
mutuellement à la place de se déchirer dans leurs effets vers dehors et se décharger
en matières à conflits. L'Europe du centre se libère, et avec elle le monde, de telles
matières conflictuelles quand elle exclut les perturbations mutuelles des trois formes
de vie humaine dans ses structures d'État. Pas de but de l'Entente et pas de buts wil-
soniens peuvent s'affirmer vis-à-vis de la force qui d'Europe du centre sera démon-
trée quand cela sera présenté au monde, ce qu'elle seulement aimerait et que per-
sonne d'autre peut accomplir. La libération de l'humanité et des peuples avec sera
érigée devant le monde comme partie nécessaire des instincts d'états et peuples
centre européens, quand ainsi, comme ici évoqué, comme impulsions factuelles se
portant garantes, elle sera jetée dans les événements du présent.

Ce qui est exposé ici ne devrait pas représenter un programme utopique, cela ne de- 25
vrait pas sortir du monde des droits et structures de droit historiques. Cela repré-
sente pour celui qui regarde exactement qui avec pleine considération de toutes les
justifications historiques par reconnaissance des rapports factuels peut sans quelque
doute en grandir à partir des actuelles structures d'État. Il est par là évident que ce
qui s'expose ici contient tout l'arriver aux détails. De tels détails se présentent à des
impulsions pensées vraiment pratiques seulement dans l'application. Seulement
l'utopiste peut inventer dans le détail, pour cela abstraite ne sont aussi pas réali-
sables ses élaborations jaillies de la pensée. Ce qui ici est dit n'a le droit d'apparaître
qu'en des lignes directrices générales. Mais ces lignes directrices ne sont justement
pas inventées, mais observées aux rapports de vie centre européens. Cela garantit
qu'elles feront alors leurs preuves quand la pratique s'y met de les utiliser comme
lignes directrices. Ce dont il est parlé ici, c'est dans une certaine mesure déjà là
comme besoins de vie. Il s'agit seulement de servir ce besoin de vie. Et aussi à cause
de cela n'a pas besoin d'être parlé maintenant sur le particulier parce que c'est une
affaire intérieure des États centre-européens. En cet instant est seulement nécessaire
de faire valoir la chose devant le monde autant que cela a de signification vers l'exté-
rieur. Ce dont il s'agit c'est, à partir de la vie centre européenne de montrer les im-
pulsions qui résident vraiment dans celle-ci et de montrer cela ainsi que les oppo-



opposé et qu'ils ne peuvent de leur côté contraindre par aucun programme de guerre. Une telle langue conduite devant le monde, comme elle est ici pensée, qui porte en elle le germe des faits doit avoir des conséquences. La compensation avec la Russie n'a besoin à l'instant présent pour ce qui est indiqué ici d'être cherchée, car cette compensation doit se présenter d'elle-même dans la poursuite de la chose. Et la raison qu'un tel résultat doit intervenir commencera à porter des impulsions qui ne peuvent avoir que des résultats favorables chez les dirigeants russes. Toujours doit être pris en considération ce que l'évoqué signifie non tout d'abord comme affaire d'État intérieur, mais ce que cela signifie comme manifestation vers l'extérieur à l'intérieur du présent conflit mondial pour sa cessation, particulièrement dans les luttes politiques avec les manifestations des dirigeants de l'Entente et Wilson. L'intérieur vient en considération dans ce cas dans un sens semblable aux effets des faits de la pensée d'un humain sont une réalité pour d'autres humains, malgré la manière dont il pense seulement une affaire intérieure de son organisation. Mais il a toujours besoin de se confronter avec d'autres sur l'effet de sa pensée, pas sur la constitution de son intérieur.

Reconnaître et accepter dans la législation, l'administration et la structure sociale la ²⁶ séparation du politique, économique et universel-humain comme but de l'aspiration centre européenne, cela paralyse les forces des puissances de l'ouest. Cela les contraint, à côté des puissances centrales européennes et avec les puissances-est faisant alliance à se penser avec les derniers sous de telles conditions dans un rapport dans lequel les puissances de l'ouest se limitent à se donner une structure appropriée (comme structure d'État) dans le domaine de leurs instincts du peuple, et les peuples centre et est européens se laisser vivre leurs points communs dans le sens d'une véritable libération humaine aussi à l'intérieur des espaces leur revenant à la mesure de la nature sans perturbation, comme ils étaient disponibles comme origine de cette guerre, pendant qu'elles croient maintenant pouvoir placer seules leurs volontés comme ce qui donne la mesure dans le conflit mondial.

Il s'agit de tout considérer comment se jouent autrement les rapports entre État et ²⁷ peuple et aussi humains particuliers, quand reposent à la base de ces rapports ces effets vers l'extérieur qui suivent la séparation des trois facteurs de vie, comme quand dans ces effets sont intriqués les conflits qui se présentent de leur mélange. On écrira en effet ainsi à l'avenir les antécédents de cette guerre qu'on montera tout simplement comment elle-même est apparue par la perturbation mutuelle funeste des trois cercles de vie dans la relation des peuples.

Par leur séparation œuvre vers l'extérieur la force d'un cercle de vie dans le sens de 28 l'harmonisation aux autres ; en particulier les forces d'intérêt économique égalisent des conflits qui apparaissent sur sol politique, et les cercles d'intérêts universels-humains peuvent déployer leur force reliante des peuples pendant que tout de suite cette force sera propulsée en pleine inefficacité quand elle doit apparaître vers l'extérieur, chargée avec les conflits politiques et économiques. Sur rien on ne s'est adonné dans les temps les plus jeunes à de plus grandes erreurs que sur le dernier point. On ne voyait pas que des rapports universellement humains pouvaient seulement déployer leur vraie force vers l'extérieur, quand à l'intérieur ils sont construits sur la base des libres corporations. Ils œuvrent alors en rapport avec les intérêts économiques ainsi qu'en poursuite de ces effets cela se développe dans le devenir à la mesure de la nature, auquel dans la création d'utopiques, supra-étatiques organisations on veut donner une douteuse existence d'avenir : utopiques tribunaux arbitraux, une « union des nations » wilsonienne et ainsi de suite, qui ne peuvent conduire à rien d'autre qu'à la persistante majoration (NDT « Majorisierung » probablement ici « domination par la majorité ») de l'Europe du centre par les autres États. De telles choses souffrent à l'erreur sous laquelle tout souffre, ce qui sera imposé aux faits à partir de souhaits abstraits, pendant qu'avec le pensé ici on crée une voie libre à une évolution libre, qui des faits eux-mêmes aspire après sa réalisation, et par là peut aussi se réaliser.

La suite comme dans le premier mémorandum p.344 « Reconnaît-on cela... » jusque 29 350 « doit apparaître ». La fin du deuxième mémorandum sonne :

...Il est entièrement évident que beaucoup d'innombrables réserves s'élèveront 30 contre l'exposé ici. Seules de telles réserves viendraient seulement en considération, quand ce qui repose avant était pensé comme un programme, à la réalisation duquel un individu ou une société devait aller. Mais ainsi, ce n'est pas pensé, oui, cela se réfute soi-même, quand ce serait quelque chose de tel. C'est comme l'expression de ce penser, ce que les peuples d'Europe centrale feront si du côté des gouvernements on se donnera la tâche de reconnaître et accoucher les forces nationales. Ce qui se passera dans le particulier, cela se montre à de telles choses seulement toujours alors qu'elles se rendent sur le chemin de la réalisation. Car elles ne sont pas des prescriptions sur quelque chose qui a à se passer, mais conditions de ce qui se passera, quand on laisse les choses aller sur leur propre voie exigée par la réalité. Et cette réalité propre prescrit concernant toutes affaires religieuses et spirituelles-culturelles auxquelles appartient aussi le national : administration par corporations, auxquelles se reconnaît la personne individuelle par libre volonté et qui seront administrées dans leur parlement comme corporations, ainsi que ce parlement n'a à faire seulement avec les rapports des corporations concernées, mais jamais aux personnes individuelles. Et jamais une corporation n'a le droit d'avoir à faire avec une personne appartenant à une autre corporation sous le même point de vue. De telles corporations seront accueillies dans le cercle du parlement quand elles unissent un certain nombre de personnes. Jusque-là elles restent des choses privées, dans lesquelles pas d'autorité ou représentation n'a pas à se mêler. Pour qui c'est une pomme acide que de tels points de vue toutes les affaires culturelles spirituelles doivent être dépourvues à l'avenir des privilégations, celui-là devra justement mordre dans la pomme acide pour le salut de l'existence nationale. Par l'accoutumance continuant toujours à la privilégiation on reconnaîtra difficilement dans de larges cercles que sur les che-



mins de la privilégiation, tout de suite des métiers spirituels, qu'on doit retourner au bon vieux, originel principe de la corporisation libre et que la corporation devrait certes rendre capable un humain dans son métier, mais qu'on doit, non privilégier l'exercice de ce métier, mais le laisser à la libre concurrence et le libre choix humain, cela sera difficile à reconnaître par tous ceux qui volontiers parlent que les humains ne seraient quand même pas près à ceci ou cela. Dans la réalité cette objection ne viendra donc sans cela pas en considération, parce que par exception des métiers nécessairement libres les corporations décideront sur le choix des pétitionnaires (NDT Petenten).

Tout aussi peu peuvent se présenter des difficultés en rapport du politique et de ³¹ l'économique qui ne seraient pas réellement remédiables lors de la réalisation des volontaires (NDT Intendierten). Par exemple des institutions pédagogiques devraient se réaliser qui dans leur ligne directrice touchent les deux représentations concluantes pas la seule pédagogie en soi, cela est une chose du sénat ordonner par dessus.

Toutes les institutions particulières, comme elles sont ici pensées, se laissent at- ³² teindre par aménagement des facteurs donnés historiquement, qui dans aucun pays d'Europe du centre n'ont besoin de mettre quelque chose de côté ou le remplacer radicalement par autre chose. Dans l'existant peuvent partout être trouvés les points lesquels, poursuivis dans la direction évoquée, correspondent à la libération des peuples sur la base de la libération des humains. « Prouver » ici que le dit est « juste » serait absurde, car la justesse doit se donner de fait de la réalisation. La prochaine réalisation serait le se-reconnaître à ces impulsions à fonction d'autorité. Là-dessus, que déjà cette reconnaissance ouverte doit avoir pour les états centre européens effet valable, personne n'a besoin de paniquer. On peut bien plus tranquillement attendre ce que les dirigeants de l'Entente feront (pas diront) quand cette reconnaissance ouverte se tient en face d'eux. Avec elle ils doivent compter autrement qu'ils n'ont compté avec tout, qui jusqu'à présent sortit d'Europe centrale. Jusqu'à présent ils avaient purement à compter avec la réussite des armes d'Europe centrale, ils devraient aussi compter avec cette volonté politique.

Qui pense ici cela en sens vraiment pratique, cela signifie en unisson avec les rap- ³³ ports factuels, celui-là pourra trouver qu'avec cela une base est créée de pouvoir reposer aussi de si compliquées questions comme la question des langues autrichiennes – inclusivement des langues d'État et véhiculaires – et la question coloniale. Car avec le

l'Entente, on pourrait voir par entrée de cet effet, comment on se tient sur le sol réel des faits avec cette reconnaissance.

*

34

Personne ne doutera de la réalisation de ce qui sera donné dans cette présentation, ³⁵ qui pense à partir des véritables rapports d'Europe centrale. Car ici n'est pas promu « comme programme », mais il est seulement montré ce qui veut se réaliser et ce qui convient dans le même instant qu'on lui donne la voie libre.

Pénétrerait à la place de la formule de paix wilsonienne-Entente cela qui sans ³⁶ masque est l'essence de cette formule, ainsi sortirait le suivant : « Nous anglo-Américains voulons que le monde devienne comme nous le souhaitons. Dans ce vœux l'Europe du centre a à s'intégrer ». Cette formule de paix non masquée montre que l'Europe du centre devait être entraînée dans la guerre. L'Entente vaincrait-elle ainsi serait éteinte l'évolution de l'Europe. L'Europe centrale ajoute t'elle à l'invincibilité de ses armes comme offre de paix l'intention absolue de réaliser ce que seulement l'Europe centrale peut être réaliser en Europe , la libération des peuples/nations par la libération des humains, alors cette Europe centrale peut aux racontars « des droits et libertés des peuples » opposer la vraie parole factuelle : « Nous combattons pour notre droit et notre liberté et la réalisation de ces biens de l'humanité que nous ne pouvons et voulons nous laisser prendre, ne restreint par sa propre essence pas de véritable droit et pas de liberté d'un autre. Car ce que nous voulons devenir portera en soi même la caution de cela. Puissiez-vous peuples de l'ouest vous accorder avec nous sur cette base et reconnaissez vous les peuples de l'Est, que nous ne voulons rien d'autre que vous, quand vous vous comprenez d'abord correctement, alors demain la paix est possible. »

Deuxième mémorandum (première version) 22/07/1917 [381]

Le début correspond avec la précédente deuxième version imprimée, seulement les parties paragraphe 2 à la page 353 et paragraphe 2 page 356 interviennent d'abord dans la deuxième version. La fin de la première version est :

L'Europe du centre peut quand elle veut, œuvrer dans le sens de ces trois fonde-⁰¹ ments, et son action deviendra un programme des faits. Elle agira ainsi quand elle opposera un programme factuel à la libération de l'humanité du programme d'éblouissement wilsonien-Entente. Un tel programme n'est pas radical dans le sens où on s'effraye dans certains cercles devant chaque radicalisme. Il est bien plus seulement une expression pour les faits, lesquels veulent se réaliser par leur propre force en Europe du centre. Ils devraient être réalisés en pleine conscience, pas tenus cachés, et dans le brouillard des buts Entente-Wilson quand même aspiré vers leur réalisation par leur nature propre et par là être corrompus.

La réalisation ne se passera jamais quand cela que l'Europe du centre doit vouloir ⁰² reste recouvert par le non-naturel mélange du politique, économique et des universels intérêts humains.

Car les rapports politiques exigent quand ils doivent prospérer, le conservatisme ⁰³ dans le sens du maintien et de l'aménagement de la structure d'État devenue par l'histoire. Contre ce conservatisme regimbent les intérêts économiques et universels de l'humanité seulement aussi longtemps qu'ils ont à souffrir de lui. S'arrête cette souffrance, alors ils se réconcilient avec lui, parce qu'ils apprennent à reconnaître sa nécessité.



Les rapports économiques exigent pour leur prospérité l'opportunisme, qui met sur ⁰⁴ pied son ordonnance d'après son essence propre. Cela doit conduire à des conflits quand les mesures économiques se tiennent en rapport avec des exigences politiques ou universelles-humaines et que ce rapport est un tel qui contrarie le développement économique.

Les rapports universels humains et des peuples exigent dans le sens du présent et de ⁰⁵ l'avenir la liberté individuelle de l'humain. L'humain doit pouvoir se reconnaître à un peuple, à une communauté religieuse, à un autre contexte/rapport, qui dépend de ses aspirations universellement humaines, sans qu'il ne soit retenu dans cette reconnaissance par ses contextes politiques ou économiques par la culture d'État.

Là-dessus il s'agit de reconnaître que toutes formes de structure d'État comme deve- ⁰⁶ nu historiquement sont capables de réaliser la libération de l'humanité quand elles sont rendues attentives à cela par leur propre intérêt de ne pas purement servir l'égoïsme de race. La représentation parlementaire d'un peuple aimerait être souhaitable à partir des bases de l'évolution du temps, elle ne change pas aux rapports, qui ont conduit dans le présent chaos quand dans ce parlement les intérêts politiques, les économiques et les universels humains se gênent perpétuellement. Et l'Europe du centre aspire d'après son essence, vers là, d'exclure de telles gênes. Aucune Entente, aucun but wilsonien ne peuvent s'affirmer vis-à-vis de la force, qui repose dans la réalisation des instincts de liberté centre européens par l'Europe du centre. Car ces instincts de liberté sont le germe des libertés des peuples européens, pas les idées wilsoniennes.

Reconnaître et accueillir le législatif, l'administration et la structure sociale, la sépa- ⁰⁷ ration du politique, économique, universel humain comme but de l'aspiration centre européenne, cela paralyse les forces des puissances occidentales, cela les contraint à côté des forces centrales européennes, dans cette association avec l'Europe de l'Est à se reconnaître à une paix, qui laisse ces forces occidentales se limiter là-dessus à se chercher la structure sociale qui leur est appropriée dans le domaine de leurs instincts nationaux, et de laisser les Européens de l'est et du centre vivre leurs particularités nationales dans le sens d'une véritable libération de l'humanité aussi à l'intérieur de l'espace étant devenu historiquement le leur.

Le parlementarisme qui est nécessaire pour l'Europe centrale, se présentera quand ⁰⁸ on ne le regardera plus comme le premier, mais comme la suite, comme elle doit en sortir, quand on reconnaît comme premier la séparation dans le politique-militaire, que son apport aux autres états s'ordonne justement ainsi comme les exigences de la culture nationale intérieure d'après son essence – dans l'économique, ce qui sera ordonné d'après sa nature propre opportunément, cela signifie sera représenté et administrer donnant des lois dans ce sens –, et dans l'universel-humain, qui est construit sur les corporations, auxquelles l'humain se reconnaît dans le sens de sa propre libre sensation.

L'abstraite union des peuples avec ses tribunaux arbitraux utopiques ne pourrait⁰⁹ conduire à rien d'autre comme à la majoration perpétuelle de l'Europe centrale par les autres États. L'ordonnance des rapports en Europe du centre dans le sens de la séparation des forces conduit au perpétuel équilibre des intérêts d'humanités ancrés dans les peuples. Avec l'union des nations wilsoniennes on crée des institutions lesquelles doivent souffrir sous le malheur, sous lequel constamment sera souffert quand d'humains souhaits abstraits seront imposés aux faits, avec ceux-là, après lesquels presse l'entière essence des peuples centre et est européens, on ne crée pas de telles institutions, mais on libère avec cela ce qui libéré doit conduire dans le sens du développement paisible, non libéré à des conflits guerriers. Une situation future de l'humanité on ne peut la créer par des institutions, comme Wilson et l'Entente veulent, mais elle apparaîtra, quand on donne la liberté aux faits par lesquels elle peut apparaître.

Apparaîtrait à la place la formule de paix wilsonnienne-Entente, ce qui est sans¹⁰ masque l'essence de cette formule, ainsi en sortirait ce qui suit :

« Nous anglo-Américains voulons que le monde devienne ce que nous lui souhaitons ;¹¹ dans ce vœu l'Europe du centre a à s'insérer » - Cette formule de paix non masquée montre que l'Europe du centre devait être entraînée dans la guerre. L'entente vaincrait-elle, ainsi l'évolution de l'Europe centrale serait éteinte.

L'Europe centrale ajoute t'elle à l'invulnérabilité de ses armes comme offre de paix¹² vis-à-vis du monde la plus absolue intention de réaliser ce que seule l'Europe du centre peut réaliser en Europe, la libération nationale par la libération des humains, alors cette Europe centrale peut opposer aux racontars de « droits et liberté des peuples » la vraie parole factuelle : « Nous luttons pour notre droit et notre liberté. Et la réalisation de ces biens de l'humanité, que nous ne pouvons et voulons nous laisser prendre, ne nuit par sa propre essence à aucun droit réel et aucune liberté des autres ; car, ce que nous voulons devenir, portera la garantie pour cela en soi même. Puissiez-vous, peuples de l'ouest, vous accorder avec nous sur cette base et recon-¹³ naissez-vous peuples de l'ouest, que nous ne voulons rien d'autre que vous-même, si vous vous comprenez d'abord correctement vous-même -, alors la paix est possible demain. »





SUR LA GUERRE MONDIALE 1914-1918 (2/2)

Remarques préliminaires sur "la < culpabilité> dans la guerre". [386]

Considérations et souvenirs du chef d'état-major général H. von Moltke sur les événements de juillet 1914 à novembre 1914 (mai 1919).

Le peuple allemand doit se voir confronté à la vérité sur le déclenchement de la 01 guerre. C'est dans cette vérité qu'il peut puiser la force d'agir, ce qui lui est nécessaire maintenant. La gravité de la situation actuelle impose d'étouffer toutes les réserves qui, d'un côté ou de l'autre, s'élèvent contre la révélation des événements qui, en Allemagne, ont précédé le début de la guerre.

Cette publication se veut une contribution à la présentation de la vérité sur ces évé- 02 nements. Elle émane de l'homme qui, fin juillet et début août 1914, a été au centre de ce qui s'est alors passé à Berlin, le chef d'état-major général, le général en chef *Helmut von Moltke*. On verra dans l'article à quel point on peut affirmer que cet homme a s'est tenu au centre de ces événements.

La veuve de Monsieur von Moltke, Madame Eliza von Moltke, s'acquitte d'un devoir 03 que lui impose l'histoire en ne privant pas le public de ces écrits. Celui qui les lira pourra sans doute se faire une opinion sur le fait qu'ils constituent le document historique le plus important que l'on puisse trouver en Allemagne sur le début de la guerre.

Ils caractérisent l'état d'esprit dans lequel les milieux militaires ont considéré que la 04 guerre était inévitable. Ils exposent les raisons militaires pour lesquelles elle a pris le développement qui a valu au peuple allemand la condamnation du monde entier.

Le monde veut une confession sincère de la vérité de la part du peuple allemand. Il 05 en a une ici, écrite par l'homme dont les notes portent dans chaque phrase l'empreinte de l'honnêteté, qui - on le verra dans les notes - ne pouvait rien vouloir d'autre, au moment où il écrivait, que de laisser affluer la vérité subjective la plus pure sous sa plume.

Et cette vérité, si elle est bien lue, donne lieu à une condamnation sans appel de la po- 06 litique allemande. Une condamnation qui ne pourrait pas être plus sévère. Une condamnation qui renvoie à des choses encore bien différentes de celles qui sont admises par les amis et les ennemis.

Ce ne sont pas les véritables causes de la guerre qui sont décrites dans ces notes. 07 Celles-ci sont à chercher dans des événements qui remontent bien sûr à loin.

Mais ce qui s'est passé à la fin du mois de juillet 1914 permet d'éclairer correctement 08 ces événements. L'effondrement du château de cartes que l'on a appelé la politique allemande apparaît dans cet éclairage. On voit des personnes impliquées dans cette politique, pour lesquelles toute preuve qu'elles ont voulu éviter la guerre est superflue. On peut les croire sur parole lorsqu'ils affirment avoir voulu éviter la guerre. Elle n'aurait pu être évitée que s'ils n'avaient jamais pu se rendre à leurs postes. Ce n'est pas ce qu'ils ont fait qui a contribué à provoquer le désastre, mais l'ensemble de leur personnalité.

Il est bouleversant de lire dans ces notes comment le jugement militaire allemand 09 s'oppose au jugement politique allemand au moment décisif. Le jugement politique



se trouve tout à fait en dehors de toute possibilité d'appréciation de la situation, il se trouve au point zéro de son activité, et il en résulte une situation au sujet de laquelle le chef d'état-major général écrit : "L'ambiance devenait de plus en plus excitée et je me trouvais là tout seul".

Pensez donc à ce qui est écrit dans ces notes à partir de cette phrase jusqu'à l'autre : 10
"Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez".

Oui, c'est ce qui s'est passé : le chef d'état-major s'est *retrouvé là tout seul*. Comme la 11
politique allemande était arrivée au point zéro de son activité, le destin de l'Europe était, le 31 juillet et le 1er août 1914, entre les mains de l'homme qui *devait faire son devoir militaire*. Qui l'a fait le cœur en sang.

Celui qui veut juger de ce qui s'est passé doit se poser la question suivante, sans parti 12
pris : comment se fait-il qu'à la fin du mois de juillet 1914, il n'y avait en Allemagne aucune autre force que la seule force militaire pour décider du sort du peuple allemand ? S'il en était ainsi, la guerre était une nécessité pour l'Allemagne. Elle était alors une nécessité européenne. Le chef d'état-major, qui "se tenait seul là", ne pouvait pas l'éviter.

La malheureuse invasion de la Belgique, qui était une "nécessité militaire" et une im- 13
possibilité politique, montre à quel point tout en Allemagne était placé au sommet du jugement militaire dans les périodes qui ont précédé le déclenchement de la guerre. L'auteur de ces lignes a demandé en novembre 1914 à Monsieur von Moltke, avec qui il était ami depuis des années : "Qu'a pensé l'empereur de cette invasion ? Et il lui a été répondu : Il n'en a rien su avant les jours qui ont précédé le déclenchement de la guerre. Car vu son caractère, on aurait pu craindre qu'il en parle au monde entier. Cela ne devait pas arriver, car l'invasion ne pouvait réussir que si les adversaires n'étaient pas préparés. - Et le chancelier était-il au courant ? Oui, il le savait.

Aujourd'hui, quiconque sait ces choses n'a pas *permission* de les passer sous silence, 14
même s'il n'aime pas les communiquer. Je veux seulement faire remarquer que, d'après la nature de mes entretiens avec Monsieur von Moltke, je n'ai pas la moindre obligation de taire ces choses, et que je sais que j'agis dans son sens en les communiquant. Elles montrent comment la politique allemande a atteint le point zéro de son activité.

On *doit* évoquer ces choses si l'on veut parler de la "culpabilité" du peuple allemand. 15
Cette "culpabilité" est pourtant d'une nature très particulière. C'est la faute d'un peuple à la pensée totalement apolitique, auquel les intentions de ses "autorités" ont été dissimulées par des voiles impénétrables. Et qui, de par sa disposition apolitique, n'a pas du tout soupçonné comment la poursuite de sa politique devait devenir la guerre.

Il doit aussi paraître incompréhensible que, quelque temps avant la guerre, une per- 16
sonnalité ait prononcé des paroles dont on devait conclure qu'il n'existait en Allemagne aucune intention de violer un jour la neutralité belge, alors que Monsieur von Moltke m'a également dit en novembre 1914 que cette personnalité devait être au courant de l'intention de marcher à travers la Belgique.

Quant à la question de savoir si le peuple allemand aurait pu intervenir en 1914 pour 17
empêcher le déclenchement de la guerre, ces notes y répondent entièrement. Il aurait fallu que les actes qui auraient pu faire en sorte que les événements de cette année-là aient trouvé l'Allemagne dans un autre état que celui dans lequel elle se trouvait soient bien antérieurs. Une fois que cet état était là, rien d'autre ne pouvait arri-



ver que ce qui est arrivé. C'est ainsi que le peuple allemand doit aujourd'hui considérer son destin. Et c'est à partir de la force que lui donne cette prise de conscience qu'il doit trouver sa voie future. Les événements survenus *pendant* la terrible catastrophe de la guerre ne le prouvent pas moins que ceux contenus dans ces notes sur le début de la guerre. Mais je n'ai pas à *en* parler ici, car il ne m'appartient ici que d'introduire ces notes.

On voit dans les notes que ce n'est pas l'hypothèse que la France ou l'Angleterre violerait la neutralité belge si l'Allemagne ne le faisait pas qui était déterminante, mais l'autre hypothèse, à savoir que la France mènerait une guerre défensive derrière son puissant front oriental, ce qui devait être évité. Pour l'Allemagne, ce point de départ déterminait déjà depuis de nombreuses années l'ensemble de l'organisation de la guerre. Et ce point de départ devait placer la décision au sommet du jugement militaire, si une politique n'avait pas travaillé depuis aussi longtemps à pouvoir faire entrer en jeu d'autres forces pour une telle décision. Cela n'a pas été le cas. On avait poussé vers une évolution qui, au moment décisif, rendait nécessaire de faire passer tout jugement politique avant le jugement militaire. Derrière ce que les notes indiquent sur ce point, se trouve le véritable élément déterminant. L'appel "au peuple allemand et au monde de la culture" y a fait allusion. L'Empire allemand était "placé dans le contexte mondial sans objectif essentiel justifiant son existence". Cet objectif n'aurait pas dû être tel que seule la puissance militaire devait le porter, il ne pouvait absolument pas être orienté vers le *déploiement de la puissance* au sens extérieur. Il ne pouvait être orienté que vers le développement *interne* de sa culture. En poursuivant un tel objectif, l'Allemagne n'aurait jamais eu besoin de construire son être sur des choses qui devaient la mettre en concurrence, puis en conflit ouvert avec d'autres empires, auxquels elle devait pourtant céder dans le déploiement de sa puissance extérieure. Un Empire allemand aurait dû développer une politique faisant abstraction de l'idée de puissance extérieure, une véritable politique culturelle. Il n'aurait jamais dû s'élever en Allemagne l'idée que celui qui considère cette politique culturelle comme la seule possible est un "idéaliste impraticable". Car tout développement de la puissance devait finalement, en raison de la situation mondiale générale, se transformer en une puissance purement militaire ; et le destin du peuple allemand ne devait pas être confié à cette seule puissance.

Dans ces notes, la personnalité qui fait autorité raconte simplement ce qu'elle a vécu ¹⁹ et fait fin juillet et début août 1914 ; et ce récit jette une lumière crue sur la tragédie du destin allemand. Il montre "comment la politique allemande se comportait alors comme celle d'un château de cartes, et comment, en arrivant au point zéro de son activité, toute décision sur la question de savoir si et comment il fallait commencer la guerre devait être transmise au jugement de l'administration militaire. Celui qui faisait autorité dans cette administration ne pouvait alors pas agir autrement que ce qui a été fait, du point de vue militaire, car de ce point de vue, la situation ne pouvait être vue que comme elle l'a été. Car en dehors du domaine militaire, on s'était mis dans une situation qui ne pouvait plus du tout conduire à une action*".

La preuve la plus complète se trouve dans les notes de Helmuth von Moltke. Un ²⁰ homme y parle, qui considérait la "guerre à venir" comme le plus grand malheur des peuples allemands, et même européens ; qui l'a ainsi évoquée pendant des années et qui, au moment décisif, est sur le point de manquer à son devoir militaire s'il fait retarder le début de la guerre, ne serait-ce que de quelques heures. J'ai vu, pendant les



nombreuses années qui ont précédé la guerre, comment cet homme était tourné vers les idées spirituelles les plus élevées avec un ardent désir, comment ses sentiments étaient tels que la plus petite souffrance de chaque être le touchait de près ; je l'ai entendu parler de beaucoup de choses ; presque rien d'important sur les choses militaires. Ce n'est vraiment pas lui, mais la pensée militaire à travers lui qui parle dans une phrase comme la suivante des notes : "L'art suprême de la diplomatie ne consiste pas, à mon avis, à maintenir la paix en toutes circonstances, mais à organiser durablement la situation politique de l'État de telle sorte qu'il soit en mesure d'entrer en guerre dans des conditions favorables". Et comment la pensée militaire éclipse les éclaircissements que Helmuth von Moltke se donne lui-même, en quelque sorte, en écrivant ces notes, sur l'évolution historique de l'humanité et de l'Europe.

* Cf. l'auteur "Kernpunkte der sozialen Frage", éditions Greiner & Pfeiffer, Stuttgart 1919.

On comprendra pourquoi, à partir de telles prémisses, on trouve dans ces notes la ²¹ phrase suivante : "L'Allemagne n'a pas provoqué la guerre, elle n'y est pas entrée par esprit de conquête ou par des intentions agressives envers ses voisins. - La guerre lui a été imposée par ses adversaires, et nous nous battons pour notre existence nationale, pour la pérennité de notre peuple, de notre vie nationale". Je n'ai jamais pu avoir une autre impression que celle que cet homme si distingué intérieurement aurait pris congé bien avant la guerre, s'il avait dû se dire autre chose que ce qui est exprimé dans les phrases ci-dessus à propos de la guerre "à venir" qu'il considérait comme inévitable. Dans l'état actuel des choses, la pensée militaire en Allemagne ne pouvait pas parvenir à un autre jugement. Et par ce jugement, elle était condamnée à entrer en conflit avec le reste du monde. Le peuple allemand devra apprendre de ce malheur que sa pensée devra être différente à l'avenir. Du point de vue militaire, la guerre devait être considérée comme nécessaire, du point de vue politique, elle n'était pas à justifier, justifiable, pas à assumer et sans espoir.

Comme il est tragique qu'un homme doive se tourner vers un acte dont la responsabilité lui fait saigner le cœur, qu'il doit considérer comme son devoir sacré ; et qui, en dehors de l'Allemagne, doit être considéré comme une faute morale, comme une volonté de provoquer la guerre. Ainsi, les événements mondiaux s'entrechoquent dans une sphère de vie où l'idée de "culpabilité" devrait être placée sous un tout autre jour que ce qui se passe si souvent de tous côtés actuellement.

On a parlé des "fauteurs de guerre" allemands. Et à juste titre, ils étaient là. On a parlé ²³ du fait que l'Allemagne n'avait jamais voulu la guerre. Et avec raison. Car le peuple allemand ne l'a pas voulue. Mais les "fauteurs de guerre" n'auraient pas pu réellement provoquer la guerre dans les derniers jours ; leurs efforts auraient abouti à une impasse si la pensée militaire n'avait pas dû la considérer comme nécessaire. Dans les notes, on trouve pourtant la phrase suivante : "J'ai la conviction que l'empereur n'aurait pas du tout signé l'ordre de mobilisation si la dépêche du prince Lichnowsky était arrivée une demi-heure plus tôt". Le sentiment politique était contre la guerre ; mais ce sentiment politique était devenu nul par rapport aux considérations militaires. Et elle était elle-même devenue nulle par rapport à la question de savoir comment agir à l'Est ou à l'Ouest. Cela ne dépendait pas du tout de la situation politique du moment envisagé, mais des préparatifs militaires. On a aussi beaucoup fabriqué d'un conseil de la couronne ou d'un truc du genre qui se serait tenu le 5 juillet à Potsdam et qui aurait préparé la guerre de manière planifiée. Or, Monsieur von Moltke, dans la volonté militaire duquel la décision avait été prise fin juillet, est parti en juin en-



core en cure à Carlsbad ; il n'en est revenu que vers la fin juillet. Jusqu'à la fin de sa vie, il n'a rien su d'un tel conseil de la couronne. Il a pris la décision d'un point de vue purement militaire. Certes, ce qui s'est exprimé en juillet 1914 dans la situation européenne et qui a finalement servi de base aux considérations militaires telles qu'elles ont été formulées, remonte à des événements qui ont duré des années. De nombreuses personnalités allemandes sont responsables de ces événements ; mais elles les ont provoqués parce qu'elles considéraient que l'essence de l'Allemagne résidait dans le développement de sa puissance et de sa splendeur extérieures, et non parce qu'elles voulaient "pousser" à la guerre. Et ceux qui poussaient à la guerre : l'atmosphère politiquement pacifique en aurait fini avec eux pendant les funestes journées de juillet ; leurs aspirations se seraient éteintes aveuglément si les choses ne s'étaient pas produites après le 26 juillet, qui ont forgé en Allemagne la chaîne des causes immédiates de la guerre depuis le début. La décision reposait sur Monsieur von Moltke ; et il n'avait rien à voir - c'est ce qui ressort des notes - avec des fauteurs de guerre quelconques. Combien de fois ai-je pu entendre de sa bouche, après son départ, des paroles qui disaient clairement : on n'aurait jamais écouté des fauteurs de guerre, quel que soit leur camp. Interrogé au sujet de Bernhardi, il n'avait qu'un refus, qui disait clairement : il aurait pu écrire autant de livres qu'il l'aurait voulu : personne n'a jamais écouté ce genre de choses chez nous, et c'est à lui qu'il fallait s'adresser. Je n'écrirais pas de telles choses ici si les notes ne me donnaient pas le droit de le faire ; et si de nombreuses conversations avec Monsieur von Moltke pendant la guerre ne me donnaient pas ce droit. - Auparavant, comme je l'ai déjà mentionné, il ne m'a presque jamais parlé de questions militaires. - Je sais par combien de canaux des humeurs comme celles de Bernhardi peuvent se transmettre aux personnalités qui font autorité, et combien peuvent être déterminantes celles qui ne se trouvent pas aux postes "déterminants". Mais Monsieur von Moltke faisait autorité ; et ce qu'il faisait provenait de sa conviction non influencée. - On peut faire abstraction de toute incitation à la guerre - qui n'est pas niée ici - : le courant de causes immédiates qui a abouti aux déclarations de guerre de l'Allemagne a commencé avec les jugements que M. von Moltke s'est formés, après son arrivée à Berlin, du point de vue purement militaire, à partir de la situation européenne. Tout le reste, que l'on veut compter parmi les causes directes de la guerre, s'est déroulé en aveugle et n'aurait pas pu conduire à ce qui est arrivé.

Les archives sont donc la preuve irréfutable que ce n'est pas le jugement militaire en ²⁴ tant que tel, ni le jugement politique totalement insuffisant du côté allemand qui a provoqué la guerre en 1914, mais le fait qu'il n'existait aucune politique allemande susceptible d'empêcher l'exclusivité du jugement militaire. Seule une telle politique aurait pu, en 1914, faire autrement que ce qui s'est produit. Ces notes sont donc une terrible dénonciation de cette politique. Cette constatation ne doit pas rester cachée. On voudra peut-être objecter à la publication de ces notes qu'il y a à la fin cette ²⁵ phrase : "Elles ne doivent être destinées qu'à ma femme et ne doivent jamais être connues du public". C'est ce qu'a écrit Monsieur von Moltke en novembre 1914 à Hombourg, où ce compte rendu a été rédigé. Il n'y a rien dans ces communications que je n'ai pas entendues en novembre et plus tard de la part de Monsieur von Moltke et pour lequel je n'ai jamais été soumis à une obligation de discrétion. Au contraire, j'enfreindrais mon devoir contre la communication nécessaire de ce qui ne doit pas être passé sous silence, si je me retenais encore maintenant de dire ce que je



sais. Je devrais dire ce qui se trouve dans ces communications, même si elles n'existaient pas ; et je pourrais le dire, car je connaissais toutes ces choses avant de lire les notes. Et Madame von Moltke montre, par la publication, qu'elle comprend les devoirs historiques ; et elle sait, par la dure période de souffrance morale qui a commencé pour son mari avec son départ, qu'elle agit, par la publication, dans son sens et non contre son sens. Cet homme a souffert de manière indicible. Dans son âme, il a vécu chaque vibration du destin guerrier de son peuple jusqu'à sa mort. Et c'est ainsi que les mots, "les notes ne doivent être destinées qu'à ma femme", deviennent la preuve de l'honnêteté et de la sincérité absolues de ce qui est écrit. Au moment où il écrivait, cet homme croyait qu'il n'écrivait que pour sa femme : comment la moindre malhonnêteté aurait-elle pu se glisser dans les notes ? Je ne dis cela que pour le public, car j'ai connu cet homme, des lèvres duquel n'est jamais sortie une fausseté subjective.

Pourquoi ces notes n'ont-elles pas été connues plus tôt ? C'est ce que l'on demandera peut-être. Oh, on s'est efforcé assez longtemps de faire entendre son contenu à ceux qui auraient dû l'entendre pour orienter leur action. On ne voulait pas l'entendre. On ne s'y intéressait pas. Cela ne faisait pas partie du "ressort". Maintenant, le public doit le connaître.

Écrit à Stuttgart, mai 1919 Rudolf Steiner

27

Faits nouveaux sur la préhistoire de la guerre mondiale. [398]

Une interview du rapporteur du "Matin" Jules Sauerwein avec le Dr. Rudolf Steiner sur les mémoires non publiées du défunt chef d'état-major allemand von Moltke (octobre 1921).

"Vous savez que, si l'on en croit vos adversaires, le chef d'état-major aurait perdu la tête d'abord, puis la bataille de la Marne à cause de vous".

C'est la question que j'ai adressée au célèbre chercheur en esprit et sociologue Rudolf Steiner, né en Autriche allemande. J'ai pour lui une admiration sincère et des sentiments d'amitié depuis plus de quinze ans. J'ai eu à l'époque la grande satisfaction de traduire en français plusieurs de ses ouvrages théosophiques. Chaque fois que mon voyage le permet, je ne manque pas, en passant par Bâle, de rendre une brève visite au Dr Steiner à Dornach.

Cette fois encore, je l'ai rencontré près de l'étrange et imposant bâtiment que ses élèves ont baptisé Goetheanum en hommage à Goethe, précurseur de la science de l'esprit. J'ai déjà écrit dans le "Matin" à propos de l'homme, de la construction et de son magnifique emplacement, sur les derniers contreforts du Jura couronnés de ruines de châteaux forts.

Rudolf Steiner venait de rentrer d'Allemagne, après avoir donné des conférences sur son enseignement à Stuttgart et à Berlin devant des milliers d'auditeurs enthousiastes. Le même jour, il reçut à Dornach un groupe de 120 théologiens avec lesquels il avait entamé une discussion sur des questions théologiques et religieuses. Un grand nombre de ces théologiens ont l'intention d'entreprendre une réorganisation de la vie religieuse sur la base des enseignements du Dr Steiner.

Le Dr Steiner travaillait tout de suite sur un énorme groupe en sculpture de bois représentant le Christ et les puissances séductrices sous-jacentes, Lucifer et Ahriman. C'est l'une des créations les plus impressionnantes que j'ai jamais vues ; elle constituera la partie centrale de la petite salle en forme de coupole du Goethea-



num. Tandis que j'observais, au crépuscule, les auditeurs qui montaient par petits groupes sur la colline pour se rassembler pour la conférence, le Dr Steiner me raconta les attaques de ses adversaires. Des cléricaux, des pangermanistes et des adeptes fanatiques de différentes confessions religieuses se battent contre lui avec toutes les armes et à chaque occasion.

La peur de la vérité

06

Lorsque je lui posai directement la question concernant le général von Moltke, il⁰⁷ posa sur moi ses yeux pénétrants, qui me regardaient d'un visage traversé par quarante ans de lutte spirituelle des plus intenses.

"Ce que vous me dites ne m'étonne pas. On ne recule devant aucun moyen pour me⁰⁸ chasser d'Allemagne et peut-être aussi de Suisse. Ces attaques ont des origines très diverses. Mais dans la mesure où elles s'étendent à mes relations avec Moltke, elles ont un objectif très précis. Elles veulent empêcher la publication de quelques notes que Moltke a prises avant sa mort pour sa famille et dont je devais assurer la publication en librairie en accord avec Madame von Moltke.

Ces mémoires auraient dû paraître dès 1919. Juste avant leur parution, une personne-⁰⁹ lité chargée de la représentation diplomatique de la Prusse à Stuttgart est venue me voir pour me dire que cette publication était impossible et qu'on n'en voudrait pas à Berlin. Plus tard, un général qui avait occupé des postes autour du général von Moltke et de Guillaume II vint me voir et me fit les mêmes propositions. Je protestai contre cela et voulus passer outre. Je pensai m'adresser au comte de Brockdorff-Rantzau, alors présent à Versailles ; mais je ne pus rien obtenir. Mes efforts restèrent d'autant plus vains qu'en même temps on s'adressait à Mme von Moltke avec des représentations auxquelles elle ne pouvait se soustraire.

Pourquoi ces craintes ? Ces mémoires ne sont pas du tout une accusation contre le¹⁰ gouvernement impérial. Mais il en ressort, ce qui est peut-être plus grave, que le gouvernement impérial se trouvait dans un état de confusion totale et sous une direction d'une insouciance et d'une ignorance incompréhensibles. On peut appliquer aux personnalités responsables la phrase que j'ai écrite dans ma préface : <Ce n'est pas ce qu'elles ont fait qui a contribué à provoquer le malheur, mais tout l'être de leur personnalité>.

Je peux ajouter que c'est dans les circonstances particulières qui ont fait que, finale-¹¹ ment, le poids des résolutions décisives a pesé sur un seul homme, le chef d'état-major général, qui s'est vu ainsi contraint de faire son devoir militaire parce que la politique était arrivée au point zéro. Je n'ai jamais parlé avec lui de questions politiques ou militaires avant la démission de Moltke. Ce n'est que plus tard, alors qu'il était gravement malade, qu'il s'est naturellement exprimé ouvertement à moi sur toutes ces questions, et je vais vous dire, puisque cela vous intéressera, ce qu'il m'a dit lui-même et qui ressort aussi de ses mémoires non publiées.

Fin juin 1914, Moltke, qui était chef d'état-major général depuis 1905, s'est rendu à¹² Carlsbad pour des raisons de santé. Jusqu'à sa mort, il n'a rien su d'une consultation de Potsdam du 5 ou 6 juillet. Il n'était revenu à Berlin en bonne santé qu'après l'ultimatum adressé à la Serbie. Depuis son retour, il avait, comme il le disait, la ferme conviction que la Russie allait attaquer. Il prévoyait clairement la tournure tragique que les choses devaient prendre, c'est-à-dire qu'il croyait à la participation de la France et de l'Angleterre au conflit mondial. Il écrivit pour l'empereur un mémorandum qui indiquait la nécessité de prendre des mesures. Le plan de l'état-major alle-



mand était pour l'essentiel établi depuis longtemps. Il avait été élaboré par le prédécesseur de Moltke, von Schlieffen. Vous en connaissez les grandes lignes : De grandes masses devaient être lancées contre la France afin d'obtenir à n'importe quel prix une décision rapide à l'Ouest. Une faible armée de défense était prévue contre la Russie, qui devait être complétée plus tard après la décision sur le théâtre d'opérations occidental.

Des humains envoûtés

13

Von Moltke avait modifié le plan de son prédécesseur sur un point toutefois important. Alors que Schlieffen avait envisagé de traverser simultanément la Belgique et la Hollande, Moltke avait renoncé à la Hollande afin de laisser à l'Allemagne des possibilités de respiration en cas de blocus.

Lorsque Moltke arriva au château le vendredi 31 juillet, il trouva des gens complètement désorientés. Il eut l'impression, comme il le dit, de se trouver dans la situation de devoir prendre une décision tout seul. Ce jour-là, l'empereur n'avait pas encore signé l'ordre de mobilisation, un ordre qui, en Allemagne, équivaut tout à fait à une déclaration de guerre, car dès que cet ordre est donné, tout se déroule avec un automatisme implacable, y compris la première opération à des heures précises. Guillaume II se contente pour ce jour-là de proclamer l'état de danger de guerre imminent. Le lendemain, le samedi 1^{er}. Le lendemain, le 10 août, à quatre heures de l'après-midi, il convoque à nouveau Moltke et, pendant les six heures qui suivent, le drame suivant se déroule.

Moltke rencontre l'empereur en présence de Bethmann Hollweg, dont les genoux tremblent littéralement, du ministre de la guerre Falkenhayn, du général von Plessen, de Lyncker et de quelques autres. L'empereur s'oppose vivement aux intentions du chef d'état-major. Il a, dit-il, reçu les meilleures nouvelles d'Angleterre. Non seulement l'Angleterre restera neutre - comme Georges V le lui a fait savoir - mais elle empêchera même la France de participer à la guerre. Dans ces conditions, il serait logique de jeter toute l'armée contre la Russie. Non, répondit Moltke, le plan doit être exécuté à l'Est comme à l'Ouest, tel qu'il est établi, si nous ne voulons pas provoquer le plus grand malheur.

Les raisons techniques

17

Les objections ne touchent pas Moltke, qui refuse de changer quoi que ce soit. Il fait valoir qu'il faut procéder sans délai dans l'esprit de l'ordre de mobilisation. Il ne croit pas aux télégrammes anglais, et, l'ordre de mobilisation en main, que Guillaume II vient de signer, il se retire. Il est congédié, laissant les autres dans un état de confusion totale. C'est ainsi que, pour des considérations purement militaires, la décision de déclencher la guerre dut être prise. Sur le chemin du château à l'état-major, sa voiture est rattrapée par une automobile impériale. Moltke est rappelé sur ordre de l'empereur. L'empereur est plus excité que jamais. Il montre à son chef d'état-major un télégramme d'Angleterre. Il croit voir dans ce télégramme, avec une certitude absolue, que le conflit sera limité à l'Est et que l'Angleterre et la France resteront neutres. <Il faut, conclut-il, qu'un ordre parvienne immédiatement à l'armée pour qu'elle n'agisse pas à l'ouest.> La réponse de Moltke est qu'on ne peut pas exposer une armée à l'alternative d'un ordre et d'un contre-ordre. Alors, pendant que Moltke se tenait là, l'empereur s'adresse à l'adjudant de service et lui ordonne de transmettre immédiatement au commandement de la 16^e division à Trèves l'ordre de ne pas entrer dans le Luxembourg. Moltke rentre chez lui. Ébranlé, car il s'attend à ce



que le plus grand malheur résulte de telles mesures, il s'assied à sa table. Il explique qu'il ne peut prendre aucune mesure pour l'armée dans le sens de l'ordre téléphonique de l'empereur. Cet ordre lui est transmis par un aide de camp pour signature. Il refuse de signer et repousse l'ordre. Jusqu'à 11 heures du soir, il reste dans un état d'épuisement sourd, bien qu'il soit revenu de Carlsbad en parfaite santé. A 11 heures, on le sonne. L'empereur demande à nouveau de ses nouvelles. Il se rend immédiatement au château. Guillaume II, qui s'était déjà mis au repos, jette une robe de chambre et dit : "Tout a changé. Le malheur est en marche. Le roi d'Angleterre vient de déclarer dans un nouveau télégramme qu'il avait été mal compris et qu'il ne prenait aucun engagement ni en son nom ni en celui de la France. Il conclut par ces mots : Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez. Et maintenant, la guerre commence.

Signes précurseurs troubles

19

Au mois d'août, j'ai vu le général von Moltke une seule fois, le 27 août à Coblenz. 20 Notre conversation portait sur des questions purement humaines. L'armée allemande était encore en pleine marche vers la victoire. Il n'y avait pas non plus lieu de parler de ce qui n'était pas encore là. La bataille de la Marne s'est déroulée plus tard. Je n'avais plus vu von Moltke jusqu'alors. Elle se déroula dans des conditions qui devaient ébranler au plus haut point les attentes de von Moltke. Pendant les manœuvres d'essai, il avait fait exécuter à plusieurs reprises une avance prudente sur l'aile droite, qui aurait pu être prise en considération lors d'une marche sur Paris. Par trois fois, Kluck, qui avait le commandement de l'aile droite, avait avancé trop vite. A chaque fois, Moltke lui a dit : "Si vous avancez aussi vite au moment décisif, nous perdrons la guerre en cas de danger". Lorsque l'armée de Kluck fut menacée d'encerclement, Moltke se vit saisi d'un terrible pressentiment. La pensée lui est venue que la guerre pourrait être perdue pour l'Allemagne. Cela me semble faire partie de la <psychologie> du déroulement de la guerre. Lorsque von Moltke retourna au quartier général le 13 septembre, il donnait l'impression d'un homme profondément ébranlé. L'entourage de l'empereur le considérait comme malade. A partir de ce moment, c'est en réalité Falkenhayn qui, sans en avoir le titre officiel, exerçait le commandement suprême. Plus tard, alors que Moltke devait garder le lit, Guillaume II lui rendit visite. Est-ce encore moi qui dirige les opérations ? demanda-t-il à l'empereur. Je crois en effet que c'est encore vous, lui répondit Guillaume II. Ainsi, pendant des semaines, l'empereur ne savait même pas qui était le véritable commandant en chef de ses troupes.

Mais voici un nouvel exemple de l'opinion que l'on avait de Guillaume II dans son 21 propre entourage. Un jour, alors que von Moltke me décrivait les sentiments de profonde souffrance qu'il ressentait en revenant par la Belgique après la prise d'Anvers, je l'interrogeai pour la première fois sur l'invasion de la Belgique. Comment se fait-il, lui demandai-je, qu'un ministre de la guerre ait pu affirmer au Reichstag que le projet d'invasion de la Belgique n'existait pas ? Ce ministre, répondit Moltke, ne connaissait pas mon plan, mais le chancelier était au courant. Et l'empereur ? Jamais, dit Moltke : "il était trop bavard et indiscret. Il aurait tout déballé au monde entier" !

Jules Sauerwem, 22

Remarques complémentaires à l'interview du «matin». [406]

Il m'a semblé impossible de ne pas répondre aux questions posées lors d'une visite du 01



Dr Jules Sauerwein, qui est un de mes amis. Car, premièrement, je considère que le moment présent est celui où toute personne connaissant un peu la vérité de la guerre doit parler. Dans les circonstances actuelles, j'aurais dû considérer le silence comme un manquement au devoir. Ce que j'ai dit, je pouvais le dire tout à fait indépendamment des mémoires de Monsieur von Moltke. J'ai entendu tout cela de la bouche de Monsieur von Moltke en novembre 1914 et plus tard moi-même -- même souvent - et je n'ai jamais été soumis à une obligation de silence. Il était simplement évident de ne pas en parler à un moment inopportun.

Deuxièmement, une autre chose entre en ligne de compte. J'ai connu M. von Moltke ⁰² et, pendant des années, j'ai appris à apprécier la noblesse et la hauteur de vue de cette personnalité, dont les lèvres n'ont certainement jamais laissé échapper de contre-vérité subjective. En juillet 1914, il a été confronté à une situation tragique. Il connaissait l'horreur de ce qui devait être décidé et son devoir militaire lui commandait de décider seul. Je me permets peut-être de faire remarquer à ce sujet que, lors d'une autre visite effectuée peu de temps auparavant, le Dr Jules Sauerwein m'a raconté que des informations se répandaient maintenant de certains côtés selon lesquelles von Moltke était mort dans un état de confusion mentale. Il me demanda ce qu'il y avait de vrai dans ces choses et dans leur rapport avec la guerre. Je me suis senti obligé de ne pas garder le silence face à ces fausses informations révoltantes. (Inutile de dire que Madame von Moltke n'était pas au courant d'une conversation avec le Dr Sauerwein).

Je pense que les discussions sur la "culpabilité" dans la guerre se trouvent sur une ⁰³ fausse piste. On ne peut pas du tout parler de "culpabilité" comme on le fait. Il s'agit d'une tragédie. Et la guerre est née d'une situation tragique. C'est ce que montre le mieux, comme je dois le croire, ce que j'ai entendu par l'intermédiaire de Monsieur von Moltke sur les prochaines dispositions de la guerre. Je ne me sens pas obligé d'entrer dans le débat absurde sur les penchants "mystiques" de von Moltke. Ce qu'il a fait en ce qui concerne la guerre, il l'a considéré comme une nécessité en raison de son devoir militaire. Et je pense que ce qu'il a dit est de nature à placer la discussion sur la "culpabilité" de la guerre sur une autre base que celle sur laquelle elle repose aujourd'hui dans le monde.

Rudolf Steiner. 04

Sur des "réclamations" à l'article du "Matin". [408]

Lorsque j'ai écrit les quelques "remarques a posteriori" dans le n° 15 de cet hebdomadaire ⁰¹ sur le compte rendu d'une conversation entre le Dr Sauerwein et moi, je n'avais encore lu aucune des déclarations parues dans la presse à propos de l'article du "Matin". Je supposais que tout lecteur impartial de cet article devait se rendre compte qu'il y avait dans ce que j'ai communiqué sur les déclarations orales ou écrites de von Moltke quelque chose dont la juste discussion ultérieure devait conduire à ce que le monde ne puisse plus parler d'une "faute" de l'Allemagne, mais d'une tragique fatalité. Car, à travers ces communications, il est clair :

1) Que les conditions qui régnaient en Allemagne à la fin du mois de juillet 1914 ont ⁰² conduit la décision sur les mesures à prendre entre les mains d'un homme, le chef de l'état-major général von Moltke. Celui-ci ne devait rien faire d'autre que son devoir militaire au moment décisif. Il n'y a donc plus lieu de parler des fauteurs de guerre allemands. Car le récit de von Moltke prouve justement que même si de tels fauteurs



de guerre avaient existé, ils n'auraient eu aucune influence sur la décision de von Moltke. Le récit de Moltke n'est pas celui d'un parti, mais celui d'un homme qui a agi avec un sens des responsabilités des plus aigus. Sa parole passe avant toutes les autres. Elle n'a pas été prononcée à la charge de l'Allemagne.

2) Il ressort de la reproduction des déclarations de von Moltke que celui-ci n'a rien su ⁰³ jusqu'à sa mort d'une consultation de Potsdam (un prétendu conseil de la couronne) le 5 ou 6 juillet. Ainsi, toutes les fables qui ont lié des éléments décisifs à un tel conseil sont démenties. Je ne comprends pas comment on peut dire que j'ai continué à raconter cette histoire.

3) J'ai souvent entendu von Moltke dire que le plan de guerre provenait essentielle- ⁰⁴ ment de von Schlieffen. Il semble important que von Moltke ait souligné qu'il avait abandonné l'intention de Schlieffen de marcher avec l'aile droite à travers la Hollande méridionale et qu'il avait préféré prendre sur lui les grandes difficultés techniques causées par le fait que l'aile droite de l'armée allemande devait se frayer un chemin à travers l'espace étroit entre Aix-la-Chapelle et la frontière sud de la province du Limbourg. Il en ressort clairement pour toute personne impartiale que le commandement de l'armée allemande s'est efforcé le plus sérieusement du monde de ne pas faire, vers l'ouest, plus que ce qu'il devait faire en raison de la responsabilité qui lui incombait, de ce qui a été considéré comme une si grave injustice. Tout le reste aurait été l'affaire de la direction politique. Le fait que von Schlieffen ait jugé nécessaire d'aller plus loin peut servir de preuve de ce fait. Le fait qu'il y ait eu, il y a plus de dix ans, avant le déclenchement de la guerre, l'intention de marcher à travers la Hollande, ne permet vraiment pas de conclure aux événements de 1914. Vouloir incriminer l'Allemagne à ce sujet est tout simplement ridicule.

4) Ceux qui connaissaient von Moltke devraient savoir qu'aucune contre-vérité ne ⁰⁵ pouvait sortir de ses lèvres sur tous ces sujets. Mais il est important pour le monde de savoir comment il s'est trouvé placé dans son entourage à l'heure qu'il considérait, plus que tout autre, comme l'heure fatidique de l'Allemagne. Ne pas dire ce qui s'est passé entre lui et son entourage, c'est priver le monde de l'essentiel de ce que l'on peut savoir sur le déclenchement de la guerre. D'autres peuvent penser autrement, peut-être pour ménager tel ou tel. Mais ils ne devraient pas prêter des intentions déloyales à celui qui ne peut pas être de leur avis.

Or, parmi les déclarations faites dans la presse à la suite de l'article du Dr Sauerwein, ⁰⁶ celles de la "Deutsche Allgemeine Zeitung" sont probablement celles que l'on peut prendre le plus au sérieux.

Face à la remarque du major-général von Haeften, selon laquelle mes communica- ⁰⁷ tions visent à montrer que "tous les hommes entre les mains desquels se trouvait alors le destin de l'Allemagne étaient plus ou moins des faibles", je ne veux dire que ceci : il suffit de lire les nombreux mémoires écrits depuis la fin de la guerre pour voir tout ce que "ces hommes" se jettent à la tête ; et l'on ne pourra guère dire alors, en jugeant sans préjugés : "On ne peut pas s'opposer assez expressément à une telle tendance". J'ai reproduit le jugement de von Moltke. Celui qui veut des preuves peut lire les mémoires de von Tirpitz. Mais ce que je ne peux pas admettre, c'est la phrase de von Haeften : ". ... car la faiblesse et la légèreté dans une telle situation sont peut-être plus accablantes et constituent une faute plus grande qu'une volonté de guerre consciente". Peut-on donc parler ainsi quand on vit dans le monde réel et non dans un monde de fantômes ? Ce que l'on reproche à l'Allemagne, c'est sa "volonté de



guerre consciente". On y voit sa culpabilité. Si l'on ne peut plus parler de volonté de guerre consciente, mais seulement de "legēretē" et d'"ignorance inconcevables", il est alors possible d'œuvrer pour que les vues sur la "culpabilité" soient révisées. Il est d'ailleurs significatif que von Haeften ne parle pas de ce que j'ai réellement dit, mais de "faiblesse et de légèreté". J'ai souvent entendu et lu ces mots en Allemagne ; mais je ne les ai pas utilisés. Que la légèreté et l'ignorance, c'est-à-dire des qualités pour lesquelles celui qui les a ne peut finalement rien, puissent justifier une "plus grande culpabilité" que la "volonté de guerre consciente", cela sera d'abord difficile à enseigner à une pensée juridique, et ensuite, considéré correctement, cela peut bien conduire à une fatalité tragique "dans une situation" comme celle de juillet 1914, mais justement pas à une condamnation pour faute "consciente".

Ce que M. von Haeften affirme en outre sur la relation de von Moltke avec moi, il ⁰⁸ pourrait le savoir mieux que moi. Il dit : "Le colonel général von Moltke, tant qu'il était en pleine possession de sa santé, était totalement opposé à Monsieur Steiner et à ses aspirations, même si Madame von Moltke, sous l'emprise des idées de Steiner, avait souvent essayé d'influencer son mari dans le sens de Steiner. Ce n'est que le colonel général, malade moralement et physiquement, qui s'est montré accessible aux idées de Steiner lors de sa visite au château de Hombourg en novembre 1914, et après avoir démissionné de son poste de chef d'état-major de l'armée de terre, il a accordé sa confiance à Monsieur Steiner, une confiance que celui-ci lui rend mal aujourd'hui". Ces affirmations concernant mes relations avec Monsieur von Moltke sont toutes des contre-vérités objectives. Ce qui est vrai, c'est plutôt ce qui suit. Je fréquente la maison de Monsieur von Moltke depuis 1904. J'ai été invité à chacune de ses visites. L'invitation n'émanait pas seulement de Mme von Moltke, mais aussi de M. von Moltke. J'ai la plus grande admiration pour Monsieur von Moltke. Mais je ne me suis jamais imposé. Les conversations, qui duraient souvent plusieurs heures, portaient toujours sur des questions de vision du monde. Monsieur von Moltke était suffisamment éclairé pour comprendre que ma vision du monde était totalement éloignée de tout mysticisme nébuleux et qu'elle voulait reposer sur des bases de connaissance sûres. Il n'aurait pas été facile de l'"influencer", même si j'avais essayé. Mais il a vu que je ne partait pas du tout d' "influence". Il ne m'a pas dit une fois, mais très souvent : "Votre vision du monde satisfait l'intelligence, parce qu'il y a chez elle le cas qui ne m'est encore arrivé chez aucune autre, toutes les choses se portent les unes les autres et s'intègrent les unes dans les autres sans contradiction". Comme sa pensée était tout à fait saine, il avait aussi un scepticisme sain et ne se remettait pas facilement de beaucoup de choses. Des doutes lui venaient sans cesse. Mais même face aux doutes, il s'efforçait toujours de faire valoir la phrase citée plus haut. Il m'a également dit : "Si les gens ayant l'éducation habituelle d'aujourd'hui prennent connaissance de vos opinions, vous aurez de belles choses à vivre".

Cette relation existait depuis 1904 entre Monsieur von Moltke et moi ; et ma visite à ⁰⁹ Hombourg, aussi sur invitation, n'y a rien changé le moins du monde. De la visite à Hombourg jusqu'à sa mort, il ne m'a accordé ni moins ni plus de crédit que pendant les dix années précédentes. - - Je ne veux même pas discuter de la question de savoir si, selon son opinion, qui est la seule qui m'importe vraiment dans cette affaire, je le remercie plus mal de sa confiance que quelqu'un qui parle du fait que von Moltke ne s'est entretenu avec moi que parce qu'il était malade moralement et physiquement, et qui pourtant a aussi bénéficié de sa confiance. Je remarque seulement que quel-



qu'un qui était "dans l'environnement de service" du colonel général von Moltke au début de la guerre et pendant son séjour à Hombourg, parle de la "démission du poste de chef d'état-major général de l'armée de terre" sans craindre d'utiliser une phrase inquiétante avec cette formulation.

J'ai déjà dit plus haut que l'article de Sauerwein démentait la fable du Conseil de la Couronne du 5 juillet. Si l'on dit que j'ai passé sous silence le fait que le général-major von Moltke ne pouvait rien savoir du Conseil de la Couronne, parce qu'il n'a jamais eu lieu, cela me semble être un jeu de mots, car si M. von Moltke n'a rien su d'une telle affaire, rien qui ait eu une quelconque importance n'a pu avoir lieu.

Qu'aujourd'hui, la Hollande ne puisse pas être impliquée par des gens raisonnables dans une nouvelle campagne de propagande française concernant la question de la culpabilité, parce qu'il a été dit que M. von Moltke voulait justement éviter de traverser la Hollande, cela me semble tout à fait clair, comme je l'ai dit plus haut. Les paroles de Monsieur von Moltke prouvent justement que, bien avant 1914, on a renoncé à une telle traversée, malgré le fait que Monsieur von Schlieffen, qu'aussi Monsieur von Moltke considérait comme une grande autorité militaire, pensait qu'une telle traversée pourrait être nécessaire. Mais il n'est pas tout à fait insignifiant que cette marche, dont aussi M. von Haeften admet que von Schlieffen l'a inclus dans le "cercle de ses considérations", n'aurait dû être réalisé qu'à la condition que "la Hollande se range volontairement du côté allemand en cas de déclenchement de la guerre". C'est ce que dit M. von Haeften. Personne ne le contestera. Et si, comme il faut bien l'admettre du point de vue militaire, c'est un soulagement pour l'Allemagne, on peut aussi affirmer que, si l'on poursuit l'examen de cette affaire, la mention des intentions de von Schlieffen à l'égard de la Hollande devrait aussi faire apparaître le passage par la Belgique sous un autre jour que celui sous lequel on l'a vu jusqu'ici. Car cette condition s'applique aussi, dans certaines limites, à la Belgique. Monsieur von Moltke s'attendait à ce que la Belgique ne se range pas du côté allemand, mais qu'elle se montre suffisamment amicale pour ne pas opposer de résistance armée au passage. Il n'est donc pas du tout certain que l'Allemagne aurait de toute façon traversé la Belgique si les choses ne s'étaient pas tout simplement précipitées dans les jours décisifs. Je n'ai pas à discuter ici de la manière dont ces choses doivent être jugées politiquement, bien que je sache que la garantie de neutralité belge était tout à fait particulière, car je n'en ai pas parlé avec le Dr Sauerwein, mais seulement de l'opinion de M. von Moltke.

Les décalages de dates mentionnés par M. von Haeften, qui se trouvent dans l'article de Sauerwein, ont été rectifiés dans le numéro 15 de cette revue hebdomadaire. Ce que M. von Haeften ajoute comme détails à ce qui a été dit dans l'article du "Matin" ne contredit pas pour l'essentiel ce qui y a été dit ; il le complète même et le confirme sur des points essentiels. M. von Haeften dit : "L'affirmation de M. Steiner selon laquelle le colonel général von Moltke aurait refusé de contresigner un ordre de l'empereur à ce sujet, qui lui avait été transmis par un adjudant d'aviation, et aurait renvoyé l'officier, est une libre invention. Le colonel général von Moltke a simplement refusé de signer un projet d'ordre correspondant du chef du département des opérations (lieutenant-colonel Tappen)". Il n'y a rien d'autre à corriger que le "lieutenant d'aviation", car je n'ai pas non plus prétendu que le "projet d'ordre" était écrit de la propre main de l'empereur. Et je reconnais volontiers qu'un officier est mieux informé que Sauerwein sur les adjudants de l'armée de l'air. Les propres mots de Von



Moltke à ce sujet sont : "Lorsqu'on me présenta la dépêche à la 16e division, qui répétait l'ordre donné par téléphone, je donnai un coup de plume sur la table et déclarai que je ne la signerais pas". Monsieur von Haeften souligne : "Le général von Moltke, malgré certaines opinions contradictoires, notamment durant les dernières années de sa vie, était un soldat dévoué à son empereur avec une fidélité inaltérable". On peut être entièrement d'accord avec cela. On peut même aller plus loin. Von Moltke était l'un des meilleurs serviteurs de son empereur. Et en tant qu'homme toujours pleinement conscient de ses responsabilités, il ne s'est jamais empêché de donner à l'empereur les conseils qu'il jugeait les plus appropriés pour lui, même s'ils étaient contraires aux opinions de l'empereur. Mais c'est précisément ce qui rend les propos de von Moltke, rapportés avec une parfaite exactitude, si précieux. Ce n'est pas un adversaire de l'empereur qui les a faites, mais c'est l'un de ses plus fidèles serviteurs qui les a arrachées à la chose. Celui qui croit que von Moltke a parlé par rancune ou par amertume, méconnaît le colonel-général. Il a été abattu par tout ce qu'il a vécu à partir de la fin juillet 1914, mais il n'a jamais été dans un état qui puisse être qualifié de maladie mentale au sens où le font aujourd'hui ceux qui croient devoir excuser ses propos par son état d'âme.

Je suis fermement convaincu que ce qu'il a dit est de nature à placer toutes les discussions actuelles sur la "question de la culpabilité" sur une base que les dirigeants actuels des États vainqueurs ne souhaitent pas, mais à laquelle de plus en plus de personnes raisonnables dans le monde entier seront accessibles. Je ne comprends pas du tout pourquoi M. von Haeften, que j'ai connu comme un homme raisonnable, n'est pas accessible aujourd'hui pour une telle considération. On devrait pourtant reconnaître que c'est précisément le peuple allemand qui aura le plus à "payer" si l'on présente toujours comme une faute le fait de dire des choses telles que celles qui découlent de la conception de von Moltke. Le peuple allemand n'a pas besoin de se retenir de dire la vérité. Jusqu'à présent, ce sont ceux qui ont cru devoir le faire qui lui ont fait le plus de mal. La vérité n'accablera pas le peuple allemand, mais le soulagera. On aurait dû s'en rendre compte aux jours qui ont précédé la paix de Versailles. On devrait le comprendre à nouveau aujourd'hui.

Il faudrait quand même rappeler à ceux qui veulent défendre les hommes politiques allemands de 1914 ce que von Tirpitz écrit dans ses "Mémoires". Par exemple à la page 242 : "L'impression de l'absence de tête de notre direction politique devenait de plus en plus inquiétante. Le passage par la Belgique ne lui semblait pas auparavant (il veut dire dans la nuit du 1er au 2 août) être un fait établi. Depuis la mobilisation russe, le chancelier donnait l'impression de se noyer. ... Tandis que les juristes du ministère des Affaires étrangères se plongeaient dans la question doctorale de savoir si nous étions déjà en guerre avec la Russie ou pas encore, il s'avérait en passant qu'on avait oublié de demander à l'Autriche si elle voulait combattre avec nous contre la Russie". Page 245, le même von Tirpitz dit : "Après le départ du chancelier de la séance, Moltke se plaignit à l'empereur de l'état <déplorable> de la direction politique, qui ne possédait aucune préparation à la situation et qui, maintenant que l'avalanche était en marche, ne pensait encore qu'à des notes juridiques". Et le peuple allemand ne doit pas critiquer mais "remercier" des hommes dont l'un (von Tirpitz), qui a travaillé avec eux, doit parler ainsi. Il doit se contenter de l'opinion selon laquelle ils ont "pensé et agi de manière tout à fait logique et conforme au devoir". Page 248, von Tirpitz dit : "L'absence de culpabilité morale de notre gouverne-



ment de l'époque ne peut cependant être mise en évidence que par une description ouverte de son insuffisance diplomatique....".

Les opinions et les déclarations de von Moltke vont tout à fait dans le sens de la clarification de ces choses. Si elles sont correctement discutées, elles ne peuvent pas manquer leur effet. Mais si elles sont discutées comme elles l'ont été jusqu'à présent, il en résultera naturellement quelque chose dont le "peuple allemand devra faire les frais", comme il doit malheureusement déjà en faire suffisamment les frais.

On peut sérieusement se demander si l'on a le droit de parler de "dilettantes politiques" comme le fait M. von Haeften, avec l'arrière-plan que constituent entre autres les paroles de von Tirpitz à la page 248. Il y est écrit que les hommes politiques de 1914 "ont fait défaut" ... "par manque de pensée droite et claire".

Je préfère pour l'instant passer sous silence les dénigrement personnels, comme ceux contenus dans les phrases sur ma "dépendance à jouer un rôle politique". Je ne m'attendais pas à ce jugement de la part de Monsieur von Haeften, que j'ai connu autrefois comme un homme à l'esprit distingué. Il semble que l'on ne puisse pas seulement avoir des préjugés au départ, mais que, même si on ne les a pas eus une fois, on puisse aussi les acquérir par la suite.

J'ai cru ne pas pouvoir taire ce que j'ai dit, parce que je vois malheureusement que des personnalités, qui peuvent certes avoir l'opinion subjective de ne pas s'occuper des "affaires des ennemis", le font précisément en ne voulant absolument pas laisser le champ libre à la vérité. Je dois, à mon avis, reconnaître aujourd'hui encore comment certains ont péché dans cette direction.

Contre des objections faites à l'interview du "matin" (1921). [419]

Il me semble nécessaire de répondre aux objections tout à fait objectives du Major Muff ("Stuttgarter Neues Tagblatt" 1er novembre 1921) contre l'intention et le contenu de l'interview du "Matin". Mais je voudrais d'abord exprimer ma satisfaction devant cette objectivité ; car quand on ne reçoit de tant de côtés que des dénigrement personnels on est heureux d'avoir affaire pour une fois à un ton distingué dans la polémique.

Tout d'abord, le major Muff parle du fait que j'ai ajouté à l'interview du Dr Sauerwein dans des remarques ultérieures : "On ne peut pas du tout parler de culpabilité comme on le fait. Il s'agit d'une tragédie.

Et c'est d'une situation tragique que serait née la guerre". Si l'on poursuit la lecture de quelques phrases de mes "remarques ultérieures" on tombera sur les mots suivants : "Et je pense que ce qu'il (Moltke) a dit est de nature à placer la discussion sur la <culpabilité> de la guerre sur une autre base que celle sur laquelle elle repose aujourd'hui dans le monde". Le major Muff poursuit :

"En tant qu'Allemands, nous avons toutes les raisons de nous opposer à un tel déplacement du niveau de discussion". Cela me semble, en toute sincérité, un peu hors du monde. Tout le contexte de mes propos indique en effet que la discussion "dans le monde", c'est-à-dire dans les conditions actuelles, devrait être placée essentiellement chez les adversaires de l'Allemagne sur une autre base que celle sur laquelle elle repose. Sur quelle base se fonde-t-elle ? Sur aucune autre base que le fait que l'Allemagne a délibérément provoqué la guerre. Le fait que Lloyd George parle parfois ainsi, parfois un peu différemment, ne peut vraiment pas conduire à croire que "la vérité sur la culpabilité de la guerre" ... "est déjà en marche". Si l'on considère



aujourd'hui la discussion sur la culpabilité de la guerre sans se laisser distraire par le monde, on pourrait être satisfait si les gens raisonnables en dehors de l'Allemagne posaient la discussion sur la base suivante : il n'y a pas de "culpabilité" du côté allemand, comme on l'a pensé jusqu'ici, mais le point de départ est une situation tragique en Allemagne. Je pense qu'il n'est vraiment pas dans l'intérêt de l'Allemagne de refuser un tel déplacement de la base de discussion. Surtout si l'on admet l'essentiel de cette situation tragique, comme le fait aussi Monsieur le major Muff. Par rapport au jugement de Moltke au début de la guerre, il parle de "l'inoffensivité politique, pour le moins," des dirigeants politiques allemands. Or, face à la grandeur de l'affaire, il n'est peut-être pas nécessaire de s'exprimer de manière "légère". Si l'on ne le fait pas, on devra aussi considérer la phrase du major Muff comme une preuve que les hommes politiques allemands ont totalement échoué en 1914. Mais c'est justement là que réside la situation tragique.

C'est d'ailleurs le propre de la polémique qui s'est nouée autour de l'interview du *"Matin"* : On dit que ce que contient cette interview est erroné ; et on indique ensuite ce que l'on a à dire soi-même : et pour tout ce qui est factuel on ne fait que confirmer ce qui est écrit dans l'interview.

Le major Muff croit que, grâce à l'article du *"Matin"*, le "penseur normal" va tout de même rejeter la "faute" sur l'Allemagne, car il est dit que le plan de mobilisation allemand prévoyait la guerre non seulement contre la Russie, mais aussi contre la France, et que ce plan devait se dérouler avec un "automatisme implacable".

Le major Muff cite, pour étayer cette croyance, une phrase de l'interview à laquelle il ajoute une phrase intermédiaire de son propre chef : "C'est ainsi que des considérations purement militaires - il s'agit du plan de déploiement inflexible de l'état-major allemand - ont dû conduire à la décision de déclencher la guerre". Cette citation devient fautive lorsque le major Muff y ajoute les mots : "il s'agit du plan de déploiement inflexible de l'état-major allemand". Ces mots ne figurent pas dans l'interview. Ce qui est signifié, ce sont les mots qui précèdent ceux cités dans l'interview. Et ceux-ci sont les suivants : "avec l'ordre de mobilisation en main, que Guillaume II vient de signer, il (Moltke) est congédié, laissant les autres dans un état de confusion totale". Après avoir ainsi indiqué que les personnalités politiques dirigeantes étaient dans un "état de confusion totale", on dit ce qui a été cité par le major Muff : "C'est ainsi qu'il est arrivé que, pour des considérations purement militaires, la décision de déclencher la guerre devait tomber". Le major Muff transforme maintenant une décision qui, d'après les déclarations claires de Moltke, d'après ses notes (et aussi d'après les explications de Haeftens dans la *"Deutsche Allgemeine Zeitung"*), ne peut pas être comprise autrement que comme militaire, en une décision politique provoquée par Moltke. Selon lui, Moltke avait la ferme conviction "que la Russie attaquerait et que la France et l'Angleterre se rangeraient à ses côtés. Ainsi, le cas de la guerre sur deux fronts était pour lui acquis, non pas pour des raisons militaires, mais pour des raisons politiques". Moltke dit à l'empereur, lorsque celui-ci exprima sa volonté de marcher vers l'est avec toute l'armée pour des raisons politiques, que le déploiement d'une armée de plusieurs millions de soldats ne s'improvisait pas, qu'il était le résultat d'un long et pénible travail et qu'une fois fixé, il ne pouvait être modifié.

Si l'empereur voulait diriger toute l'armée vers l'Est, il n'aurait pas une armée en ordre de bataille, mais un amas désordonné d'hommes armés sans ravitaillement. Quoi de plus clair que d'opposer ici des raisons militaires à des raisons politiques ? En



fait, le major Muff se sent obligé de l'admettre. C'est pourquoi il dit que les raisons de Moltke étaient politiques, mais qu'il a invoqué des raisons militaires. Et il construit son raisonnement de la manière suivante : "Si Moltke a refusé de renoncer à la marche sur deux fronts, qui avait été construite sur les études opérationnelles de Schlieffen, c'est que ... non pas parce que l'on n'aurait pas été techniquement en mesure de réaliser une autre marche, mais parce qu'il était fermement convaincu que la France et l'Angleterre se rangeraient immédiatement du côté de la Russie. . . . Les raisons politiques ne lui permettaient pas, à lui, le soldat, de s'opposer aux responsables désignés de la politique étrangère allemande. Par tous les moyens, il devait empêcher une décision qui le plaçait, en tant que chef des opérations militaires, devant une tâche insoluble et fatale pour l'Allemagne. Naturellement, il recourut à un moyen dont il était le seul à pouvoir espérer le succès. Pour des raisons techniques, il se déclara incapable de mener à bien le déploiement exigé par l'empereur et ses conseillers politiques contre la seule Russie. Mais qu'en réalité, seules des raisons politiques aient été déterminantes dans son refus, c'est ce qui ressort clairement des notes de Moltke". C'est le contraire qui est vrai. S'il y a une chose qui ressort clairement des notes de Moltke, c'est que pour des raisons militaires et techniques - le major Muff dit : "en tant que chef des opérations militaires" - à l'heure où les décisions correspondantes devaient être prises, il considérait comme absolument nécessaire la réalisation stricte de la guerre sur deux fronts. Vu le caractère de Moltke, je ne peux pas imaginer qu'il se soit retranché derrière des raisons pourtant clairement exprimées. Si l'on ne se dispute pas sur les mots, si l'on renonce à qualifier de politique ce qui est certainement caractérisé comme militaire et technique, on peut alors comparer sans préjugé les explications du major Muff avec celles de l'interview. Et voilà : dans l'interview est écrit :

"Il (Moltke) prévoyait clairement l'évolution tragique que les choses devaient ⁰⁷ prendre, c'est-à-dire qu'il croyait à la participation de la France et de l'Angleterre au conflit mondial". On attribue à la décision de Moltke exactement la même chose que celle que lui attribue le major Muff. Et ce dernier ne pense pas non plus que les dirigeants politiques nommés soient bons. Mais il admet ainsi que la décision était entre les mains de von Moltke. Et celui-ci devait faire son devoir militaire. -- On ne comprend pas comment on peut encore croire que l'interview permette d'affirmer que l'état-major allemand a provoqué la situation tragique. Du début à la fin, l'interview veut montrer que la situation tragique est due à l'incapacité des politiques et que le chef d'état-major allemand a agi comme il devait le faire. Pour le Dr Sauerwein, il n'y avait aucune raison de "rire aux éclats". Cela ne pourrait se produire que si l'on continuait à dire en Allemagne que l'on "s'oppose" au "déplacement du niveau de discussion" dans le sens où l'on ne peut pas parler d'une "culpabilité allemande" dans le sens où l'on en a parlé jusqu'à présent dans le monde extra-allemand.



Si l'on veut s'en tenir à l'état de fait droit, non dissimulé, tel que l'a décrit von ⁰⁸ Moltke, il ne s'agit pas de discuter la question doctorale de savoir si l'affirmation selon laquelle l'ordre de mobilisation aurait été équivalent à la déclaration de guerre en Allemagne est absurde du point de vue de la technique militaire. Il ne s'agit pas de définitions de technique militaire, mais de la réalité de la fin juillet et du début août 1914. Et le major Muff dit lui-même de cette réalité que ce qui était "absurde" du point de vue de la technique militaire était juste du point de vue politique "dans la mesure où, dans notre effort pour localiser la guerre, nous avons, contrairement à nos adversaires, repoussé toute mesure militaire jusqu'à la date extrême, leur laissant ainsi une précieuse avance, de sorte que l'ordre de mobilisation et le début de la guerre ont coïncidé". On devrait pourtant penser que c'est cette coïncidence temporelle qui entre en ligne de compte pour des événements qui se déroulent dans le temps, et non le fait que l'ordre de mobilisation et le début de la guerre ont théoriquement des définitions différentes. Le major Muff dit : "Selon le plan, le déploiement devrait toutefois suivre immédiatement la mobilisation, afin de ne pas perdre de temps. Mais il aurait fallu, selon le type et la nature des préparatifs, ajouter simplement à l'ordre de mobilisation : La marche ne sera pas exécutée dans un premier temps, aurait suffi pour que la mobilisation soit simplement achevée". Il est certain, d'après tout ce que l'on peut savoir des déclarations de Moltke, que celui-ci, après avoir émis l'ordre de mobilisation, n'aurait pas fait cet ajout. Car il était d'avis que tout retard devait être préjudiciable. Cette affirmation est donc théoriquement correcte, mais sans aucune signification pratique.

Le major Muff attache beaucoup d'importance au fait qu'il existait aussi un plan pour ⁰⁹ un déploiement unique à l'Est. Il convient de poser deux questions à ce sujet. Premièrement, pourquoi von Moltke ne comptait-il pas avec ce plan au moment de la décision ? Le major Muff répondra qu'il considérait l'opinion des politiciens comme une absurdité, à savoir que l'Ouest resterait neutre. Dans ce cas, il ne pouvait tout de même pas dire à l'empereur que si l'on se déployait à l'Est, on n'aurait pas une armée puissante, mais un tas d'hommes armés et non nourris. Et deuxièmement : s'il a dit cela --- et il l'a dit -, pourquoi ne lui a-t-on pas répondu ? Nous avons quand même aussi le plan de déploiement pour l'Est seulement ? Il n'est absolument pas nécessaire de douter que le major Muff parle à juste titre d'un tel plan de déploiement sur le papier ; mais Moltke ne l'a manifestement pas considéré comme réalisable pour des raisons de technique militaire au moment où la décision devait être prise par lui. Le major Muff dit aussi : "Steiner veut sans aucun doute maintenir son bouclier sur la ¹⁰ mémoire de Moltke. Mais en réalité, il lui attribue une énorme responsabilité lorsqu'il affirme que c'est à cause du plan de déploiement rigide du chef d'état-major général que la décision de déclencher la guerre tomba". Premièrement, je n'ai, de mon propre chef, rien "affirmé" du tout, mais simplement reproduit fidèlement les propres déclarations de Moltke. Deuxièmement, il ressort clairement de cette retranscription que, d'après le texte de l'interview, la décision finale a été prise de la manière suivante : "A 11 heures, on le sonne (Moltke) ...Il se rend immédiatement au château. Guillaume II ... dit : "Tout a changé. Le roi d'Angleterre vient de déclarer dans un nouveau télégramme qu'il avait été mal compris et qu'il ne prenait aucun engagement ni en son nom ni en celui de la France. Il conclut en disant : "Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez".

J'ai déjà parlé dans le numéro 17 de cet hebdomadaire de ce qui se rapporte au pas - ¹¹



sage par la Hollande. En ce qui concerne la bataille de la Marne, les phrases de l'interview reposent sur des communications de von Moltke ; ce que dit le major Muff repose en grande partie sur des conclusions, mais qui ne touchent pas du tout à l'essentiel de l'interview. Car celui-ci réside dans l'accent mis sur la "psychologie" du déroulement de la guerre au moment de la bataille de la Marne. J'en ai parlé parce que, comme le fait à nouveau le major Muff, il est affirmé que "le chef de l'état-major général, dont la direction manquait de poigne, était plus coupable que le chef de la première armée". Face à cette affirmation, la déclaration de Moltke entre justement en ligne de compte sur le plan psychologique. - Si l'on se confrontait à l'interview du "Matin" sans préjugés, on verrait ce que l'on peut tirer des déclarations de Moltke pour disculper l'Allemagne. En France, on ne se moque pas du tout de ces propos, mais on cherche pour l'instant à en discuter le moins possible. Car la bonne discussion conduit justement à des choses que l'on ne veut pas encore entendre. En Allemagne, on devrait mener cette discussion autrement que ce n'est le cas. Nous aurons l'occasion d'en parler plus en détail dans cet hebdomadaire.

DIVERS

Appel au peuple allemand et au monde de la culture (*mars 1919*) [428]

FG v.01 10/06/2019

Sûrement que le peuple allemand croyait sa construction d'empire, commencée il y a ⁰¹ un demi siècle, décidée pour des temps non limités. En août 1914 il pensa que la catastrophe guerrière, au début de laquelle il se voyait placé, établirait cette construction comme invincible. Aujourd'hui on peut seulement jeter un coup d'œil sur les ruines de cette dernière. La connaissance de soi doit pénétrer après de tels événements. Car cet événement a manifesté l'opinion d'un demi-siècle, en particulier les pensées régnantes des années de guerre, comme une erreur agissant tragiquement. Où reposent les raisons de cette erreur fatale ? Cette question doit propulser de la connaissance de soi dans les âmes des membres du peuple allemand. Si maintenant la force pour une telle connaissance de soi est disponible, de cela dépend la possibilité de vie du peuple allemand. Cet avenir dépend de s'il parvient à se poser la question de manière sérieuse : comment suis-je tombé dans mon erreur? -S'il se pose cette question aujourd'hui, alors l'éclairera la connaissance qu'il a fondé un empire voici un demi siècle, cependant omit de placer cet empire sur la tache jaillissant du contenu de l'essence/l'être de la peuplitude/condition de peuple allemande. - L'empire fut fondé. Dans les premiers temps de son existence on s'efforçait d'amener en ordre ses possibilités de vie intérieures d'après les exigences qui se montraient d'années en année par les vieilles traditions et les nouveaux besoins. Plus tard on passa à fortifier/consolider et agrandir les positions extérieures de pouvoir qui se fondaient dans des forces matérielles. Avec cela on relia des mesures en rapport aux exigences sociales nées des temps nouveaux, qui d'ailleurs portaient maintes additions, de ce que le temps indiquait comme nécessitées, mais auxquelles cependant manquait un grand but, comme cela aurait dû se donner d'une connaissance des forces d'évolution, auxquelles l'humanité récente doit se tourner. Ainsi l'empire était placé dans le pendant/contexte du monde sans objectif essentiel justifié. Le déroulement de la catastrophe guerrière a manifesté cela de triste manière. Jusque au déclenchement de celle-ci, le monde extra allemand n'avais rien pu voir dans l'attitude de l'Empire qui



aurait pu lui éveiller l'opinion : les administrateurs de cet empire remplissent une mission d'histoire mondiale, qui n'a pas la permission d'être balayée. Le non-trouver cette mission pour ces administrateurs a nécessairement produit l'opinion dans le monde extra allemand qui, pour les vraiment sensés, est la plus profonde raison de l'effondrement allemand.

Pour le peuple allemand, incommensurablement beaucoup est maintenant dépendant de son jugement non prévenu de la situation. Dans le malheur devrait émerger la raison qui n'a pas voulu se montrer dans les dernières cinquante années. A la place de la petite pensée sur les exigences toutes proches du présent devrait maintenant entrer un grand train de façon de voir la vie, lequel aspire à connaître les forces d'évolution de l'humanité récente avec de fortes pensées, et se vouer à elles avec un courageux vouloir. Le mesquin besoin/la mesquine poussée devrait cesser qui rend inoffensif comme idéalistes non pratiques tous ceux qui orientent leur coup d'œil sur ces forces d'évolution. Devrait aussi cesser la prétention et l'arrogance de ceux qui se croient comme praticiens, et qui par leur sens étroit masqué comme praxis ont quand même introduit le malheur. Devrait être considéré ce que ceux décriés comme idéalistes, mais en vérité véritables praticiens, ont à dire sur les besoins d'évolution des temps nouveaux.

Les « praticiens » de toutes les directions voyaient d'ailleurs la montée de toutes nouvelles exigences de l'humanité depuis longtemps. Mais ils voulaient satisfaire à ces exigences à l'intérieur du cadre d'habitudes de pensées et d'institutions délivrées anciennement. La vie de l'économie des temps récents a produit les exigences. Leur satisfaction sur les chemins de l'initiative privée semblait impossible. Le transfert du travailler privé dans le sociétal s'imposait comme nécessaire sur des domaines particuliers à une classe d'humains; et elle fut réalisée là où cela semblait fructueux à cette classe d'humains d'après sa façon de voir la vie. Le transfert radical de tout travail particulier/individuel dans le sociétal était le but d'une autre classe, qui par l'évolution de la nouvelle vie de l'économie n'a pas d'intérêt au maintien des buts privés transmis.

A tous les efforts, qui jusqu'à présent sont apparus en considération des récentes exigences de l'humanité, repose un commun à la base. Ils pressent à une sociétalisation du privé et comptent en cela sur la prise de contrôle des dernières par les communautés (état, communes), qui proviennent de conditions préalables qui n'ont rien à faire avec les nouvelles exigences. Mais aussi, on compte avec de récentes communautés (par ex. des coopératives), qui ne sont pas apparues pleinement de ces nouvelles exigences, mais qui sont formées d'après les vieilles formes à partir d'habitudes de penser transmises.

La vérité est, qu'aucune communauté formée au sens de ces vieilles habitudes de penser ne peut accueillir ce qu'on veut savoir accueilli par elles. Les forces du temps pressent vers la connaissance d'une structure sociale de l'humanité, qui saisit tout autre chose des yeux, que ce qui sera saisi couramment des yeux aujourd'hui. Les communautés sociales se sont formées, jusqu'à présent pour grande partie, des instincts sociaux de l'humanité. Pénétrer avec une pleine conscience leurs forces sera la tâche du temps.

L'organisme social est articulé/membré comme le naturel. Et comme l'organisme naturel doit soigner la pensée par la tête et non par les poumons, ainsi est nécessaire dans l'organisme social, l'articulation/le membrement en systèmes, dont aucun ne



peut assumer la tâche de l'autre, chacun doit œuvrer avec l'autre, mais sous préservation de son indépendance.

La vie économique peut seulement prospérer, quand elle se forme comme membre ⁰⁷ autonome de l'organisme social d'après ses propres forces et lois, et quand cela n'apporte pas de désarroi dans sa structure qu'elle se laisse aspirer/sucer par un autre membre de l'organisme social, l'actif politiquement. Ce membre actif politiquement doit beaucoup plus exister à côté de l'économique en pleine autonomie/indépendance, comme dans l'organisme naturel le système respiratoire près du système-tête. Leur collaboration salubre ne peut être atteinte par ce que les deux membres seront soignés à partir d'un seul organe législatif et administratif, mais que chacun a sa propre législation et administration, qui collaborent de manière vivante. Car le système politique doit détruire l'économie, quand il veut s'en charger ; et le système économique perd ses forces de vie, quand il veut devenir politique.

A ces deux membres de l'organisme social doit en pleine indépendance et à partir de ⁰⁸ ses propre possibilités de vie se présenter un troisième : que la production spirituelle, à laquelle appartient aussi la part spirituelle des deux autres domaines, qui devra leur être délivré avec une régulation propre et une administration à la mesure des lois du troisième membre, mais qui ne pourra être administré par eux et influencé autrement que s'influencent mutuellement des organismes-membres existant les uns à côté des autres.

On peut déjà fonder et construire aujourd'hui ici, pleinement scientifiquement, sur ⁰⁹ les nécessités de l'organisme social dans toutes ses particularités. Dans ces explications pourront seulement être présentées les lignes directrices, pour tous ceux qui veulent suivre ces nécessités.

La fondation allemande d'empire tomba en un temps, dans lequel ces nécessités s'ap- ¹⁰ prochèrent de la récente humanité. Son administration n'a pas compris placer une tâche à l'Empire par le coup d'œil sur cette nécessité. Ce coup d'œil n'aurait pas seulement donné la structure intérieure correcte ; il aurait aussi prêté une direction justifiée à sa politique extérieure. Avec une telle politique l'empire allemand aurait pu vivre ensemble avec les peuples extra-allemands.

Du malheur devrait murir maintenant la raison. On devrait développer la volonté ¹¹ pour l'organisme social possible. Ce n'est pas une Allemagne, qui n'est plus là, qui devrait aller à la rencontre du monde extérieur, mais un système spirituel, politique et économique en ses représentants devrait vouloir traiter comme délégations autonomes avec ceux par qui l'Allemagne est jetée à terre, qui par le désarroi des trois systèmes s'est fait une structure sociale impossible.

On entend en esprit les praticiens, lesquels se répandent sur la complexité de ce qui ¹² est dit ici, qui trouvent malcommode de penser aussi seulement sur la collaboration de trois collectivités, parce qu'ils n'aiment pas savoir des véritables exigences de la vie, mais veulent tout former d'après les exigences de leur pensée. A eux doit devenir clair : soit on se résoudra à se soumettre avec sa pensée aux exigences de la réalité, ou on n'aura rien appris des malheurs, mais multipliera le transmis par ce qui continuera à apparaître dans l'illimité.

L'auteur de l'appel : DR. RUDOLF STEINER

Le comité : PROF. DR. W. Y. BLUME, KOMMERZIENRAT E. MOLT, DR. ING. C. UNGER
FEDERATION POUR LA TRIARTICULATION DE L'ORGANISME SOCIAL

Endroit d'activité Stuttgart, Champignystraße 17



I. Définition :

01

1) On doit considérer comme l'essence de la socialisation de l'économie le fait que l'organisation de la production et des ventes soit réglée dans le sens des lois économiques qui se trouvent en elles-mêmes et qu'aucun "droit" ni pouvoir n'intervienne dans l'organisme économique ainsi créé. Tous les "droits" sont exercés par l'organisme politique se tenant égal à l'organisation économique et fondé sur l'égalité de tous les humains devant la loi. Toutes les prestations spirituelles, y compris les idées techniques, doivent être placées sous la gestion libre et individuelle d'un troisième organisme spirituel existant comme égal.

2) Les représentants de l'organisme économique sont les élus/choisis des associations créées sur la base de la répartition/l'articulation des professions et du partage/de la division du travail. Les représentants de l'organisation politique peuvent être des élus au suffrage universel et égal (secret). Les représentants de l'organisation spirituelle sont les personnalités placées par les circonstances à la tête des différentes branches de l'esprit. Des délégations, élues/choisies parmi les représentants de chacune d'elles, servent à relier les trois corps. (Les trois corporations se trouvent côte à côte comme trois États relativement indépendants qui règlent leurs affaires communes par l'intermédiaire d'émissaires).

II. Mise en œuvre pratique :

04

3) Le passage des branches économiques de l'état actuel à l'état futur doit se faire en tenant compte de l'état économique actuel, de telle sorte que tous les facteurs (employeurs et travailleurs sous toutes leurs formes) participent à la réorganisation fondamentale (constitutive) et que l'on établisse sur une base opportuniste l'organisme économique actuellement possible.

4) Le nouvel ordre économique ainsi recherché ne doit en aucun cas conduire à une interruption de la consommation par rupture de la continuité économique.

5) Tout ce qui intervient dans l'organisme économique en tant que loi égale pour tous les humains (comme la prévention des accidents, les dommages causés par l'usure et ainsi de suite) est soumis aux pouvoirs de l'organisation politique. Les impôts généraux doivent être des impôts sur les dépenses (ce qui ne doit en aucun cas être confondu avec des impôts indirects). Les recettes en tant que telles ne sont pas soumises à l'impôt ; elles le deviennent au moment où la collectivité y trouve un intérêt, c'est-à-dire lorsqu'elles sont transférées dans la circulation.

III Les secteurs économiques :

08

Les secteurs économiques les plus nécessaires, auxquels le point 3 devrait être immédiatement appliqué, sont les suivants :

1. les mines

10

2. le fer

3. l'électricité

4. les forces hydrauliques et leur sol

5. l'approvisionnement en gaz et en eau

6. la navigation aérienne

7. les tramways ; toutes sortes de voies

8. les canalisations et la navigation sur canal

9. l'industrie chimique



10. la culture et l'exploitation des céréales
11. l'industrie sucrière, les eaux-de-vie, etc.
12. l'industrie du tabac
13. tout ce qui concerne l'élaboration du foncier (par contre, les rapports de propriété du foncier appartiennent à la corporation politique)
14. les assurances
15. les institutions monétaires

IV.

11

La paix doit être conclue de telle sorte que, du côté allemand, des représentants des 12
trois corporations traitent avec l'étranger avec des mandats indépendants émanant
de leur corporation. Une socialisation unilatérale selon d'autres points de vue que
ceux mentionnés est impraticable pour l'Allemagne, même pour des raisons de poli-
tique extérieure. En revanche, il est tout à fait possible de fonder la politique étran-
gère sur la création des trois collectivités.

La voie de "l'organisation sociale triarticulée" (*tract, printemps 1919*). [437]

L'appel à un nouveau façonnement de la vie en commun sociale et de la collaboration 01
des humains traverse le monde. Les conditions de vie économiques, juridico-poli-
tiques et spirituelles qui prévalaient au début du vingtième siècle ont conduit à la ca-
tastrophe mondiale terrifiante de cette époque. Un système économique antisocial,
une vie juridico-politique incapable de surmonter les différences de classe (opposi-
tions)* perçues comme injustes par la conscience de la grande majorité de l'humani-
té actuelle, une culture de l'esprit qui, malgré ses "progrès", s'est révélée incapable
d'être un guide pour sortir d'une vie de l'économie antisociale et d'états reposant
sur les différences de classe (*oppositions*) : ils doivent faire place à un nouveau.

* Les parenthèses sont des corrections pour une deuxième édition. Voir les notes.

Même si, par socialisation (*les nouveaux rapports sociaux*), l'un entend aujourd'hui en- 02
core ceci, l'autre cela, tous ceux qui ne veulent pas vivre notre époque en étant spiri-
tuellement aveugles pourraient être d'accord sur le fait que, par la socialisation
(*transformation sociale*), tous ceux qui, jusqu'à présent, se voyaient imposer ces rapports
par le pouvoir de classes (*puissances étrangères*) qui leur étaient spirituellement, juridi-
quement ou économiquement supérieures/sur-ordonnées, doivent être appelés à or-
ganiser eux-mêmes leurs rapports sociaux. Les luttes de classes (*luttés de partis et luttés
de classes*) ne peuvent disparaître qu'avec la fin des oppositions de classes (*forces*) spi-
rituelles, juridiques et économiques (*qui s'opposent*).

Le mouvement du prolétariat montre que c'est l'appel du temps, mais l'évolution his- 03
torique elle-même, bien comprise, le montre.

Le but est ressenti.

04

L'impulsion vers l'organisme social triarticulé veut montrer le chemin.

05

Cette impulsion exige l'autonomie complète de la vie de l'esprit, y compris du sys- 06
tème d'éducation et d'enseignement. Il voit les causes de l'incapacité spirituelle de
notre époque dans l'absorption/la succion de la culture de l'esprit par l'État. Il exige
l'autogestion complète de cette culture à partir de points de vue purement objectifs
et humains généraux. Il sera éduqué correctement que lorsque à la question : com-
ment éduque-t-on tous les humains à de véritables humains capables de vivre, per-
sonne n'aura à se mêler que ceux qui peuvent en juger à partir des profondeurs de la
nature humaine elle-même.



Cette impulsion exige la limitation de la vie de l'État à toutes les conditions de vie ⁰⁷ pour lesquelles tous les hommes sont égaux les uns devant les autres. Sur ce terrain, il faut avant tout obtenir, de manière strictement démocratique et en transformant les rapports actuels de propriété et de travail forcé du capitalisme privé (*les "droits" construits sur des rapports de propriété, de classe et autres*), un tel droit humain universel qui oppose le travailleur (*chaque humain*), en tant que personnalité entièrement libre, au chef de travail (*l'autre*), (qui n'est plus qu'un travailleur spirituel).

Cette impulsion exige une vie de l'économie dans laquelle l'ouvrier aborde le direc- ⁰⁸ teur du travail de telle sorte qu'un rapport social libre puisse s'établir entre eux par contrat en ce qui concerne les prestations, de sorte que le rapport salarial disparaisse complètement. Pour cela, la socialisation complète de la vie de l'économie (*une vie sociale axée sur une véritable collaboration*) est nécessaire. Seule la participation appropriée de tous les humains aux coopératives correspondantes, qui naissent des professions d'un côté et des besoins des consommateurs et des producteurs de l'autre, peut donner naissance à une régulation de la valeur des biens qui assure à tous les humains une existence digne. Une telle régulation de la valeur des biens ne peut que réaliser le principe selon lequel il ne faut pas produire pour profiter, mais seulement pour consommer (*conformément aux conditions sociales générales*). Elle est seulement possible que si, après avoir détaché la vie spirituelle et étatique de l'économie, on n'a affaire à rien d'autre qu'à la production, la distribution et la consommation des biens. Tout intérêt pour une simple valorisation (de l'argent ou du capital) non objective, tout système salarial construit sur des intérêts économiques concurrents et agissant à partir de ceux-ci, empêche une formation correcte des prix des biens et donc une répartition juste des biens.

Dans tous les détails de la vie sociale, l'impulsion après l'organisme social triarticulé ⁰⁹ veut :

1. le développement de l'humain dans toutes ses facultés par la vie de l'esprit auto- ¹⁰ nome ;
2. l'établissement des droits de l'humain par l'exclusion du terrain juridique de tous les intérêts qui ne sont pas ceux de l'humain en général ;
3. la répartition équitable des biens dans un rapport correct de formation de la valeur des biens (marchandises) par la transformation du système actuel de capital et de salaire.

Le peuple allemand peut seulement espérer s'intégrer/s'articuler dans les rapports ¹¹ internationaux s'il élimine les entraves dans sa vie de l'économie, de droit et de l'esprit, dues à leur fusion inorganique dans le système étatique actuel, par la triarticulation organique de l'organisme social. Ainsi, le libre développement de chacun des trois membres et l'unité supérieure qui en résultera permettront la plus haute productivité économique compatible avec l'humain sain de corps et d'esprit, la véritable satisfaction d'un authentique sentiment populaire de justice et la révélation universelle des forces disposées dans l'esprit allemand.

Sur l'opportunité des conseils d'entreprises (juillet 1919). [441]

Ces derniers temps, la tendance s'affirme que la création de Conseils d'entreprise, ⁰¹ envisagée et en partie déjà réalisée par la Fédération pour la triarticulation de l'organisme social, doit être reprise et mise en œuvre par les partis, avec regroupement de ceux-ci en un corps de conseils d'entreprise. Mais, il en résulterait tout de suite ce



que la Fédération souhaite éviter à tout prix si l'idée de la triarticulation doit s'avérer salubre, à savoir une mise en œuvre seulement partielle de la triarticulation. Ce que l'on veut avec la triarticulation dans son ensemble, si une partie en était coupée par un parti à des fins particulières, ne pourrait que créer de nouveaux maux et de nouvelles destructions. La Fédération se voit obligée de mettre en garde contre un tel étranglement par les partis. Elle s'adresse à nouveau au public avec la déclaration ci-dessous et proteste contre l'utilisation abusive de l'idée de la triarticulation pour des expériences de parti destructrices.

Déclaration

02

L'Alliance pour la triarticulation de l'organisme social s'est inspirée de l'appel du Dr⁰³ Steiner "Au peuple allemand et au monde de la culture" et défend les points de vue exposés dans le livre du Dr Steiner "Les points essentiels de la question sociale". Il considère que le seul moyen de sortir de l'extraordinaire situation actuelle, caractérisée par la conclusion de la paix, est de mettre en œuvre immédiatement ses revendications, qu'il résume encore une fois comme suit :

- 1) Autonomie totale de la vie de l'esprit, y compris le système d'éducation et d'ensei-⁰⁴gnement.
- 2) limitation de la vie de l'État à toutes les conditions de vie pour lesquelles tous les⁰⁵ humains sont égaux les uns devant les autres.
- 3) Régulation des rapports salariaux et de possession transformés par l'État de droit,⁰⁶ avec détachement total de ceux-ci de la vie de l'économie, de sorte que celle-ci n'ait rien à voir avec autre chose que la production, la distribution et la consommation de biens.

La Fédération pour la triarticulation de l'organisme social considère que son objectif⁰⁷ est atteint lorsque l'État libère de sa sphère de pouvoir, d'un côté, la vie spirituelle et, de l'autre, la vie de l'économie. - Dans le domaine de la vie de l'économie, la Fédération s'est engagée en faveur des conseils d'entreprise, afin que ceux-ci, réunis en un corps de conseils d'entreprise, puissent entreprendre les premiers pas pratiques vers une socialisation raisonnable. Parallèlement, le renouvellement de la vie de l'esprit doit être entrepris immédiatement par la création d'un conseil culturel.

La Fédération doit donc absolument s'en tenir à l'idée qu'il ne faut pas chercher à dé-⁰⁸tacher unilatéralement la vie de l'économie de l'État, mais qu'en même temps que ce détachement, doit survenir le positionnement de la vie de l'esprit sur elle-même.

La Fédération compte parmi ses membres des personnes de toutes les professions, de⁰⁹ tous les milieux et de tous les partis, et elle considère les idées exprimées par son nom comme une voie vers l'union réelle de tous les humains qui, avec de la bonne volonté, veulent faire sortir notre peuple de sa détresse la plus profonde et le conduire vers un avenir possible. Là où tous les programmes des partis ont échoué en cette période tragique, ce sont nos exigences qui traceront les nouvelles voies en politique intérieure et extérieure. Les porteurs de l'idée de l'organisme social triarticulé refusent catégoriquement d'être placés avec cette idée sur le sol d'un parti quelconque. Ils ne s'identifieront jamais à l'un des programmes actuels de parti. Leur objectif est de s'adresser à des humains et jamais à des membres de parti en tant que tels.

La Fédération ne peut assumer aucune responsabilité pour tout mouvement, de¹⁰ quelque côté qu'il vienne, qui se place par ses moyens ou ses objectifs en dehors de cette triarticulation ; en particulier, elle ne voit dans une action unilatérale dans le



domaine de l'économie ou de la politique, sans le but de la triarticulation, qu'une source de multiplication illimitée des malheurs.

A la dernière heure, nous attendons des cercles appelés qu'ils se confrontent à nos aspirations avant qu'il ne soit trop tard.

Fédération pour la triarticulation de l'organisme social, Champignystraße 17

12

Sur la "triarticulation de l'organisme social" (août 1919). [444]

Une réplique du Dr Rudolf Steiner

Le professeur v. Heck est d'avis que les conditions sociétales que je promets comme 01 succès final de mes propositions "résoudraient de façon heureuse" la question sociale, mais que la mise en œuvre de mes propositions n'aurait pas les effets escomptés, et même que cette mise en œuvre, si elle était possible, "ne favoriserait pas le bien commun, mais porterait préjudice" en particulier aux ouvriers. - On ne peut guère porter un jugement plus accablant sur un effort qui poursuit des objectifs tels que les miens, la triarticulation de l'organisme social. Car face à ces objectifs, il est bien entendu tout à fait inutile de faire le rêve d'une solution heureuse de la question sociale et de faire ensuite des propositions irréalisables pour parvenir à cette solution. Presque toutes les prétendues "solutions à la question sociale" souffrent de ce défaut. Au moment où je serais contraint de reconnaître qu'une évaluation comme celle du professeur von Heck serait justifiée, je considérerais sans autre mes idées comme réfutées. Et je ne trouverais vraiment pas honteux de faire cette confession publiquement. Car la "question sociale" est d'une part une question si vaste et si difficile, et d'autre part quelque chose de si contraignant, que le retrait d'une tentative ratée ne peut avoir rien de honteux. Le professeur von Heck peut donc croire que je peux répondre à son exposé en toute objectivité.

Mais il se méprend déjà sur le point de vue sous lequel il considère mes efforts. Je 02 suis conscient que je n'ai pas du tout l'intention de "résoudre" la question sociale "de manière heureuse". Je ne pense pas que quelqu'un qui connaît la psychologie de l'individu et des masses puisse aspirer à un tel "succès final". Mes présupposés sont tout autres. Je crois reconnaître que l'humanité, dans son évolution historique, est actuellement arrivée à un point qui exige la triarticulation de l'organisme social à partir de l'essence de l'être humain actuel. Si l'on répond à cette exigence, on pourra maîtriser l'inquiétude élémentaire qui s'est emparée des humains. Si l'on n'y répond pas, cette agitation devra conduire à l'autodestruction de notre culture. Ce n'est pas parce que je veux fantasmer sur un but final que je parle de la triarticulation ; mais parce que je crois reconnaître les causes qui exigent cette triarticulation dans l'état actuel de l'humanité. C'est pourquoi je n'ai pas ajouté de "propositions" à un but final rêvé ; mais pour moi, ces propositions sont le résultat d'observations que je pense avoir faites pendant des décennies sur l'évolution sociale de l'humanité. Le chemin par lequel je suis parvenu à ces observations est pour moi la preuve que mes "propositions" n'ont rien d'utopique. Mais il me permet aussi de comprendre comment tant de gens en viennent à considérer la triarticulation comme obscure et irréalisable. De tels humains prétendent penser de manière pratique. Mais ils sont empêtrés dans des présupposés théoriques qu'ils considèrent comme pratiques. Ils ont formé ces théories en fonction de ce qui a été considéré comme pratique pendant un certain temps. Si ce "pratique", par son propre développement, rend nécessaire une transformation, ils trouvent alors le nouveau à former "non pratique", parce qu'il contredit leurs



idées habituelles. C'est précisément parmi les prétendus "praticiens" que l'on trouve de tels théoriciens. Il me semble que la triarticulation de l'organisme social ne sera jugée correctement que par celui qui ne prétend pas seulement savoir ce qui a été pratique "jusqu'à présent", mais qui a un instinct sain pour ce qui peut s'avérer pratique dans son évolution "future".

Si le professeur von Heck méconnaît déjà les présupposés de mes "propositions",⁰³ cette méconnaissance devient de plus en plus complète au fur et à mesure que l'on suit mon exposé, car il ne reproduit pas et ne combat pas mes conceptions en tant que telles, mais les remplace presque point par point par d'autres et "réfute" ensuite ces autres. Je voudrais dire qu'il se fait sa propre triarticulation, qui n'a pas grand-chose à voir avec la mienne. Je dois avouer que je ne combattrais pas moins cette triarticulation, si elle m'était opposée, que le professeur von Heck ne la combat. Je suis tout à fait d'accord avec lui sur ce jugement.

Mais je demande : ai-je vraiment donné lieu à une conception de la triarticulation⁰⁴ telle que, de manière tout à fait extérieure, trois parlements, tels que les présente le professeur v. Heck, doivent remplacer le parlement d'État unique ? Ai-je jamais dit ou fait imprimer quelque chose qui équivaut au monstre "trois États sur le même territoire" ? Mon idée de la triarticulation exige que les affaires de la culture spirituelle, d'un côté, et celles de la vie de l'économie, de l'autre, ne soient pas gérées par une telle représentation populaire, qui s'apparente à ce que l'on considère jusqu'à présent comme un "parlement". L'administration de la culture spirituelle doit résulter des mêmes fondements que ceux à partir desquels se déploie la vie de l'esprit elle-même. Les personnalités qui participent activement à la vie de l'esprit doivent faire partie de cette administration, elles doivent y faire valoir les mêmes impulsions que celles qui agissent dans la production spirituelle. Et je crois reconnaître qu'une telle administration n'est possible que si les administrateurs ne siègent pas au sein de l'administration de l'État, ou ne sont pas appelés du domaine de l'esprit dans le domaine de l'État ; mais que la vie de l'esprit est placée sur un terrain indépendant de "l'État". Enfin, dans l'État, tout ce qui est créé par lui doit être l'émanation du jugement sain de tout humain responsable. Car l'État aspire à une organisation démocratique. Dans la vie de l'esprit, seul le jugement expert peut décider. Il me semble impossible que, si l'État continue à se démocratiser, ce jugement expert puisse se retrouver dans son cadre. Je crois que seul celui qui est enclin à retirer de la démocratie ce qui ne peut pas y prospérer peut sincèrement vouloir la démocratisation. Je pourrais m'imaginer qu'une discussion fructueuse pourrait s'engager dans ce domaine si ce qui entre en ligne de compte se résumait à la question suivante : l'administration de la vie de l'esprit (avant tout le système d'enseignement) peut-elle prendre une forme simplement adaptée aux exigences de cette vie, si l'État démocratique exerce une domination sur un point quelconque de cette administration ?

Mon expérience m'oblige à répondre par la négative à cette question. Je crois⁰⁵ connaître les raisons qui mènent à la réponse affirmative. Mais elles ne me semblent pas 'valables'. Si cette opinion est fondée, les jugements que le professeur von Heck émet du point de vue de la garantie économique de la vie spirituelle et de l'obligation scolaire devraient être placés sur un tout autre terrain que le sien. Je crois avoir fait allusion à ce terrain aux pages 88 et suivantes de mon ouvrage "Les points fondamentaux de la question sociale (Die Kernpunkte der sozialen Frage)". Si ce qui y est suggéré est mis en pratique de manière appropriée, il en résulte des institutions qui as-



surent la base économique de la vie de l'esprit et qui préservent aussi de la "tentation" de "ne pas envoyer les enfants à l'école, mais de les utiliser pour gagner leur vie". Malgré tout ce qu'avance von Heck, on ne voit pas pourquoi le fait que "nous allons, en raison de la paix, vers une période d'appauvrissement comme aucun autre peuple n'en a connu" devrait jouer un rôle dans l'examen de ces questions. Que cette dernière phrase soit aussi vraie que possible, personne ne peut en douter. Mais pourquoi l'école ne devrait-elle pas obtenir ce qu'elle peut obtenir de cette pauvreté, si cela doit se faire par d'autres moyens que ceux utilisés jusqu'à présent, c'est ce qu'on ne peut tout de même pas envisager.

Ce que le professeur von Heck avance contre la séparation/la désarticulation de la ⁰⁶ vie économique de l'État proprement dit n'est pas moins imprégné de malentendus. Selon lui, "la séparation totale des questions juridiques et des questions économiques, exigée par Steiner, n'est absolument pas possible". D'où ressort-il que je "demande" une "séparation totale" dont il est question ici ? Ce que je considère comme nécessaire, c'est ceci : toutes les affaires juridiques doivent être ordonnées par le parlement démocratique ; et l'économie doit être gérée par des associations qui résultent des professions, des intérêts de production, de transport et de consommation. Grâce à cette articulation, la vie économique sera déterminée uniquement par les décisions prises par les personnalités expérimentées dans les différentes branches économiques et par les crédits dont jouissent les humains gestionnaires du fait de leur appartenance à une branche économique. Les "lois naturelles de la vie de l'économie" obligeront à tenir compte des intérêts démocratiques. Les intentions électorales, qui pourraient tout au plus jouer un rôle pendant la période de transition, doivent être remplacées par la délégation démocratique des personnes compétentes dans le sens des deux conditions d'une économie saine. La démocratie et le parlementarisme seront reconnus dans leurs conséquences néfastes pour la vie de l'économie lorsque cette vie ne sera plus voilée dans sa spécificité par la législation de l'État qui s'étend sur elle, mais lorsqu'elle sera placée dans son autogestion sur une base associative. Le professeur von Heck estime que "le droit donne les formes de l'économie et ne peut être ordonné que par un pouvoir qui a une vue d'ensemble de la vie de l'économie". Cette phrase n'est toutefois correcte qu'aussi longtemps que la vie de l'économie et la vie de droit sont fusionnées. Si la vie de l'économie est laissée à sa propre gestion, c'est-à-dire si elle s'épuise dans l'administration de la production, de la circulation et de la consommation des marchandises (avec l'importation et l'exportation), alors les relations juridiques des personnes exerçant une activité économique restent justement désordonnées par ce circuit économique. Et celles-ci sont réglées sur le sol de l'État, en dehors du circuit économique. Les rapports juridiques ne seront alors pas l'expression des formes économiques, mais d'un côté par leur base, de la même manière que les conditions naturelles (géographiques, climatiques, etc.) sont la base de l'économie. - Celui qui croit en un axiome selon lequel les formes juridiques doivent être l'expression des formes économiques doit avoir du mal à se retrouver dans l'émancipation du droit par rapport à l'économie. Mais celui qui comprend que cet "axiome" est en contradiction avec la conscience actuelle de l'humanité, tentera de surmonter sa croyance en cet axiome. L'humain contemporain ne peut pas supporter de vivre en tant que sujet de droit sous la contrainte des formes économiques. Se fermer à cette réalité et adhérer à l'idée que "le droit donne les formes de l'économie" ne signifie guère autre chose que de décl-



rer chimérique le travail sur un maillon/membre important de la question sociale dans le présent. Mais on ne devrait le faire que si la séparation/désarticulation de la vie de droit de la vie de l'économie devait être étayée par des raisons plus importantes que celles avancées par le professeur von Heck.

On se méprend sur la structure que l'organisme social doit recevoir par la triarticulation si, comme le fait le professeur von Heck, on émet l'objection suivante : "Steiner aussi, si l'on y regarde de plus près, laisse au parlement de droit trois questions très importantes sur le plan économique. Il lui laisse les questions fiscales, la création du droit ouvrier et la limitation de la propriété des moyens de production, qui ne doit durer que toute la vie". Il n'est pas exact que, dans l'organisme social triarticulé, la fiscalité doive être réglée uniquement à partir du terrain du droit. Lisez à ce sujet la page 53 de mes "Points essentiels de la question sociale" : "Ce que l'État politique exige lui-même pour son maintien, sera fourni par le droit fiscal. Celui-ci se formera par une harmonisation des exigences de la conscience de droit avec celles de la vie de l'économie". En ce qui concerne le droit ouvrier, il est question qu'il ne soit pas laissé à la vie de droit en tant qu'affaire économique, mais qu'il soit retiré du circuit économique, c'est-à-dire qu'il soit dépouillé de son caractère d'affaire économique. Ce que le professeur von Heck présente comme mon point de vue sur la "restriction de la propriété des moyens de production" est aussi très inexact. Ce qui est en question n'est pas laissé au "parlement de droit", mais devient une affaire à l'organisation de laquelle participent les administrations de la vie de l'esprit et de la vie de droit.

L'exigence relative au système d'impôt peut être satisfaite dans la pratique par le fait ⁰⁹ que, formellement, l'État de droit, en tant qu'organisation de consommation, se trouve face au circuit économique, tout comme, au sein de ce circuit, une association de consommation se trouve face à une coopérative de production. C'est à l'intérieur de la vie de droit qu'a lieu la réglementation des besoins fiscaux généraux et de l'utilisation des impôts. En revanche, la répartition des créances fiscales entre les différents secteurs économiques incombe aux associations qui résultent des professions et de l'interaction entre la production et la consommation. Le professeur von Heck déclare à juste titre : "La tâche la plus lourde que nous réserve l'avenir est la répartition de l'énorme charge fiscale, jamais entendue, que la paix nous imposera... Ces impôts ne peuvent pas être levés sans les plus graves interventions dans la vie de l'économie. C'est pourquoi, même en appliquant les idées de Steiner, chaque groupe économique devrait s'assurer une représentation au sein du parlement de droit, afin de se défendre contre toute surcharge". Mais cette "tâche la plus difficile" ne pourra être résolue que par la séparation de la vie juridique de la vie économique, de telle sorte que la solution ne contredise pas la conscience de droit de groupes humains particuliers. Car si les intérêts d'un groupe économique sont représentés dans un parlement reposant sur une base démocratique, il en résultera toujours que le groupe économiquement plus puissant imposera des mesures au groupe moins puissant. Il pourra le faire par son propre pouvoir ou en acceptant des compromis. La formation d'une majorité parlementaire permet toujours de faire valoir et de repousser des intérêts de manière non objective. La situation se présente différemment lorsque l'administration de la vie de l'économie est organiquement séparée de celle de la vie de droit. Dans ce cas, il n'est pas possible de prendre sur le terrain de droit des décisions qui entraînent dans la vie de l'économie des effets préjudiciables à des groupes humains quelconques. Tout ce qui se passe dans la vie de l'économie se fonde sur des



négociations entre les associations désignées. Lors de ces négociations, l'expertise d'une association peut s'opposer à celle d'une autre, et la parlementarisation non objective et simplement démocratique peut être supprimée. Quelqu'un pourrait peut-être dire que l'objectif ainsi poursuivi pourrait aussi être réalisé si, dans le "parlement de droit", les débats principaux étaient déplacés vers les commissions et si l'on y associait des experts des différents secteurs économiques. Il me semble que ce ne serait qu'une demi-mesure. Le bien qu'elle pourrait apporter de manière limitée devrait justement montrer comment le but recherché ne peut être atteint *pleinement* que par la séparation de l'administration économique de l'organisation de droit. Le professeur von Heck ne met pas suffisamment en évidence ce que signifie dans la pratique de la vie le fait que les représentants compétents doivent négocier d'une branche économique à l'autre de telle sorte que les conditions de vie d'une branche doivent favoriser et limiter celles d'une autre, sans l'influence de décisions majoritaires non objectives. Celui qui tient compte de l'effet pratique d'une telle institution ne songera pas à dire : "Comment des scientifiques et des médecins pourraient-ils apporter une expertise particulière pour les questions ecclésiastiques, des agriculteurs, des commerçants et des artisans pour la grande industrie ?" Cette question semble sans doute juste ; mais elle ne plaide pas contre une structuration de la vie économique livrée à elle-même, mais contre la représentation des intérêts économiques et culturels dans un parlement où chacun doit participer aux décisions sur des sujets auxquels il ne comprend rien. Les négociations entre les organisations économiques par le biais de leurs représentants ne nécessitent aucunement une expertise extérieure au domaine que l'on doit représenter. Car le résultat des négociations sera déterminé objectivement par l'importance matérielle d'un domaine pour l'autre. La base d'une telle objectivité est créée par le fait que le corps administratif s'articulera autour des personnalités auxquelles sera confiée une fonction dirigeante du type de celle décrite à la page 86 des "Points essentiels de la question sociale". Les autres membres de ce corps administratif seront choisis en fonction des besoins de la gestion économique, de telle sorte que l'élection ordinaire sera remplacée par une sélection des personnalités appropriées, car la compétence se manifestera dans la répartition du travail et la conviction s'établira ainsi que le travail personnel s'épanouira le mieux si le chef le plus compétent est nommé. Les membres des corps administratifs supérieurs et d'un conseil central seront issus de la même manière des corps inférieurs. Ainsi, malgré le conseil central, l'administration globale sera construite sur une base fédérale.

Une telle structure de l'administration économique ne sera supportable pour la ¹⁰ conscience démocratique que si tout ce qui se rapporte aux rapports juridiques des personnes impliquées dans la vie économique est séparé de celle-ci et renvoyé à un parlement démocratique. Or, tout ce qui se rapporte au travail que les humains fournissent les uns pour les autres fait partie de ces rapports de droit.

Celui qui comprend mes propositions pour l'organisme social triarticulé de la ma- ¹¹ nière décrite ici, et non de la manière tout à fait mal comprise telle qu'elle apparaît dans l'exposé du professeur von Heck, ne demandera guère une réfutation des objections qui sont énumérées dans les dernières colonnes de l'article de mon critique. Car ces objections proviennent uniquement du fait que le professeur von Heck ne se réfère pas à mon exposé, mais élabore sa propre triarticulation et polémique ensuite contre celle-ci.



Dans l'article "Mein Eindruck von Dr. Steiner und seiner Dreigliederungs -Theorie" ¹² (Mon impression du Dr. Steiner et de sa théorie de la triarticulation) d'Alfred Mantz, il est dit que mon exposé ne peut représenter que quelque chose qui serait à réaliser "si les hommes étaient différents de ce qu'ils sont justement". On ne peut avoir cette opinion que tant que l'on n'est pas encore suffisamment au clair sur le sens et l'intention dans lesquels on peut développer des idées sur les institutions de l'organisme social. Il est vrai que des conditions sociales idéales ne sont possibles qu'avec des humains idéalement disposés et développés. Mais celui qui, à cause de cette vérité unilatérale, rejette les idées sur l'organisation de l'organisme social, évolue dans un cercle d'idées inquiétant. Il voudra attendre d'avoir les humains qui conviennent pour des institutions souhaitables ; mais pendant cette attente, il n'aura toujours que des humains qu'il trouvera inadéquats. Lorsque M. Mantz entrera plus précisément dans le détail de mes idées, il pourra voir que, pour les réaliser, je ne suppose aucun autres humains que ceux qui existent. Et ces humains, je les trouve en général aussi mûrs ou aussi immatures que lui. Je suppose seulement, ce que doit supposer quiconque ne veut pas sombrer dans le fatalisme, qu'il se trouve parmi les humains actuels ceux qui peuvent se convaincre de la nécessité d'une refonte de notre structure sociale. Dans l'organisme social triarticulé, je vois - comme je l'ai expliqué dans la discussion de l'essai du professeur von Hecks - ce qui répond aux exigences auxquelles l'humanité est poussée au stade actuel de son développement. Il me semble que si ces humains, qui peuvent se convaincre de la nécessité de la triarticulation, parviennent à faire le nécessaire pour la mettre en œuvre, des conditions seront créées qui donneront à de tels efforts une base qui rendra les humains différents "de ce qu'ils sont justement". Avec l'affirmation que j'esquisse une image "qui doit paraître très bonne dans le vide, mais qui serait en réalité une utopie" cela colle véritablement mal que je ne tâte donc pas du tout la réalité dans laquelle nous vivons, mais seulement à la place de l'articulation de cette réalité, dans la mesure où elle provient d'intentions, d'inclinations, d'habitudes, de jugements, etc. m'en pense placée une autre qui devrait aussi d'impulsions humaines semblables se développer.

Ce qui est écrit dans l'article "Le Dr. Steiner et le prolétariat" n'est guère exact, ¹³ comme on peut le constater en lisant mon livre "Les points essentiels de la question sociale". Celui qui veut réfuter les explications de cet écrit ne doit en tout cas pas essayer de le faire en affirmant que "le capital ne se prêterait jamais à leur réalisation". Car il devrait d'abord prouver qu'il a en vue une construction sociale pour la réalisation de laquelle on n'a pas besoin du "capital". Mais alors pourquoi aurait-on besoin de lui pour réaliser la mienne ? Quand M. Seeger dit ensuite que les institutions que je voudrais voir mises en place ne pourraient "jamais faire perdre à l'ouvrier le sentiment qu'il ne doit travailler que pour un seul entrepreneur", il faut objecter que c'est précisément à cela que tendent mes efforts pour trouver des conditions qui donnent à celui qui "travaille corporellement" le sentiment d'être un humain libre dans son travail.

Défense face à une attaque du sein de l'université (juillet 1920). [457]

Quelques mots sur l'attaque Fuchs

01

Il y a quelque temps, j'ai dit dans cet hebdomadaire que je n'avais pas de penchant ⁰² pour la polémique. Je crois l'avoir suffisamment prouvé en laissant sans réplique un nombre considérable d'attaques inouïes, qui dégénèrent le plus souvent en insultes



personnelles et féroces. Il m'a surtout semblé nécessaire de consacrer mon temps et mes forces au développement positif de l'orientation de la recherche scientifique que je veux faire valoir devant le monde par mes écrits depuis trente-cinq ans. Ce qui se trouve dans ces écrits donne à d'autres aujourd'hui, me semble-t-il, suffisamment de documentation pour assumer la défense objective et scientifique nécessaire de cette orientation de recherche. C'est à cette tâche que se sont attelées récemment des personnalités compétentes sur le plan scientifique et artistique. Ce courant de recherche donne des directives pour la question sociale devenue brûlante à notre époque. A Stuttgart, un certain nombre de personnalités, convaincues de la fécondité de ces directives sociales, ont entrepris un travail inlassable dans ce sens par le biais de la Fédération pour la triarticulation de l'organisme social. En d'autres lieux, d'autres se sont joints à eux, qui s'efforcent d'agir de manière compréhensive sur le plan scientifique et social.

Les expériences faites récemment par deux de ces défenseurs du travail, le Dr Walter Joh. Stein et le Dr Eugen Kolisko, lors de leurs conférences à Göttingen, sont décrites dans le précédent et le présent numéro de cette revue. Pour ma part, je ne peux que leur être reconnaissant, dans l'intérêt de la cause, d'avoir accepté de jouer un rôle peu enviable.

On doit malheureusement mener une défense même dans des choses qui sont mises au jour comme les affirmations du professeur Dr Fuchs à Göttingen. Tous mes écrits parlent avec une évidence absolue contre des absurdités telles que mon anthroposophie transporte spirituellement à l'époque du Moyen-Âge, pour quiconque veut lire. Pour celui qui suit la progression linéaire de mon anthroposophie à partir de ce que j'ai écrit dès les années 80 du siècle dernier, il est tout simplement ridicule de dire que je nourris mes lecteurs et mes auditeurs d'enseignements orientaux, empruntés notamment au bouddhisme du Nord.

Les preuves pour ou contre le caractère scientifique de l'anthroposophie doivent être apportées sous des angles tout à fait différents de ceux dont semble disposer le professeur Fuchs après ses déclarations jusqu'à présent, qui ne sont que des invectives. Si le professeur Fuchs déclare comme science de la nature ce qu'il pense des choses de la nature qu'il connaît, c'est son affaire privée. Je n'ai nulle part déclaré que l'anthroposophie correspondait à ce que lui et ceux qui lui ressemblent spirituellement pensent de la nature et de l'esprit. J'ai toujours essayé de prouver que les faits de la nature n'exigent pas ce que lui et les naturalistes de sa trempe pensent, mais ce qui est exigé par l'anthroposophie. C'est dans ce sens que je parle de l'accord entre la science de la nature et l'anthroposophie. Celui qui, comme le professeur Fuchs, transforme cet état de fait en son contraire et fait des déclarations injurieuses sur la base de ce contraire, dit une contre-vérité objective.

On doit exiger d'un chercheur qui veut être pris au sérieux qu'il ait le sens des faits objectifs. Celui à qui l'on présente une préparation anatomique qui plaide contre une affirmation absurde ne peut être pris au sérieux sur le plan scientifique que s'il examine d'abord la préparation et s'il veut envisager son rapport avec d'autres faits. Le professeur Fuchs apprend qu'à Stuttgart, mon certificat de baptême a été présenté contre l'affirmation stupide selon laquelle je serais juif. Il dit, comme tant d'autres qui répandent sans conscience le mensonge selon lequel je suis juif, qu'il existe aussi des juifs baptisés. Or, mon acte de baptême contient des données qui parlent tellement contre mon ascendance juive que l'affirmation de ma judéité s'avère être une



absurdité stupide. Je n'ai pas besoin de dire que je n'attache aucune importance à mon ascendance de ce point de vue. Pour moi, il s'agit simplement de dire qu'il est effrontément mensonger de faire de moi un Juif. Mais pour moi, celui qui parle ainsi de faits, comme le professeur Fuchs parle de ma prétendue judéité, même si ce n'est qu'en passant, n'est pas un scientifique. J'ai des vues plus sérieuses sur la conscience dans les manières de représentations scientifiques. Celui qui prouve dans un domaine qu'il n'a pas le sens des faits, je ne pense pas qu'il puisse l'avoir dans un autre domaine. Une anatomie qui séduirait par ses faits, comme le professeur Fuchs avec mon acte de baptême, serait pour moi dépourvue de tout caractère scientifique. Je me limite pour l'instant à ces quelques phrases. Ce que le professeur Fuchs a avancé au sujet de la priorité et d'autres choses de ce genre, je peux tranquillement en laisser le jugement à ceux qui lisent vraiment mes écrits et qui peuvent comprendre leurs questions.

Pensées directrices pour une entreprise à fonder (novembre 1920). [460]

FG v.02 - 30/12/2020

Ce qu'il faut, c'est la création d'un institut semblable à une banque qui, par ses mesures financières, serve les entreprises économiques et spirituelles, qui sont orientées dans le sens de la vision du monde orientée selon l'anthroposophie, aussi bien d'après leurs objectifs que d'après leur attitude. Celle-ci devrait être différenciée des entreprises bancaires ordinaires en ce sens qu'elle ne sert pas seulement les points de vue financiers, mais aussi les opérations réelles, qui sont soutenues par ce qui est financier. Il sera donc particulièrement important que les prêts, etc., ne viennent pas en l'état sur les chemins comme cela se passe dans le système bancaire habituel, mais selon les points de vue factuels qui viennent en considération pour une opération qui devrait être entreprise. Le banquier devrait donc avoir moins le caractère d'un prêteur que celui d'un homme d'affaires, que celle d'un commercial se tenant dans la chose, qui peut mesurer avec un sens sain de la portée d'une opération à financer, et un sens des réalités peut atteindre les aménagements pour leur exécution.

Il s'agira principalement du financement de telles entreprises qui sont appropriées pour placer la vie économique sur un terrain associatif sain et de façonner la vie spirituelle de telle sorte que des talents légitimes soient amenés dans une position où par leur talent puisse se manifester d'une façon socialement fructueuse. Ce dont il s'agit particulièrement, est que, par exemple, des entreprises seront entrées qui dans l'instant dégagent bien, pour avec leur aide porter d'autres entreprises qui en premier dans un temps ultérieur et avant tout par la semence spirituelle qui est maintenant à y verser, qui en premier peut lever après quelque temps, ne porteront des fruits économiques qu'à l'avenir, peuvent apporter des fruits économiques.

Il est nécessaire que les fonctionnaires de l'entreprise bancaire aient un aperçu de la manière dont la vision de la vie donnée par l'anthroposophie peut être transformée en une efficacité économiquement fructueuse. À cette fin, il est nécessaire d'établir un rapport strictement associatif entre les administrateurs de la banque et ceux qui, par leur efficacité idéaliste, peuvent promouvoir la compréhension pour une entreprise à placer dans la vie.

Un exemple : une personnalité a une idée qui promet une fécondité économique. Les représentants des idéaux de la vision du monde peuvent provoquer de la compréhension pour les conséquences sociales. Leur activité sera portée financièrement des



contributions à rassembler, qui doivent porter la réalisation de l'idée en même temps économiquement et techniquement.

Au point central, il doit se tenir de porter les centrales du mouvement spirituel orienté selon l'anthroposophie elle-même. Le bâtiment à Dornach, par exemple, ne peut rien porter au début, néanmoins il produira un puissant rendement/bénéfice économique dans un temps ultérieur. Il devra être provoqué de la compréhension pour ce que chacun peut aussi la promouvoir par respect sa conscience financière, quand seulement il compte/calculé avec la fécondité matérielle dans un temps plus long. 05

L'entreprise doit reposer sur la connaissance que les activités techniques, financières, etc. peuvent déployer des branches qui, certes livrent temporairement des résultats favorables pour l'entrepreneur individuel/isolé, mais qui ont un effet destructeur dans le contexte de l'ordre social. De nombreuses entreprises de la sorte la plus récente ont été orientées de cette façon. On les a fructifié, et tout de suite par leur fructification, on sapa l'ordre social. À cette sorte d'entreprise, il doit venir en vis-à-vis celles qui sont issues d'une pensée et d'un sentiment sains. Elles peuvent s'insérer dans l'ordre social de manière vraiment fructueuse. Mais elles peuvent seulement être portées par la manière sociale de penser stimulée par la science de l'esprit orientée selon l'anthroposophie. 06

Il est vrai qu'aussi une entreprise telle que celle caractérisée ici peut d'abord surmonter les possibilités sociales, techniques et financières de crise, et que les difficultés sociales lui feront face aussi longtemps que celles-ci, porteront encore à soi la véritable question du travailleur, qui provient encore la forme de l'ancien mode de production condamné aux crises. Les travailleurs associés/impliqués aux nouvelles entreprises se comporteront, par exemple, dans la différenciation de salaire comme ils se comportent envers les entreprises de l'ancien modèle. Seulement il ne faut pas sous-estimer, dans ce domaine, à quel moment une entreprise comme celle dont nous parlons ici doit avoir bientôt des conséquences sociales positives, lors d'une direction correcte. On verra cela. Et l'exemple sera convaincant. Lorsqu'une entreprise de ce type s'arrête, les travailleurs qui y sont impliqués auront déjà leurs convictions pour la remettre en marche. Car c'est seulement parce qu'on amène les travailleurs manuels et les dirigeants spirituels des entreprises par un mode de pensée qui fonctionne sur toutes les classes d'humains que peut-être travailler à l'encontre des forces de destruction sociale. 07

La condition de base est que les efforts spirituels doivent être intimement liés à tous les efforts matériels. Nous ne pouvons pas réaliser une telle orientation avec les forces dont dispose aujourd'hui le mouvement anthroposophique, car nous n'avons en son sein aucune entreprise pratique issue de ses propres forces, à l'exception de la maison d'édition anthroposophique de Berlin. Mais cela seul ne suffit pas pour donner l'exemple. Car son orientation économique n'est que l'expression extérieure de la puissance de la science de l'esprit en tant que telle. Seules les entreprises dont le contenu ne relève pas de la science de l'esprit en tant que telle, mais qui ont un contenu soutenu par le mode de pensée de la science de l'esprit, peuvent être véritablement exemplaires. Une école en tant que telle vient exemplairement en considération d'abord d'après cette direction pour premier alors quand elle est soutenue financièrement seulement par des entreprises telle que l'ensemble de leur institution est déjà issu de cercles spirituels-scientifiques. Et le bâtiment de Dornach pourra 08



seulement prouver/avérer sa signification sociale lorsque, par les personnalités qui sont liées avec lui, des entreprises auront été appelées à la vie, telles qu'elles se portent elles-mêmes, qui apportent l'entretien leur revenant aux humains qui les maintiennent, et alors laissent encore tant de surplus/reste que le déficit toujours exigé d'une entreprise spirituelle puisse être couvert. En réalité, ce déficit n'en est en vérité aucun. Car justement, par ce qu'il apparaisse, sera provoquée la fructification des entreprises matérielles.

On doit seulement prendre les choses de façon vraiment pratique. Cela ne fait pas ce- 09
lui qui demande : comment devrait-on donc, dans le sens de la science de l'esprit orientée selon l'anthroposophie, faire une entreprise financière ou économique ? C'est tout simplement absurde/c'est simplement un non-sens. Ce dont il s'agit, c'est que les pouvoirs, organisés au sein du mouvement spirituel d'orientation anthroposophique, fassent les entreprises eux-mêmes, cela signifie que des banquiers, des fabricants, etc., se rassemblent avec ce mouvement afin que le bâtiment de Dornach devienne le véritable centre d'un nouvel esprit d'entreprise. C'est pourquoi, à Dornach aussi, des "programmes" "sociaux", "techniques", etc., ne devraient pas être dressés, mais devrait être créer avec le bâtiment le centre d'une manière de travailler qui devrait devenir la manière de travailler de l'avenir.

Qui se déciderait à accorder une aide financière aux entreprises de Dornach, il devra 10
comprendre que nous en sommes déjà aussi loin que soutenir des entreprises au sens ancien du terme signifie ficher/foutre son argent dans de l'infructueux, et que veiller à son argent, signifie aujourd'hui porter des entreprises prometteuses d'avenir qui seules sont appropriées de résister aux forces dévastatrices. Les personnes myopes qui croient encore aujourd'hui que de telles choses n'ont jamais porté de fruits financiers ne se joindront certainement pas aux efforts de Dornach. Ceux qui se rattachent doivent être des gens clairvoyants, financièrement et économiquement très perspicaces, qui comprennent que continuer à s'embrouiller dans les vieilles habitudes signifie creuser une tombe sûre.

Ce sont ces humains qui, seuls, ne suivront pas les existences destructrices des 11
quatre ou cinq dernières années. Travailler avec des entreprises du style de jusqu'à présent, ne signifie rien de plus qu'épuiser les réserves financières et économiques. Car aussi les réserves de la production de matières premières et agricoles, qui tiennent le plus longtemps, seront épuisées. Leur fructification financière et économique ne repose pas sur ce qu'elles sont là, mais dans ce que le travail soit possible, par lequel elles sont affectées à l'organisme social. Mais ce travail appartient absolument aux réserves. Tout pour l'avenir dépend de ce qu'aussi pour l'entreprise individuelle/particulière, un nouvel esprit reçoive la position dirigeante.

Préface à l'annonce d'une maison d'édition (décembre 1920). [466]

Le chemin le plus court vers la corbeille à papier est aujourd'hui celui qu'empruntent 01
les envois de ce genre. On les reçoit en si grand nombre et on a si souvent constaté qu'ils ne tiennent pas leurs promesses qu'on ne peut contester à personne le droit de choisir cette voie pour se défendre contre une importunité littéraire superflue. Si, pour une raison quelconque, cette annonce d'une nouvelle maison d'édition n'est pas suivie d'effet, son lecteur comprendra - les expéditeurs l'espèrent - que cette justification est destinée à répondre à une exigence réelle des événements du temps.

La maison d'édition "Kommende Tag Verlag (Le jour qui vient)" n'a pas été fondée 02



pour répondre au besoin d'ajouter d'autres livres à la multitude de ceux qui naissent de la confusion de la vie spirituelle actuelle. Ses fondateurs partagent en fait l'opinion, déjà exprimée par Lichtenberg, selon laquelle quatre-vingt-dix-neuf pour cent des livres dont le monde est "gratifié" sont de trop.

Mais ces fondateurs voient le déclin de la vie de l'esprit contemporaine. Ils voient le déclin de la vie de l'esprit engendrer les autres catastrophes, étatiques et économiques, du présent. Et ils doivent se faire des représentations sur une vie de l'esprit ascendante, créer hors de l'État et de l'économie pour se rétablir.

C'est cette vie de l'esprit qu'ils veulent servir.

Ils aimeraient transmettre au monde des œuvres littéraires qui fournissent les idées et les lois spirituelles scientifiques qui délivrent la guérison à la vie sociale malade.

Malheureusement, seulement trop peu d'humains se font une représentation correcte de l'état malsain de notre vie de l'esprit. Ils ne pressentent pas des conséquences désastreuses pour la civilisation mondiale qui *doivent* résulter de cet état de fait. C'est pourquoi ils n'ont pas de cœur pour les efforts qui, par conviction et observation impartiale de la vie, sont orientés vers une guérison.

C'est ce que souhaite la maison d'édition "Kommende Tag Verlag".

Elle ne servira *pas* une science qui se fragmente, qui prolifère dans les livres et qui rompt de plus en plus ses liens avec la réalité. Elle veut servir un esprit scientifique qui donne de la chaleur au sang et qui jette de la lumière sur le sens de l'existence de l'humain et du monde.

Elle ne servira *pas* une mentalité artistique étrangère à la vie, à l'odeur de salon ou chargée d'oisiveté. Elle *veut* promouvoir une conception artistique du monde qui, par un véritable façonnement de la vie, fait de l'humain un co-créateur aux énigmes du monde et de l'évolution.

Elle ne servira *pas* une conception de la vie socialement destructrice, qui prêche seulement des lois morales et est sans force de pénétrer le réel. Elle *veut* collaborer à la découverte de cette base morale de la vie qui actualise une volonté pleine de force dans les idées et qui, à partir de la connaissance de la vie, donne des impulsions pour la santé de l'âme et l'enthousiasme pour l'action.

Elle ne servira *pas* des fantaisies sociales qui font du bien à l'humain lorsqu'il peut rêver de leur réalisation, ou lorsqu'il met en scène des ordres de société dépourvus de l'entité humaine et de la base naturelle, et qui, par conséquent, éveillent au malheur sociétal celui qui en rêve ou agit en rêve sous leur influence. Elle veut laisser entrer des conceptions et des motivations sociales qui sont possibles à vivre, universellement humaines, dignes de l'être-là, mais qui sont cherchées de l'entité humaine réelle, de l'observation du monde et de l'expérience vivante.

Ainsi, les Éditions du Jour qui vient aimeraient servir la vie sociale, le façonnement moral de la vie, la révélation artistique de l'existence/l'être-là, la saisie scientifique du monde.

Elle s'efforcera de ne pas tomber dans la promotion unilatérale de tel ou tel "point de vue", mais de soumettre au jugement des lecteurs de ses livres les produits de valeur intellectuelle de toutes les tendances. Ce ne sont pas les opinions sur ceci ou cela qui doivent être privilégiées selon le goût des dirigeants de la maison d'édition "Kommenden Tag Verlag", mais les ouvrages dont ces dirigeants peuvent avoir le sentiment qu'ils peuvent servir la vie de l'esprit exigée par l'époque. Un livre matérialiste, écrit avec esprit, favorisera aujourd'hui - contre la volonté de son auteur - davantage



l'édification de la vie de l'esprit qu'un recueil sans esprit de paroles dilettantes sur un "ordre mondial spirituel".

Un vouloir déterminé par ces directives doit imprégner toutes les activités de la maison d'édition "Kommenden Tag Verlag". Les nombreuses personnes qui croient encore aujourd'hui que l'on peut obtenir quelque chose par la simple "vulgarisation" de la vie de l'esprit traditionnelle, par la création de centres d'éducation populaire dans lesquels ce qui a été cultivé jusqu'à présent dans des lieux étrangers au peuple est rendu populaire : elles trouveront cette maison d'édition extrêmement superflue. Car sa fondation part de la conviction que ce qui a conduit aux phénomènes de déclin actuels à partir de cercles restreints et d'illusions de formation ne peut pas agir de manière fructueuse dans les larges cercles de la population.

La maison d'édition "Kommende Tag Verlag" est un membre de l'entreprise globale ¹⁵ "Der Kommende Tag, société par actions pour la promotion de valeurs économiques et spirituelle, Stuttgart". Les autres membres de cette entreprise ont pour mission de déployer des activités économiques susceptibles d'apporter des forces économiques saines à la vie du peuple. Ils devraient participer à la reconstruction de la vie économique dans le sens d'une économie politique/de peuple exigée par l'époque. Ils devraient aussi soutenir/porter des écoles libres, des instituts scientifiques et médicaux et d'autres activités similaires à partir d'une activité fructueuse d'économie de peuple.

C'est dans *le rattachement/l'enmembrement* à de telles entreprises que réside la caractéristique ¹⁶ de la maison d'édition "Kommenden Tag Verlag". La création spirituelle doit se situer dans tout l'environnement de la vie humaine si elle ne veut pas courir le risque de devenir un luxe de civilisation. Le spirituel et le matériel devraient se soutenir mutuellement si l'on ne veut pas que l'un s'aliène l'autre pour le malheur de l'humanité.

Le livre de Rudolf Steiner "Die Kernpunkte der sozialen Frage in den Lebensnotwendigkeiten der Gegenwart und Zukunft" (Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités vitales du présent et de l'avenir) doit être une pièce maîtresse pour l'activité initiale de la "maison d'édition du Jour qui vient". Plus de 40 000 exemplaires de ce livre ont déjà été vendus en Allemagne et il a été traduit dans presque toutes les langues de culture. Il contient, à partir d'une observation de pratique de la vie des conditions spirituelles, sociales et étatiques de l'existence humaine, la justification d'un tel vouloir, tel qu'il donne l'orientation de la "maison d'édition du jour qui vient" dans un domaine particulier de la vie. Son auteur y relie l'orientation anthroposophique qu'il a fondée dans la science de l'esprit, dans laquelle il a publié un grand nombre d'écrits depuis 35 ans, à l'observation conforme à la réalité du vivre et du vouloir sociaux.

La maison d'édition "Kommende Tag Verlag" se place donc au milieu des tâches spirituelles, éthiques et économiques du présent ; et elle cherche à répondre à ces tâches par son lien avec l'école supérieure/université de sciences de l'esprit, le Goetheanum à Dornach, dans lequel le type de recherche approfondi par l'anthroposophie et fécondant à nouveau toutes les branches de la vie se construit aussi un édifice artistique qui, bien qu'encore inachevé, représente déjà le lieu de soin de ce type de recherche et d'art. D'une autre manière, dans le domaine de la pédagogie, ce type de recherche et de pratique de vie a un lieu d'action dans l'école Waldorf libre de Stuttgart.



Grâce à ce lien avec les directions les plus diverses, la maison d'édition "Kommende Tag Verlag" se présente comme une entreprise qui a ses racines très ramifiées dans le cercle d'un mouvement spirituel, artistique et social qui, à partir d'une volonté ferme, se donne pour tâche la plus sérieuse le nécessaire nouveau façonnement de la civilisation qui s'effondre.

En décembre 1920

20

Stuttgart, Champignystraße 17

Le jour qui vient SA

Éditions

Appel pour la sauvegarde de la Haute Silésie (janvier 1921). [471]

Habitants de la Haute-Silésie !

01

La Haute-Silésie devrait-elle devenir un état permanent de discorde, de lutte intérieure cachée et ouverte, au détriment de sa population, de son économie et de la destruction de tous ses biens culturels ? La Haute-Silésie peut-elle rester le foyer d'une menace permanente pour la paix en Europe ?

Non ! Mais comment l'éviter ?

03

La question de la Haute-Silésie est une question *européenne*. Toute l'Europe se préoccupe de la prospérité *économique* de l'industrie, en particulier des ressources en charbon de la Haute-Silésie. La Haute-Silésie est d'une signification capitale pour le cours du cycle économique européen. Les problèmes et les tâches *spirituels-culturels* de cette région, située à mi-chemin entre l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, pèsent lourd dans le plateau de la balance. La spiritualité des peuples de Haute-Silésie peut seulement s'exprimer alors correctement si l'on trouve ici une véritable solution à la question des nationalités. Ce serait un gain décisif pour l'avènement d'une nouvelle ère dans les relations entre les peuples absolument.

L'assainissement des rapports *politico-étatiques* est aussi une nécessité inconditionnelle dans l'intérêt de l'Europe, si l'on ne veut pas que la Haute-Silésie devienne un foyer d'agitation politique qui remettrait durablement en question la paix européenne.

Le problème du façonnement de la Haute-Silésie est donc une question d'assainissement économique, politico-juridique et culturel de *toute l'Europe*. Versailles, Saint-Germain et Spa n'ont rien apporté de moins qu'une solution aux problèmes européens et aux questions sociales. Mais comme la question de la Haute-Silésie ne peut être résolue qu'à partir de l'ensemble du grand contexte d'une réorganisation véritablement contemporaine des rapports européens, *aucune solution actuelle de ces questions, qui se fonde sur la réalité, ne pourra être autre chose qu'un état temporaire. Il faut donc créer consciemment un tel état transitoire en Haute-Silésie.* Ni les fameux 14 points de Wilson, dont l'application à la vie réelle est impossible, surtout à l'Est, ni les méthodes violentes d'une époque révolue ne peuvent conduire à une nouvelle construction de la vie européenne. On ne peut parvenir à cette reconstruction que si l'on est conscient qu'il s'agit en fait de trois domaines différents :

La vie économique, la vie politico-juridique, la vie intellectuelle et culturelle.

07

Dans l'État actuel, ces trois domaines étaient entremêlés, et c'est de cette confusion qu'est finalement née la situation chaotique actuelle. La seule organisation de la vie sociale qui soit conforme à la réalité ne peut donc consister qu'en une autonomisation de ces trois domaines. La voie à suivre indique

la triarticulation de l'organisme social

09



Elle réclame que l'État libère de son pouvoir l'économie d'un côté, et la vie de l'esprit ¹⁰ de l'autre.

La vie économique ne comprendrait plus que la production, la distribution et la ¹¹ consommation de marchandises, qui devraient être gérées par des experts sur une "base associative". Sans être gênés par les rapports de force étatiques et politiques, les producteurs et les consommateurs des différents pays régleront la satisfaction de tous les besoins par un travail commun.

Le maillon/membre spirituel de l'organisme social triarticulé comprend la science, ¹² l'art, la religion, l'ensemble du système éducatif et la jurisprudence judiciaire. Tous ces facteurs culturels et spirituels ne peuvent remplir leur mission et féconder correctement la vie sociale que dans une liberté totale par rapport aux interventions de l'État. La vie de l'esprit, la culture, doit se former à partir de la libre coopération de toutes les personnalités individuelles spirituelles et créatives et se doter elle-même de ses propres corps d'administration.

Au membre intermédiaire, la partie juridico-politique de l'organisme social, il reste ¹³ en premier lieu l'activité policière et administrative sur une base juridique ; elle est réglée par un parlement démocratiquement élu. Comme ce parlement ne s'occupe que de questions purement politico-étatiques, il ne peut perturber ni la vie économique ni la vie de l'esprit.

(Pour plus de détails sur la triarticulation de l'organisme social, voir le livre "Die ¹⁴ Kernpunkte der sozialen Frage" du Dr Rud. Steiner, "Der Kommende Tag" AG Verlag, Stuttgart, Champignystrasse 17, ainsi que l'hebdomadaire "Dreigliederung des sozialen Organismus (Tri articulation de l'organisme social)", publié par le même éditeur, et les autres ouvrages pertinents).

Ce n'est que par une telle articulation des organismes sociaux en Europe que le cycle ¹⁵ économique pourrait se dérouler selon ses propres lois, indépendamment des frontières politiques des États et au-delà de celles-ci. - De même, l'échange spirituel entre des parties de peuple séparées par des frontières politiques est possible au-delà de ces frontières, de manière libre, sans être entravé par la politique de puissance de l'État.

Tant qu'une telle triarticulation saine de l'organisme social n'aura pas été réalisée ¹⁶ dans toute l'Europe sur les différents territoires nationaux, à la question de la Haute-Silésie ne pourra pas non plus être trouvée une solution définitive conforme à la réalité.

C'est précisément en Haute-Silésie que les conditions appellent tout particulière- ¹⁷ ment une telle triarticulation.



Ici, deux cultures, deux individualités de peuple qui s'interpénètrent, se disputent la 18 possibilité de s'exprimer. L'enseignement et la justice sont les principaux points de friction. Seule la libération de la vie spirituelle permettra de résoudre ces questions brûlantes, notamment en Haute-Silésie. Les deux cultures, allemande et polonaise, pourront alors se développer côte à côte en fonction de leurs forces vitales, sans que l'une ait à craindre d'être violée par l'autre, et sans que l'État politique prenne parti pour l'une ou l'autre. Chaque nationalité créera non seulement ses propres établissements d'enseignement, mais aussi ses propres corps administratifs pour la vie culturelle, de sorte que les frictions seront exclues.- Et si le circuit économique en Haute-Silésie était aussi détaché de l'État politique, les questions économiques de la Haute-Silésie pourraient être intégrées dans l'ensemble de l'économie européenne et ne pourraient être résolues que par des accords entre les dirigeants économiques des pays concernés.

Dans le cadre du présent, ce qui suit est donc la seule possibilité de vie conforme à la 19 réalité :

La région de Haute-Silésie refuse provisoirement d'être rattachée/l'articulation à un État limi- 20 trophe, jusqu'à ce que là même une compréhension pour la triarticulation/du trimembrement soit éveillée. Elle se constitue de telle sorte que ses facteurs économiques se gèrent eux-mêmes - de même que ses facteurs spirituels. Elle crée un accord entre les deux seulement par un organisme juridico-policiér provisoire qui ne s'étend que sur son territoire et reste dans cet état jusqu'à la clarification de l'ensemble des rapports européens.

Bien que cet état de choses soit provisoire, il apparaît, s'il est mis en œuvre, comme 21 un modèle des mesures que toute l'Europe doit prendre pour assainir ses rapports.

Seule une vision à court terme peut considérer cet appel comme n'étant pas dans 22 l'esprit allemand. L'esprit allemand authentique a toujours pensé ainsi.

Alors, habitants de Haute-Silésie, regroupez toutes les branches de votre vie économique en as- 23 sociations libres et indépendantes de l'État ! Déclarez votre système d'éducation et d'enseignement indépendant de l'État et placez-le sous sa propre administration ! Instaurez provisoirement une vie publique policière et administrative, jusqu'à ce que les rapports européens adoptent une base plus saine ! Seul ce que vous parviendrez à imposer à la Commission de l'Entente vous sera utile. Tout le reste est sans valeur pour vous.

Bund für Dreigliederung des sozialen Organismus

24

Groupe local de Breslau.

Demander un orateur sur la triarticulation et la Haute-Silésie au groupe local de Breslau 25 de la Fédération pour la triarticulation de l'organisme social, Breslau, Kaiser-Wilhelm-Straße 16, escalier 2.

Délimitation du programme du jour qui vient (1922). [476]



Les circonstances actuelles et l'opposition de larges cercles intéressés à la vie de l'économie imposent au Jour qui vient le devoir de renoncer à un programme supplémentaire d'économie sociale pour le présent immédiat et de maintenir son activité dans des limites plus étroites. Dans un avenir proche, il sera l'association de quelques entreprises économiques avec des entreprises spirituelles qui se soutiennent mutuellement. Les entreprises spirituelles : l'école Waldorf, l'institut clinique et thérapeutique, l'institut de recherche biologique et physique doivent servir au progrès scientifique et spirituel ainsi qu'au progrès moral et social dans le sens où cela correspond aux exigences de l'époque posées par le présent et le futur proche. Les entreprises purement économiques doivent fournir la base matérielle de l'ensemble de l'entreprise. Elles doivent d'abord porter les entreprises qui ne pourront produire des fruits économiques et des revenus financiers/recettes financières que dans un certain temps, parce que la semence d'esprit qu'il faut y verser maintenant ne pourra éclore qu'après un certain temps.

Les actionnaires continueront à percevoir les dividendes promis par le programme de cette entreprise maintenue dans un cadre plus étroit. Une extension de l'activité peut aussi avoir lieu, si possible, dans le cadre de ce programme transformé. Le programme développé à l'origine pour le développement de la vie de l'économie en relation avec le maintien des valeurs spirituelles est certes une nécessité de notre temps, mais sa réalisation complète n'a actuellement aucune chance d'aboutir en raison du peu de complaisance des contemporains impliqués dans la vie de l'économie du présent. Il faut donc faire passer le possible avant le nécessaire. Les personnalités qui comprennent l'idée du "Jour qui vient" s'y retrouveront d'autant mieux avec leurs intérêts. Les servir sera le devoir de sa direction.

INDICATIONS [491]

à la page

11 "Appel au peuple allemand ... " : voir page 428.

"Les points essentiels de la question sociale" (1919), GA Bibl.-N° 23.

Hebdomadaire "Dreigliederung des sozialen Organismus (Triarticulation de l'organisme social)" : paru chaque semaine à Stuttgart à partir du 8. juillet 1919. A partir de 1922 : "Anthroposophie, Wochenschrift für freies Geistesleben (Anthroposophie, hebdomadaire pour une libre vie de l'esprit)".

12 *Versailles, Spa* : le traité de paix de Versailles, qui a formellement mis fin à la Première Guerre mondiale, a été signé le 28 juin 1919. Spa, en Belgique, a accueilli la Conférence européenne sur les réparations allemandes du 5 au 16 juillet 1920. L'Allemagne a été incitée à accepter les conditions des Alliés par la menace d'une invasion de troupes dans la Ruhr.

31 *Friedrich Engels*, 1820-1895, "Le développement du socialisme de l'utopie à la science" (1891) 6e édition, Berlin 1919.

35 "Concepts généraux et grande prétention..." : Goethe, "Proverbes en prose".

83 *École Waldorf* : L'école Waldorf libre de Stuttgart a été fondée en 1919 sous la direction pédagogique de Rudolf Steiner par *Emil Molt* (1876-1936), le directeur de la fabrique de cigarettes Waldorf Astoria à Stuttgart, tout d'abord pour les enfants des employés travaillant dans cette entreprise. Rudolf Steiner nomma les enseignants et leur donna des cours en séminaire de préparation. Elle devint le modèle de nombreuses écoles fondées dans des pays du monde entier.



- 97 *Claude Henri de Saint Simon*, 1760-1825, fondateur de ce que l'on appelle la première école socialiste, selon laquelle les institutions de la société humaine devaient être organisées dans le sens d'une loi/légité purement de science de la nature.
- Robert Owen*, 1771-1858, réformateur social idéaliste. Cf. Rudolf Steiner "Science de l'esprit et question sociale".
- Fourier, François Marie Charles*, 1772-1835, créateur d'un système socialiste sur base de science de la nature.
- 99 "*Die Kernpunkte der sozialen Frage (Les points fondamentaux de la question sociale)*" (1919), GA Bibl.-Nr. 23.
- 113 *Herman Grimm*, 1828-1902, "Schiller und Goethe" dans "Fünfzehn Essays (Quinze essais)", 1ère série, Gütersloh 1889, p. 166.
- 121 *déchirure de la valeur* : la monnaie allemande a été totalement dévaluée après la Première Guerre mondiale par une inflation en constante augmentation (en 1923, 1 mark-or = 1 billion).
- 124 *Mathias Erzberger*, 1875-1921, député du centre, plénipotentiaire de l'armistice en octobre 1918, ministre des finances du Reich de 1919 à 1921, assassiné par des nationalistes en 1921.
- 131 *Karl Kautsky*, 1854-1938. "Wie der Weltkrieg entstand Comment la guerre apparut)", Berlin 1919, p. 13 et suivantes.
- 136 "*Le théosophe Steiner, homme de main de l'Entente*". ...
affirmation mensongère : Cf. également à propos de ces deux calomnies la conférence du 17 janvier 1920 dans "Geistige und soziale Wandlungen in der Menschheitsentwicklung (Transformations spirituelles et sociales dans l'évolution humaine)", GA Bibl.-Nr. 196, p. 83/ 296, ainsi que "Dreigliederung des sozialen Organismus (Tri articulation/trimembrement de l'organisme social)", 1ère année, Stuttgart 1919/20, n° 38, les deux articles de Carl Unger et Walter Joh. Stein.
- 138 *Ottokar Czernin*, 1872-1932, ministre autrichien des Affaires étrangères de décembre 1916 à avril 1918, "Im Weltkriege (Dans la guerre mondiale)", 2e éd. Berlin 1919, p. 69/70.
- 143 *Alfred von Tirpitz*, 1849-1930, grand amiral, secrétaire d'État à la marine du Reich, créateur de la flotte de guerre allemande.
- 144 *John Maynard Keynes*, 1883-1946, l'un des plus grands économistes des temps modernes. "Die wirtschaftlichen Folgen des Friedensvertrages (Les conséquences économiques du traité de paix)", 11e-15e mille, Munich 1920.
- Thomas Woodrow Wilson*, 1856-1924, président des États-Unis de 1913 à 1921, a proclamé les "Quatorze points" le 8 janvier 1918 (voir la référence à la page 161).
- Georges Clemenceau*, 1841-1929, Premier ministre français de 1917 à 1920.
- David Lloyd George*, 1863-1945, Premier ministre anglais de 1916 à 1922.
- 150 *Appel*. Voir page 428.
- 157 *Karl Helfferich*, 1872-1924, secrétaire d'État, dirigeant du parti national allemand. Adversaire et rival de Matthias Erzberger (voir la référence à la page 124).
- 160 *Johann Heinrich, comte von Bernstorff*, 1862-1939, ambassadeur allemand à Washington avant l'entrée de l'Amérique dans la Première Guerre mondiale. "Deutschland und Amerika, Erinnerungen aus dem fünfjährigen Krieg (Allemagne et Amérique, souvenirs de la guerre de cinq ans)", (1920).



161 *Les quatorze idées fictives de Wilson* : Les "Quatorze points" de Wilson du 8. janvier 1918. Traduction dans "Die Reden Woodrow Wilsons (Les discours de Wilson)", anglais et allemand, Berne 1919.

Il a été tenté à l'époque ... de personnalités de premier plan ... de faire passer des idées : Voir les mémorandums de Rudolf Steiner de juillet 1917, p. 339 de ce volume, ainsi que les références y afférentes.

162 *guerre sous-marine illimitée* : afin d'opposer quelque chose d'efficace à la supériorité maritime anglaise, l'Allemagne poussa à l'utilisation des sous-marins, qui s'avéra assez efficace. Les sous-marins ont coulé de nombreux navires, y compris des navires marchands neutres, sans toutefois pouvoir menacer sérieusement l'approvisionnement de l'Angleterre. Suite à des protestations diplomatiques, notamment de la part des États-Unis, encore officiellement neutres, la guerre sous-marine fut limitée en 1915 et ne reprit qu'en 1917, ce qui provoqua l'entrée en guerre des États-Unis. Le principal partisan de la guerre sous-marine était l'amiral von Tirpitz.

172 *mouvement insurrectionnel* : Le 13 mars 1920, des cercles réactionnaires, dirigés par Friedrich Kapp, un haut fonctionnaire de l'administration, et le général de la Reichswehr von Lüttwitz, ont cherché à provoquer un renversement. Il y eut une grève générale des ouvriers et le soi-disant putsch de Kapp s'effondra au bout de quelques jours.

176 *"Selon des lois éternelles et d'airain"* : Extrait du poème de Goethe "Das Göttliche (Le divin)".

Correspondance : Il s'agit de la correspondance entre Mathilde Reichardt et le savant Jakob Moleschott datant de 1856, dont Jürgen Bona Meyer fait état dans "Philosophische Zeitfragen (Questions philosophiques du temps)", Bonn 1874, p. 323 et suivantes. Voir également la conférence de Rudolf Steiner du 13 juin 1920 dans "Gegensätze in der Menschheitsentwicklung (Oppositions dans l'évolution de l'humanité)", GA Bibl.-Nr. 197.

180 *Spa* : Voir la remarque à la p. 12.

En 1917.. : Voir les notes à la p. 339.

182 *John Maynard Keynes* : voir note à la p. 144.

184 *Dans l'Est européen* : il s'agit de la Russie bolchevique de Lénine.

Représentants américains de la vie intellectuelle : n'a pas été établi.

185 *grève des mineurs* : En octobre et novembre 1920, une grève des mineurs a eu lieu en Angleterre, qui a profondément ébranlé le pays.

car le bolchevisme n'a pas réussi à vaincre la Pologne : Suite à la "victoire de Varsovie" du maréchal Pilsudski en 1920.

188 *cultivateur de visions du monde américaines* : n'a pas été établi.

191 *Le chemin de Versailles à Londres* : du 1er au 7 mars 1921, conférence à Londres sur l'exécution du traité de paix et les réparations allemandes.

192 *Lloyd George* : voir les références à la p. 144.

Warren Gamaliel Harding, 1865-1923, a été élu président des États-Unis en novembre 1920, vainqueur de Wilson.

194 *Chute de Lénine et Trotski* : on espérait la chute du bolchevisme, qui, comme on le sait, n'a pas eu lieu.

224 *Jeunes Turcs, annexion de la Bosnie* : la révolution turque sous Kemal Atatürk a eu lieu en 1908, ce qui a déclenché l'annexion de la Bosnie par l'Autriche.



Problème de Bagdad : la construction d'un chemin de fer entre l'Asie mineure et le golfe Persique via Bagdad, entreprise avec une forte participation allemande depuis 1899, a provoqué des tensions politiques en raison de l'influence redoutée de l'Allemagne au Moyen-Orient.

240 *Saint Simon, Fourier* : voir les références à la p. 97.

249 *Hartley Withers*, auteur de "The meaning of money", en allemand "Geld und Kredit in England (Argent et crédit en Angleterre)", Jena 1911.

272 *Cours de pédagogie spirituel-scientifique* : "Anthropologie générale comme base de la pédagogie", GA Bibl.-Nr. 293 ; "Art de l'éducation. Méthodologique et didactique", GA Bibl.-No. 294 ; "Art de l'éducation. Discussions de séminaires et exposés de programmes", GA Bibl.-No. 295.

281 "*La solidarité des convictions morales ...*" : Herman Grimm, "L'Iliade d'Homère", 2e éd. Stuttgart 1907, p. 214.

283 *Heinrich von Treitschke*, 1834-1896, Essai sur "La liberté", Leipzig 1861.

284 "*so gewiß der Mensch nur verstehen, ...*" : "Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert (Histoire allemande au 19^e siècle)", 5e partie p. VI, Leipzig 1894.

285 *Ernst Curtius*, 1814-1896, archéologue et historien.

Leopold von Ranke, 1795-1886, historien.

"*Peu de gens sont aussi aimés...*" : Herman Grimm, *FragmentS*, 1er volume, Berlin 1900, p. 262.

286 "*Pendant trente ans..* : La vie de Michel-Ange", 16e éd. Berlin o. J. 2^{ème} tome, p. 439.

"*la guerre de trente ans, ...*" : "Vorlesungen über Goethe", 8. Aufl. Berlin 1903, 2e cours.

287 "*Ils ont gardé ce qu'il y avait de plus propre à notre peuple*,

290 *Johann Gottlieb Fichte*, 1762-1814.

* *Autre chose sur le temps présent* : un tel écrit n'a pas paru.

tiré de conférences : voir entre autres "Menschenschicksale und Völkerschicksale (Destins d'humains et destins de peuples)", GA Bibl.-Nr. 157.

291 "*Tant qu'un cœur battra en Allemagne...*" : Robert Zimmermann, 1824-1898, extrait de "Zum Fichtejubiläum (Pour le jubilé de Fichte)" in "Zur Philosophie, Studien und Kritiken (Sur la philosophie, études et critiques)", Vienne 1870, p. 304.

293 "*Temps et éternité ... Tout en tant que vie non spirituelle ...*" :- Fichte, "Discours à la nation allemande", 7e discours.

294 "*Le temps m'apparaît comme une ombre vide ...*" : - 1er discours.

297 "*Cette doctrine présuppose ...*" : *Einleitungsvorlesungen in die Wissenschaftslehre* (Cours magistraux d'introduction dans la théorie de la science) 1813, p. 2.

298 "*La vraie en soi arrivée à son terme ...*" : "Discours à la nation allemande", 7e discours.

298 "*Ce qui en matière de spiritualité et de liberté...*" : voir le renvoi précédent.

303 *Ernest Renan*, 1823-1892, historien des religions.

David Friedrich Strauß, 1808-1874, théologien, philosophe.

"*J'étais au séminaire de St. Sulpice ...*" : échange de lettres Renan / D. F. Strauss : lettre du 13 septembre 1870, citée dans Strauss / Renan / Carlyle "Krieg und Friede (Guerre et paix) 1870", Insel-Bücherei Nr. 164, Leipzig o. J.

306 *Carl Vogt*, 1817-1895, *Politische Briefe* (Lettres politiques), Bienne 1870, p. 30 s. Il s'agit du scientifique matérialiste souvent mentionné par Rudolf Steiner.

310 *Alexej Stepanowitsch Chomiakow*, 1804-1860.



312 Nikolai Jakowlewitsch Danilewsky, 1822-1885, "Rußland und Europa (Russie et Europe)", Petersburg 1871.

313 Wiadimir Solovjow, 1853-1900. Sa confrontation avec Danilewski se trouve dans l'essai "Rußland und Europa", Solovjows Ausgewählte Schriften (Écrits sélectionnés) Bd. IV, Stuttgart 1922 (traduit par Harry Köhler).

314 "L'Europe nous craint..." : op. cit. S.175.

315 Nikolaj Nikolajewitsch Strachow, 1828-1896, philosophe, écrivain slavophile.

316 Schiller... Lettres ... " : "Lettres sur l'éducation esthétique de l'humain", 1795.

317 Il y a des peuples ... : Fichte, "Discours à la nation allemande", 13e discours.

322 Ralph Waldo Emerson, 1803-1882.

Une qualité surtout : Emerson : "Goethe oder der Schriftsteller (Goethe ou l'écrivain)", traduit par H. Grimm, dans ses "Quinze essais" 3e série, Berlin 1882.

325 John Stuart Mill, 1806-1873, philosophe et économiste national.

Herbert Spencer, 1820-1903, philosophe et sociologue.

Ferdinand C. S. Schiller, 1864-1937, philosophe anglais. John Locke, 1632-1704, philosophe, théologien, médecin.

Thomas Henry Huxley, 1825-1895, philosophe, zoologue, darwiniste.

326 Mais tandis que les Allemands ... : / Byron est à considérer... : Extrait des entretiens de Goethe avec Eckermann du 24 février 1825 et du 1er septembre 1829.

327 violation de la neutralité belge : en août 1914, l'Allemagne a porté son attaque contre la France à travers le territoire belge sans tenir compte de la neutralité belge.

328 Napoléon était un phénomène passager... : Helmuth von Moltke (l'aîné), 1800-1891, maréchal général prussien.

329 Karl Julius Schröer, 1825-1900, ami et professeur paternel de Rudolf Steiner, professeur à l'école technique supérieure de Vienne.

Nous nous voyons en Autriche en ce moment ... : Schröer, "Die deutsche Dichtung des neunzehnten Jahrhunderts (La poésie allemande du dix-neuvième siècle)", Leipzig 1875, p. 5.

330 Emerich von Halász, 1841-1918, écrivain et homme politique hongrois. "Jung Ungarn, Monatsschrift für Ungarns politische, geistige und wirtschaftliche Kultur (Jeune Hongrie, mensuel pour la culture politique, spirituelle et économique hongroise)", 3e cahier, mars 1911, p. 311 et suivantes.

332 un opuscule qui paraîtra plus tard : voir la 2e remarque de la p. 290.

333 Un travail scientifique primé : Jakob Ruchti, "Zur Geschichte des Kriegsausbricht (Sur l'histoire du déclenchement de la guerre)", 2e édition, Berne 1917.

335 Sir Edward Grey, 1862-1933. 1905-1916 ministre britannique des Affaires étrangères.

Sergei Dimitrejewitsch Sasonow, 1860-1927. Ministre russe des affaires étrangères de 1910 à 1916.

337 Herbert Henry, comte d'Oxford et Asquith, 1852-1928 ; Premier ministre anglais 1908-1916.



339 *Les mémorandums* : Rédigés par Rudolf Steiner après des entretiens avec le comte Otto Lerchenfeld et le comte Ludwig Polzer-Hoditz, qui voulaient utiliser leurs relations dans les cercles gouvernementaux allemands et autrichiens pour transmettre à des personnalités influentes les idées de Rudolf Steiner sur une contribution allemande positive à l'assainissement de la situation mondiale, en particulier en Europe centrale, allant au-delà des objectifs de guerre immédiats. Le comte Lerchenfeld s'adressa entre autres au secrétaire d'État allemand Kühlmann, le comte Polzer à son frère Arthur Polzer-Hoditz, chef de cabinet de l'empereur Charles d'Autriche. Les mémorandums n'ont pas été publiés du vivant de Rudolf Steiner, cf. également le chapitre IV de "Die Kernpunkte der sozialen Frage" ainsi que les rapports des principaux intervenants de l'époque : le comte Otto Lerchenfeld dans "Rudolf Steiner während des Weltkrieges (Rudolf Steiner pendant la guerre mondiale)", édité par Roman Boos, Dornach 1933, et le comte Ludwig Polzer-Hoditz dans "Anthroposophie", Monatschrift, Stuttgart, 16e année 1933/34 p. 165 et suivantes.

Notre reproduction s'effectue sur la base des manuscrits de Rudolf Steiner encore partiellement disponibles ainsi que de copies datant de 1920. En ce qui concerne la datation des mémoires, qui ont tous été rédigés dans le courant du mois de juillet 1917, nous suivons ici les indications de Ludwig Polzer-Hoditz, qui correspondent à la numérotation des copies trouvées dans les archives de l'administration de la succession de Rudolf Steiner. Pour la première version du 2e mémorandum (ici page 381), nous disposons d'une indication temporelle précise : il a été rédigé dans la nuit du 22 juillet 1917 et était destiné, avec le 1er mémorandum, à être transmis par Ludwig Polzer-Hoditz à son frère Arthur (voir ci-dessus). Ce texte a été complété par Rudolf Steiner dans les jours qui ont suivi pour donner la deuxième version, reproduite ici aux pages 362 et suivantes (chez Boos : Memorandum A).

En ce qui concerne le contenu, nous renvoyons aux conférences de Rudolf Steiner de 1916/17 : "Considérations sur l'histoire contemporaine. Le karma de la non-vérité", 1ère et 2ème partie, GA Bibl.-No 173 et 174.

339 *explications du chancelier allemand* : Theobald von Bethmann-Hollweg, 1856-1921 ; chancelier de 1909 à 1917.

340 *Assassinat de François-Ferdinand* : le 28 juin 1914. Cet événement a déclenché la Première Guerre mondiale.

346 *Programme de Wilson* : voir note à la p. 161.

347 *Roi Édouard* : Édouard VII, 1841-1910 ; a régné de 1901 à 1910.

347/ *Formules politiques existant dans les cercles initiés d'Angleterre* :

348 Il convient de mentionner ici l'ouvrage de C. G. Harrison "The transcendental Universe", paru pour la première fois en 1894, où la situation créée par la Première Guerre mondiale, notamment en ce qui concerne l'Europe de l'Est, est présentée avec une précision remarquable comme un objectif nécessaire de l'évolution. Arthur Polzer-Hoditz, op. cit.

(voir note à la p. 339) cite la revue "Truth" de l'Anglais Labouchère de 1890, dans laquelle était publiée une carte qui reproduisait sur des points essentiels la forme de l'Europe après la Première Guerre mondiale.

349 *Chemin de fer de Bagdad* : voir la remarque à la page 224.

355 *dans un livre qui vient de paraître* : Ernst Krieck, "Die deutsche Staatsidee (L'idée allemande d'État)", Jena 1917.



367 *Lettre d'envoi aux Russes* : Wilson, Communication au gouvernement provisoire de Russie du 9 juin 1917 (President Wilson's Foreign Policy, New York 1918, p. 320).

379 *question linguistique autrichienne* : dans l'État pluriethnique d'Autriche-Hongrie, la question linguistique était un sujet de discorde permanent.

386 *La "faute" à la guerre*, "Betrachtungen und Erinnerungen des Generalstabschefs (Considérations et souvenir du chef d'état-major) H. v. Moltke über die Vorgänge vom (sur les processus d') Juli 1914 bis November 1914, publiées par la <Fédération pour la tri articulation de l'organisme social> et introduites en accord avec Mme Eliza von Moltke par le Dr Rudolf Steiner". - L'écrit n'a pas été diffusé (voir page 400 et suivantes). Trois ans plus tard, les mémoires de Moltke furent publiées avec d'autres documents, mais sans l'introduction de Rudolf Steiner, dans H. v. Moltke "Erinnerungen, Briefe, Dokumente (Souvenirs, lettres, documents) 1877-1916", Stuttgart 1922.

Helmuth von Moltke (le plus jeune), neveu du maréchal général, 1848-1916. Chef d'état-major de l'armée allemande au début de la guerre en 1914, il fut relevé de ses fonctions de chef de la direction de l'armée à l'automne 1914.

391 *Appel au peuple allemand* : voir page 428.

395 *Friedrich von Bernhardi*, 1849-1930, général, auteur de "Deutschland und der nächste Krieg (L'Allemagne et la prochaine guerre)", 6e édition, 1913.

398 *Jules Sauerwein*, né en 1880, écrivain et journaliste français, a traduit entre autres la "Science secrète/de l'occulte" de Rudolf Steiner.

398 *Bataille de la Marne* : c'est sur la Marne que s'arrêta en septembre 1914 l'offensive allemande contre la France. L'avancée contre la France s'arrêta et une guerre de position s'ensuivit pendant des années.

400 *Personnalité à qui incombait la représentation diplomatique de la Prusse à Stuttgart* : Hans Adolf von Moltke, conseiller de légation, neveu du chef d'état-major général. Voir à ce sujet et sur ce qui suit H. Wiesberger, "Rudolf Steiner öffentliches Wirken für die Dreigliederung des sozialen Organismus, Chronik des Jahres (action publique pour la triarticulation de l'organisme social, chronique de l'année) 1919", in "Nachrichten der Rudolf Steiner-Nachlaßverwaltung", n° 27/28, Dornach 1969.

plus tard, un général est venu me voir : le général Dommes.

401 *Alfred Graf von Schlieffen*, 1833-1913 ; prédécesseur de Moltke en tant que chef de l'état-major général. Créateur des plans d'opérations allemands en cas de guerre (dit plan Schlieffen) en supposant une guerre sur deux fronts.

402 *passage par la Belgique* : L'Allemagne est accusée d'avoir violé la neutralité belge.

Theobald von Bethmann-Hollweg, 1856-1921 ; 1909-1917 chancelier allemand.

Erich von Falkenhayn, 1861-1922 ; 1913-1915 ministre prussien de la guerre, 1914-1916 chef de l'état-major général de l'armée de terre.

Moritz Freiherr v. Lyncker, 1908-1918 chef du cabinet militaire.

410 *Mémoires de Tirpitz* : "Erinnerungen" 1920. Voir la remarque à la p. 143.

428 *Appel au peuple allemand* : d'abord publié en mars 1919. La modification du dernier paragraphe (p. 433) a été effectuée quelques mois plus tard, après la signature du traité de paix en juin 1919. L'appel était accompagné des explications suivantes :



"La publication de cet appel dans la presse d'Allemagne, d'Autriche allemande et de Suisse en mars a entraîné la création d'une Fédération pour la triarticulation de l'organisme social, dont le siège est à Stuttgart pour l'Allemagne. Suite à une rapide propagation du mouvement, des groupes locaux se sont formés dans toutes les grandes villes d'Allemagne, qui se sont donné pour mission de diffuser l'idée de la triarticulation dans tous les milieux populaires.

En Autriche allemande, en Suisse, en Scandinavie, en Hollande et en Tchécoslovaquie, des organisations fédérales ont été créées avec des bureaux centraux à Vienne, Zurich, Copenhague, Stockholm, Bergen, La Haye et Prague, à partir desquels le mouvement est dirigé en fonction des conditions locales. Dans d'autres pays européens aussi, un certain nombre de collaborateurs travaillent à la propagation de l'idée de la triarticulation.

L'évolution des choses en Allemagne depuis la première parution de cet appel montre à quel point il y a peu de compréhension des bases dont la prise en compte peut conduire à une transformation saine et réussie de tout notre ordre de société. Les autres tentatives qui ont été faites jusqu'à présent se sont révélées infructueuses. Parce qu'elles sont désespérées, elles paralysent la volonté populaire et renforcent les adversaires de l'Allemagne.

Il découle de la pensée triarticulée que la transformation ne doit pas seulement être économique, mais aussi spirituelle. La Fédération a lancé un appel à la création d'un conseil culturel qui doit permettre de réunir les personnalités de la vie de l'esprit pour lesquelles la gestion autonome et le renouvellement de la vie intellectuelle sont une question de responsabilité pour la pérennité spirituelle de l'Allemagne. Les travaux préparatoires pour le Conseil culturel ont déjà commencé à Stuttgart".

L'appel a aussi été annexé au livre "Die Kernpunkte der sozialen Frage (Les points fondamentaux de la question sociale)". Cet ouvrage fournit le fondement scientifique de ce qui est résumé dans l'appel. Sur la collecte des signatures, etc., voir les conférences de Rudolf Steiner de février et mars 1919, en particulier celle du 15 février (1ère conférence dans "Die soziale Frage als Bewußtseinsfrage (La question sociale comme une question de conscience)"), GA Bibl.-Nr. 189).

434 *Principes directeurs pour le travail de la tri-articulation* : Emil Leinhas, qui a publié ce texte pour la première fois dans son ouvrage "Aus der Arbeit mit Rudolf Steiner (Du travail avec Rudolf Steiner)" (Bâle 1950), écrit à ce sujet : "Les membres du comité pour l' <appel au peuple allemand et au monde de la culture> avaient déjà déployé, bien avant la parution de l' <appel> - en fait déjà depuis le début de la révolution de novembre - une intense activité publicitaire parmi les industriels du Wurtemberg pour la fondation d'une société fiduciaire industrielle wurtembergeoise. Ils avaient trouvé un certain intérêt dans ces milieux. Rudolf Steiner a rédigé à l'époque quelques <principes directeurs> pour cette activité, qui ... sont reproduites d'après le manuscrit de Rudolf Steiner qui se trouve dans l'héritage d'Emil Molt. Après la parution de l' <appel au peuple allemand et au monde de la culture>, cette propagande fut élargie pour devenir celle des idées de l' <appel>". (p. 40 a. 0.).



437 *"Le chemin de l'organisme social triarticulé"* : Emil Leinhas à ce sujet : "Par souci d'exhaustivité, je ... un tract programmatique de la Fédération (pour la triarticulation), rédigé par Rudolf Steiner lui-même. Ce tract, qui exprime clairement et sans équivoque les objectifs de la Fédération, a été utilisé par nous pendant longtemps. Je présente la version originale du texte et j'ajoute entre parenthèses les passages corrigés par Rudolf Steiner lui-même pour une édition ultérieure. L'expression modifiée de la nouvelle version, qui est sortie quelques mois plus tard déjà, devait tenir compte du changement de la situation politique générale intervenu entre-temps. Les corrections sont intéressantes parce qu'elles montrent avec quelle précision Rudolf Steiner tenait compte, dans de telles publications, de la compréhension et des sentiments d'un certain lectorat ainsi que de l'ambiance dominante de l'époque. Le tract portait de manière significative le titre <Le chemin de l'organisme social triarticulé>."

441 *Sur l'affaire des comités d'entreprise* : E. Leinhas op. cit. p. 56 : " A ce moment, Rudolf Steiner considérait qu'il était nécessaire, face aux tendances purement économiques et sociales des ouvriers, de mettre en valeur la vie spirituelle libre comme un autre membre indépendant de l'organisme social. Le mouvement des comités d'entreprise avait tendance à sombrer dans un certain radicalisme unilatéral à orientation purement économique ... Des membres de partis radicaux ont tenté de radicaliser les comités d'entreprise visés par la Fédération pour la triarticulation. La Fédération pour la triarticulation s'est vue obligée de prendre publiquement position contre ces tentatives afin de s'en distancer ... On trouvera plus de détails sur ces événements dans la première année de l'hebdomadaire <Dreigliederung des sozialen Organismus (Tri articulation de l'organisme social)> ...".

444 *Sur la triarticulation de l'organisme social* : En juillet 1919, plusieurs articles sur la triarticulation avaient été publiés dans la revue "Die Tribüne (La tribune)", Halbmonatsschrift für soziale Verständigung (bimensuel pour l'accord social), Tübingen, dont celui du professeur Philipp von Heck, professeur de droit à l'université de Tübingen. Alfred Mantz était étudiant, Gustav Seeger typographe et co-éditeur de la revue.

457 *défense contre une attaque ...* : "Les 26 et 27 mai 1920, le professeur Fuchs publia à Göttingen dans le Göttinger Tageblatt deux articles dans lesquels il attaquait la science de l'esprit d'orientation anthroposophique, les efforts du Bund für Dreigliederung des sozialen Organismus et les entreprises qui en sont issues <Der Kommende Tag> et tentait de les discréditer gravement devant le public. Le professeur Fuchs a en outre utilisé ses cours pour ridiculiser l'anthroposophie devant ses auditeurs par des remarques absurdes et pour dénigrer la personnalité du Dr Rudolf Steiner d'une manière qui tombe sous le coup des dispositions du code pénal. Une réplique de membres de la Société anthroposophique de Göttingen n'a pas été acceptée par la rédaction du Göttinger Tageblatt... La Société anthroposophique et le Bund für Dreigliederung des sozialen Organismus organisèrent alors à Göttingen une réunion publique à laquelle ils envoyèrent deux orateurs, le Dr Walter Johannes Stein et le Dr Eugen Kolisko, qui devaient éclairer l'assemblée par le thème qu'ils devaient traiter de manière purement objective (l'anthroposophie en tant que science>". (Extrait de "Dreigliederung des sozialen Organismus" 2ème année, n° 4, juillet 1920.) L'article du



Dr. Steiner reproduit est paru dans le n° 5, en même temps qu'un rapport de Walter Johannes Stein sur la conférence donnée à Göttingen.

460 *Leitgedanken* : Se réfère à la société "Der Kommende Tag AG", alors en cours de création. Voir aussi Leinhas, op. cit., chap. 19, p. 163 et suivantes.

466 *liste des livres* : Imprimé dans le catalogue "Les livres du Kommenden Tag", liste des livres 1920-23. Une copie de ce projet se trouve dans les archives de la Rudolf Steiner-Nachlaßverwaltung.

471 *Appel pour le sauvetage de la Haute-Silésie* : selon les informations du Dr Karl Heyer, qui a aimablement mis à disposition un exemplaire original de l'appel, rédigé par Rudolf Steiner. En Haute-Silésie eut lieu à l'époque un référendum sur l'appartenance à l'Allemagne ou à la Pologne, dont le résultat fut le démembrement de cette région économiquement unie. Voir aussi Leinhas, op. cit., p. 87 et suivantes.

472 *Versailles, St. Germain et Spa* : voir la remarque à la p. 12. C'est à St. Germain, près de Paris, que fut conclu le traité de paix avec l'Autriche.

476 *Limitation du programme* : voir à ce sujet Leinhas op. cit., chapitre 19. La dévaluation de l'argent ne cessant de progresser, le "jour qui vient" ne put répondre aux attentes placées en lui.

PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES [495]

La première partie du présent ouvrage est parue indépendamment sous le titre : *In Ausführung der Dreigliederung des sozialen Organismus* (En application de la triarticulation de l'organisme social), Stuttgart 1920. Il s'agit des essais rassemblés dans la revue *Dreigliederung des sozialen Organismus*, Stuttgart, juillet 1919 à mars 1921. Référence des différents essais :

1919 *Die Dreigliederung des sozialen Organismus eine Notwendigkeit der Zeit* (La triarticulation de l'organisme social, une nécessité de notre temps). I. Année 1919/20, cahier 1, juillet.

Nécessités vitales internationales et triarticulation sociale I/2-3, juillet.

Marxisme et triarticulation I/4, juillet.

École libre et triarticulation I/5-6, août.

Ce qui est nécessaire I/7, août.

Capacité de travail, volonté de travail et organisme social triarticulé I/8, août.

Aveuglement socialiste de l'âme I/9, septembre.

Les entraves socialistes au développement I/10, septembre.

Ce que demande "l'esprit nouveau" I/11, septembre.

Profit économique et esprit du temps I/12, septembre.

L'esprit et la vie économique I/13, octobre.

Droit et économie I/14, octobre.

Esprit social et superstition socialiste I/15, octobre.

La base pédagogique de l'école Waldorf I/16-17, octobre.

L'erreur fondamentale dans la pensée sociale I/18, novembre.

Les racines de la vie sociale I/19, novembre.

Le fondement de la triarticulation I/21, novembre.

Les vraies Lumières comme fondement de la pensée sociale I/22, décembre.

La voie du salut pour le peuple allemand I/24, décembre.

La soif de pensée du temps I/25, décembre.

Le discernement est nécessaire I/26, décembre.



Les essais suivants, pour la plupart tirés de "Dreigliederung des sozialen Organismus", ont été publiés dans le recueil "Die Forderungen der Gegenwart an Mitteleuropa (Les exigences du présent à l'Europe du centre", Dornach 1951.

1920

Le Goetheanum et la voix du présent I/27, janvier. Ideenabwege und Publizistenmoral I/23, janvier.

Il ne faut pas qu'un nouveau czerninisme remplace l'ancien I/31, février. Destruction et construction I/32, février.

Une volonté éclairée est nécessaire I/35, mars.

Les exigences d'aujourd'hui et les pensées d'hier I/36, mars.

Les idées et le pain I/37, mars.

Les dirigeants et les guidés I/38, mars.

Le fatalisme comme ennemi du temps I/41, avril.

La triarticulation et les intellectuels I/42, avril.

Les coups de l'ombre et la pratique des idées I/44, avril.

L'héritage spirituel et les défis du présent I/49, juin.

Die Dreigliederung während der Krieg und nach demselben (La tri articulation pendant la guerre et après cette même), IIe année 1920/21, cahier 13, septembre.

Politique d'État et politique de l'humanité : version originale allemande de l'article "Politique d'État et politique d'humanité" paru dans "Le Genevois", 46e année nouvelle série no 20, 13 novembre 1920, Genève. En allemand, d'abord dans Roman Boos "Michael gegen Michel (Michael contre Michel)", Bâle 1926 p. 131 et suiv.

Le chemin dans la confusion du présent, Dreigl. II/20, novembre.

1921 Politique morte et idées vivantes, Dreigl. II/39, mars.

Die wirklichen Kräfte im sozialen Leben der Gegenwart (Les forces réelles dans la vie sociale contemporaine) : Waldorfnachrichten (Nouvelles Waldorf), Stuttgart, 3e année, n° 6 du 15 mars 1921.

Cinq essais tirés de la revue "Soziale Zukunft (Avenir social)", Zurich, 1ère année, cahier 1-7, 1919/20.

La triarticulation de l'organisme social, la démocratie et le socialisme, 1er cahier, juillet 1919.

L'économie internationale et l'organisme social triarticulé, 2e cahier, août 1919.

Vie spirituelle, ordre juridique, économie, 3e cahier, septembre 1919.

Triarticulation et confiance sociale, 4e cahier, janvier 1920.

Les objectifs pédagogiques de l'école Waldorf de Stuttgart, 5-7e cahier, février 1920.

Gedanken während der Zeit des Krieges (Pensées durant le temps de la guerre), Berlin 1915, réimprimé dans "Rudolf Steiner während des Weltkrieges (Rudolf Steiner pendant la guerre mondiale)", édité par Roman Boos, Dornach 1933.

Un travail scientifique primé sur l'histoire du déclenchement de la guerre : "Neue Badische Landeszeitung", Mannheim, 62e année, n° 193, édition du soir du 17 avril 1917 (non signé). Avec de petites modifications, l'article est également paru le 30 avril dans un journal de Munich.



Mémoires : Dans "Kaiser Karl" d'Arthur Polzer-Hoditz, Zurich-Leipzig-Vienne 1929, le 1er mémorandum a été imprimé pour la première fois. Dans "Rudolf Steiner pendant la guerre mondiale" (voir ci-dessus), le 1er mémorandum a été publié sous la désignation de mémorandum **B**, le 2e, dernière version, sous la désignation de mémorandum A. La première version du 2e mémorandum a été publiée pour la première fois par Ludwig Polzer-Hoditz dans la revue mensuelle "Anthroposophie", Stuttgart, 16e année 1933/34.

Remarques préliminaires sur H. v. Moltke "Die Schuld am Kriege" (La faute pour la guerre) : cet ouvrage a été imprimé en 1919, mais n'a pas été diffusé.

Des faits nouveaux sur la préhistoire de la guerre mondiale (interview *Matin*) et les articles qui s'ensuivirent parurent dans "Dreigliederung des sozialen Organismus", 3e année 1921/22, n° 15, 17, 19, octobre, novembre 1921, l'interview et les "Nachträgliche Bemerkungen" aussi dans "Das Goetheanum", Dornach, 1re année, n° 9, octobre 1921. Tout fut réimprimé dans "Rudolf Steiner während des Weltkriegs", Dornach 1933.

Appel au peuple allemand ... Tract, publié dans diverses autres publications ainsi que comme annexe à "Die Kernpunkte der sozialen Frage", 1919.

Principes directeurs pour le travail de la triarticulation ; La voie de l'organisme social triarticulé. D'abord communiquées par E. Leinhas dans "Aus der Arbeit mit Rudolf Steiner", Bâle 1950.

Sur l'affaire des conseil d'entreprise : Dreigliederung des sozialen Organismus 1/3, juillet 1919.

Sur la triarticulation de l'organisme social : extrait de "Die Tribüne, Halbmonatschrift für soziale Verständigung", Tübingen, cahiers 3/4, 5/6, août et septembre 1919.

Défense contre une attaque venant du giron de l'université : Dreigliederung des sozialen Organismus II/5, août 1920.

Idées directrices ; préface à une annonce d'édition ; limitation du programme du *Kommenden Tag*. D'abord annoncé par Emil Leinhas, voir ci-dessus.

Appel pour sauver la Haute-Silésie : tract 1921.

Une série d'articles a été reprise par d'autres revues à l'époque de la triarticulation. Voir à ce sujet "Das literarische Lebenswerk Rudolf Steiner (L'œuvre de la vie littéraire de Rudolf Steiner)". Une bibliographie de C. S. Picht, Dornach 1926.

Des essais supplémentaires de Rudolf Steiner sur la question sociale et la triarticulation se trouvent dans les volumes suivants de la *Rudolf Steiner Gesamtausgabe* (œuvre complète) : "Gesammelte Aufsätze zur Kultur- und Zeitgeschichte 1887-1901 (Articles collectionnés sur la culture et l'histoire du temps)" (GA Bibl.-Nr. 31) "Luzifer-Gnosis. Gesammelte Aufsätze 1903-1908" (GA Bibl.-Nr. 34) "Der Goetheanum-Gedanke inmitten der Kulturkrise der Gegenwart. Gesammelte Aufsätze 1921-1925" (GA Bibl.-Nr. 36)





Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani
13 route de Fessenheim
F-67117 Quatzenheim
francois@triarticulation.fr
Tel. 00 33 950 263 598
www.triarticulation.fr

Institut für soziale Dreigliederung
Liegnitzer Strasse 15
D-10999 Berlin
sylvain.coiplet@dreigliederung.org
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43
www.dreigliederung.de



**Institut pour une triarticulation
de l'organisme social**
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

Soumettez-nous vos projets pour des collaborations fructueuses.

Contact :
François Germani +33 (0)950 263 598
francois@triarticulation.fr

www.triarticulation.fr

Dessiné : Sylvain Coiplet

Le catalogue de nos
publications en fichiers
pdf imprimables à la
demande :
[www.triarticulation.fr/
AM/](http://www.triarticulation.fr/AM/)

Informations diverses-
Choix de traduction-
Glossaire et lexiques -
Droits de propriétés sont
dans notre LIVRET
D'ACCOMPAGNEMENT
téléchargeable sur :
[www.triarticulation.fr/
AS/Com/](http://www.triarticulation.fr/AS/Com/)

La présente brochure vous
est vendue au coût des frais
nécessaires à la fabrication
de la prochaine. Les besoins
des collaborateurs travaillant
aux contenus et aux
prochains projets restent à
financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS

Formulaire de don en ligne : www.dreigliederung.de/institut/spenden

L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt
suivant les conventions en vigueur (voir/www.triarticulation.fr/Soutien.html).

Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.

Avec ce volume sont rassemblés la plupart des *écrits* supplémentaires autour des « Fondements de l'organisme social ».

De nombreux articles publiés dans les journaux, dont celui spécifique à la triarticulation. Appels, tracts, mais aussi textes de cadrage de telle ou telle initiative à l'intérieur du mouvement.

Textes aussi autour de la première guerre à la fois mondiale et industrialisée, et autour de la question de « Qui en est responsable ? », l'empire allemand en est-il le seul responsable ? Et qui dans cet empire ? Cela suppose pour Steiner de très fines considérations où le spirituel pur affleure à travers le culturel. Au des mise au points sur ce qui a été dit ou écrit.

Les fameux mémos rédigés pour l'action privée de ceux qui avaient des entrées auprès des gouvernants. Ils placent ce qui deviendra à peine deux ans plus tard un mouvement populaire, pour la première fois, dans l'histoire, une façon d'envisager faire société qui est le prolongement de ce qui fut expliqué dans « Les énigmes de l'âme » pour sortir la science psychologique d'alors de l'impasse de la représentation d'une psyché humaine passant exclusivement par le système anatomique neuro-sensoriel.

Si l'on veut élargir encore ces différentes directions ouvertes à la réflexion, on trouvera d'autres exposés, cycles ou interventions ponctuelles rassemblés dans environ 40 volumes que nous présentons sous la dénomination « Œuvre complète en science sociale » sur nos sites internet.

